

LIRE PAGE 44

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 BA; Maroc, 1 dr.; Tunisie, 100 m.
Allemagne, 0,90 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique,
à fr. Canada, 60 cts; Danemark, 2,50 kr.
Espagne, 16 pes. Grande-Bretagne 1 s. 6d.
15 dr. Iran, 45 rial; Italie, 250 L.; Liban, 125 pi.
Luxembourg, 8 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas
0,70 H.; Portugal, 200 esc.; Roumanie, 100 lei.
0,90 fr.; S.A., 65 cts; Tchécoslovaquie, 8 a. din.
Tant des abonnements payé 27

5, RUE DES ITALIENS
75117 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4397-23 Paris
Télé Paris no 63372
Tél. 70-71-29

L'Archipel du Goulag éprouve quelque difficulté à être admis dans la libre circulation à l'intérieur du bâtiment placé sous la juridiction des Nations unies.

Sans faire rebondir la querelle Soljenystyne, certains peuvent s'en étonner ou même s'en indigner. Ils auraient tort. Dans l'ancien système international, seuls les représentants du pouvoir politique étaient accrédités au droit de formuler d'Etat à Etat et de régime à régime.

Les autres dehors, dans le cadre des Nations unies, s'abstenait de faire à aucune de ces nations la moindre peine, même légère.

Ce qui, évidemment, exclut la littérature mais non cette rhétorique qui est le langage des rédacteurs de rapports destinés aux organisations internationales connaissent bien.

Au fond, Soljenystyne aurait dû s'adresser à quelques collaborateurs de M. Waldheim pour faire traduire son œuvre en langue onusienne.

ROBERT ESCARPIT.

UNE DÉCLARATION AU « MONDE »

• Le commerce extérieur français • L'accès au golfe

(Suite de la première page.)

« Pourquoi ? D'abord en raison du pétrole, qui vient directement d'Iran et d'Arabie saoudite, et du gaz, qui fournirait jusqu'à 50 % des besoins en gaz de l'Europe. Comment voulez-vous séparer le sort d'une région de celui du pays qui lui fournit 50 % de ses besoins en gaz ? En plus de cela nous sommes dans une région et peut-être en Occident nous la positionnons — qui fournira le reste de vos ressources d'énergie au moins pour les trente prochaines années à venir. Peut-être serons-nous tous capables d'insister d'ici là, autant d'unités nucléaires que les règles de l'environnement nous le permettront. Mais l'Allemagne fédérale ne pourrait pas avoir plus de 20 000 mégawatts d'origine atomique à cause justement de l'espace et des questions de pollu-

tion (1). Il faudra peut-être encore un peu plus de temps pour maîtriser l'énergie solaire et les autres sources d'énergie. Pendant ce temps-là, l'Europe ne pourra pas se passer de son sort de celui de notre région. « Il y a aussi l'amitié traditionnelle franco-iranienne. Et puis l'économie française — qui ne va pas trop mal — a besoin de marchés extérieurs de plus en plus importants. Les chiffres d'affaires que mon pays serait capable de faire avec d'autres pays se placent dans les limites des plus grosses affaires internationales. Nous pourrions aider l'industrie française, elle peut nous aider à nous industrialiser. Nous comptons passer tout de suite des commandes de l'ordre de 5 000 mégawatts d'électricité à la France, impliquant la formation de cadres et le reste. Je ne vais pas citer là un exemple.

— qui va finir un jour — que nous-mêmes. — Le problème de l'inflation est un problème mondial, et je crois que l'Iran n'y échappe pas. Jusqu'à présent, nous ne pouvons pas nous en occuper, personne ne semble avoir

trouvé de recettes très efficaces pour combattre ce mal. — Pour nous, évidemment, c'est le refus de l'inflation internationale. Tant que ce que nous produisons demeure compétitif, l'inflation pour nous n'existe pas.

— afin de diminuer la menace iranienne sur ses frontières — mais pas assez tout de même pour permettre aux Kurdes d'acquiescer — par crainte d'une extension du mouvement autonomiste aux Kurdes d'Irak.

— Aujourd'hui, vous savez, beaucoup de choses peuvent arriver sans qu'on l'ait prévue ou qu'on soit obligé de l'admettre. Comme il y a eu tellement d'armes irakiennes qui sont allées au Bélochtistan ou du Pakistan ou bien dans tous les endroits du golfe Persique tous les jours. Mais vous comprenez que je ne m'étends pas très longuement sur ce sujet.

— Puis-je vous demander votre position à l'égard d'un règlement éventuel au Proche-Orient et notamment du problème palestinien ?

— Vous touchez à un point très sensible. Je ne vais pas comment on pourrait trouver un règlement

Seuls les compagnies et le fisc bénéficieraient d'un abaissement du prix du pétrole

— Le renchérissement du pétrole a eu un effet catastrophique sur l'économie occidentale. Ne croyez-vous pas, compte tenu des rentes considérables que ce renchérissement a assurées à l'Iran — on dit que vous avez actuellement 8 milliards de dollars en comptes bancaires, — que le moment serait venu, comme l'a suggéré l'Arabie saoudite, de diminuer quelque peu le prix du pétrole ?

— Eh bien, d'abord, ce prix du pétrole dont on parle tellement n'a influencé que de 1 % l'inflation européenne ou internationale.

— Mais pas le commerce extérieur français, puisque nous dépendons à 70 % de nos importations pour la consommation d'énergie.

— C'est possible. Mais le traité que nous avons signé va remédier — et de beaucoup — aux difficultés de votre commerce extérieur. Même chose avec l'Allemagne, avec l'Angleterre et avec l'Italie. Le gonflement extraordinaire des prix avait commencé avant l'augmentation du prix du pétrole. En 1973, le prix du baril était de 2,17 dollars, en 1969, il était de 1,79 dollar, alors que l'inflation internationale pendant ce laps de temps était de l'ordre de 350 à 400 %. Non. Si on abaisse le prix du pétrole, les compagnies, comme elles en ont profité ces dernières années, puis-je le dire, à certaines compagnies qui ont fait jusqu'à 100 % de bénéfices, et les taxes que vous, États consommateurs, prélevez : vous prenez avec vos taxes autant d'argent sur notre richesse nationale

Nos raisons de nous armer sont les mêmes que les vôtres

— Une partie importante des bénéfices que vous tirez de la vente du pétrole passe actuellement en achat d'armements. Cette dernière semaine encore, vous avez procédé à des achats massifs d'avions notamment. — Le prix est massif. Le nombre n'est pas tellement massif, mais le prix est extraordinaire. A quel type de menace faites-vous face ?

— Je ne peux pas tellement préciser. Nous nous armons pour les mêmes raisons que vous-mêmes, Français, Allemands ou Anglais, comme de l'autre côté, Soviétiques, vous gardez sous les armes de telles quantités de soldats et d'armes comme ils le sont. Pour les mêmes raisons qui font que vous avez l'OTAN et le pacte de Varsovie. Pourquoi y aurait-il de bonnes raisons pour l'Europe et pas pour moi, alors que la conjoncture est exactement la même ?

— Vous avez très souvent donné comme objectif fondamental à votre politique l'indépendance nationale. — Ah ! tout à fait.

— Mais le fait d'être allié des États-Unis n'implique-t-il pas tout de même une certaine limitation de cette indépendance ?

— Non, je ne le crois pas. Aujourd'hui, nous sommes aussi

indépendants que n'importe quel autre pays du monde.

— A la suite de la visite du président Nixon en Égypte et de l'assistance nucléaire qu'il va donner à ce pays, on parle d'extension du club nucléaire. Cette surchaleur ne vous inquiète-t-elle pas à remettre pas ou moins en cause la signature que vous avez donnée au traité de non-prolifération ?

— Évidemment pas encore. Je suis prêt à répéter ce que j'ai proposé déjà plusieurs fois, c'est-à-dire à déclarer votre zone géographique dont on pourrait en préciser évidemment les frontières — non nucléaire. Parce que, honnêtement, je crois que cette course aux armements nucléaires est ridicule. Que veut-on en faire ? S'en servir contre les grandes puissances ? On ne pourra jamais avoir la paix. Nous en servir pour nous entre-tuer ? Un pays qui se procurerait ce moyen pour attaquer d'ailleurs pas longtemps avant de se faire écraser par un autre pays qui prendrait sa revanche. Mais s'il n'y a pas assez de vision, si dans cette région chaque petit pays essaie de s'armer avec des armements même primitifs, même élémentaires, mais nucléaires, alors peut-être les intérêts nationaux de n'importe quel pays exigeraient qu'il fasse de même, mais je trouverais cela tout à fait ridicule.

Le détroit d'Ormuz est notre veine jugulaire

— Au cours des dernières années, l'armée iranienne est sortie de son rôle défensif pour occuper des rôles de police Persique et pour aider le sultan d'Oman à tenir tête aux rebelles du Dhofar. On a même dit que des éléments iraniens participaient à des opérations de maintien de l'ordre au Bélochtistan pakistanais. Confirmez-vous cette dernière intervention, et comment justifiez-vous les autres ?

— D'abord les États. Ils étaient persuadés que les Anglais nous les avaient ravés il y a quatre-vingt-sept ans. Peut-être ne pouvaient-ils pas faire autrement pour assurer de cet oil ou de cela, l'existence de leur pays. N'empêche que ces États étaient persanes, iraniennes. D'ailleurs, les documents, les lettres échangées, même l'encyclopédie géographique soviétique marquent ces liens aux couleurs iraniennes. Tout le monde le sait. Nous avons repris ces liens aux Britanniques un jour avant leur départ, pour bien montrer que c'était aux Britanniques que nous les reprenions. J'aurais pu réclamer Bahrein, je ne l'ai pas fait parce qu'il y avait, je ne sais pas, plus de deux cent mille habitants à Bahrein. Je me suis dit : si tu emploies la force là-bas, à quel coût servira ? Si derrière chaque empire il y a un Français, il leur tire sur les soldats ? Si les gens ne le veulent pas, s'ils veulent leur indépendance, il vaut mieux la leur donner. C'est ce que nous avons fait, précisément. Mais les autres ? Il y avait une lie qui avait peut-être des habitants, une autre n'était habitée que par des serpents, et une autre par très peu d'habitants. Mais c'étaient des îles persanes.

— Quant au sultan d'Oman, il était seul, personne ne l'aidait. Il y avait ces pauvres saoudiens qu'on appelait les Qawasim et qui se sont fait appeler l'Armée de libération, mais je voudrais savoir qui serait libéré et par qui ? — Le détroit d'Ormuz, la porte d'entrée du golfe Persique, est notre veine jugulaire. Juste en face de nous, justement, c'est le Ras-Masandam qui fait partie du sultanat d'Oman. Pour nous, c'est une question de vie ou de mort que cette région soit aux mains d'un pays qui n'est pas notre ennemi.

— La Chine a cessé toute aide ? — Tout à fait. — Et cette affaire du Bélochtistan ?

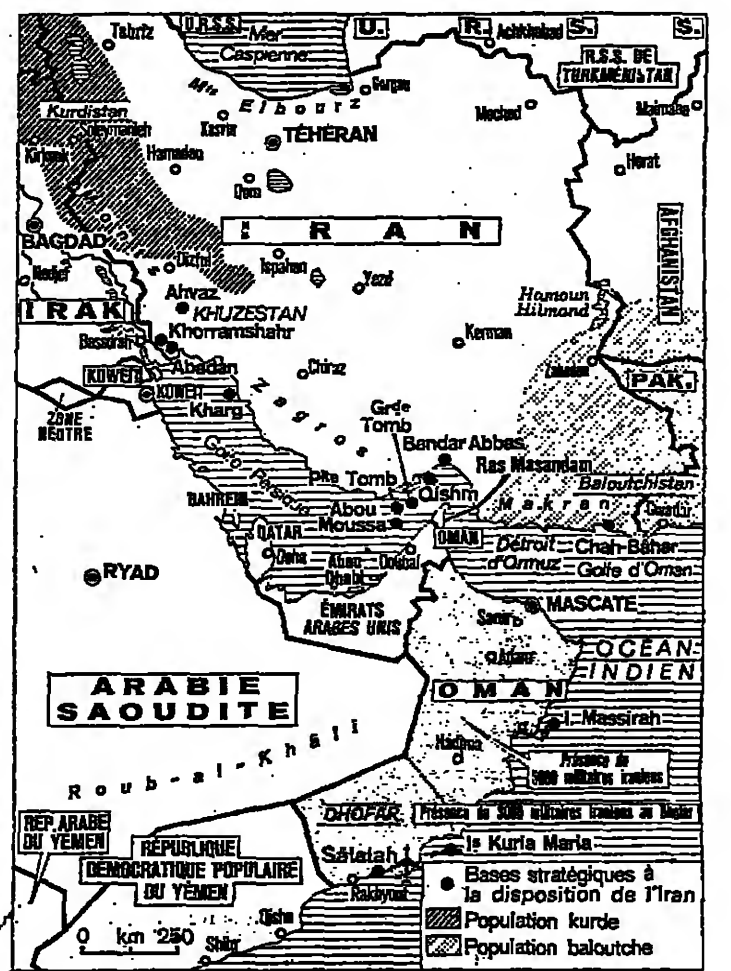
— Non, nous n'avons pas de troupes là-bas. Pourtant, nous avons été très inquiets juste après la désintégration de ce qui était le Pakistan, c'est-à-dire les deux Pakistan, ouest et est. Nous avions craint un moment que cela ne commence à se déliquescer petit à petit. Ça aurait été intolérable pour l'Iran.

— Dans ce cas-là, auriez-vous envisagé une intervention ? — N'importe quoi.

— Avec-vous tout de même donné une assistance technique aux Pakistans ?

— Non, ils n'en ont pas besoin.

— Venons-en maintenant au soulèvement kurde. On dit beaucoup en Occident que l'Iran soutient le soulèvement assez pour l'empêcher d'être



plus ou un peu moins le soutien des Kurdes d'Irak, par crainte de ce oil ou de cela, l'existence de leur pays. N'empêche que ces États étaient persanes, iraniennes. D'ailleurs, les documents, les lettres échangées, même l'encyclopédie géographique soviétique marquent ces liens aux couleurs iraniennes. Tout le monde le sait. Nous avons repris ces liens aux Britanniques un jour avant leur départ, pour bien montrer que c'était aux Britanniques que nous les reprenions. J'aurais pu réclamer Bahrein, je ne l'ai pas fait parce qu'il y avait, je ne sais pas, plus de deux cent mille habitants à Bahrein. Je me suis dit : si tu emploies la force là-bas, à quel coût servira ? Si derrière chaque empire il y a un Français, il leur tire sur les soldats ? Si les gens ne le veulent pas, s'ils veulent leur indépendance, il vaut mieux la leur donner. C'est ce que nous avons fait, précisément. Mais les autres ? Il y avait une lie qui avait peut-être des habitants, une autre n'était habitée que par des serpents, et une autre par très peu d'habitants. Mais c'étaient des îles persanes.

— Quant au sultan d'Oman, il était seul, personne ne l'aidait. Il y avait ces pauvres saoudiens qu'on appelait les Qawasim et qui se sont fait appeler l'Armée de libération, mais je voudrais savoir qui serait libéré et par qui ? — Le détroit d'Ormuz, la porte d'entrée du golfe Persique, est notre veine jugulaire. Juste en face de nous, justement, c'est le Ras-Masandam qui fait partie du sultanat d'Oman. Pour nous, c'est une question de vie ou de mort que cette région soit aux mains d'un pays qui n'est pas notre ennemi.

L'aide iranienne au tiers-monde atteint 3 milliards de dollars

— Pour en revenir au pétrole, il est patent que les pays du tiers-monde qui n'ont pas la chance d'en posséder sont les principales victimes de la crise de l'énergie. L'Iran a déjà pris un certain nombre d'initiatives qui visent à les aider. Pourriez-vous préciser ce que vous avez fait et ce que vous comptez faire ? — Eh bien, je ne parle tout de suite de ce qui est déjà réalisé au point de vue bilatéral. Notre aide à l'Inde, serait, je crois, de l'ordre de milliard de dollars, au Pakistan, à peu près la même chose.

La modernisation de l'agriculture doit passer outre à toute barrière

— Pourriez-vous résumer les principales réalisations du développement économique de l'Iran, et vos objectifs dans la décennie ? — Il faut pour cela remonter un peu en arrière, pas trop parce que je ne veux pas me souvenir de la période de la guerre pendant laquelle nous avons été occupés par les troupes étrangères (1). Partons de la chute de Mossadegh (3), qui marque la fin d'une ère d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays. Ce pays est redevenu un pays indépendant, et les étrangers ont dû comprendre que c'est nous qui devions décider de notre destin, depuis le jour où j'ai déclaré les six premiers points de notre révolution. D'abord on l'appelle la « révolution blanche », ensuite puisqu'elle n'a pas été aussi blanche que cela la « révolution du roi et du peuple ». C'est-à-dire la réforme agraire et le reste. C'est comme cela que vraiment les plans quinquennaux ont commencé.

« Actuellement la réforme agraire est terminée. Nous sommes maintenant en train de regrouper des petites terres dans des coopératives ou bien dans des sociétés agricoles. Les coopératives, vous con-

naissent cela en Europe. Mais les sociétés agricoles c'est quelque chose que nous avons créé par nous-mêmes. D'abord on demande l'avis des habitants d'une région qui paraît viable.

(1) D'après le Bulletin d'Informations de la R.F.A., celle-ci disposait en 1950 de trente centrales nucléaires avec une puissance installée d'environ 24 000 mégawatts. Il est cependant exact que l'Allemagne fédérale est un des pays d'Europe où les problèmes de pollution thermique sont les plus aigus, et où il devient de plus en plus difficile de trouver des sites pour les futures centrales. Elle est, en effet, moins avancée que la France ou la Grande-Bretagne car elle possède moins de régions côtières, où il est plus aisé de placer des centrales que le long des fleuves.

(2) Les Britanniques, les Soviétiques et les Américains ont occupé l'Iran à partir de septembre 1941 et ont abondamment armé le territoire pour soutenir les approvisionnements de l'I.R.S.S. en guerre.

(3) Devenu premier ministre en 1951, le docteur Mossadegh déclara la nationalisation du pétrole. La Grande-Bretagne, alors dirigée par le ministre des Affaires étrangères, déclara un embargo qui finit par aboutir à la destitution du premier ministre et à la prise en main par le chah du pouvoir personnel.

PORTRAIT

L'HABILETÉ AU SERVICE DE L'ABSOLUTISME

Amis comme ennemis reconnaissent à Mohamed Reza Pahlavi une qualité essentielle : une remarquable intelligence politique, qui a fait de lui, selon les sentiments qu'on lui porte, un grand homme d'État ou l'un des représentants les plus authentiques du « despotisme oriental ». Quand il a accédé au trône, en 1941, dans un pays occupé à la fois par les troupes britanniques et soviétiques, écartelé par des forces intérieures contraires, dans un pays où les féodaux, les communistes, les tribus et les nationalistes échappaient au contrôle central, rares étaient ceux qui croyaient que le jeune souverain — alors âgé de vingt et un ans — serait capable de maîtriser ce qui restait de l'empire perse. Et quand il est contraint, en 1953, à prendre le chemin de l'exil, chassé par la vague populaire qui avait porté au pouvoir le docteur Mossadegh, l'homme qui osa le premier nationaliser les compagnies pétrolières du pays, beaucoup étaient persuadés que la monarchie était ses derniers jours. Le retour du roi, grâce à une conjuration à laquelle la C.I.A. n'était pas étrangère, n'aurait pas les faire changer d'avis. Revenir dans les « jours de l'étranger » ne réduisait-elle pas le prestige d'un souverain et contribuait-elle à consolider une institution jugée anachronique ?

Octobre 1971 : le chahinshah (le roi des rois) célèbre dans un faste exceptionnel le deux mille cinq centième anniversaire de la monarchie persane, infligeant ainsi un coup de main à ses ennemis, les communistes et les nationalistes. Soudain, dans un uniforme d'apparat, la taille bien prise, le buste dressé dans une pose altière, les cheveux ondulés et argentés, le regard fier et plein d'assurance, il préside avec sa femme à un vaste récépissé de souverains, de présidents

de république, de chefs de gouvernement, venus à Téhéran des quatre coins de la terre pour lui rendre hommage. En moins de vingt ans, le chahinshah a été élu à divers attentats, mais il a réussi à imposer son autorité à son peuple et à faire de l'Iran l'un des pays les plus riches et les plus puissants du Proche-Orient.

Ce succès remarquable, Mohamed Reza Pahlavi le doit, entre autres, à une école impérialiste de nature, aux moyens qu'il a mis en œuvre pour atteindre ses fins. Depuis la chute du docteur Mossadegh, les tribus, les saïres du régime mis à mort se comptent par centaines, les suspects incarcérés par dizaines de milliers. Une police secrète redoutable, l'omniprésence des tribus, le clergé contestataire ont été réduits au silence ou à l'impuissance.

Le chahinshah, un mépris souverain à la démocratie classique, qu'il estime incapable de résoudre les problèmes d'un pays en voie de développement. Comment peut-il mesurer dès lors le soutien populaire dont il déclare bénéficier ? La question, il répond incertainement, qu'il s'agit de « poignées de dévotion », de « désastres », de « trahisons ». Comment en serait-il autrement, puisqu'il est le « père » de la nation ? Mieux, il est — selon une expression courante parmi les courtisans — l'ombre de Dieu sur la Terre. Mystique, il se croit volontiers investi d'une mission divine et déclare qu'il entretient avec son peuple des

« liens spirituels étroits ». A une radio américaine, il confiait en février dernier qu'il avait eu « des rêves et des apparitions » au cours desquels Dieu lui avait révélé la mission à laquelle il avait été destiné. S'il a échappé à des attentats, déclarations, c'est parce que Dieu n'a épargné pour accomplir les tâches qu'il lui a confiées.

La puissance charismatique et ses symboles, la vigueur de la répression ne suffisent cependant pas pour expliquer le succès de l'entreprise royale. Le chah, dont la culture politique est vaste, a assis son pouvoir sur des fondations extrêmement solides. Preuve de la conscience du caractère anachronique du féodalisme, du danger que celui-ci représentait pour la monarchie, il s'est attaché, dès le début des années 60, à détruire le système latifundiste pour édifier à sa place une économie capitaliste moderne, capable d'une catégorie d'entrepreneurs et de spéculateurs à la hauteur du « boom » pétrolier. Le développement de la classe moyenne, la modernisation du niveau de vie de certains secteurs de la population contribuent à assumer une situation qui pourrait devenir explosive.

L'empereur s'applique aussi à parer les coups venant de l'extérieur. Observateur avisé de la scène internationale, il connaît parfaitement les dangers, diplomate d'une suprématie habile, il s'efforce de neutraliser ceux qui pourraient lui nuire — notamment en soutenant les subversions intérieures — tout en tirant le plus grand profit des rivalités des puissances. L'importance que le chahinshah confère à sa visite à Paris tend à démontrer que la France figure en bonne place sur son échiquier.

ERIC ROULEAU.

ARTHUR CONTE

...et les coyotes hurleront

Après le triomphal succès d'Hommes libres, Arthur Conte revient au roman avec une fantastique histoire du Far-West et un personnage de puissante facture : le baron Franz von Framm.

JULLIARD

صلى الله عليه وسلم

DU CHAH D'IRAN

golfe Persique • Les problèmes intérieurs

Si la majorité de ceux-ci dit oui, on crée une société agricole. Chaque habitant qui veut y entrer vient et on évalue la valeur de sa terre et des autres biens qu'il peut apporter : bétail, charbon, instruments. Contre ces valeurs on lui donne des titres. La société est formée avec quatre, cinq, jusqu'à dix, quinze mille hectares de terre. Vous êtes rémunéré pour votre travail. A la fin de l'année vous touchez les intérêts de vos titres et actions. Et si un jour vous meurt, vos héritiers reçoivent vos titres, puis la terre. La terre reste intacte. Les titres, on peut les vendre et les acheter mais seulement parmi les membres de la société et pas à l'extérieur.

Il faudra progressivement séparer la propriété des entreprises de la direction

Dans le domaine industriel, certaines entreprises apparteniront en toutes circonstances à l'Etat : le pétrole, la pétrochimie, l'acier, le cuivre, les forêts, les papiers, les eaux. Cela fait partie de la philosophie de notre révolution. Pour le reste, il faut encourager le privé, mais pas le privé en tant qu'individu, désigné un ou deux individus qui possèdent des usines. Non, le voudrais la participation totale de tout le peuple dans les titres, les actions de ces sociétés. Comment ? Les usines qui appartiennent à l'Etat, sauf évidemment l'acier et les industries-olées que je vous ai citées, seront vendues à 50 % à 15 % des actions irons aux ouvriers et aux membres de l'usine, 50 % seront vendues, les coopératives agricoles et les sociétés agricoles se les voyant offrir en priorité, le reste ira au grand public, mais chacun ne pourra acheter plus d'un certain nombre d'actions. L'Etat garde pour lui 1 % des actions avec le droit de management. Nous ne pourrions pas tergiverser là-dessus. Le management restera fermement dans la main des gens compétents. On ne peut pas, pour prendre des décisions tout à fait techniques, aller consulter des milliers de personnes qui n'y connaissent rien du tout.

C'est-à-dire que le directeur de l'entreprise sera nommé par l'Etat ?
— C'est ça, par l'Etat. D'ailleurs, j'ai dit à mes gens qu'il faudrait graduellement séparer la propriété de la direction. Comme en Amérique, par exemple. Vous êtes propriétaire d'une usine ou bien d'un complexe d'usines (même à 100 %, ce qui est presque impossible), mais il faudrait que cette entreprise soit dirigée d'un point de vue uniquement scientifique et non familial. D'ailleurs nous avons demandé à nos industries actuelles de proposer jusqu'à 40 % de leurs actions aux ouvriers aux membres de l'usine, ce

Ainsi la terre ne sera pas divisée. Ainsi vous pourrez introduire l'agriculture mécanisée dans des terres qui appartiennent à de tout petits propriétaires.

Pour avoir vraiment une agriculture moderne, que devons-nous faire ? Nous devons irriguer et mécaniser à outrance. Pour cela, il faut passer outre à toute barrière. L'intérêt du pays et celui de l'agriculture du pays passent avant vos intérêts propres et même ceux de votre sens de la propriété privée. Vous ne pourriez pas empêcher, par exemple, la construction d'un canal d'irrigation simplement parce que vous êtes propriétaire de l'endroit.

qu'ils ont tout de suite accepté. Cette proposition sera répétée pendant cinq ans. Si dans cinq ans les entreprises n'achètent pas les 49 %, le reste sera offert au public en général.

Les ouvriers ont-ils les moyens d'acheter ces actions ?

Oui, parce qu'on les leur vendra au prix nominal, avec paiement étalé sur cinq ans. Ce paiement étalé sera le même pour les entreprises et les membres de l'usine. C'est-à-dire par des satellites en orbite fixe sur notre pays. La proportion d'inalphabètes à l'heure actuelle doit être bien au-dessous de 50 %.

Contre combien il y a dix ans ?

Solamente pour cent, peut-être. La lutte, surtout, c'est pour les gens en dessous de cinquante ans parce que au-dessus, lorsque nous serions arrivés à un résultat, ils seraient déjà à la retraite.

Ne parlez pas d'inégalités sociales

Le développement économique s'accompagne de la persistance de grandes inégalités sociales. Un journal de Téhéran vient de poser la question de savoir pourquoi le gouvernement s'occupe si peu de tazer les hauts revenus. Trouvez-vous cette situation normale ?

Je ne pourrais ni approuver ni nier cette question de grandes inégalités sociales. Ce qui importe, c'est d'assurer le minimum de standard de vie pour le peuple iranien. Cela on le fait. Mon plan, c'est qu'à la fin de ce plan quinquennal personne ne touche moins de 12 000 rials par mois, ce qui équivaut à peu près à 1 000 francs français. Avec votre inflation, peut-être, que cela vaudrait davantage.

Avec cela on peut vivre. Sur-tout que je vais faire mon possible pour construire des maisons.

nien, hommes et femmes, dans la vie du pays, que ce soit la vie politique ou la vie matérielle. Et pour cela on fait beaucoup de choses. On commence par ces « maisons d'équité » dans les villages, où les villageois eux-mêmes rendent des verdicts parait-il impeccables.

Mais dans quelles affaires de propriété, par exemple ?

Pour des choses simples et d'après les juges qui valent le verdict, ils disent que c'est impeccable. Quelquefois, évidemment, il y a besoin de juges pour les aider, pour les guider.

Les coopératives, ensuite les conseils municipaux et le reste, et l'élection de notre public pour leur responsabilité politique se fait de cette façon et aussi avec les partis politiques. Tout cela est nouveau pour nous, il faut l'apprendre, mais cela viendra, puisque nous perséverons dans cette voie.

Au point de vue de la lutte contre l'inalphabétisme, à quels résultats êtes-vous arrivés ?

C'est bien. Mais ce n'est pas encore fini, mais c'est en bonne voie. Sur-tout que nous aidons de moyens ultra-modernes, c'est-à-dire par des satellites en orbite fixe sur notre pays. La proportion d'inalphabètes à l'heure actuelle doit être bien au-dessous de 50 %.

Contre combien il y a dix ans ?

Solamente pour cent, peut-être. La lutte, surtout, c'est pour les gens en dessous de cinquante ans parce que au-dessus, lorsque nous serions arrivés à un résultat, ils seraient déjà à la retraite.

et qu'on ne dépense pas plus qu'un certain pourcentage de son revenu pour le loyer ou bien pour acheter une maison sur une échelle de, disons, une vingtaine d'années, avec des intérêts très bas. Taxer les gens, c'est très bien, mais d'un autre côté nous déduisons toutes les taxes pour les industries. Cela ne va pas ensemble. Nous voulons industrialiser le pays. Nous disons que tous ceux qui voudront construire des usines seront exemptés d'impôts pendant cinq ans. Comment concilier ces deux choses ?

Les hauts revenus ne concernent pas seulement des gens qui construisent des usines.

Nous avons déjà introduit la loi qui dit que la taxation se ferait sur la somme des revenus, pas sur chaque revenu indépendant. Parce que si vous avez une

échelle et si vous avez dix revenus au lieu d'un seul, sur les dix vous paierez à la fin la moitié de ce que vous paierez si vous mettiez tous les revenus ensemble. D'un autre côté, en industrialisant le pays et en encourageant l'industrialisation du pays, nous procurons du travail. Nous ne nous créons 1 400 000 emplois pendant le plan quinquennal. Cela ne se fait pas comme ça. Avec la révision du plan quinquennal on devra peut-être en procurer davantage.

Le maintien des inégalités sociales, l'absence des libertés politiques, la répression, avec les exécutions et le recours à la torture, sont les principaux griefs que vous adressez à vos adversaires. Dans tous les pays qui se sont libérés de l'oppression et de l'industrialisation rapide et dans le développement de l'industrie, on a constaté des bouleversements de mentalité qui ont conduit, avec ou sans révolution, à une transformation des structures politiques. Cette adaptation exige un dialogue permettant à l'intelligence nationale d'exercer son jugement d'imagination et de critique. Ne croyez-vous pas que le moment est venu de permettre aux forces de contestation et d'opposition de s'organiser et de s'exprimer librement ?

Dans l'industrie privée les actions seront offertes au personnel jusqu'à 49 %, dans les industries de l'Etat, sauf les industries-olées, cela ira jusqu'à 50 %, et vous me parlez encore d'inégalité ? Tous les paysans ont des terres, avec des machines encore d'inégalité ? Si un docteur, si un ingénieur, touchent bien davantage de d'autres personnes, c'est une question de demande du marché, c'est qu'on a besoin. Vous ne pouvez pas me parler d'inégalité si, par exemple, un docteur gagne 20 000 francs par mois alors qu'un employé gagne vingt fois moins.

Ce ne sont pas des choses qu'on peut régler d'avance en disant : tout le monde va toucher tant. Qu'est-ce que vous auriez alors ? Les gens qui voient les pays où il n'y a pas d'inégalité, si vous priez de ne pas parler d'inégalité sociale, parce que c'est juste le contraire de ce qu'on fait. L'attendez les inégalités, attendez cinq ans. Vous ne pouvez pas me demander de faire une chose aussi importante en un jour. Les gens qui voient la personne ne la fera. Si personne ne fera avant que moi, que nous, dans ce pays. Citez-moi un seul pays qui pourrait faire même une partie de ce que nous pouvons faire dans ce pays.

On vous citera toujours la Chine.

Oui, mais cela c'est l'égalité dans.

Dans la pauvreté, mais il faut dire que le gâchis à répartir n'était pas énorme.

Mais je ne critique pas les Chinois, au contraire. J'admire beaucoup ce qu'ils ont fait, étant données les circonstances. Maintenant vous me parlez de l'intelligence, mais qui est au pouvoir aujourd'hui ? Des gens qui ont les plus hauts degrés universitaires de France, d'Allemagne, d'Angleterre ou d'Amérique. Les gens qui ont des diplômes, qui sont capables de diriger, qui ont l'habitude de peuples bourgeois qui n'ont pas de diplômes. Et vous les appelez intelligents ? Permettez-moi de rire. Si vous appelez intelligents les gens qui préfèrent complots pour tuer ou assassiner, eh bien, laissez-moi encore différer avec ceux qui pensent de cette façon. Si vous appelez intelligents les gens qui préfèrent voir leur pays sous le joug d'une puissance étrangère, je n'y opposerai jusqu'à la dernière énergie de mon corps.

Vous avez le droit de dire que vous êtes dreyfusé ?

Maintenant on la connaît à peu près.

Quel pourrait prouver cela ? Vous avez des cas de justice qui ont duré plus de cent ans en France. On ne sait jamais ces choses-là exactement. Mais si c'est quelqu'un qui a complotté contre ma vie je lui ai toujours pardonné. Personnellement. Autant je peux me permettre une chose pareille, autant je ne peux pas me permettre d'être indigne vis-à-vis de ceux qui complottent contre l'Etat. Je ne le peux pas.

Je crois qu'il y a une partie de la question que je vous ai posée à laquelle vous n'avez pas encore répondu. C'est le problème de l'adaptation éducationnelle des institutions au degré de développement économique.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE

(5) Avocat au barreau de Rome.

Valorisez vos études universitaires par une formation aux méthodes de gestion et d'organisation des entreprises.

En deux années, l'E.A.D. fait de vous des praticiens. Le programme général est complété par deux options au choix :

Étude du Produit et Distribution, Publicité et Relations publiques, Gestion financière, Gestion du Personnel, Communication et Pratique des Affaires en langues Étrangères.

L'Association des Anciens Élèves vous assure une situation de la sortie de l'École.

École des Attachés de Direction

Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS - Tél. : 742-66-24 ou 60-50

GRACE AU PACTOLE PÉTROLIER

La France compte développer des ventes de biens d'équipements

L'Iran a été en 1973 le vingtième fournisseur et le vingt-septième client de la France. Les importations françaises en provenance de ce pays ont atteint 1 300 millions de francs, tandis que les exportations s'élevaient à 901 millions de francs. Parallèlement, la France s'est située au cinquième rang des pays fournisseurs de l'Iran. Elle est son dixième client pour les produits non pétroliers et le cinquième pour l'or noir.

Le commerce extérieur franco-iranien se développe rapidement, mais le déficit français se creuse d'année en année. En trois ans, de 1970 à 1973, les importations françaises ont presque triplé, alors que les exportations progressaient deux fois et demie. Le déficit a été multiplié par cinq passant de 104 millions en 1970 à 488 millions en 1973. Au cours des trois premiers mois de 1974, il a atteint 246 millions, en augmentation de 61 % par rapport à la même période de 1973. Cette détérioration s'explique aisément : les importations ont augmenté de 44 % et les exportations de 30 %. Le taux de couverture s'est établi à 50 % contre 55 % un an plus tôt (65 % pour l'année 1973).

C'est évidemment le pétrole qui aggrave ce déficit commercial. Il représente 90 % de la valeur totale des importations françaises en provenance de l'Iran. L'Iran n'est toutefois que le septième fournisseur de la France, assurant 7 % environ des approvisionnements de celui-ci en pétrole, ce qui représente 4 % des ventes totales de Téhéran. En 1973, les importations de ce produit se sont élevées à 11 millions de tonnes (7,8 millions en 1972). La part des autres produits est en diminution régulière (22 % en 1970 ; 10 % maintenant). Notons que la moitié du caviar et les deux tiers des tapis proposés aux consommateurs français sont d'origine iranienne.

Comment régler cette facture ? La France espère développer ses ventes de produits d'équipement et d'usines puisque Téhéran mène une politique active d'industrialisation. Selon une note du ministère de l'économie et des finances, les « caractéristiques qualitatives » du marché iranien, notamment le large éventail de biens d'équipement, sont données avec beaucoup d'intérêt pour la France. Actuellement, les ventes à l'Iran de machines mécaniques et électriques représentent 40 % du total des exportations (37 % en 1970), le reste étant constitué par des produits sidérurgiques et chimiques, des denrées agricoles et alimentaires et des automobiles.

Un important accord de coopération industrielle

La France a d'ailleurs signé avec l'Iran, le 9 février, un important accord de coopération industrielle prévoyant un montant de fournitures qui pourrait atteindre 4,5 à 5 milliards de dollars (22 à 24,5 milliards de F) en dix ans. A condition que les offres françaises soient intéressantes, Téhéran s'est déclaré prêt à commander cinq centrales nucléaires, un gazoduc lui permettant d'acheminer le gaz naturel vers l'Europe, une usine de liquéfaction de gaz, un complexe pétrochimique... Il s'agit, avait souligné M. Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie, du plus important accord jamais signé avec un pays industrialisé avec un pays producteur de pétrole (le Monde daté 10-11 février).

La concurrence est en tout cas très vive sur le marché iranien : une mission économique française, conduite par M. Baumgartner, ancien ministre des finances, a succédé début mai à Téhéran à une mission allemande venue elle aussi étudier sur

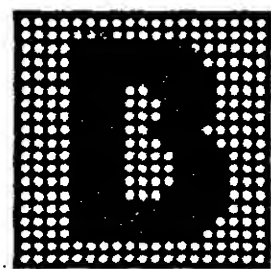
place les possibilités d'investissements. L'Allemagne fédérale, qui est le premier fournisseur de l'Iran, devant les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne et la France, est intéressée au projet de construction de la plus grande raffinerie du monde (25 millions de tonnes). De leur côté, les ventes de biens d'équipement français ont doublé au cours des quatre premiers mois de 1974, pour atteindre 140 millions de francs.

Téhéran dispose, il est vrai, d'un « pactole » pétrolier lui permettant en 1974 des recettes bien plus élevées qu'en 1973 : 31 milliards de francs contre 20 milliards (1). De plus, le pays connaît, depuis dix ans, un taux de croissance économique sans précédent : le produit national brut iranien a augmenté en moyenne de 11 % au cours de la dernière décennie, et même 15 % en 1973.

L'Iran, qui compte encore 40 % d'agriculteurs pour ses 32 millions d'habitants, est la quatrième puissance mondiale de pétrole, le deuxième producteur du Proche-Orient après l'Arabie Saoudite. Sa production — 300 millions de tonnes en 1973 — atteindrait 350 millions en 1974. Ce pays possède aussi 10 % des réserves mondiales de gaz naturel avant le déclenchement de la crise, le pétrole, qui représentait plus du quart du produit national brut, fournissait déjà près de la moitié des ressources budgétaires et plus des trois quarts des recettes en devises. Le prix du pétrole iranien ayant presque quintuplé entre le début et la fin de 1973, l'augmentation massive des revenus va transformer la situation économique de l'Iran et entraîner une révision du V Plan (1973-1978), qui prévoyait des investissements de 36,5 milliards de dollars.

M. B.

(1) Déclaration du chah à l'hab-doulaire les Informations, janvier 1974.



Le Groupe bancaire français présent en HAITI et dans 60 autres pays

PORT-AU-PRINCE
Rue du Quai

BANQUE NATIONALE DE PARIS
Siège Social : 16, Boulevard des Italiens, 75009 Paris

Sema - Sélection

directeur technique

150.000 F

Une importante Société de construction et de montage d'équipements électromécaniques (CA 350 millions de F), filiale d'un Groupe international très diversifié, recherche un Directeur Technique de haut niveau pour diriger l'ensemble de ses usines localisées au Centre et au Sud de la France. Répondant devant le Directeur Général, il aura la complète responsabilité de trois unités de production (600 personnes) et d'une cellule Etudes et Développement (30 personnes). L'une de ses principales tâches sera de s'occuper de la mise au point et de la réalisation au niveau de la fabrication d'une part, et pour faire évoluer les différents gammes de produits qui se situent sur un marché très compétitif d'autre part. Un poste à ce niveau de responsabilité ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (Centrale, AM, Sup. Elec.), 35 ans minimum et ayant une forte expérience de la gestion d'un centre de profit dans le domaine de la construction électromécanique, regroupant des activités allant des Etudes, Achats, etc., jusqu'à l'Expédition. Pour réussir à ce poste, il est nécessaire d'avoir une forte personnalité allée à des qualités d'organisation et de négociation à tout niveau. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Le lieu de résidence est dans le SUD et la rémunération sera essentiellement liée à l'ouverture du candidat. Le succès dans ce premier poste peut ouvrir une carrière exceptionnelle au sein d'un très grand Groupe.

directeur de travaux

Rhône-Alpes

L'une des premières entreprises de Bâtiment et T.P. de la région Rhône-Alpes recherche un Directeur de Travaux expérimenté en Génie Civil et Ouvrages d'Art. Il sera âgé de 34 ans minimum, de formation E.N.P.C., A.M. ou E.C.P. et sera responsable d'environ 40 millions de F de travaux. Rattaché au Directeur Général, il travaillera à l'égal d'autres Directeurs de Travaux, en liaison avec un bureau d'études et un bureau des méthodes, dépendant également du Directeur Général. Il s'agit d'un poste de responsabilité et ouvert dans une entreprise solide et de premier plan dans la région.

(Réf. 9736 M)

directeur commercial

80.000 F

Importante entreprise développant son activité en NORMANDIE, à la fois dans la vente de maisons individuelles sur catalogue et dans la réalisation d'opérations immobilières (CA 1974 = 42 millions, augmentation annuelle de 30 %) recherche un jeune Directeur Commercial, Rattaché au Président, il établira avec lui les éléments de la politique commerciale et sera responsable de son application. Le candidat retenu devra posséder une formation commerciale, supérieure type HEC, ESC, etc., liée à une première expérience de la vente. Résidence à ROUEN.

(Réf. 6641 M)

chargé (e) d'études commerciales

60.000 F

La filiale « Emballage » d'un Groupe important recherche pour sa cellule « Etudes et Développement Commercial » constituée par une petite équipe, un collaborateur âgé de 25 ans minimum ayant de préférence une expérience dans le secteur Emballage pour effectuer des études à moyen et long termes concernant le marché, les produits, la rentabilité, etc. Une formation Sup. de Co., une expérience minimum de 2 à 3 ans, le sens du concret et de la créativité correspondraient au profil du collaborateur recherché. Des déplacements fréquents de courte durée sont à prévoir.

(Réf. 1664 M)

cadre technico-commercial

Rhône-Alpes

40.000 F

La filiale française d'une Société européenne de construction d'appareillages électromagnétiques souhaite créer un bureau régional à LYON et cherche un collaborateur capable de promouvoir la vente de son matériel auprès d'une clientèle industrielle. Agé de 30 ans minimum, de formation mécanique, le candidat retenu devra posséder une expérience développée dans un Bureau d'Etudes. Il sera rattaché à la Direction Générale située à Paris. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 40 000 F + primes. Position Cadre - Lieu de résidence : LYON

(Réf. 6640 M)

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :



**sema
selection**

Immeuble Sema-Métra International
16, rue Barbès - 92128 Montrouge
Tél. 657 13 00 (120 lignes groupées)
(membre de l'ANCIERP)

DIPLOMATIE

AVANT LE VOYAGE DE M. NIXON

M. Kissinger et le Pentagone n'envisagent pas de la même façon la rencontre de Moscou

Washington. — Avant son départ pour Moscou, où il accompagnera le président Nixon, M. Kissinger s'explique lundi 24 juin devant le Congrès et le public au sujet des négociations en cours. Il a souligné, en 1972, conclu des arrangements « secrets » à l'insu du Congrès avec l'Union soviétique. Apparemment, M. Kissinger a senti la nécessité de confirmer personnellement et publiquement le démenti formel et vigoureux opposé des semaines au département d'Etat aux articles publiés dans divers journaux, qui faisaient état d'informations provenant de « sources officielles bien informées » (le Monde du 23-24 juin).

Selon ces informations, M. Kissinger aurait « clarifié » dans un sens favorable aux Soviétiques l'accord intermédiaire de 1972 sur la limitation des armements nucléaires stratégiques : d'une part en assurant que les Etats-Unis n'emploieraient pas le maximum de « lanceurs » autorisés par cet accord ; d'autre part, en acceptant que les Soviétiques adaptent des lanceurs sur des sous-marins démodés, avec pour résultat d'augmenter le nombre des engins soviétiques au-delà de la limite fixée par l'accord. « Ces déclarations sont entièrement sans valeur ni fondement », a dit le porte-parole du département d'Etat, ajoutant qu'il était regrettable que cette « fausse suspicion » ait été créée juste avant le départ du président pour l'Union soviétique.

De notre correspondant

En tout cas, ces derniers incidents confirment à la fois le malaise politique général créé par l'affaire du Watergate, la méfiance du Congrès à l'égard de la diplomatie et la volonté du président Nixon et ses « hommes », y compris le plus célèbre d'entre eux, M. Kissinger, ainsi que les divisions au sein de l'administration au sujet des relations avec l'Union soviétique.

A cet égard, il est acquis que le Département d'Etat et le Pentagone n'envisagent pas de la même façon le sommet de Moscou. Certes, diplomates et militaires sont d'accord sur la négociation d'une interdiction partielle des essais nucléaires souterrains. Mais sur la limitation éventuelle du développement des M.I.R.V. (I), les militaires, beaucoup plus méfiants et exigeants, insistent toujours sur des contrôles rigoureux, et réduisent la liberté d'action des diplomates.

Dans le New York Times de dimanche, James Reston évoque même une « division profonde » entre M. Kissinger et les membres de l'état-major, ces derniers étant convaincus que tout compromis laisserait les Etats-Unis dans une position d'infériorité stratégique. Pour M. Reston, il est regrettable que le président se rende à Moscou sans que les

militaires et les diplomates n'aient discuté au préalable et tenté de concilier leurs points de vue. Quoi qu'il en soit, la Maison Blanche affiche beaucoup d'optimisme. Une fois de plus, le président, accompagné de trois cents journalistes, va démontrer, dit-on, à ses compatriotes et au reste du monde que le Watergate ne l'a pas affecté dans l'exercice de ses responsabilités mondiales. Les déclarations optimistes et encourageantes de M. Brejnev ne confirment-elles pas que les Soviétiques lui font toujours confiance ? De toute façon, à défaut d'une « percée diplomatique » sur le front nucléaire, des accords seront signés à Moscou sur la coopération commerciale, scientifique et technologique entre les deux pays. Des projets de communisme sont déjà prêts et abaisseront de la moitié de ces relations soviéto-américaines. Enfin, et surtout, on considère que la déclaration d'Otawa et la cérémonie de Bruxelles non seulement réaffirment l'autorité du leader de l'Alliance occidentale mais renforcent encore sa position de négociation avec les dirigeants soviétiques, dans la mesure où il pourra parler au nom d'une alliance ayant retrouvé la cohésion après de longs mois de flottement.

HENRI PIERRE.

(1) Multiple independently targetable reentry vehicle (missile à têtes multiples).

Lors de leur réunion mardi à Luxembourg

Les ministres des affaires étrangères des Neuf doivent relancer les négociations économiques avec les pays méditerranéens

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Neuf, qui se réunissent mardi 25 juin à Luxembourg, vont débattre de plusieurs questions intéressant les relations extérieures de la Communauté. Ils vont s'efforcer de se mettre d'accord sur les termes du mandat à confier à la Commission européenne, pour qu'elle puisse reprendre les négociations avec l'Espagne, Israël, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et Malte. La Communauté a marqué, lors de la session de négociation, au niveau ministériel, entre les Quarante-Quatre et les Neuf se tiendra à Kingston (Jamaïque) le 25 juillet prochain.

Les Neuf doivent encore confirmer auprès de M. Waldheim, le secrétaire général de l'ONU, l'intention de la Communauté de participer pour 500 millions de dollars au fonds exceptionnel que se propose de créer l'ONU pour venir en aide aux pays du tiers-monde les plus touchés par le renchérissement des prix du pétrole et des autres matières premières.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

L'ESPAGNE ET LES ETATS-UNIS S'ENGAGENT UNE DECLARATION COMMUNE LE 9 JUILLET

Washington (A.F.P.). — Le secrétaire d'Etat Henry Kissinger et le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Pedro Cortina, se sont mis d'accord le samedi 22 juin à Washington sur les grandes lignes d'une déclaration de principe concernant les relations entre les Etats-Unis et l'Espagne. Un communiqué commun publié à la suite d'un long entretien entre les deux ministres souligne que les deux gouvernements « poursuivront leur coopération dans le domaine de la défense et coordonneront leurs efforts communs avec ceux des organisations atlantiques existantes ».

La déclaration de principe, que M. Kissinger doit signer le 9 juillet prochain à Madrid, est en effet parvenue à la déclaration atlantique qui sera paraphée mercredi à Bruxelles. M. Kissinger et Cortina ont également décidé de reprendre ces négociations sur le renouveau de l'accord de sécurité conclu entre les deux pays en 1970.

Les deux gouvernements, poursuit le communiqué, « respecteront scrupuleusement leur souveraineté, leur intégrité territoriale, leur indépendance politique et le droit de se gouverner eux-mêmes librement ».

La position de Londres

Les Anglais, conformément au programme de négociation décrit par M. James Callaghan début juin, viennent de faire savoir qu'ils souhaitent continuer à appliquer un régime tarifaire particulier, de façon à ne jamais avoir à relever le niveau des droits de douane qu'ils perçoivent actuellement sur les produits agricoles et conserves en provenance de la région méditerranéenne, et à être de la sorte en mesure de maintenir inchangés « les courants d'échanges traditionnels » qu'ils entretiennent avec cette partie du monde. Cette position britannique constitue un obstacle supplémentaire à l'adoption rapide d'un mandat de négociation.

LE CHOIX D'UN COURS PRIVÉ

L'Enseignement Privé doit :

- Motiver l'élève en lui faisant prendre conscience que le seul véritable patrimoine que nous pourrions lui léguer sera celui de son parfait équilibre intellectuel, moral et physique ;
- Porter tous ses efforts sur la méthode de travail ;
- Créer des contacts affectueux qui n'excluent pas la discipline entre les élèves et les éducateurs ;
- Garantir la constance des résultats au B.E.P.C. et aux Baccalauréats ;
- Offrir un corps professoral de grande valeur (Docteurs et Licenciés) ;
- Tenir la synthèse de ces différents objectifs est le but du :

COURS MICHELET

Enseignement Secondaire Privé de la 6^e aux Baccalauréats A, B, C, D
Externat - Demi-pension - Pension
46, rue Gioffredo. — NICE. — Tél. : 85-38-32

COURS DE VACANCES : 1^{er} août - 4 septembre
ANNÉE SCOLAIRE : rentrée le 23 septembre 1974

(PUBLICITE)

MODE MASCULINE

des dizaines de COLORIS
pour les créations COTON
dans les boutiques SMALTO

Le style de la coupe Smalto pour été dans les créations boutiques où le coup de taille le port du bon Veste à rayures et carreaux (90 F), pantalons dans des dizaines de coloris (15 F), ensembles blousons pantalons (60 F) et des costumes légers non doublés.

RIVE DROITE : angle François-I^{er} - Maréchal - RIVE GAUCHE : Centre Mairie-Montparnasse.

HENRY OURS
Le Continuer du Sport
2, r. du Faubourg-Poissonnière

SOLDE

ses collections d'ÉTÉ
Jeudi 27 juin
Vendredi 28 juin
de 9 h à 20 h
Samedi 29 juin
Lundi 1^{er} juillet
de 9 h à 18 h

سما في الامم

PROCHE-ORIENT

Le président Sadate estime qu'Israël est en possession d'armes nucléaires tactiques

Le président Sadate a évoqué le vendredi 21 juin au cours d'une interview accordée à la chaîne de télévision américaine C.B.S. le problème de la possession par Israël d'armes nucléaires tactiques. Les informations selon lesquelles l'Etat hébreu détiendrait de telles armes sont fondées mais jusqu'à un certain point, a déclaré le chef de l'Etat égyptien, qui a ajouté que l'Egypte es-

timait les « moyens appropriés » pour faire face à ce problème, lequel a été, a-t-il dit, « une situation nouvelle dans les relations internationales ». Le journal Al Ahram revient ce lundi matin sur ce sujet en affirmant que « les dirigeants israéliens n'ont d'autre choix que d'accepter une paix juste et durable », car la prochaine guerre « risque d'atteindre des dimensions nucléaires ».

Le président Sadate a reçu d'autre part samedi M. Ahmed Sultan, ministre égyptien de l'Électricité, avant le départ de celui-ci pour Washington, où il doit signer avec les autorités américaines l'accord concernant l'installation de la première centrale nucléaire en Egypte. Cette centrale, entièrement fournie et financée par les États-Unis, coûtera environ 150 millions de dollars. Selon la presse égyptienne, elle sera installée dans la région de Borg-El-Arab, au sud-ouest d'Alexandrie.

La visite du ministre égyptien de l'Électricité à Washington coïncide avec celle du ministre israélien de la Défense, M. Shimon Peres, attendu ce lundi dans la capitale fédérale à la tête d'une déléation qui négociera les fournitures d'équipements militaires américains à Israël. Le « Jerusalem Post » précise à ce propos qu'Israël demande aux États-Unis des armements pour une valeur de 1 milliard et demi de dollars par an pour la décennie à venir.

La radio israélienne a accordé une place très importante dans son bulletin d'information de samedi soir à des citations d'un ouvrage qui vient de paraître aux États-Unis, où il apparaît que le secrétaire américain à la Défense, M. James Schlesinger, a fait tout son possible pour gêner et retarder l'établissement d'un pont aérien pour la livraison d'armes et d'équipements à Israël pen-

SELON LE MINISTRE ISRAÏELIEN DE LA DÉFENSE

Les opérations contre les bases de fedayin sont « momentanément suspendues »

M. Shimon Peres, ministre israélien de la Défense, a déclaré, le samedi 22 juin, que « les opérations aériennes contre les bases de fedayin sont momentanément suspendues après avoir atteint leurs objectifs ». C'est-à-dire « frapper les P.C. où des opérations étaient préparées ». De son côté, M. Itzhak Rabin, chef du gouvernement israélien, a affirmé dimanche à Jérusalem qu'« Israël n'épargnerait aucun effort dans sa recherche d'une voie pouvant mener à la paix ».

Après avoir souligné que son pays utiliserait « tous les moyens dont il dispose pour mettre fin au terrorisme », il a affirmé que les opérations israéliennes n'étaient pas dirigées contre le Liban, mais « contre les organisations palestiniennes qui ont fait du territoire libanais leur base et d'où partent leurs opérations militaires contre des civils israéliens ». On annonce, d'autre part, que les distributions d'armes à des civils israéliens dans le nord du pays ont pris fin samedi, mais que la construction d'un barrage le long de la frontière se poursuit. Il est composé de deux rangées de grillage entre lesquelles sont tendus des barbelés et posés des mines. Le barrage est pourvu également de moyens de détection électroniques.

Dans une déclaration officielle, publiée samedi à Moscou, l'agence Tass a condamné les bombardements israéliens sur le Liban, qu'elle a appelés « des actes barbares de la soldatesque israélienne ». Ces actes, selon Tass, « continuent d'augmenter la tension au Proche-Orient ». En témoignent la concentration de troupes israéliennes le long de la frontière avec le Liban, l'extension des attaques criminelles sur le territoire du Liban. L'agence Tass accuse Israël de recourir à des méthodes empruntées aux « criminels hitlériens » et note que ces actes agressifs se produisent « au moment où de meilleures possibilités se dessinent pour parvenir à une entente sur l'établissement d'une paix juste au Proche-Orient ».

A Washington, on a appris samedi que le département d'État avait effectué des démarches diplomatiques parallèles auprès du Liban et d'Israël pour les mettre en garde contre les dangers que recèlent les raids israéliens ; mais selon A.F.P., les États-Unis n'auraient pas menacé d'intervenir au cas où l'avia-

A travers le monde

Haïti

• LE GOUVERNEMENT DES ÎLES BAHAMAS a signifié, le 19 juin, un ordre d'expulsion à quarante mille immigrés originaires d'Haïti. Ces derniers, qui sont dans une situation misérable, n'ont que quinze jours pour obtenir un permis de séjour. Au terme de ce délai, ils seront déportés en Haïti, où la plupart d'entre eux, sinon tous, risquent des sévices de la part de la police du président Jean-Claude Duvalier.

Irak

• M. MORTADA SAID ABDEL BAKI, ministre irakien des affaires étrangères, a été démis de ses fonctions et nommé à sa place d'our à Moscou, annonce un décret présidentiel publié le dimanche 23 juin. À Bagdad, il a été remplacé par M. Chazal Taka, secrétaire général du ministère des affaires étrangères. — (A.F.P.)

Italie

• LA POLICE a arrêté le 23 juin un homme d'affaires milanais, M. Federico Rampino, dont la résidence de montagne, dans

les Appennins, a pu être le lieu de captivité du juge Mario Sossi, qui fut détenu du 18 avril au 23 mai dernier par un commando des Brigades rouges. Des armes et des munitions ont été découvertes dans cette maison. — (Reuter.)

Pakistan

• LES TROUBLES RELIGIEUX qui ont récemment agité le Punjab ont fait quarante-deux morts, a déclaré un porte-parole du gouvernement. Les affrontements ont opposé pendant dix jours des musulmans orthodoxes et des membres de la petite secte Ahmedi. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes des émeutes, a-t-il ajouté, précisant que les activités de la presse seront temporairement restreintes pour éviter d'enflammer les passions. — (Reuter.)

Rhodésie

• DOUZE REBELLES ont été tués vendredi 21 juin au cours d'une opération menée par les forces rhodésiennes dans le nord-est du pays. Selon les chiffres officiels publiés à Salisbury, soixante-trois insurgés ont été tués depuis le début du mois de mars. — (A.F.P.)

Union soviétique

• L'UNION SOVIÉTIQUE a remis une nouvelle note de protestation — la cinquième — au chargé d'affaires chinois à Moscou, au sujet de la détention prolongée en Chine de l'équipage d'un hélicoptère qui avait été contraint d'atterrir le 14 mars dernier en territoire chinois. — (Reuter.)

Dédié à
ceux à qui
la vie
a manqué
pour
raconter...
Soljénitsyne

Soljénitsyne
L'archipel
du Goulag
Sonil

UN SERVICE GRATUIT

pour vous reconnaître dans la forêt de l'immobilier :

Information Logement

- Tout sur les programmes constructions neuves, appartements et maisons individuelles
- Tous renseignements nécessaires (descriptifs, fiscalité, législation, crédit, investissements)

Entretiens personnalisés avec spécialistes
Centre Etoile 525.25.25
49 Av. Kléber 75016 Paris
Centre Nation 346.11.74
45 Cours de Vincennes 75020 Paris
Service spécialisé créé par la Compagnie Bancaire.

Porcelaine - Cristal - Orfèvrerie

MARIN
29, Fg-St-Honoré - PARIS (8^e)
Tél. 265-36-91

Derniers jours
SOLDES

Magasin ouvert de 9 h. 30 à 19 h.
tous les jours de la semaine.

PROCHE-ORIENT

LOIN DES CAPITALES

Sabratha : chez les paysans parvenus de Tripolitaine

A travers la Tripolitaine plate comme la main, elle une autoroute flamboyante neuve. Il y a moins d'un lustre, ce n'était, de part et d'autre du macadam, qu'oliviers, palmiers, cyprès, oranges. A présent, les arbres n'ont pas disparu, mais ils sont rejetés au second plan, masqués par des villas sans grâce, bâties à la diable, peinturlurées en mauve ou en jaune serin au rez-de-chaussée alors que le premier étage n'est pas encore achevé, par des garages en parpaings et en tôles ou par des épiceries de fortune qui déversent tous les produits de la planète sur les bas-côtés de la route.

Un chemin creux tendu d'amandiers en fleurs ramène à l'époque où la Libye était un pays sans histoire — et sans pétrole. Nymphes rustiques, deux bergères dévalaient d'un sentier avec leur montons marqués au benné ; l'air gonfle leurs amples tuniques bédouines aux tons fuchsia ou rose indien. Cependant le rêve est de courte durée. Les amandiers et la vision mythologique font vite place à un terre-plein boueux encombré de grosses voitures, pour la plupart des Peugeot familiales, modèle très en vogue ici.

Averti par le klaxon modulé à l'italienne, indispensable en Libye sur les « voitures de maître », M. Ali El-Traboulsi — dont le nom signifie « Ali le Tripolitain » — est sorti devant la grille de sa maison, un vieux haouch (maison) ottoman mûrissant de quelques italianismes dans les portes et les fenêtres. Nous l'abordons. « Alors, vous ne faites pas comme vos voisins, vous ne construisez pas une villa ? Vous avez bien raison, la brique, c'est torride l'été, et glaciale l'hiver, vous êtes mieux à l'abri de vos pierres — Oh ! non, avec la brique on met l'air conditionné, et tout est réglé ! — Vous démolirez le haouch ? — Non, on le laisserait pour aller s'installer plus près de l'autoroute ; mais pour le moment mon père ne veut rien entendre. » Les deux mains agrippées à la ferronnerie, un vieux fellah, en braves bleu perverche et en chéchia amarante, se tient derrière le portail, le visage fermé. Il a travaillé pendant un quart de siècle « chez Monsieur Mario » — un

ancien colon italien des alentours — afin d'arrondir peu à peu le lopin de terre qu'il avait hérité de son père, et maintenant il ne veut pas quitter le fruit de son labeur. Ici les patriarches sont encore respectés. On attend qu'ils meurent pour leur désobéir.

« **S**OYEZ les bienvenus ! » Nous pénétrons dans la skiffa, ce corridor en coude typique de l'architecture islamique, qui permet de dissimuler l'intimité du foyer aux regards du passant ; puis nous traversons une de ces vastes cours fermées, chères aux Arabes qui y emprisonnent pour eux seuls un morceau du firmament. Aujourd'hui, le repas est servi à l'intérieur de la « pièce des hommes », rectangle étiré de 8 mètres de long sur 3 mètres de large. Un invraisemblable trio-à-brac s'y étale. Un réfrigérateur américain, au repos faute d'électricité, y condamne une ouverture. Sur une commode européenne, des fleurs immuables depuis leur éclosion dans une manufacture de matières plastiques de Hongkong voisinent avec deux dames cachant une pendule dans leurs robes à panier en faux soie, comme on en gagnait il y a vingt-cinq ans dans les forêts de province, en France. Le dix-huitième siècle français finissant est également mis à contribution dans les tapisseries murales déployées sur le crépi blanc du mur, en regard d'une assiette où l'on voit la tour de Londres et ses hallesbardiers. On chercherait en vain dans cette « salle de séjour » un objet local, ancien ou neuf, un coffre, un tapis, un coussin, un ustensile. Rien. L'architecte et écrivain égyptien Hassan Fathy a déplacé depuis longtemps le désarroi des Arabes devant les choix matériels que le monde moderne les oblige à faire : « La décadence culturelle commence au moment de l'individu confronté à des choix pour lesquels il n'est pas préparé. »

La Libye donne actuellement le spectacle, unique en son genre sur les rives de la Méditerranée par la brutalité qu'il revêt, d'un peuple frugal devenu riche sans s'en rendre compte, et qui s'est trouvé

du jour au lendemain livré aux tentations faciles apportées par le négoce international. Tout ce qui a pu sortir de l'esprit d'un malin génie inventeur, dans l'hémisphère septentrional, est déversé journellement par une noria de cargos dans les ports des Syrtes. La maison d'Ali le Tripolitain, comme la plupart des foyers libyens actuels, est remplie de gadgets invulnérables, laids et chers qui n'ont même pas sa progéniture, mais qu'il s'est cru obligé d'acheter, « parce vous avez les mêmes, vous, en Europe ! ». Et le maître de céans se lève sur les cuisses, croyant qu'on veut lui faire des politesses, lorsqu'on lui dit que pour beaucoup de Français son haouch, rendu à sa primitive simplicité, serait le fin du fin.

LES prismes à travers lesquels M. Traboulsi, jeune père de famille de trente ans, agriculteur aisé qui n'est jamais sorti de sa Tripolitaine natale, voit le monde extérieur, sont-ils à l'image des bibelots dont il s'entoure ? On peut le craindre. De l'Occident, si l'on excepte « Naboulione » (Napoleon) et le général de Gaulle « qui aimait les musulmans », il a surtout retenu Paris, et de Paris, « l'alcool en vente libre » et les « Madames ». Toutefois il est marié et il a une femme, en riant dans sa moustache, qu'il compte épouser aussi sa cousine, « dans quatre ou cinq ans, quand elle aura l'âge ». Il a déjà trois enfants. Au sujet des femmes — dont la présence ne se signale chez lui que par des froissements d'étoffes derrière une portière, lorsqu'on apporte les plats de couscous et de makrouna (macaroni) accompagnés de labban (lait aigre), — on peut déduire, du ton protecteur qu'il emploie à leur égard, qu'il ne renierait pas le dictionnaire à leur prétend que « si elles étaient fréquentables, Dieu en aurait créé une pour lui ».

Ce serait plutôt l'alcool qui causerait des tracas à M. Traboulsi. Vis-à-vis de l'invité européen, il se sent déshabillé de ne pouvoir offrir ni vin, ni bière, ni même un vieux fond d'alcool de figue. Bien que, en sa qualité de « bon musulman qui fait le carême », cela lui coûte un peu, il finit quand même par avouer qu'il serait prêt, pour son propre usage, « à payer n'importe quel prix une bouteille de n'importe quel alcool ». On lui a dit que sur les plages proches, comme dans l'Amérique de l'entre-deux-guerres, on débarquait, par les nuits sans lune, des bouteilles de whisky, revendues ensuite pour l'équivalent de 250 F, mais il n'a pas encore pu se mettre dans une filière. S'il est une mesure du colonel Kadhafi qui a réussi à faire l'humanité contre elle, c'est bien la prohibition. Pour le reste, les échos de la révolution — que le jeune chef d'Etat, renonçant à sa caserne de Bab-Asria, orchestre depuis la tente dressée dans le jardin de la villa d'un lotissement de pétroliers américains, à Tripoli — ne semblent parvenir que très assourdis dans la campagne, à moins de 100 kilomètres de la capitale.

Si le roi Idriss I^{er}, ayant ses attaches en Cyrénaïque, était une figure plutôt indifférente aux Tripolitains, le « nomade du Fozzân, qui a des cousins jusqu'au Tchad », paraît quelquefois soulever moins d'enthousiasme chez certains de

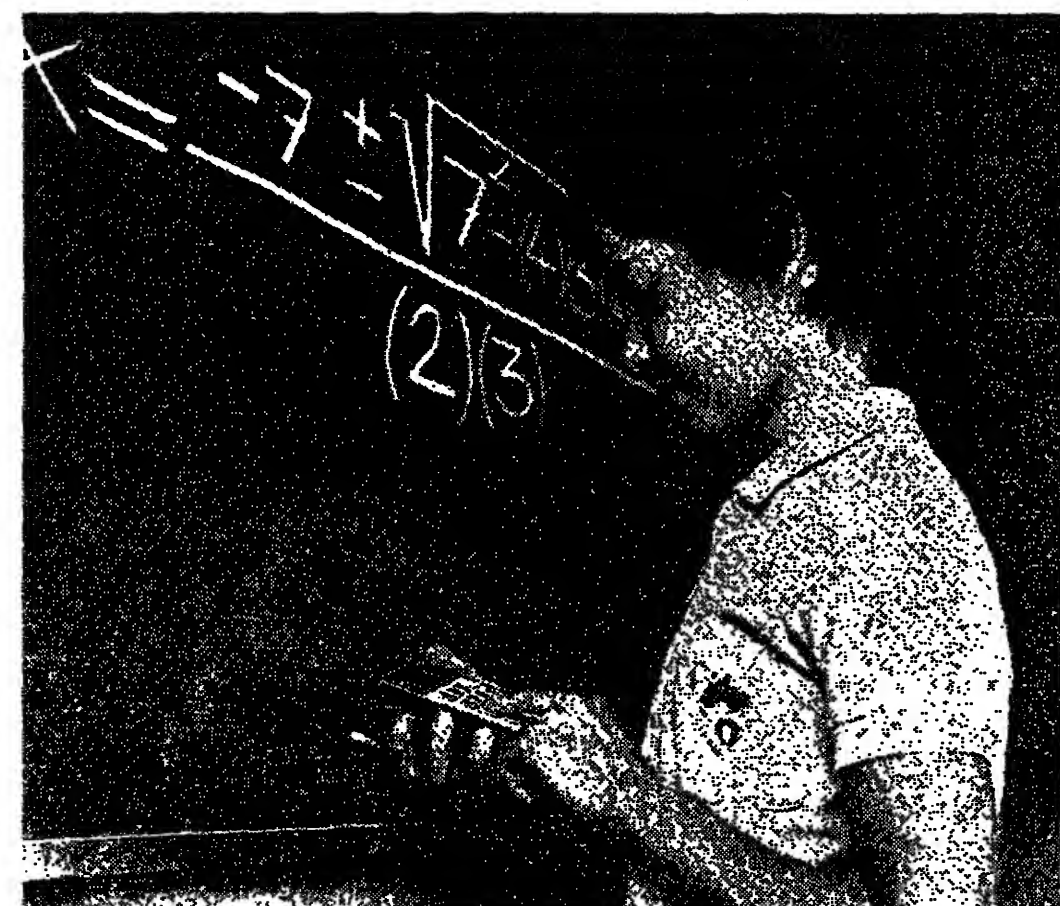
ses compatriotes que chez les foules lointaines du Fekdian ou parmi l'intelligentsia occidentale. Tout à l'heure, cependant, au café maure du village, nous aurons brusquement l'impression, devant les jeunes télespectateurs médusés par les acclamations recueillies aux antipodes de l'islam par le colonel, au profit de la Libye, qu'un véritable sentiment national était peut-être en gestation dans cet immense désert, endormi depuis Septime Sévère. Et tel devait être le cas, ce sentiment sera-t-il entièrement compatible avec l'idéal unitaire arabe, en faveur duquel le colonel Kadhafi a pu jusque-là rompre toutes les lances qu'il voulait sans qu'aucun Libyen l'accusât de vouloir « brader » le pays et ses richesses en le mariant avec les plus démunies des nations arabes ? Que doivent penser ces jeunes gens que l'on commençait, il y a quelques mois, à embrigader dans des « comités populaires » de style chinois et auxquels on montre maintenant leur dirigeant en train de se laisser embrasser les mains dans tel ou tel pays lointain ?

P OUR le moment, aucun mécontentement n'est perceptible chez les paysans parvenus qui vivent sans rêves de grandeur, et même peut-être sans rêves du tout, à l'ombre des ruines romaines de Sabratha. Jeune ou âgée, ils se contentent — assis à croupetons au soleil, enroulés dans les cinq mètres de laine blanche de leur robe — de surveiller du coin de l'œil leurs journaliers tunisiens facilement repérables dans les champs à leur chechia coquelicot. Avec la prospérité, la consommation a tellement augmenté que les fruits et légumes que les fermiers italiens jadis, éprouvaient parfois quelque difficulté à écouler, s'achètent aujourd'hui à prix d'or à Tripoli. Néanmoins, il n'est pas de petit profit, et le vendredi, jour où l'on dirait que les quelque cent cinquante mille véhicules de la capitale se sont tous rûés sur l'autoroute de Sabratha, le père d'Ali le Tripolitain s'installe en toute simplicité au bord de l'asphalte, déblatrant en silence aux automobilistes des crûtes frais pour l'équivalent de 70 centimes pièce.

Avec son panier, qui n'est pas encore en plastique, le vieillard enturbanné, coïncé entre les parpaings des chantiers et le chrome et l'acier qui se dévident sur le macadam, symbolise assez bien un monde qui s'étend sous les coups indolores de l'argent. La société fruste mais équilibrée d'hier est, en train d'être remplacée par une société d'abondance qui, jusqu'à présent, s'est contentée de corrodre les anciennes valeurs de référence sans en proposer de nouvelles. L'islam lui-même, malgré la foi encore vive et la pitié modeste du colonel Kadhafi apparaît, de plus en plus en Libye, sur le plan social, comme une structure vidée de sa substance. Dans son ouvrage sur la Libye, en 1965 (1), Pierre Rossi écrivait que pour ce pays le pétrole serait « plus redoutable que les légions de Caton ou les escadrons de Montgomery ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Libye, Editions Rencontre, Lausanne.



Le temps que vous commenciez à y réfléchir. Il a déjà la solution.

Cela peut vous surprendre qu'un garçon de 13 ans résolve une équation du second degré. Plus vite que vous ne le pourrez jamais. Et avec bien plus de précision.

Bien sûr, il se fait un peu aider par ses amis de Texas Instruments et leurs règles à calcul électroniques.

La SR 10 peut résoudre des opérations aussi complexes que les carrés, les racines carrées, les inverses, en notation traditionnelle ou scientifique.

La SR 11 fait davantage encore : appuyez sur la touche x : 3.1415927 apparaît instantanément sur l'écran ; déplacez le commutateur K vers la droite : vous êtes prêt

En vente chez les spécialistes Texas Instruments :

- A PARIS 1^{re} - STYLODACTYL 50, rue Croix-des-Petits-Champs
- 2^e - GIBERT JEUNE, 15, boulevard St-Denis
- 4^e - SOTENEGA, 2, rue St-Martin
- 5^e - LA REGLE A CALCUL, 65, boulevard St-Germain
- GIBERT JEUNE, 5, place St-Michel
- 6^e - DURIEZ, 132, boulevard St-Germain
- 8^e - TELE RADIO COMMERCIAL, 28, rue de Rome
- 9^e - DACTYLO OFFICE, 32, rue de Provence
- 10^e - NORD RADIO, 141, rue Lafayette
- QUERCY, 64, avenue Claude-Vellefaux
- CARBUMECA, 61, rue Louis-Blanc
- 11^e - RADIO VOLTAIRE, 165, avenue Ledru-Rollin
- 12^e - TERAL, 24, rue Traversière
- 15^e - BUREAU SELECTION, 26, rue Robert-Lindet
- 16^e - A LAMARTINE, 116, rue de la Pompe
- 17^e - SWANOR, 17, boulevard Pereire
- 20^e - S.E.M., 71, boulevard de Mémorial

Grands magasins :

B.H.V. - Bon Marché - Galeries Lafayette - Printemps

Papeteries Plén Ciel

Vente par correspondance :

PIERRE LICHAI - EUROCADEAUX - Tél. : 250.33.44.

à utiliser un facteur constant. Toutes deux vous donnent des réponses instantanées sur l'écran à 10 chiffres rouges vifs. Fonctionnant sur accumulateurs ou sur secteur, ces deux règles à calcul électroniques sont livrées avec un chargeur-adaptateur et une housse de protection.

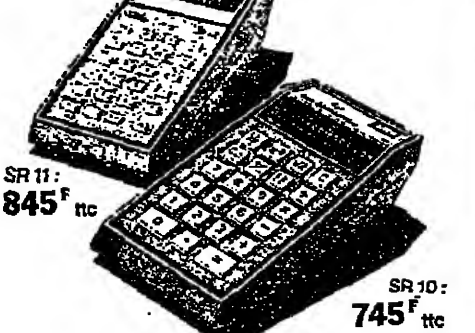
De plus, chaque SR 10 et SR 11 est garantie un an, pièces et main-d'œuvre par Texas Instruments.

Ainsi tirez un trait sur les calculs d'autrefois et pensez à la SR 10. Ou à la SR 11.

Vous gagnerez un temps précieux.

Texas Instruments

Électronique au bout de vos doigts.



SR 11 : 845 F

SR 10 : 745 F

TEXAS INSTRUMENTS

La Bourisdière 92350 Le Plessis-Robinson (930 2 - 43)

L'accident corporel ne prend pas de vacances, bien au contraire : il peut vous les faire payer longtemps et très cher.

Même assuré social, les conséquences financières d'un accident corporel peuvent être très lourdes pour vous et les vôtres.

Protégez-vous 24 heures sur 24 contre tous ces accidents : chez vous, au travail ou en vacances...

L'assurance Protection Individuelle Accidents est à la portée de tous. En cas d'invalidité ou de décès accidentels, elle assure le

versement du capital que vous avez fixé avec votre assureur. Cette assurance « accidents corporels » peut aussi couvrir les frais médicaux et d'hospitalisation et prévoir une indemnité journalière d'arrêt de travail.

L'accident ne prévient jamais et peut vous handicaper pour toujours.

Consultez votre assureur sans attendre, il vous informera et vous conseillera.

PROTECTION INDIVIDUELLE ACCIDENTS

Pour ne jamais dépendre des autres.



صلى الله عليه وسلم

AMÉRIQUES

Chili

LA JUNTE COMMUE QUATRE PEINES D'EMPRISONNEMENT MAIS EN MAINTIEN VINGT-SEPT AUTRES

Santiago (A.F.P., Reuter). — Les autorités militaires ont commué, le dimanche 23 juin, les peines de prison prononcées le mois dernier contre quatre militaires de gauche par une cour martiale de la marine. Ceux-ci ont été remis en liberté. En revanche, la cour martiale a confirmé les sentences allant de trois à vingt ans de prison qui frappent vingt-sept hommes et une femme, accusés d'avoir tenté d'organiser la résistance contre la junte.

Les sentences concernant cinquante-sept membres de l'armée de l'air et dix civils ayant « collaboré » avec le régime du président Allende seront rendues publiques à la mi-juillet. A-t-on appris d'autre part de sources proches des milieux juridiques de Santiago, les audiences du tribunal au début du mois, le procureur avait requis six peines de mort pour haute trahison.

D'autre part, le général Pinochet, chef de la junte, a distribué plus de mille titres de propriétés aux agriculteurs de deux provinces du sud du pays, qu'il a visitées vendredi et samedi derniers. La junte chilienne a accordé, au cours des neuf derniers mois, environ trois mille titres de propriétés aux agriculteurs. Le gouvernement a l'intention de faire accéder à la propriété près de cinquante mille paysans dans un délai de cinq ans.

AUSTRALIE

LES TRAVAILLISTES ET L'OPPOSITION SONT À ÉGALITÉ AU SÉNAT

Canberra (Reuter). — Plus d'un mois après le scrutin, les résultats définitifs des élections législatives ont été rendus publics samedi 22 juin. Ils confirment que le gouvernement travailliste de M. Whitlam dispose de la majorité à la Chambre, mais pas au Sénat.

A la Chambre, le parti du premier ministre a enlevé 66 sièges sur 127 (-1), tandis qu'au Sénat il dispose de 28 sièges (+3), tout comme l'opposition. Les arbitres de la situation sont donc les anciens sénateurs libéraux, qui siègent comme indépendants.

M. Whitlam a convoqué le Parlement pour le 9 juillet et compte déposer sur son bureau les six projets de loi qui le rejettent avant que les élections anticipées du mois dernier. Si les projets de loi ne sont pas votés lors de la séance inaugurale de chacune des deux Chambres, M. Whitlam réunira alors le Parlement en Congrès, pour la première fois dans l'histoire de l'Australie. Il sera assuré d'obtenir dans ces conditions le vote de ses projets.

Bolivie

Crise politique et difficultés économiques

LES DISSENSIONS SE MULTIPLIENT AU SEIN DU GOUVERNEMENT BANZER

La Paz (A.F.P.). — Le régime du général Hugo Banzer, qui aura bientôt trois ans d'existence, doit faire face à une importante crise de décomposition interne. Estimant-on dans les milieux politiques boliviens. Le problème se trouve posé non seulement parmi les partis politiques, mais également au sein des forces armées qui ont toujours participé aux prises de décision.

Le général Banzer, indique-t-on de source bien informée, a effectué une sorte de « tournée des popotes » afin de prendre le pouls des milieux militaires. Il a pu se rendre compte que l'armée était favorable au régime en place, mais avait des revendications à présenter, notamment en ce qui concerne la hausse du coût de la vie qui dévalise les soldes militaires.

Le Mouvement nationaliste révolutionnaire est actuellement en porte à faux avec le régime en raison des relations existant entre les membres d'une de ses fractions et les auteurs du coup d'état militaire manqué le 5 juin dernier. Le dirigeant paysan Oscar Céspedes n'a pas craint de tirer les conséquences de ces événements en réclamant le départ du gouvernement des ministres membres du Mouvement nationaliste révolutionnaire.

Les observateurs s'accordent à reconnaître que la Bolivie affronte une période difficile où se conjuguent une crise politique latente et des difficultés économiques. La solution qui doit être trouvée devra tenir compte de l'opinion des milieux militaires, tout comme de celle du Mouvement nationaliste révolutionnaire, de la phalange socialiste bolivienne.

● LE GOUVERNEMENT PERUVIEN souhaite que le nouveau gouvernement français mette fin aux essais atomiques dans le Pacifique Sud, afin de pouvoir reprendre les relations diplomatiques. Il a déclaré le 29 mai le président Juan Velasco au cours d'une conférence de presse. Ces relations avaient été rompues à la suite des essais-expériences atomiques. — (A.F.P.)

Le Président des U.S.A. kidnappé !

CLASH !

Le monde à la merci d'un commando.
roman/denoël

Inde

LA PRESSE ÉVOQUE L'HYPOTHÈSE D'UNE PROCHAINE EXPLOSION THERMO-NUCLÉAIRE

(De notre correspondant.)

New-Delhi. — L'Inde pourrait faire exploser un engin à hydrogène. C'est du moins l'interprétation donnée par tous les journaux indiens, citant des sources informées à New-Delhi, à une déclaration faite par le directeur du Centre de recherche atomique de Trombay, près de Bombay, M. Ramana. Celui-ci avait laissé entendre, il y a une quinzaine de jours, devant une assemblée de spécialistes indiens réunie à Calcutta, qu'« un autre événement intéressant... qui pourrait faire vibrer la nation plus encore que l'explosion atomique du 18 mai — était en préparation ». Les « sources informées » indiquent que « si le programme actuel se développe selon les plans prévus, l'Inde pourrait réaliser une prouesse encore plus spectaculaire dans un court laps de temps : développer selon les plans prévus, l'Inde pourrait réaliser une prouesse encore plus spectaculaire : faire exploser un engin thermo-nucléaire ».

L'Inde continue d'affirmer, à qui veut bien l'entendre, que ses expériences — d'autres explosions atomiques auront sans doute lieu, peut-être même avant la fin de l'année — ne sauraient avoir d'autre but que pacifique. Ce qui, dans une perspective politique plus large, ces expériences, comme celles auxquelles procède la Chine, marquent aussi une volonté de lutter contre l'hégémonie des superpuissances. Cependant, la rivalité avec la Chine apparaît comme un élément déterminant dans la poursuite et même l'accélération du programme nucléaire indien. — G.V.

Indochine

LE G.R.P. SUD-VIETNAMIEN SUSPEND SA PARTICIPATION AUX DISCUSSIONS DE SAIGON

Le G.R.P. sud-vietnamien vient de suspendre sa participation aux travaux des commissions militaires bipartites et quadripartites parcs que « les États-Unis et l'administration Thieu continuent à saboter les pourparlers et intensifient les actes de guerre ». Le G.R.P. et Hanoi rappellent aussi que, le 20 juin, à une trentaine de kilomètres au sud de la zone démilitarisée, un bateau nord-vietnamien a été coulé par l'aviation saonnaise et que son équipage a été arrêté. Ce bateau transportait des vivres et se trouvait dans les eaux territoriales d'une zone contrôlée par le G.R.P., affirme Hanoi. D'autre part, des saboteurs communistes ont fait sauter, lundi 24 juin, entre Hanoi et la capitale, plusieurs kilomètres de munitions et un dépôt de carburant.

● AU CAMBODGE, vingt-deux lycéens appréhendés le 4 juin au cours des troubles ayant coûté la vie au ministre de l'éducation ont été libérés. Seize autres jeunes et enseignants détenus en prison, plusieurs sont restés jugés par un tribunal militaire. Dimanche soir, les forces du F.U.N.C. ont tiré trois roquettes sur la capitale, samedi, elles avaient attaqué un convoi fluvial sur le Mékong, coulant une péniche et endommageant cinq cargos. Quant aux compagnies U.T., elles se déroulent la circulation aérienne près de la ville. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Chine

DES INCIDENTS AURAIENT FAIT DEUX CENTS MORTS AU KIANGSI

(Suite de la première page.)

L'une de ces affiches mettait en cause les membres de la direction d'une usine qui, rapportait-elle, avait utilisé « une partie de la main-d'œuvre et des forces de production » pour « fabriquer des armes » en vue d'un « coup d'État contre-révolutionnaire ».

Les journaux muraux rendent responsable des incidents une haute personnalité, M. Chen Shih-ching, qui fut premier secrétaire du comité provincial du parti, président du comité révolutionnaire et commissaire politique du district militaire. Ce dirigeant fut encore cité dans ces fonctions au début de 1972, mais il en avait été démis la même année. On n'a plus entendu parler de lui depuis cette époque. Ses accusateurs signalent le déclin des méthodes d'organisation appliquées au Kiangsi depuis la révolution culturelle. « Les cadres de l'armée et les masses sont courtoises, disent-ils, les comités révolutionnaires sont égarés ». Qualifié de « partisan juré » de Lin Biao, M. Cheng Shih-ching est accusé d'avoir voulu transformer l'entreprise où travaillent les signataires d'une des affiches en « usine modèle selon la politique de Lin Biao ». Les partisans de Lin Biao, disent d'autres rumeurs, ont tenté de faire du Kiangsi, un bastion et sont encore à l'œuvre.

C'est l'alerte rouge !

CLASH !

Et si cela arrivait demain ?
roman/denoël

ASIE

Rabat et Tunis

INSISTENT SUR LA NÉCESSITÉ DE LA CONCERTATION ARABO-EUROPEENNE

(De notre correspondant.)

Rabat. — La visite officielle à Rabat, du 19 au 22 juin, de M. Habib Chatti, ministre tunisien des affaires étrangères, a confirmé que les « malentendus » qui avaient altéré l'année dernière les rapports tuniso-marocains, principalement lors de la conférence des pays non alignés à Alger, étaient aujourd'hui surmontés. Le projet d'union tuniso-libyenne avait aussi provoqué à Rabat de vives réserves. M. Chatti, dont l'audience est grande auprès des dirigeants du royaume où il fut ambassadeur pendant plus de six ans, était venu, à l'époque, au Maroc pour les dissiper.

Aujourd'hui, l'accent est mis sur le rôle de la méditerranéenne entre Rabat et Tunis. La presse, proche ou non du gouvernement, a donné la vedette dans ses titres à ce passage du communiqué commun indiquant que « la partie tunisienne a exprimé son appui et son soutien aux forces du royaume du Maroc » pour « libérer (...) les territoires marocains encore sous domination du colonialisme espagnol ».

Cela s'explique aussi la place notable réservée dans ce communiqué à la concertation arabo-européenne. Maroc et Tunisie estiment que les pays européens peuvent jouer un rôle « pour contribuer au règlement de la crise du Proche-Orient d'une façon positive, conformément aux principes de justice et d'équité ».

Rabat et Tunis se déclarent convaincus que l'on peut attendre de part et d'autre des résultats utiles d'un dialogue entre l'Europe et les pays arabes, dialogue que les dirigeants marocains et tunisiens ont « la volonté de faire aboutir ». — L.G.

Éthiopie

DE GRAVES INCIDENTS ONT OPPOSÉ DES PARACHUTISTES ET DES AVIATEURS

Addis-Abeba (A.F.P., Reuter). — A la suite de sérieux incidents, qui ont commencé au cours de la nuit du 20 juin, au club des officiers de la base aérienne de Debre-Zeit, un échange de coups de feu entre parachutistes et aviateurs a fait deux morts et une vingtaine de blessés. Depuis la tentative de coup d'État militaire, dénoncée par le ministre éthiopien de la défense, le 1er avril dernier, la base de Debre-Zeit, située à une quarantaine de kilomètres d'Addis-Abeba, est contrôlée par les parachutistes ; cette situation est apparemment, de plus en plus mal supportée par les aviateurs, qui ont toujours affirmé qu'ils n'avaient jamais eu l'intention — contrairement à ce qui avait été dit à l'époque — de bombarder le palais impérial.

D'autre part, l'insécurité persiste en Érythrée, où neuf personnes ont été tuées la semaine dernière à la suite de plusieurs attaques de rebelles et d'un attentat à la bombe, dans un autobus, à Asmara. En revanche, le Front de libération de l'Érythrée (F.L.E.) a déclaré remettre en liberté, samedi, Mlle Debush Dertsbach, infirmière américaine, enlevée le 27 mai à la mission américaine de Ghada, située à proximité d'Asmara. Cependant, on se préoccupe toujours du sort de cinq prospecteurs de la compagnie pétrolière américaine Zenaco — trois Américains et deux Canadiens — capturés par les rebelles il y a trois mois, et toujours détenus.

Sarlis, on apprend la création par le gouvernement éthiopien, le 21 juin, d'une commission de quinze membres, qui a le pouvoir de convoquer toute personnalité suspecte de mauvaise administration, de gaspillage des deniers publics ou de corruption.

Ouganda

UN ANCIEN MINISTRE ACCUSE LE GÉNÉRAL AMIN D'ÊTRE RESPONSABLE DE LA « LIQUIDATION » DE MILLIERS D'OPPOSANTS

Ancien ministre ougandais des affaires étrangères, M. Wamukoyi Kibedi a accusé, dimanche 23 juin, au cours d'une conférence de presse, à Kampala, le général Idi Amin d'être responsable de la « liquidation » de milliers d'opposants au régime. L'ancien chef de la diplomatie ougandaise a remis copie d'une lettre ouverte qu'il avait adressée au chef de l'État ougandais, et qui affirme, notamment : « Votre responsabilité personnelle dans la liquidation de milliers d'opposants tanzaniens est au-dessus de tout débat et de toute contradiction ».

M. Kibedi a déclaré que le moment lui semblait opportun pour dénoncer l'attitude du général Idi Amin Dada, à cause de la récente publication, par la commission internationale des juristes, d'un rapport concernant les disparitions d'opposants en Ouganda (« Le Monde » du 6 juin).

Dans une interview accordée à l'hébdomadaire britannique « The Observer », M. Wamukoyi Kibedi précise que les estimations selon lesquelles quatre-vingt mille à quarante-cinq mille personnes auraient été tuées en Ouganda au cours des deux dernières années « sont inférieures à la réalité ».

De son côté, le journal de Nairobi « Sunday Nation » évoque, dans ses éditions du dimanche 23 juin, la disparition mystérieuse en Ouganda de M. Kungu Karumba, septuagénaire, ancien compagnon de lutte du président Jomo Kenyatta. Le rédacteur en chef du journal, qui indique que M. Kungu Karumba était porteur d'une importante somme d'argent, écrit : « Nous n'avons pas l'habitude de voir des êtres humains disparaître comme des bulles de savon, sans aucune explication. Le général Idi Amin Dada voudra-t-il bien indiquer au public kenyan où se trouve Kungu Karumba ? ».

Angola

ÉVASION MASSIVE DES DÉTENUÉS DE LA PRISON DE LUANDA

Un porte-parole du commandement en chef des forces portugaises en Angola a affirmé, le samedi 22 juin, qu'aucun contact officiel n'avait été pris avec des représentants qualifiés du M.P.L.A. (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola). Il confirmait ainsi, indirectement, le démenti opposé la veille à Brazzaville, par M. Agostinho Neto, président du M.P.L.A., aux rumeurs selon lesquelles son mouvement aurait décidé de mettre un terme aux combats (« Le Monde » des 23-24 juin).

D'autre part, plus de deux cents détenus se sont évadés samedi de la prison centrale de Luanda. Plusieurs fugitifs ont été repris. Les autorités avaient promis d'appliquer le décret d'amnistie pris par le gouvernement portugais. Le non-respect de cette promesse serait la cause de l'évasion massive.

Au Mozambique, la situation sociale est toujours confuse. Les travailleurs du port de Beira ont accepté de reprendre le travail, mais ont demandé la protection de la police. Ils étaient menacés par des contremaîtres blancs. De très nombreux navires attendent dans le port patibulaire depuis une semaine. — (A.F.P., Reuter.)

Au bord de la troisième guerre mondiale.

CLASH !

Un fantastique suspense.
roman/denoël

Du nouveau dans le XV^{ème} : les plus beaux appartements seront les moins chers.

Profitez du lancement de ce nouveau programme immobilier dans le XV^{ème} : Les Almadies, 101 avenue Félix Faure. Soyez les premiers. Les premiers ne seront pas les derniers à choisir les appartements les mieux exposés. Les premiers bénéficient aussi des meilleurs prix : ce qu'on achète aujourd'hui se paiera plus cher demain. Venez. Vous serez séduits.

LES ALMADIES

8 FIERES BATIMENTS DANS LE XV^{ème} RESIDENTIEL

*Almadies : Bateaux qui escortaient le vaisseau-amiral de Vasco de Gama.

Information et vente

Sur place : Bureau de vente 101, avenue Félix Faure
Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h. Tél. 533.73.15

SAF
42, avenue Friedland Paris 8^e - Tél. 622.10.10

Réalisation UFI-SAF / UFIC-SIVEGI

Epreuves d'admission

ICS/GESTION

2 DOMINANTES : Gestion Affaires-Marketing et Gestion Comptabilité-Finance

11 JUILLET 1974

ICS INSTITUT COMMERCIAL SUPERIEUR / GROUPE BEGUÉ
Enseignement Privé.
15 place de la République
75003 PARIS. Tél. 272.20.76, 272.75.17

EUROPE

Devant vingt mille travailleurs à Genève

Les dirigeants du parti communiste espagnol lancent un pressant appel à une large réconciliation nationale

Genève. — « A bas la guerre civile, à bas la guerre civile », a lancé le secrétaire général du P.C.E., M. Santiago Carrillo, à la tribune, lors de la manifestation pour la réconciliation nationale, organisée par le parti communiste espagnol, et à laquelle ont participé des milliers de travailleurs espagnols, en grande majorité des jeunes, avec femmes et enfants, se sont dressés d'un seul élan, répondant au secrétaire général du P.C.E. avec le même cri : « A bas la guerre civile, à bas la guerre civile ». Une tempête s'est levée sous la voûte de la patinoire des Vétérans, tribunes comblées agitées de drapeaux rouges.

réunis en chignon dans une vieille robe, vêtus d'une longue robe noire aussi, couleur de deuil, semblable à ces vieilles femmes du peuple d'Espagne. Celle qu'on appelle la Pasionaria, parce qu'elle a le discours et la passion de convaincre dans le sang, retient difficilement ses larmes. Car la salle a explosé : vingt mille travailleurs espa-

gnols, en grande majorité des jeunes, avec femmes et enfants, se sont dressés d'un seul élan, répondant au secrétaire général du P.C.E. avec le même cri : « A bas la guerre civile, à bas la guerre civile ». Une tempête s'est levée sous la voûte de la patinoire des Vétérans, tribunes comblées agitées de drapeaux rouges.

d'ambassade de la République espagnole. Un slogan né au Chili de l'Unité populaire, repris ce printemps au Portugal, écho : « L'Espagne unie ne sera jamais vaincue ». Ainsi s'est achevé, dimanche 23 juin à Genève, le meeting politique organisé par le parti communiste espagnol, qui était l'acte du parti salade du travail (communiste).

Soumis à des pressions du gouvernement de Madrid, le conseil fédéral de Berne avait décidé que les deux principales personnalités du P.C.E. ne pourraient pas prendre la parole en public. Pourtant, toutes les autorisations avaient été accordées dès la mi-mai par les autorités du canton de Genève. Ainsi, M. Jean Vincent, secrétaire national du P.S.T. (parti suisse du travail), avait-il, à plusieurs reprises, et encore vendredi soir, protesté contre une interdiction jugée « infamante et injuste ». Mais l'obstacle a été tourné avec une subtilité qui était aisément prévisible. Les allocutions de la présidente et du secrétaire général du P.C.E., enregistrées au magnétophone, ont été simplement diffusées par haut-parleurs pendant le meeting. Les orateurs, silencieux, demeurant à la tribune. En fait, le veto du gouvernement fédéral a été carrément ignoré par la Pasionaria.

Ils étaient venus des quatre coins de l'Europe du travail, de Boulogne-Billancourt, de Zurich, de Hanovre et de Francfort, de Liège, de Lyon et aussi de Barcelone, de Madrid et du Pays basque. Sages, disciplinés, tranquilles, avec des paniers de pique-nique, ils ont emprunté des cars, pris des trains pour ce rendez-vous gencrois, mais politique, moitié fête populaire.

De notre envoyé spécial

légis, avec une hiérarchie progressiste, et des milliers de prêtres qui réconcilient par leur conduite le peuple avec l'Eglise.

M. Santiago Carrillo s'est contenté de quelques minutes de salutation et de conclusion. Mais la vieille dame en noir, venue de Moscou, où elle est réfugiée depuis la fin de la guerre civile, a bondi vers les micros pour lire elle-même les deux derniers feuillets de son texte. Son geste a peut-être embarrassé les organisateurs suisses de la réunion. Il a ravi les assistants.

répondit le secrétaire général du P.C.E., mais c'est beaucoup plus proche que vous ne pensez. En tout cas, dans moins de quelques années...

comme successeur du général Franco, en qualité de roi, le mois prochain. Bien que la majorité des orateurs aient évoqué la monarchie du prince en le qualifiant de « continuateur de la démocratie », don Juan a préféré répondre à ses invités un ton beaucoup plus modéré que les d'ailleurs déçus, affirmant entre autres que « sa famille était des plus unies ».

Elle, avec l'Eglise, respect pour les forces armées : ces deux thèmes ont été largement abordés à Genève. « L'armée a produit des Franco et des Pinochet », a dit la Pasionaria, mais elle a aussi produit des Spínola, des capitaines portugais et des militaires péruviens. Et M. Santiago Carrillo a consacré un bon tiers de son propre discours à l'attitude et aux réactions des forces armées. « Un thème, a-t-il précisé, qui demandait un long développement ».

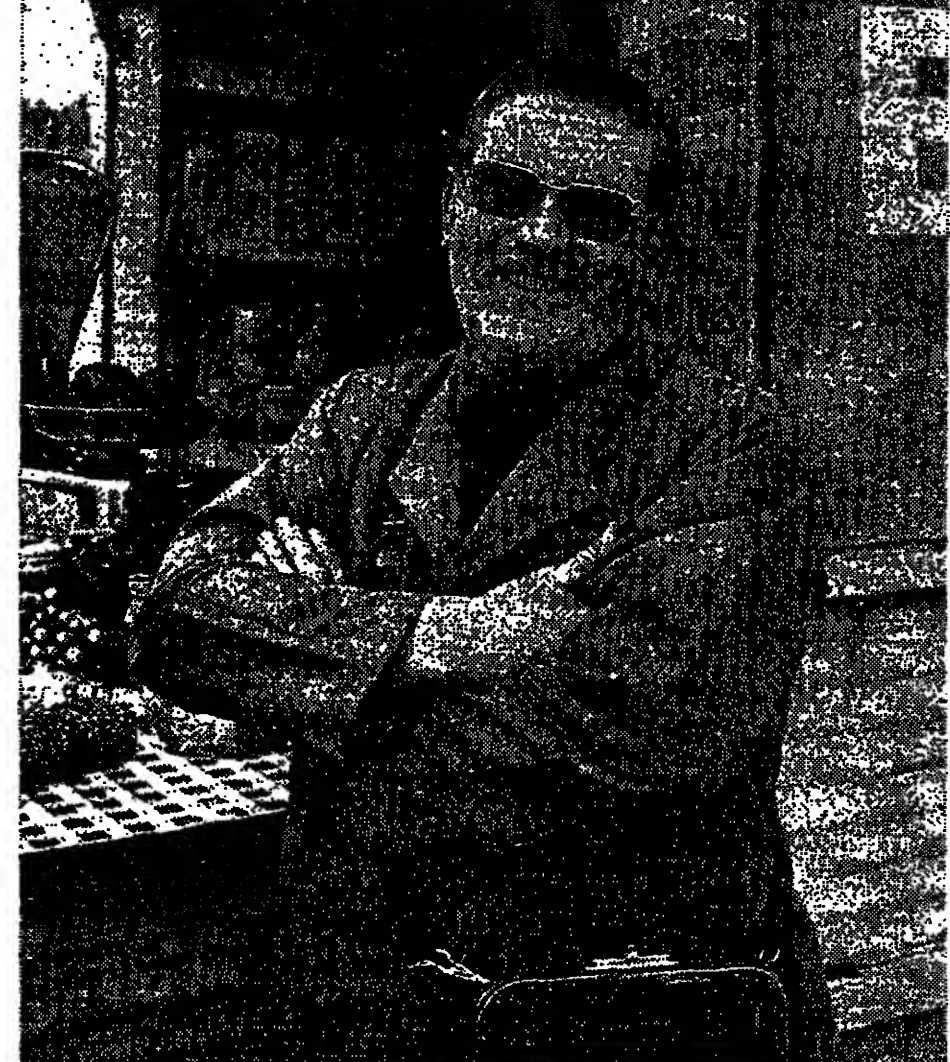
Mais l'intérêt de cette manifestation réside va bien au-delà de la rencontre de quelques milliers de travailleurs émigrés avec les dirigeants du P.C.E. Les discours de la Pasionaria et de M. Santiago Carrillo, leurs déclarations et leurs commentaires, prouvent que le parti communiste espagnol croit que le rétablissement de la démocratie est proche, très proche. « Dans combien de temps ? » a-t-on demandé à M. Carrillo. « Je ne suis pas prophète », a-t-il répondu.

Estoril. — « La monarchie de don Juan de Bourbon, comte de Barcelone, est l'unique solution pour qu'une authentique démocratie puisse voir le jour en Espagne », a affirmé M. Joachim Satrustegui, leader de l'Union espagnole monarchiste légitimiste partisans de don Juan, au cours d'un dîner qui a réuni

Le comte de Barcelone a déçu ceux qui le pressent de prendre nettement position

Le secrétaire général du P.C.E. s'est prononcé nettement pour des militaires « qui doivent posséder une technique et des moyens leur permettant de jouer le rôle que la nation doit leur donner dans son propre intérêt. Des hommes avec occasion et des qualités qui ne manquent pas ». Le dirigeant communiste estime que les militaires espagnols sont « offensés par le régime actuel », et il attend le jour où comme au Portugal « des enfants mettront des ceintures rouges au canon des fusils ».

"IL Y A DES BRAVES GENS PARTOUT, MAIS MOI, JE M'ARRÊTE CHEZ ESSO."



Un jour - il tombait des cordes - je fais une embaardée avec ma camionnette. Dedans, tout est sens dessus-dessous. Je fais le plein à une station Esso, le patron me dit : « Restez à Fabri sous l'auvent pendant que vous rangez ! »

Sous une pluie battante, un auvent c'est une bénédiction. C'est que j'avais tout à remettre en place ! Le pompiste, qui m'a aidé entre deux pleins, m'a dit en rigolant : « Dans votre camionnette, il y en a presque autant que dans mon Esso Shop. »

C'est peut-être une vieille histoire mais depuis, moi, je m'arrête chez Esso !

*L'auvent des stations Esso est décoratif, mais surtout il protège de la pluie et du soleil. Il fait partie des améliorations des stations Esso : pistes plus accessibles - même aux poids lourds -, nombreuses pompes, parkings larges. D'ailleurs, une récente enquête confirme que les consommateurs placent Esso en tête pour l'accessibilité des stations-service.



Le Portugal et ses territoires d'outre-mer

M. Soares affirme que Lisbonne appliquera les résolutions des Nations unies

Lisbonne (A.F.P., Reuters, A.P.). — M. Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères, a déclaré à la presse, après avoir participé au conseil ministériel atlantique d'Ottawa, a rendu compte, dimanche 23 juin, devant la presse, des entretiens qu'il a eus, dans la capitale canadienne, avec M. Henry Kissinger, et à New-York avec M. Rüdiger Waldheim, secrétaire de l'ONU.

Le ministre portugais a déclaré qu'il avait procédé, avec le secrétaire d'Etat américain, à une analyse détaillée des problèmes qui se posent au Portugal et à propos desquels, a-t-il dit, M. Kissinger lui a manifesté la plus grande compréhension. Il a indiqué que la question de la base aérienne de Lajes, aux Açores, n'avait pas été discutée avec M. Kissinger mais qu'elle se sera traitée avant le mois d'août, date limite prévue pour la négociation de l'accord.

M. Mario Soares a, d'autre part, indiqué qu'à New-York, au cours d'un entretien de deux heures, il avait fait à M. Kurt Waldheim un exposé détaillé de la politique de décolonisation engagée par le Portugal. Il lui a donné l'assurance que cette politique visait d'appliquer pleinement les résolutions des Nations unies. « Nous respectons le principe de l'autodétermination, avec toutes ses conséquences », a déclaré M. Soares.

Le ministre portugais a annoncé d'autre part que M. Waldheim avait accepté de se rendre en visite officielle à Lisbonne et que M. James Callaghan et Aldo Moro, ministres des affaires étrangères de Grande-Bretagne et d'Italie, se rendraient également au Portugal avant la fin juillet.

M. Mario Soares se rendra mardi 25 juin à Bruxelles pour la signature de la nouvelle charte de l'alliance atlantique, en compagnie de M. Palma Carlos, premier ministre.

سكربت الامم المتحدة

EUROPE

Grande-Bretagne

La reprise possible des essais nucléaires entraîne de nouvelles difficultés pour M. Wilson

De notre correspondant

Londres. — La semaine qui s'ouvre sera difficile pour M. Harold Wilson, dont le gouvernement a déjà subi plusieurs défaites à la Chambre des communes. Cette fois, les difficultés ne viennent pas seulement de l'opposition conservatrice et libérale, mais de l'intérieur même du parti travailliste, où la révolte gronde à propos d'un essai nucléaire souterrain britannique aux États-Unis.

La question n'est pas claire. Certains affirment que cet essai a déjà eu lieu dans le désert du Nevada, d'autres qu'il est imminent, d'autres enfin qu'il a été ajourné. Le gouvernement maintient le silence, mais il est manifestement embarrassé. Le ministre de la défense, M. Roy Mason, devait faire face le lundi après-midi 26 juin à la Chambre des communes aux questions pressantes des députés de la gauche travailliste.

La gauche du Labour, emmenée par le groupe Tribune, est furieuse et exige du gouvernement qu'il se conforme au programme électoral travailliste. La situation est d'autant plus gênante pour le

gouvernement qu'il vient à peine de protester contre les essais nucléaires français et chinois. Certes, les explosions de la France et de la Chine ont eu lieu dans l'atmosphère, tandis que l'explosion britannique est (ou sera) souterraine, donc non polluante. Mais cet argument ne porte guère auprès de la gauche travailliste, qui souhaite que la Grande-Bretagne donne l'exemple au monde en renonçant à son armement nucléaire.

Un autre affrontement pourrait se produire aux Communes, cette fois entre l'opposition et le gouvernement à propos du programme des nationalisations travaillistes. M. Eilidun Griffiths, ministre de l'Industrie et du Commerce, a conservé, en effet, dans la liste de vingt grandes entreprises que les travaillistes auraient, selon lui, l'intention de nationaliser ou de contrôler. Le gouvernement a démenti, mais des explications ne manquent pas d'être demandées à M. Anthony Wedgwood-Ben, le secrétaire à l'Industrie, qui est devenu la « bête noire » de l'opposition. (Interim.)

Irlande du Nord

Création d'un nouveau parti « loyaliste »

Un soldat britannique a été officiellement accusé de meurtre, le dimanche 23 juin, par un tribunal de Londonderry. Alec John Furry, dix-neuf ans, avait tué par balles un passant, samedi à Strabane (comté de Tyrone). Un policier d'autre part est tué, ce même jour à Belfast, par une rafale de mitraillette tirée d'une voiture.

De notre correspondant

Belfast. — La carrière politique de M. Brian Faulkner, qui avait dû abandonner le 26 mai dernier son poste de chef de l'exécutif de Belfast, semble décidément compromise. La défaite humiliante de sa candidature, Mme Iris Agnew (5 500 voix), et le succès de son adversaire loyaliste, M. Clifford Smyth (28 700 voix), à l'élection partielle de North-Antrim ont en effet confirmé le rejet par la population protestante d'Ulster de la politique modérée de M. Faulkner (le Monde du 23-24 juin).

Mais c'est peut-être la déclaration faite samedi 22 juin par un ancien collègue unioniste de M. Faulkner, M. Roy Bradford, qui semble mettre un point final à la carrière de l'homme qui depuis cinq ans a joué un rôle primordial dans les péripéties de la vie politique d'Irlande du Nord. M. Bradford, dans un communiqué, a assuré qu'il considérerait désormais comme son chef le leader des loyalistes, M. West, l'un des trois leaders loyalistes. La décision de M. Bradford — qui sera certainement suivie par d'autres membres du groupe de M. Faulkner — annonce le rassemblement de toutes les forces protestantes dans le seul camp loyaliste.

Cependant, si les leaders loyalistes se réunissent de la désintégration du parti de M. Faulkner, ils s'inquiètent de ce qui paraît être la prise de conscience par les éléments populaires de leur troupe, de la force qu'ils repré-

sentent. La décision que vient de prendre l'organisation loyaliste paramilitaire, l'U.V.F. (Forces des volontaires de l'Ulster), de fonder un nouveau parti, le Parti politique des volontaires, marque une étape importante dans la vie politique de la province.

Dans un communiqué, les leaders du nouveau parti, qui est présidé par M. Park Ken Gibson, ont déclaré que leur objectif est d'éviter un retour à la « dictature des hommes politiques sur la classe ouvrière ». L'organisation proscrite jusqu'à ces derniers mois, l'U.V.F. s'est fait remarquer dans le passé par la masculinisme politique de ses déclarations. Elle a participé à des pourparlers avec l'armée officielle de l'Irlande (de tendance marxiste) et a joué un rôle important dans l'organisation de la grève loyaliste qui a entraîné la chute de l'exécutif.

La création du nouveau parti suit de quelques jours un congrès des organisations paramilitaires loyalistes. Un document sur l'avenir politique de l'Ulster avait été présenté aux leaders des trois partis loyalistes, MM. Craig, Paisley et West, ne participant pas aux débats. Un deuxième congrès doit se tenir le mercredi 26 juin. Entre temps, l'U.D.A. (Association pour la défense de l'Ulster) et l'U.V.F. ont de nouveau lancé un appel à l'alle provinsaire de l'Irlande pour lui demander de mettre fin à sa campagne de violence.



UN TRAIN POUR ETRE A L'HEURE AU DEPART DE L'AVION

- un train et une navette qui se jouent des encombrements
 - 40 minutes, tout compris, entre Paris et Orly.
 - départ toutes les 15 minutes de Paris
- Quai d'Orsay, Pont-St-Michel, Austerlitz.
- Tarif unique 7,50 F.



Demander le nouvel horaire ORLY RAIL dans les gares S.N.C.F. ou les Agences de Voyages ou retourner ce bon à AÉROPORT DE PARIS - 671, Bd Raspail 75075 PARIS - CEDEX 14.

Nom Prénom

Adresse

désire recevoir gratuitement le nouveau dépliant horaire ORLY RAIL.

Autriche

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE

M. Rudolf Kirchschlaeger est élu président de la République avec 51,7 % des voix

De notre correspondant

Vienne. — Avec 2 382 151 voix, soit 51,7 % des suffrages exprimés, M. Rudolf Kirchschlaeger, candidat présenté par le parti socialiste, sans toutefois être membre, est devenu, le dimanche 23 juin, le cinquième président de la République autrichienne depuis la guerre. Son adversaire populiste, M. Lugger, a rasé, soit 2 238 680 voix, soit 48,3 %.

Le succès du ministre des affaires étrangères face au maire d'Innsbruck est donc finalement plus net que ne le laissent prévoir les derniers sondages faisant état d'un écart de moins d'un point entre les deux candidats. L'avance demeurait cependant plus modeste qu'on ne le pensait au début de la campagne. Le résultat n'a provoqué ni sentiment de triomphe chez les socia-

listes, ni abatement chez les populistes. M. Kirchschlaeger n'obtient-il pas en effet un pourcentage de voix supérieur à celui obtenu par le président Jonas lors de sa première élection en 1955 (50,7 %), mais inférieur à celui enregistré lors de sa réélection en 1971 (52,8 %)?

Le candidat élu a obtenu le soutien de la capitale, des régions de l'Est du pays, de celles aussi où la moyenne d'âge des habitants est la plus élevée et le nombre des femmes le plus important, tandis que son adversaire a remporté des succès dans des zones urbaines et plus jeunes. Dans son fief du Tyrol, M. Lugger a recueilli 70 % des voix.

En revanche, M. Kirchschlaeger a obtenu 63,8 % des suffrages dans la capitale. Le vote a confirmé la traditionnelle division politique du pays entre l'Ouest et l'Est. Effaçait-il les défaites successives essuyées ces derniers mois par le parti socialiste dans diverses élections régionales ? Il serait d'autant plus imprudent de l'affirmer que les socialistes, eux-mêmes, comme leurs adversaires d'ailleurs, avaient bien pris soin de préciser qu'il s'agissait d'un « choix de personnalité ».

L'issue du scrutin apporte cependant un soulagement au chancelier Kreisky, qui avait personnellement imposé la candidature de M. Kirchschlaeger contre l'avis de nombre de militants du parti. Un échec aurait été un rude coup pour le chancelier dont l'image s'est ternie au cours des derniers mois.

M. Kirchschlaeger serait remplacé à la tête des affaires étrangères par M. Peter Jankowitsch, actuellement ambassadeur auprès des Nations unies. — B. M.

PORTRAIT

Un « Couve » danubien

Grand, assés, le front haut largement dégarni : un regard doux sous des sourcils épais, M. Rudolf Kirchschlaeger a le calme assurance des hommes qui se sont faits eux-mêmes. Si le destin lui sourit aujourd'hui, il en a connu jadis les revers durant une enfance et une adolescence qui ne furent pas particulièrement heureuses. De ces longues années passées à observer le revers d'une misère, il a gardé sur son visage une certaine tristesse et aussi, sous des dehors froids et austères, beaucoup d'humanité.

Né le 20 mars 1915 à Obermühl en Basse-Autriche, Rudolf Kirchschlaeger a à peine dix ans lorsque meurt son père, qui exerçait le métier mal payé d'organiste de la petite ville. L'enfant, qui n'a jamais connu sa mère, est ainsi pratiquement livré à lui-même. Il tire de cette solitude une grande volonté et l'enseignement qu'il ne pourra jamais compléter que sur ses propres forces. Cela explique sans doute l'aspirant indépendant dans l'organisation de la grève loyaliste qui a entraîné la chute de l'exécutif.

La création du nouveau parti suit de quelques jours un congrès des organisations paramilitaires loyalistes. Un document sur l'avenir politique de l'Ulster avait été présenté aux leaders des trois partis loyalistes, MM. Craig, Paisley et West, ne participant pas aux débats. Un deuxième congrès doit se tenir le mercredi 26 juin. Entre temps, l'U.D.A. (Association pour la défense de l'Ulster) et l'U.V.F. ont de nouveau lancé un appel à l'alle provinsaire de l'Irlande pour lui demander de mettre fin à sa campagne de violence.

JOE MULHOLLAND.

En tant qu'expert, il collabore à la rédaction du traité d'Etat, signé en 1955, puis il devient chef de la section de droit international du ministère. M. Bruno Kreisky, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le remarque, et, lorsqu'il devient chef de la section de droit international en 1963, il en fait son chef de cabinet. Cette protection ne lui fera jamais défaut. Lorsque M. Kreisky décide à la chute de la République autrichienne, 1970, d'appeler M. Kirchschlaeger, alors ambassadeur à Prague, pour en faire le nouveau ministre des affaires étrangères. Ces derniers mois, c'est de nouveau le chancelier qui a confié son ministre de brigner la présidence de la République.

Partisan intraitable de la neutralité de son pays, M. Kirchschlaeger est apparu à la tête de la diplomatie autrichienne comme une sorte de Couve de Murville danubien. Peu bavard, apparemment distant et réservé, mais cachant des réserves d'humour malicieux et de chaleur humaine, il a su donner de son pays l'image de la mesure, mais aussi de la fermeté dans la défense de son indépendance.

MANUEL LUCBERT.

LE MINISTRE HONGROIS de la culture et de l'enseignement vient d'être scindé en deux. La culture est confiée désormais à M. Laszlo Orban, membre du comité central du parti, juriste qui a fait la majeure partie de sa carrière dans l'agronomie et qui était sous-secrétaire d'Etat au ministère. L'enseignement est

confié à M. Karoly Pollnaky, qui était ministre depuis la mort, en avril dernier, de M. Miklos Nagy. De plus, M. Karoly Roedonyi devient ministre des postes et communications. Son prédécesseur, M. Gyorgy Csandi était décédé en avril dernier. — (A.F.P.)

Allemagne fédérale

LE DOCUMENT METTANT EN CAUSE LE CHEF DU CONTRE-ESPIONNAGE PROVENAIT D'UN ANCIEN AGENT DE LA C.I.A.

Hambourg. — C'est un ancien agent de la C.I.A., un certain Joachim Müller-Rabe, qui avait remis à la revue Capital le document sur lequel celle-ci avait cru pouvoir s'appuyer pour accuser M. Günther Nollau, chef du contre-espionnage ouest-allemand d'être au service de l'Est (le Monde du 24 mai). M. Riek H. Kamer, le journaliste qui mena l'enquête pour Capital, a déclaré au Spiegel que le document en question lui avait été donné par Müller-Rabe au début de mai à l'hôtel Bristol de Bonn. Attribué par Capital à la C.I.A., le texte devait être reconnu pour faux et la revue avait dû renoncer à le publier.

Selon Der Spiegel, Müller-Rabe a travaillé dans l'Abwehr (contre-espionnage militaire allemand) pendant la guerre, puis il fut employé par la C.I.A. jusqu'en 1964. Il était chargé de surveiller le développement économique et la R.D.A. Après son renvoi des services de renseignements, il a occupé un emploi de conseiller de société. Toujours selon Der Spiegel, il entretenait de très bons rapports avec de hautes personnalités de la C.D.U.-C.S.U.

Italie

Les catholiques contestataires ont provisoirement renoncé à créer un parti rival de la démocratie chrétienne

De notre correspondant

Rome. — Le congrès national des catholiques du non a un référendum s'est tenu le 23 juin à Rome, après des discussions très vives qui ont conduit à la rupture entre deux coalitions d'importance à peu près équivalente. Le fond du débat était, en somme, de savoir quels sont les liens entre la foi et la politique, dans quelle mesure l'Église engage l'aire et doit amener un catholique à participer à la vie nationale en toute liberté de conscience.

C'est au dernier moment qu'un document présenté par le journaliste Romano La Valle a réussi à recréer l'unité. Ce texte prévoit la réunion, dans les prochains mois, d'un colloque national pour poursuivre la discussion, et, dans l'attente, la poursuite des activités des comités de catholiques pour le non. Autrement dit, les participants se sont retrouvés sur la nécessité de rester aussi bien à l'intérieur de l'Église qu'en face de la démocratie chrétienne, des stimulants et des instruments de contradiction.

Selon les membres de la première tendance, les catholiques du non doivent rester strictement dans les structures ecclésiastiques et promouvoir un renouveau interne de l'Église en représentant le dialogue avec les évêques ; cela à la condition naturelle que l'Église, de son côté, lève les sanctions disciplinaires prises envers les prêtres et les laïcs qui ont prêté le « non » à l'abrogation du divorce. Les militants de l'autre tendance, au contraire, proposaient la création d'un mouvement pour les libertés civiles et démocratiques qui aurait agi sur le plan proprement politique. La perspective de la création d'un second parti catholique, rival de la démocratie chrétienne, a été constamment présente dans les travaux de l'assemblée. Et les représentants de la gauche démocrate-chrétienne semblent avoir été déçus de ne pas trouver de ce côté le mouvement qui les aurait renforcés, au moment même où M. Fanfani les a courtisés de la direction du parti (le Monde daté 23-24 juin).

L'événement, en tout cas, est d'une grande importance pour

perfectionnement de la multigraphe stencil :

encrage automatique

Gestetner

Pour recevoir une documentation "stencil", adresser ce coupon à Gestetner 71, rue Camille-Groult 94400 Vitry Tél. 680 47-85

M Adresse

Installez vos bureaux (P^{te} Maillot) dans le Centre International de Paris. Vous serez en plein cœur de l'Europe des affaires.

prix à partir de 700 f le m²

Exclusivité de location :

SAF Tel. 622 10-10 42 avenue de Friedland 75008 Paris

POLITIQUE

DEVANT LE CONSEIL POLITIQUE DU CENTRE DÉMOCRATE

« Nous sommes l'aile gauche de la nouvelle majorité » déclare M. Lecanuet

Depuis que ses principaux dirigeants siègent au gouvernement, le parti de M. Jean Lecanuet — dont le comité directeur et le conseil politique ont délibéré à Paris pendant le week-end — se sent animé d'une vigueur nouvelle. Il semble, en tout cas, avoir fait bien surmonter les divisions qu'étaient fait naître dans ses rangs la volonté de son président d'apporter son concours au candidat Giscard d'Estaing, avant le premier tour du scrutin présidentiel (le 10 avril, un tiers environ des membres du conseil politique s'étaient prononcés contre cette décision).

Sortis du confort incertain de l'opposition centriste, le Centre démocrate et M. Jean Lecanuet ont maintenant devant eux un avenir qui appelle une stratégie politique précise. C'est bien les grandes lignes de cette stratégie qui sont apparues dimanche dans les propos qu'a tenus le nouveau garde des sceaux.

Premier objectif : être, sans contestation possible, l'aile gauche de la nouvelle majorité.

Le centre gauche. Cette volonté, M. Lecanuet l'a affirmée hautement, et il l'a illustrée en dressant la liste des réformes et transformations sociales que son parti souhaite voir entreprendre : réforme de l'entreprise allant jusqu'à la cogestion, mise en place d'une planification démocratique, meilleur emploi de l'argent public en faveur des équipements collectifs, octroi de l'éligibilité dans les conseils municipaux aux jeunes de dix-huit ans, etc. C'est là le bagage progressiste dont ne sauraient se priver ceux qui veulent être l'« al-guillon social » d'une nouvelle majorité.

Deuxième objectif : occuper le terrain au centre et au centre gauche en contestant à qui-conque le droit de planter là son drapeau.

Cet objectif implique que soient menées plusieurs actions concomitantes : l'union de tous les centristes issus de la démocratie chrétienne d'abord (sur ce point, le conseil politique a été clair, il a souligné la constitution d'un grand parti autour de M. Lecanuet, et celui-ci, sans fixer de

délai, a dit sa certitude de voir se réaliser cette union), la récupération, ensuite, du mot « réformateur », significatif d'un courant centriste de gauche, dont le maître de Rouen et ses amis ne veulent pas laisser à d'autres le bénéfice (jamais autant que dimanche on n'avait entendu parler de « courant » et même de mouvement réformateur au siège du Centre démocrate), enfin, des déclarations de dissension à l'égard de tous ceux qui, de près ou de loin, peuvent être soupçonnés de s'intéresser à la même fraction de l'opinion publique : M. Michel Jobert, le premier, dont le garde des sceaux a mis en doute les chances de succès ; les socialistes, qui, selon lui, ne doivent pas s'imaginer que le champ est libre dans l'élection présidentielle pour la seule raison que les centristes ont rejoint l'ancienne majorité ; et aussi les républicains indépendants, dont il est connu que certains dirigeants rêvent d'une « grande fédération des centres », mais avec lesquels il est exclu, pour M. Lecanuet, de fusionner.

Le vœu du président du Centre démocrate de voir se nouer des « rapports privilégiés » entre son parti et celui qui dirigeait le nouveau président de la République, ne doit pas faire illusion : le leader centriste est fort peu soucieux de dissoudre sa formation dans quelque « nébuleuse indépendante », qui serait en fait sous l'autorité quasi directe de M. Giscard d'Estaing.

Si le Centre démocrate a pu survivre à quelque huit années d'attaques et de balancements entre la majorité et l'opposition, s'il a victorieusement résisté aux tentatives d'assimilation au sein d'un mouvement réformateur qui lui inspirait à l'origine quelque méfiance, ce n'était sans doute pas pour se fonder, au premier appel, dans une majorité aux contours encore incertains. Et ce alors même que semble sommeiller l'heure qu'attendait depuis si longtemps M. Lecanuet : celle où l'on pourrait tenter de construire — pourquoi pas sous son autorité ? — un grand parti social démocrate.

NOR-JEAN BERGEROUX.

« ponctuelles » prises par le gouvernement, en insistant notamment sur la décision d'abaisser l'âge de la majorité électorale. Après avoir précisé qu'il parlait en tant que président d'un parti politique et non en tant que ministre, il a suggéré que la majorité civile soit, elle aussi, abaissée et que l'éligibilité dans les conseils municipaux soit accordée à ceux qui vont devenir majeurs à dix-huit ans. M. Lecanuet a indiqué que son parti allait réfléchir aux transformations sociales suivantes :

— La réforme de l'entreprise : « Nous sommes disposés, a-t-il dit, à étudier des modifications pour aller jusqu'à la responsabilité ou la cogestion ».

— La planification démocratique : « Une politique à plus volontariste de l'aménagement du territoire : « Il s'agit de revitaliser le secteur rural, de promouvoir les villes moyennes et de mettre fin à l'urbanisation sauvage ».

— L'octroi aux jeunes de facilités plus grandes pour trouver un deuxième emploi quand il apparaît : « Le premier a été décerné ».

— Un meilleur emploi de l'argent public : « De façon à privilégier les équipements collectifs et sociaux ».

— L'amélioration de la qualité de la vie : « D'autant plus nécessaire que l'accroissement du coût des matières premières importées va obliger à définir des modes de vie différents ».

En matière de politique étrangère, M. Lecanuet a relevé « la mise en œuvre opportune » que le ministre des affaires étrangères donne, selon lui, aux directives du président de la République et il a indiqué que son parti était satisfait du « rétablissement de la conjonction avec nos alliés dans la sous-commission aux États-Unis ».

À propos de l'Europe, il a déclaré : « L'objectif 1980 est pour nous une ligne de marche prioritaire. Nous avons enregistré

avec satisfaction l'arrêt qui a été mis à la désintégration de l'Europe lors des entretiens entre le président de la République française et le chancelier allemand. »

« En conclusion, a dit M. Lecanuet, le gouvernement a pris un bon départ. Ce n'est certes qu'une étape, mais elle doit nous permettre d'aller plus loin vers une société plus juste. »

À propos de la place de son parti dans la nouvelle majorité, M. Lecanuet a affirmé : « Nous entendons être la gauche de la nouvelle majorité. Nous sommes le centre gauche. Nous sommes l'alignement démocratique social et européen. Nous entendons rendre compte de notre tentative de concurrence, toute modeste, qui tendrait à occuper le terrain où nous nous plaçons, le terrain du centre gauche, le courant réformateur, le courant du renouvellement. Nous allons renforcer le centre démocrate et le mouvement réformateur et ce dans un triple intérêt : l'intérêt des idées que nous défendons, l'intérêt de la majorité nouvelle qui doit être diversifiée afin de pouvoir s'élargir et enfin pour renforcer les contradictions du parti socialiste qui pourrait constituer deux exigences incompatibles puisqu'il se déclare réformiste en même temps qu'il anime une coalition de lutte de classes ».

Le président du Centre démocrate a dit encore : « Nous souhaitons élargir le courant réformateur et centriste à tous ceux des députés de l'ancienne majorité qui partagent notre doctrine et nos objectifs. » En ce qui concerne l'éventuel regroupement du Centre démocrate et Progrès de M. Duhamel au Centre démocrate, M. Lecanuet a indiqué : « On ne comprendrait pas que nous restions séparés, alors que tout nous rapproche dans la doctrine. S'il est vrai qu'il y a des pesanteurs sociologiques, il est vrai aussi qu'il y a des attractions sociologiques. Quant à la possibilité de rapprochement entre le Centre démocrate et la Fédération des républicains indépendants (l'ancien parti de M. Giscard d'Estaing) il a précisé : « Nous sommes prêts à développer nos relations et à nous entendre, sur la base de notre entente du premier tour, des rapports privilégiés, sans fusion, avec les

républicains indépendants. Et ce, en vue d'un développement de perspectives vers une société de liberté, de promotion et de progrès. » Le président du Centre démocrate devait ajouter : « Nous n'avons pas encore eu de conversations avec des républicains indépendants. Il est normal que ces rapports privilégiés existent, mais ils restent à définir. »

Comme on lui demandait s'il serait favorable à une dissolution de l'Assemblée nationale, le maître de Rouen a déclaré : « Non, il faut d'abord faire face aux événements et ne pas précipiter à nouveau le pays dans une bataille électorale. Mais, bien sûr, la décision appartient au président de la République. »

À la question : « Incluez-vous M. Jobert parmi les personnalités qui pourraient compléter dans les assemblées centristes que vous souhaitez ? », le garde des sceaux a répondu : « Compte tenu de la diversité des déclarations de M. Jobert en quelques mois, je ne suis pas en mesure de faire le point exact de ses intentions ni d'évaluer ses capacités et les moyens dont il dispose pour les mettre en œuvre. »

M. Fossel, secrétaire général délégué

Samedi, au cours de la réunion du comité directeur, M. André Fossel, sénateur des Hauts-de-Seine, avait été nommé secrétaire général délégué du Centre démocrate. M. Fossel suppléera, dans les tâches administratives, le secrétaire général en titre (qui conserve son poste), M. Pierre Abelin, ministre de la coopération depuis le 28 mai dernier.

[Né en 1918 à Paris, gérant puis conseiller de sociétés depuis 1950, M. Fossel fut conseiller municipal de Paris (M.R.P.) de 1945 à 1959. Il exerça notamment les fonctions de syndic (1946-1947) et de vice-président (1954-1955) de l'Assemblée parisienne. Devenu président de la fédération M.R.P. de la Seine en 1957, il est entré au Sénat l'année suivante. En 1968, réélu sénateur des Hauts-de-Seine après le découpage des départements de la région parisienne, il a été désigné comme député de la Haute-Assemblée. Il a occupé ce poste jusqu'en 1971. Il est membre du comité directeur du Centre démocrate depuis 1965.]

M. Giscard d'Estaing : je préfère que le changement soit conduit dans la liberté !

Dans une conversation avec Raymond Tournoux, que l'hebdomadaire Paris-Match publie dans son numéro, daté du 29 juin, M. Valéry Giscard d'Estaing évoque l'intention qu'il avait manifestée de modifier l'organisation des cérémonies du 14 juillet, et il précise :

« Dans le même esprit, la soirée du 13 juillet deviendra la Fête de la liberté. Une fête populaire qui aura tendance à disparaître sous l'effet des tensions psychologiques et politiques des dernières années. Nous allons la faire revivre. J'ai demandé au ministre de l'intérieur de la favoriser par des mesures relatives à l'écoulement de Paris, à la circulation, à l'animation des quartiers, etc. Nous essaierons de retrouver, le 13 au soir, l'atmosphère joyeuse et libre des fêtes de naguère. »

« La campagne électorale n'a pas été un intermède. Je ne rais pas refaire le livre. »

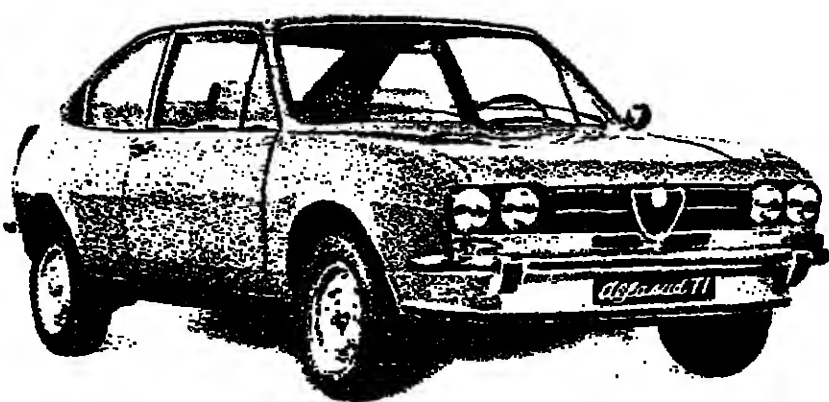
« On bien le changement sera conduit, ou bien il sera imposé. Moi, je préfère qu'il soit conduit dans la liberté. »

M. CHINAUD SOUHAITE LA CONSTITUTION D'UN « VASTE MOUVEMENT LIBÉRAL ET SOCIAL »

M. Roger Chénou, secrétaire national de la Fédération des républicains indépendants, déclare, dans une interview accordée au quotidien Sud-Ouest, et publiée le 24 juin : « Depuis longtemps, les républicains indépendants souhaitent voir se constituer un vaste mouvement libéral et social. Là comme ailleurs, le moment est venu où nous prendrons les initiatives appropriées. Nous allons maintenant largement développer les républicains indépendants. Ce sera d'autant plus facile que la campagne présidentielle a dirigé vers nous non seulement des hommes et des femmes qui découvriraient la politique mais un grand nombre de femmes, de salariés. Une des missions que recevront nos fédérations départementales consistera à organiser le rassemblement de ces forces nouvelles. »

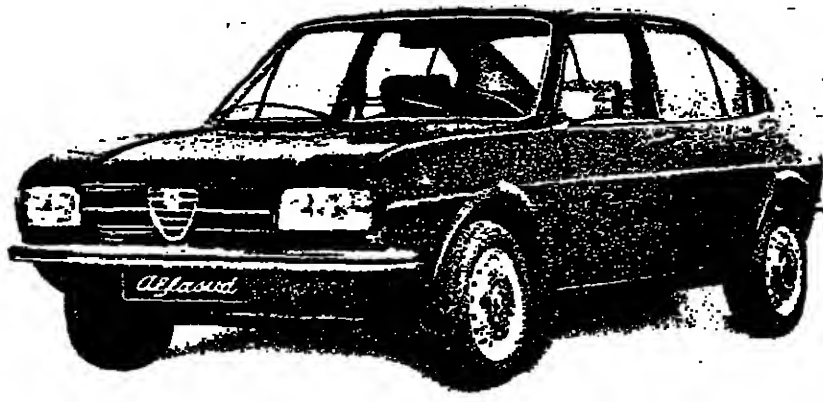
Alfasud et Alfasud TI

Une Alfa dans votre vie... sans complexe.



Alfasud TI : 20.318 F dès en main.*

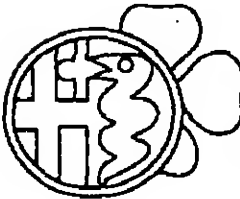
7 CV fiscaux - 79 CV SAE. Consommation : 7 litres aux 100 km à 90 km/h. 5 vitesses. Km départ arrêté : 35,6 sec. Pare-brise en verre feuilleté. Lunette arrière dégivrante. Appuis-tête. Instruments de bord complets (compte-tours, etc.) et tout le confort propre aux Alfa Romeo.



Alfasud : 18.318 F dès en main.*

7 CV fiscaux - 73 CV SAE. Consommation : 6,6 litres aux 100 km à 90 km/h. 4 vitesses. Km départ arrêté : 37 sec. Pare-brise en verre feuilleté. Lunette arrière dégivrante. Appuis-tête. Compte-tours et tout le confort propre aux Alfa Romeo.

Essayez. Comparez. Choisissez. Sans tenir compte du plaisir.



150, Champs-Élysées, 359.13.14

* Plus carte gnc et vignette tarif n° 67 du 15/06/74

DEUX ÉLECTIONS CANTONALES

ALPES-MARITIMES, canton de Nice-II (premier tour).

Insc. 25 676 ; vot. 9 157 ; suff. expr. 9 051.
M. Gaston Robert (maj.), 3 050. Mme Jeanine Labica (P.C.F.), 2 997. MM. Paul Guérin (P.S.), 1 949. Jacques Fauriol (CNIP), 872. Marcel Fauriol (rad. de gauche), 844. Il y a ballottage.

[Il s'agit de remplacer Joseph Robaut (U.D.R.), père du candidat de la majorité, décédé le 18 avril. Joseph Robaut avait été réélu au deuxième tour en mars 1973 par 7 118 voix contre 6 572 à M. Carvaca (P.C.F.). Il était élu de ce canton depuis avril 1953.]

MEURTHE-ET-MOSELLE, canton de Nancy (premier tour).

Insc. 4 683 ; vot. 2 944 ; suff. expr. 2 874.
M. Louis Koenig (ref.), maire de Nancy, 1 025. Gérard Fauriol (mod. maj.), 566. Jean Leclercq (P.C.F.), 456. Guy Lemoine (mod. maj.), 321. Jean Varlet (F.), 319. Théodore Jelen (cent. et. cons. mun. de Nancy), 190. Il y a ballottage.

[Il s'agit de remplacer Abel Simard (ref.), récemment décédé.]

VACANCES EN ISRAËL

EN VILLAGE DE TOILE
15 jours sac au dos sur les routes d'Israël. Transport intérieur en autocar compris. Logement sous tente aménagée avec petit déjeuner.

Prix par personne ... F 1.530

CIRCUIT EN AUBERGES DE JEUNESSE

Programme de 3 semaines comprenant 12 journées d'excursions de la Haute Galilée à Eliat, PLUS une semaine en Auberge de Jeunesse en pension complète.

Prix par personne ... F 2.550

Renseignements et inscriptions auprès de toutes Agences de Voyages ou

ZIMOPERA

5, av. de l'Opéra, 75001 Paris tél. 260.31.60

50% en 2 l'AR rue d'Al



POLITIQUE

DEVANT LES SECRÉTAIRES FÉDÉRAUX DE L'U.D.R.

M. Sanguinetti : il est temps de penser en fonction de l'avenir

Devant les secrétaires fédéraux de l'U.D.R. réunis samedi 22 juin à Paris, pour la première fois depuis l'élection présidentielle, M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général du mouvement, a notamment déclaré :

« L'essentiel, aujourd'hui, est d'éviter les factions et les clientèles, par le rassemblement de toute la famille gaulliste. Mon attitude sera sur ce point sans faille, et je préférerai même quitter mon poste de secrétaire général plutôt que de mener le mouvement à l'éclatement, sans profit pour personne et surtout sans projet pour la France. Certains sont découragés. Certains disent que le gaullisme est mort. La commission de réflexion devra se demander, s'interroger sur notre véritable raison d'être. Nous ne devons pas nous confondre dans un mouvement libéral, atlantiste, internationaliste, social et européen. Pas plus que nous ne devons nous confondre avec un collectivisme détesté. Nous devons être ce que nous avons été, ce que nous sommes. Nos idées, celles que nous avons offertes à la nation, ont triomphé pendant toute la campagne présidentielle, qui s'est faite sur les thèmes que nous défendons depuis trente ans, les institutions, l'indépendance nationale, la défense nationale. »

« Les institutions ? Tout le monde veut les défendre mais, en réalité, Dieu seul sait ce qu'un homme peut en faire. L'indépendance nationale ? Mais que serait-elle dans une économie dominée par les sociétés multinationales ? La défense nationale ? Qui mais que serait-elle dans un système intégré ? »

Après avoir appelé à accentuer le militantisme, invité ses auditeurs à être présents partout, incité à rechercher le contact aussi bien avec les amis qu'avec les adversaires, M. Sanguinetti a conclu :

« Pendant trop longtemps nous avons existé en pensant à notre passé. Il est temps de penser en fonction de notre avenir. Si nous sommes sincères avec nous-mêmes, si nous écartons les factions, si nous nous maintenons sur les principes gaullistes en les approfondissant, si nous savons nous renouveler et changer nos méthodes, si nous sommes décidés à être nous-mêmes et non un appendice du pouvoir, notre action devrait une nouvelle fois réussir. Les difficultés sont grandes, mais le gaullisme n'a pas connu de heures de triomphe. La traversée du désert n'a pas été un vain mot. Aujourd'hui nous sommes dans la traversée de la savane. On peut en sortir. Si vous le voulez, nous le pouvons. »

Au cours du débat qui a suivi, de nombreux délégués ont insisté sur la nécessité du renouvellement. M. Jacques Debré (Côte-d'Or) a noté que « pour les gaullistes M. Michel Robert pourrait être un catalyseur d'énergies » et aurait préféré que l'U.D.R. soutienne le gouvernement sans y participer. M. Yves Rival (Haute-Garonne) a déploré que des tendances se développent

au sein du groupe parlementaire et souhaité que « les grandes idées du gaullisme » soient plus discrètes. M. Pierre Janet (Loire) voudrait que l'U.D.R. se débarrasse de l'image de droite que ses adversaires lui ont donnée. Il évoque le rôle de M. Robert comme le fait M. de Loynes (Orne), qui souhaite que de grandes options soient offertes au pays. M. Grosperin (Jura) estime que M. Chirac doit pouvoir compter sur l'appui de l'U.D.R. face à ses partenaires et à ses adversaires. M. Georges Guillemin (Saône-et-Loire) voudrait que le mouvement propose une réforme profonde de l'entreprise, tout comme MM. Libermann (Doubs) et Theuriot (Nord). Tous ont rendu hommage à l'action de M. Sanguinetti au secrétariat général. M. Charles Pasqua, nouveau délégué national à l'action, a précisé que l'effort serait de faire de l'U.D.R. un vaste mouvement démocratique et populaire, ajoutant : « Nous ne sommes plus en 1940. Il ne doit plus y avoir de gaullisme clandestin et des présent partout, dans la rue, dans les secteurs les plus hostiles, dans les lieux socialistes et communistes. »

● M. Jean Charbonnel, ancien ministre, maire de Brive (U.D.R.), prenant la parole dimanche 23 juin devant le congrès des Bessières du pommier, s'en est pris au rôle joué par le ministère des finances.

Après s'être étonné qu'il y ait encore des malentendus et des problèmes soulevés, M. Charbonnel a souligné les anciens combats dans une république fondée par le plus authentique d'entre eux, l'ancien ministre s'en est pris au rôle joué par le ministère des finances.

Après s'être étonné qu'il y ait encore des malentendus et des problèmes soulevés, M. Charbonnel a souligné les anciens combats dans une république fondée par le plus authentique d'entre eux, l'ancien ministre s'en est pris au rôle joué par le ministère des finances.

M. Debré : l'indépendance ne se quémande pas

Évoquant dans un article de la Nation du lundi 24 juin la déclaration atlantique signée à Bruxelles le 26 juin, M. Michel Debré écrit notamment :

« La cérémonie de Bruxelles ne donne en aucune façon au président des États-Unis la charge d'être le porte-parole d'un ensemble qu'il dominerait et qui épouserait les thèses américaines. »

« La déclaration doit être considérée comme un document de circonstance. Les membres de l'alliance considèrent que celle-ci existe toujours ce qui n'a jamais été contesté, que nous entendons qu'elle continue, ce qui a toujours été affirmé. Mais, pour ce qui nous concerne, aucune intégration de quelque nature qu'elle soit, ne peut être envisagée et notre conception de l'avenir européen n'est nullement celle d'une subordination. »

« L'ancien premier ministre évoque la « volonté américaine » qui « s'applique à réduire le nombre des partenaires diplomatiques » et dénonce les « arrière-pensées » de Washington, qui voudrait refuser à la France le droit de discuter directement avec les nations arabes et placer la force nucléaire française sous commandement américain. »

M. Debré affirme : « On ne bâtit pas l'Europe, on

ne bâtit pas la paix sur une division simpliste assurant le maintien de l'indépendance des dirigeants de Washington et de Moscou. »

La défense des intérêts et la sécurité de la France nous imposent une diplomatie aux mêmes lignes. Il ne s'agit pas d'une affirmation démentie. Nous connaissons nos limites, mais nous pensons aussi qu'il nous appartient d'affirmer notre responsabilité à l'égard de nous-mêmes, sinon nos intérêts, qu'ils soient d'ordre économique ou politique, ne seront pas pris en compte. En particulier, si nous entendons converser avec Moscou, nous n'avons pas besoin d'intercesseur. »

Pour conclure l'ancien premier ministre écrit :

« L'indépendance ne se quémande pas. L'indépendance ne se joue pas dans des documents. L'indépendance s'acquiert par la fermeté dans l'exécution d'un grand dessein qui commande par l'affirmation d'une capacité économique, financière, sociale et se poursuit par l'indépendance d'une forte capacité militaire. »

C'est le premier dessein du gouvernement. C'est notre première vigilance. Je dirai même : là se trouve notre raison d'être. »

Le Front progressiste veut être la « composante gaulliste » de l'union de la gauche

De notre correspondant

Grenoble. — « Les vrais gaullistes sont avec nous » : cette affirmation de M. Dominique Gaillet, secrétaire politique du Front progressiste (mouvement des gaullistes de gauche), a été prononcée au cours de la conférence de presse — à laquelle assistaient des représentants du parti communiste, du parti socialiste et des radicaux de gauche, ainsi que de la C.G.T. et de la C.F.D.T. — réunie à l'issue des Journées nationales d'études organisées samedi et dimanche à Meylan, près de Grenoble, en présence d'une cinquantaine de délégués.

Éloignés depuis « au moins cinq ans » de l'U.D.R. conservatrice, refusant aujourd'hui « l'esquisse de l'assise » évoquée par M. Michel Robert ou le « tiers parti » de M. Charbonnel, les gaullistes de gauche ne veulent pas d'une « troisième force », qui aurait pour objectif de décrocher certains partenaires de l'union de la gauche.

Ces Journées d'études ont donc confirmé très clairement la décision du Front progressiste prise lors des élections présidentielles d'appeler à voter pour le candidat de l'union de la gauche. Cette union de la gauche « qui permet de maintenir un vaste rassemblement fraternel et populaire » et constitue un acquis considérable, le Front progressiste entend « non seulement la préserver mais la consolider et la développer ». S'ils se considèrent dans « la mouvance du programme commun », les adhérents de ce mouvement souhaitent, cependant, préserver leurs idées-forces, notamment sur l'indépendance nationale, la défense, la souveraineté économique et monétaire. Satisfaits de jouer le rôle de « composante gaulliste progressiste de l'union des forces populaires », ils souhaitent y regrouper « tous ceux qui demeurent fidèles aux principes définis par le général de Gaulle ».

Dans cette perspective seront organisées prochainement à Paris, le 5 octobre, des états généraux du gaullisme et le 6 octobre, le

congrès national du mouvement. Le Front progressiste, qui évalue à cinq mille le nombre de ses militants répartis dans près de cinquante-dix départements, se donne pour objectif de doubler ses effectifs d'ici à la fin de l'année.

LA « PRAVDA » REND HOMMAGE AU P.C.F.

Dans son numéro du dimanche 23 juin, l'organe du P.C. soviétique la « Pravda » a consacré un article à l'opération « à cœur ouvert » lancée par diverses délégations départementales du P.C.F. Le quotidien soviétique en profite pour rendre hommage au P.C.F. en écrivant qu'il est « un parti à la fois profondément national et au parti internationaliste ».

En ce qui concerne le séjour en France à l'invitation du P.C.F. d'une délégation du P.C. d'U.R.S.S. dirigée par M. Ponomarev, membre suppléant du bureau politique, la « Pravda » rappelle que les deux délégations ont été reçues par une amitié fraternelle et cordiale depuis des années. Elle ajoute : « Les vœux du secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique, Leonid Brejnev, en France, ont permis de développer les relations franco-soviétiques et de renforcer la paix sur le continent européen. »

LES P.C. D'EUROPE CAPITALISTE VONT ÉTUDIER LA SITUATION DES FEMMES

A la suite de la conférence des P.C. d'Europe capitaliste, qui s'est déroulée à Bruxelles du 26 au 28 janvier, une nouvelle initiative commune a été décidée par les représentants de ces partis, réunis à Paris samedi 23 et dimanche 24 juin. Il s'agit de la convocation à Rome, du 8 au 10 novembre, d'une conférence dont l'ordre du jour sera :

« La situation des femmes des pays capitalistes d'Europe, leur participation aux luttes et à la vie sociale et politique ; la contribution des partis communistes au développement de l'union et de l'action commune des femmes pour leurs droits, pour le progrès social, la démocratie et la paix. »

M. Loncle : recréer un contre-gouvernement de la gauche

M. François Loncle, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, samedi 22 juin, à Belloq (Eure-et-Loire) : « Il faut recréer et adapter à la situation d'aujourd'hui l'idée d'un contre-gouvernement de la gauche. C'est

probablement le moyen le plus efficace d'approfondir notre programme et de faire connaître nos propositions. »

Les mars 1966, M. Mitterrand avait lancé l'idée d'un contre-gouvernement de l'opposition fédérale, c'est-à-dire d'un contre-gouvernement comprenant que des membres de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (F.G.D.S.). Cette initiative, qui avait suscité de nombreuses réserves de la part de M. Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., et M. René Billères, président du parti radical, avait conduit, le 3 mai 1966, à la publication par M. Mitterrand de la liste des responsables qui animeraient l'équipe formatrice du contre-gouvernement. Dans « l'Humanité », M. Fajon, membre du secrétariat du parti communiste français, avait, à l'époque, qualifié cette équipe d'apparence sans réalité. L'institution du contre-gouvernement avait déçu à l'automne 1968 en même temps que la F.G.D.S.

M. ROCARD : pour un P.S. « à la chilienne »

M. Michel Rocard, membre du bureau national du P.S.U., évoquant, dans une déclaration au journal italien *Il Manifesto*, la tentative de regroupement des socialistes français, a indiqué :

« Ou bien une social-démocratie se recrée avec un pôle révolutionnaire marginaliste, et cela signifie à terme l'échec de la gauche pour prendre le pouvoir, ou bien se constitue une force socialiste réelle sur la base d'une restructuration politique et sociale constituée en gros à partir du P.S., du P.S.U. et de la C.F.D.T. et des forces sociales en mouvement depuis dix ans. Si ce projet réussit cela ne veut pas dire, bien sûr, que nous aurons du jour au lendemain un « parti » socialiste à la chilienne, mais la pente sera celle-là. Les conséquences seront, à mon avis, décisives. Cela voudrait dire, en effet, la naissance d'un parti socialiste à forte base populaire, doté d'un projet de société et d'une stratégie d'articulation entre les luttes sociales et les luttes politiques. Cela permettrait à la dynamique unitaire avec le P.C. et la C.G.T. de se construire sur de nouvelles bases. »

● M. Charles Hernu, membre du comité directeur du parti socialiste, a déclaré, dimanche 23 juin, à Sèvres (Seine-et-Oise) : « Il est vrai, comme vient de le rappeler François Mitterrand, que le pouvoir accroit sa capacité d'attraction des États-Unis. Il est vrai, comme vient de le relever Georges Marchais, que la force nucléaire française a risqué d'être placée au service du « renforcement global » du potentiel militaire atlantique. Tout renforcement de l'O.T.A.N. signifie pour la France un affaiblissement de sa liberté de décision en matière de défense, donc un relâchement de son indépendance nationale. »

A l'issue du deuxième congrès du Front national

M. LE PEN DEMANDE LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le deuxième congrès du Front national, dont le président est M. Jean-Marie Le Pen, ancien candidat à la présidence de la République, s'est tenu à Paris les samedi 22 et dimanche 23 juin. A l'issue de la réunion, M. Le Pen a tenu une conférence de presse, au cours de laquelle il a réaffirmé l'opposition de son parti à la politique de M. Valéry Giscard d'Estaing : « continuation pure et simple de celle de la majorité gaulliste », et demandé la dissolution de l'Assemblée nationale, « pour permettre au président de la République de lever l'ombrage de son soutien parlementaire ». Il a, d'autre part, rappelé les engagements pris en matière électorale par M. Giscard d'Estaing au cours de la campagne de mai dernier et réclamé l'introduction de la représentation proportionnelle, ainsi qu'un « réajustement légal des partis politiques en fonction de leur représentativité. »

Si vous aimez Saint-Tropez, mais de loin, achetez une maison à Port Grimaud.

PORT GRIMAUD un petit village méditerranéen sillonné de canaux, où l'on n'entend que le chant des cigales et le clapotis des vagues. Juste en face de Saint-Tropez. Un village bien vivant, avec son marché animé, ses ruelles étroites, ses boutiques, ses restaurants, ses hôtels et son église. Pourquoi ne pas acheter une maison ? Avec un quai privé pour y amarrer son bateau.

Vous la choisissez selon la couleur du crépi, le style, la disposition des fenêtres et des portes, la terrasse, le balcon ou la loggia et même la hauteur de la pente du toit. Vous y trouverez une cuisine aménagée, un vaste séjour avec sol en

toilettes anciennes et une salle de bains par étage. Et, bien sûr, le téléphone, la prise télévision et le chauffage central individuel. Mais, si vous préférez la formule appartement, vous choisirez 2 ou 3 pièces dans un petit immeuble personnalisé de trois étages. Avec, bien entendu, pour chaque logement, un annexe pour y amarrer votre bateau.

Intéressé ? Prenez contact avec Nicole à PORT GRIMAUD tél. (94) 43.82.00 ou renvoyez le coupon-réponse ci-joint. Pour apprécier la vie à PORT GRIMAUD venez donc passer quelques jours au GIRAGLIA, l'hôtel 4 étoiles de la cité lacustre.

Port Grimaud

La cité lacustre du golfe de Saint-Tropez

Je souhaite recevoir gratuitement votre documentation complète illustrée sur PORT GRIMAUD avec les plans des studios, et maisons individuelles.

NOM _____

Adresse _____

Renvoyez ce coupon à la Société ETIMA* PORT GRIMAUD/83360

*Société de la S.C.I. Bât. de Saint-Tropez

50% du programme vendu en 2 mois L'ARVERNE

rue d'Alésia

Un immeuble composé par 3 corps de bâtiment dont 2 de huit étages 115 appartements, du studio au 5 pièces et duplex Prestations de grand standing Prix fermes et définitifs Métro (station Plaisance) en pied d'immeuble Venez vivre dans le 14^e. Un quartier qui a su garder le charme de Paris. Bureau d'accueil 203, rue d'Alésia. Ouvert tous les jours de 12 h à 20 h.

L'ARVERNE

Retourner ce bon à : SOFAP 64 rue de Lisbonne 75008 Paris Je désire recevoir des renseignements complémentaires

Nom _____

Adresse _____

tél. _____

Gérante de la S.C.I. 203, rue d'Alésia Réalisation: SOFAP tél. 531.68.11



VACANCES ISRAËL

ZIMOR

POLITIQUE

LE 30^e ANNIVERSAIRE DES COMBATS DU MONT MOUCHET

M. Giscard d'Estaing : un idéal d'humanité et de justice

Mont Mouchet. — En participant, dimanche 23 juin, en Auvergne, à la cérémonie commémorative des combats du Mont Mouchet, qui opposèrent, il y a trente ans, Allemands et maquisards (le Monde du 23 juin), M. Valéry Giscard d'Estaing n'attendait pas seulement, comme il l'a précisé dans son allocution, « respecter l'engagement » pris, avant sa mort, par Georges Pompidou, mais aussi rendre personnellement un « témoignage public à la Résistance ».

Pour M. Giscard d'Estaing, la célébration de la Résistance ne doit pas se figer dans l'établissement de l'héroïsme triomphant : le nouveau chef de l'Etat ne manifestera donc ni vénération excessive ni agacement impatient à l'égard de ce passé glorieux, mais une sorte de familiarité respectueuse qui donnait le ton de la cérémonie du Mont Mouchet. Etait-ce le timide soleil qui commençait à percer, en fin de matinée, après une nuit de pluie, les lourds nuages pesant sur la forêt de la Morge ? Etait-ce la bonhomie truculente de l'ancien chef des F.F.I. d'Auvergne, M. Emile Coulaud, alias colonel « Gaspard » ? Etait-ce le rappel de la modeste, mais méritoire, participation du jeune Valéry Giscard d'Estaing à l'effort de la Résistance par la distribution de journaux clandestins dans Paris occupé ? La manifestation devait garder, en tout cas, le tour « simple et humain » souhaité par l'Elysée.

Arrivé en voiture — et non en hélicoptère — en raison du mauvais temps (lequel devait empêcher MM. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, Claude Pierre-Brossollet, secrétaire général de la présidence de la République, et Claude Rottier de Boislaurent, chancelier de l'ordre de la Libération, d'être présents), accueilli, notamment, par deux membres de son gouvernement, MM. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, et Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat à l'environnement, élu, l'un de la Haute-Loire, l'autre de l'Allier, le président de la République, après avoir salué le drapeau du 82^e régiment d'infanterie et passé en revue quatre compagnies de la 5^e région militaire, a déposé une gerbe au pied

De notre envoyé spécial

du monument national de la Résistance et ramené la flamme. En réponse à l'allocution de M. Amarger, secrétaire général de l'Union de la Résistance d'Auvergne, M. Giscard d'Estaing a, notamment, déclaré : « J'ai tenu à rendre mon premier hommage, en tant que président de la République, à tous ceux qui, comme ces maquisards du Mont Mouchet, sont morts pour la libération de la France, que ce soit dans les autres maquis, dans les prisons, dans les camps de déportation, sur les champs de bataille, qu'ils aient été tués comme résistants, comme soldats ou comme otages. (...) Aucune Française, aucun Français ne peut ignorer le rôle joué par la Résistance de nos compatriotes au cours du second conflit mondial. Par la mobilisation morale de la nation, l'insécurité entretenue en permanence chez l'occupant, le sabotage qui minait ses forces et les combats qui les mobilisaient sur toute l'étendue de notre territoire, empêchant leur concentration sur le front, les résistants ont apporté une contribution capitale à la libération de notre pays. La France n'oublie pas que c'est à leur courage qu'elle doit d'avoir participé dans l'honneur à la victoire finale sur les puissances totalitaires ».

Cependant, a poursuivi le chef de l'Etat, cette évocation « ne s'adresse pas seulement à la mémoire d'une génération qui s'éloigne et à l'imagination d'une génération qui monte ». Le sacrifice des maquisards correspondait en effet à « un idéal : l'espoir que de leur lutte naîtrait une société plus juste et plus humaine ».

Ainsi, a conclu M. Giscard d'Estaing, cette commémoration ne trouvera tout son sens que si elle exprime à la fois notre reconnaissance et notre volonté de nous inspirer de cet idéal d'humanité et de justice pour lequel ils ont donné leur vie et auquel la France nouvelle entend consacrer dans la paix et la liberté ses jeunes forces ».

Le président de la République a visité ensuite le musée de la Résistance. Devant un exemplaire

de Défense de la France, il a souligné : « C'est le journal que je distribuais pendant la guerre, je m'en souviens très bien. » Au colonel « Gaspard », il a demandé notamment à combien il estimait le nombre d'anciens maquisards présents à la cérémonie. « Un bon millier », a répondu celui-ci. Tandis qu'au-dehors les enfants de Bourg-Lastic jouaient le Chant des partisans, M. Giscard d'Estaing précisait le sens de sa visite : « Un témoignage de solidarité et, pour moi aussi, dans une certaine mesure, de souvenir ».

T. F.

En Basse-Normandie

M. JOZEAU-MARIGNÉ SUCCEDE A M. D'ORNANO A LA PRESIDENCE DU CONSEIL REGIONAL

M. Léon JozEAU-Marigné, sénateur indépendant de la Manche, président du conseil général de ce département, président de la commission des lois du Sénat, a été élu samedi 22 juin président du conseil régional de Basse-Normandie, en remplacement de M. Michel d'Ornano, devenu ministre de l'Industrie et de la Recherche. M. JozEAU-Marigné, qui était premier vice-président du conseil régional, a obtenu 33 voix (sur 36 votants et 33 suffrages exprimés). MM. Hubert d'Andigné, sénateur, président du conseil général de l'Orne (C.D.P.), et Jean-Marie Girault, sénateur, maire de Caen (r.p. ind.), ont été désignés respectivement comme premier et second vice-présidents.

L'Assemblée générale de l'Union des Français de l'étranger, qui s'est ouverte le dimanche 23 juin à Paris sous la présidence de M. Louis Joxe, ancien ministre, se poursuit ce lundi. M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, doit participer à un banquet. L'Assemblée est appelée à prendre position sur la question des « biens français spoliés ».

M. Michel Jobert : le désir de plaire ne doit pas commander la politique d'une nation

M. Michel Jobert a participé dimanche 23 juin à Verdun aux cérémonies du 58^e anniversaire de la bataille de 1916. Dans son discours, l'ancien ministre des affaires étrangères a notamment déclaré :

« Les temps ont changé : la France est en paix avec ses voisins. La maison européenne résonne d'harmonieuses promesses, sinon du tintement joyeux des bonnes nouvelles. L'Allemagne nous est attentive et amicale. Le cœur et la raison nous incitent à ne jamais rien tenter sans l'Italie. Un conflit européen n'est plus concevable. Mais, vraiment, les temps ont-ils tellement changé que la vigilance ne soit plus de saison et l'effort national soit devenu une ridicule prétention ?

« Le danger n'est plus aux frontières. Non, n'ayez crainte ! Il n'est seulement que là, au-dessus de nos têtes, terrible puissance retenue, qui peut tout même sans se déclencher, et mettre les peuples à genoux, et leur enlever la liberté de parler, et détourner le fruit de leur travail, et leur indiquer les routes de l'asservissement avec de gracieuses injonctions. »

L'ancien ministre a poursuivi : « Tout a été affirmé sur la nécessité de l'effort militaire français, sur les moyens nucléaires qui ont demandé tant de sacrifices et qui doivent assurer à la nation sa liberté et sa dignité internationale. »

« Alors aujourd'hui, quand la responsabilité est sur les épaules — et elle serait écrasante pour ceux qui auraient voulu — on ne peut dire que le sujet mérite réflexion, délais, qu'il faut distinguer la forme et le fond, ou encore que la forme compte plus que le fond. »

Le parti de la Jeune République a élu dimanche 23 juin son nouveau président, M. Louis Perrin, ouvrier spécialisé à la Société des eaux de Vitel. M. Jean Leroy, membre fondateur de la Jeune République aux côtés de Marc Sangnier, et député du Front populaire, avait demandé son remplacement à la présidence du parti, pour raisons de santé. Il a été proclamé président d'honneur.

A VERDUN

fond dans un pareil effort ! Comment cédrait-on à des campagnes internationales au moment même où elles s'essouffent ? Comment s'imposerait-on des conditions irréalistes, sans si l'on entend dériver, puis renoncer ?

« Comment accepter l'é-peu-près sur l'essentiel ? »

« Le désir de plaire ne doit pas commander la politique d'une nation. Que ne rienne jamais le jour où quelqu'un pourra écrire : « Puissances étrangères, réjouissez-vous, la France est redevenue aimable. »

« Et que le retour à une « pratique normale » — laquelle ? — ne rappelle jamais la période qui précède 1939, ni son plus celle qui s'est terminée en 1953. »

« Certes, les circonstances changeant et chaque jour a sa seule vérité. Ne jugeons pas en fonction du passé. (...) »

M. Michel Jobert a alors conclu en ces termes :

« Verdun est le lieu pour rappeler que la France est l'affaire de tous, que chacun doit y participer autrement que par une croix dans les champs d'honneur. Que l'honneur d'un peuple passe précisément par la dignité de chacun : elle est dans l'attention et le respect que l'Etat et l'administration lui portent. Dans la considération que l'accomplissement dans sa vie d'écouler et sa vie d'homme, aussi bien son travail ou sa famille. Dans la sincérité de ce qu'on lui dit, la sincérité de ce qu'on fait en son nom. (...) »

« Verdun est le lieu pour parler de concorde nationale, de paix pour tous les souvenirs. Que gloire ou douleur dans la conscience nationale, sur tous ces instants du passé, on n'entende plus que le vent des hauts de Meuse, comme je l'entendais à dix-huit ans, en pensant à mon pays. »

« Verdun est le lieu pour rendre à un peuple l'hommage qui lui est dû, peuple français, divers, profond, à l'âme résistante et claire. Peuple qui a été heureux avec peu, qui a beaucoup donné, sans compter et sans vanité. Peuple qui veut bâtir son bonheur, qui veut y réfléchir lui-même et selon son jour d'une longue nuit coloniale de préjugés, d'intérêts et d'obstacles. Peuple qui n'oublie guère les lieux de ses sacrifices et n'en tire ni honte ni gloire, mais la certitude de lui-même, de sa cohésion. Peuple qu'il faut savoir écouter, sans effort, en lui-même. »

M. SOUFFLET : la lucidité de Pétain.

M. Jacques Soufflet, ministre de la Défense, évoquant les phases de la bataille, a tout d'abord déclaré :

« Comment pouvais-je ne pas avoir, en 1940, un respect infini pour les chefs de 1916 ? La prévoyance, la méthode, l'organisation que le général de Gaulle distinguait chez le général Pétain assuraient la permanence du courage, gérèrent le moral blessé de l'armée et lui permirent, au milieu de combats difficiles, de n'engager les troupes que pour des succès assurés. Au moment où l'action est déclenchée, la sérénité, la lucidité de Pétain frappent le général de Gaulle. De telles qualités suscitent l'admiration des subordonnés pour leur chef. Comment les soldats n'auraient-ils pas aimé celui qui souffrait de leur souffrance ? »

Le ministre a ensuite évoqué la situation présente en disant : « Nous sommes en outre arrivés à un moment de l'histoire où la sécurité de notre territoire, l'indépendance de notre politique ne seraient pas suffisamment assurées, si elles n'étaient garanties par un arsenal moderne, servi par des hommes compétents et résolus. La logique de la dissuasion nucléaire ne repose plus sur la destruction de l'adversaire éventuel, mais sur la neutralisation par avance de ses forces. Cette remarque a son importance, car on comprend que la crédibilité même de la dissuasion dépend de la détermination affichée d'y recourir, et donc en dernière analyse de la volonté des citoyens de se défendre. Plus que jamais, avec l'arme nucléaire, se défendre, c'est vouloir se défendre. »

Après avoir évoqué l'action du général de Gaulle, M. Soufflet a conclu : « Pour faire l'Europe à l'abri, il faut la faire, et le chef de l'Etat y est résolu. »

SOUDAIN L'INTERET GRANDIT.

8%

Le taux d'intérêt du nouveau Plan d'Epargne-Logement du Crédit Lyonnais passe de 7 % à 8 %.

nets d'impôt

Les 8 % nets d'impôt constituent pour vous un placement à 4 ans avantageux.

et un crédit exceptionnel.

Pour vous loger, vous avez l'assurance d'obtenir un prêt à un taux exceptionnel déterminé à l'avance.

Le Plan d'Epargne-Logement du Crédit Lyonnais : un moyen efficace pour placer son argent ou pour devenir propriétaire.



CREDIT LYONNAIS
l'autre façon d'être une banque

مصرف الامم

ENQUÊTE

LES RÉSIDENTS SECONDAIRES, CES INCONNUS DANS LA COMMUNE

II. — Le P.-D.G. à la mairie

Par MICHEL SCHIFRES

De plus en plus nombreux, les résidents secondaires (le Monde, daté 23-24 juin) apportent des changements dans les petites communes rurales. Les maires de ces communes, s'ils reconnaissent que ces habitants saisonniers fournissent des revenus supplémentaires aux artisans et aux commerçants locaux, leur reprochent volontiers de ne pas animer réellement le village et de ne pas chercher à s'intégrer à la vie locale. Dans la même temps, cependant, ils demeurent favorables à cette présence nouvelle, surtout lorsque la résidence secondaire se transforme en résidence principale.

A Clairefontaine-en-Yvelines, situé à une dizaine de kilomètres de Rambouillet, une école maternelle sera créée à la rentrée scolaire de 1975 : elle accueillera essentiellement des enfants d'anciens résidents secondaires qui ont choisi de vivre désormais à la campagne. Cette mutation est de plus en plus générale autour des grandes villes à tel point qu'un maire de la région parisienne affirme que le phénomène des maisons du dimanche est dépassé.

L'été, des Bordelais n'hésitent pas à regagner la côte chaque soir ; dans le département du Nord, curieusement, c'est la ville de Lille qui comporte le maximum de résidences secondaires (plus de cinq cents actuellement) ; cela s'explique par le fait que les Lillois ont déclaré leur logement à Lille comme résidence secondaire, ce qui leur a permis de bénéficier de prêts à la construction pour édifier une résidence principale à une vingtaine de kilomètres de la ville ;

Électeurs au village

Cette mutation n'est pas sans conséquences sur la vie politique des petites communes. D'autant que, de plus en plus, des résidents secondaires décident de devenir électeurs dans leur commune du dimanche. Il leur suffit pour cela, aux termes du code électoral, de figurer « pour la cinquième fois sans interruption, l'année de la demande d'inscription, au rôle d'une des quatre contributions directes ou au rôle des prestations en nature. (...) Sont également inscrits les membres des familles des mêmes électeurs compris dans la cote de prestations en nature alors même qu'ils n'y sont pas personnellement portés et les habitants qui, en raison de leur âge ou de leur santé, auraient cessé d'être soumis à cet impôt ».

La volonté de ne pas être une voix parmi d'autres, le sentiment que, dans une petite commune et notamment en ce qui concerne les élections municipales et cantona-

de même, dans le département du Rhône, les résidents secondaires sont souvent des résidents principaux déguisés ; une grande partie des habitants du canton de Villard-de-Lans travaillent à Grenoble ou beaucoup conservent un pied-à-terre. Par ailleurs, les Parisiens, qui, au fil des ans, constatent que leur ancienne maison de campagne perdue dans la verdure est désormais noyée dans une urbanisation compacte, sont de plus en plus nombreux.

Les exemples sont multiples. Au total, chaque année, environ vingt-cinq mille résidences secondaires sont transformées en résidences principales. Retraitées qui choisissent le village pour leurs dernières années d'existence, abandonnent la ville à cause de ses désagréments et des difficultés à s'y loger et qui possèdent des maisons de plaisance proches de leur travail (40 % des résidences secondaires sont situées à moins de 40 kilomètres de l'habitation principale), participent à cette mutation qui, le plus souvent, satisfait les maires des villages. A la fois soucieux de conserver à leur commune son caractère rural, mais désireux de la voir vivre, la majorité d'entre eux, s'ils sont favorables aux loissements, refusent, selon l'expression de l'un d'entre eux, les maisons « à touche-touche ». Ils rêvent volontiers de villages-jardins qui seraient les-enfers, « car, expliquent-ils, la résidence principale, c'est la vie, c'est le maintien d'une population locale qui est à l'école, achète aux commerçants, participe à l'activité générale de la commune ».

Si le poids de ces nouvelles voix est minime dans les bourgs d'une certaine importance, il n'en est pas de même dans les petites communes rurales qui doivent de plus en plus compter avec les souhaits et les besoins des « résidents secondaires ». Comment, par exemple,

Montchauvet (Yvelines) avec cent sept électeurs habitants permanents et cent sept électeurs « temporaires », comment ces communes qui ont entre 15 et 25 % d'électeurs « étrangers », comment ces quarante et une communes de l'Ain qui, en 1966, comptaient un nombre de logements utilisés en

résidences secondaires supérieur au nombre d'exploitants agricoles (1), comment — cas limite — La Houssaye (Eure), qui possède quatre-vingt-neuf électeurs et seulement quatre-vingt-six habitants, pourraient-elles ignorer leurs nouveaux venus ?

Les maires du dimanche

En outre, il suffit que les « résidents secondaires » soient nombreux pour que l'un d'entre eux, citoyen, puisse devenir maire. Collectivité à l'échelle humaine où l'accès aux responsabilités est plus aisé (2), le village permet ainsi une insertion politique sans vraiment s'engager dans une carrière politicienne.

Le processus d'accès au poste de maire est souvent le même : une partie de la population, soucieuse de voir ses intérêts défendus et recherchant quelqu'un qui saura parler pour elle et rendre des services, vient de-

mander à un citoyen connu, implanté depuis quelques années comme « résident secondaire », de se présenter. Le plus souvent, celui qui sera ainsi choisi sera une « personnalité » ou un cadre économique ou administratif important, au degré d'instruction élevé, à la situation sociale dominante. L'histoire de Christian de Barville, directeur des éditions Stock, « résident secondaire » à Estrépy (Seine-et-Marne), commune de quatre cent soixante habitants, conseiller municipal depuis 1965, maire depuis 1971, en est un exemple.

Tout a commencé par le déluge de 1966...

De notre correspondant

Lille. — « Tout a commencé par le déluge de 1966. Il y avait à peine un an que j'étais installé à Louvilliers. Quarante jours de pluies sans arrêt. Il y avait 1 mètre d'eau dans les caves parce que les fossés du village n'avaient pas été curés. Je me suis mis en colère. Je suis allé au conseil municipal et je suis intervenu dans la réunion. J'ai dit que l'on n'avait rien fait dans la commune depuis 1950. « Puisque vous êtes si malin, venez donc serrer à notre place », m'a lancé un conseiller municipal.

En janvier 1967, il y avait justement une élection partielle pour un siège. J'ai fait campagne dans toutes les maisons du village. J'ai été élu. Six mois après, le maire m'a dit : « Si vous prenez ma place, vous serez en core plus efficace. » Voilà comment je suis devenu maire.

M. Marcel Dumont, ingénieur divisionnaire de l'équipement, aujourd'hui conseiller technique au rectorat, chargé des constructions scolaires de l'académie de Lille, partage maintenant sa vie entre son bureau Lillois et son village, à quelques 20 kilomètres de là, dans la verdure du Peol-Pelatois, où il est maintenant installé avec sa famille. Il rêvait d'une ferme et d'un petit pays. Il a d'abord acheté un terrain sur lequel il passait ses week-ends en caravane, puis il a construit sa résidence principale. Le calme à proximité de la ville. Le rêve, vraiment.

Le nouveau maire s'est tout de suite intéressé à la construction : « Je ne voulais pas créer de nouveaux courans ; je voulais que le loissement s'intègre parfaitement dans ce cadre. Car Louvilliers, c'est de la verdure à 300° ! J'ai imposé

un règlement, un style, un certain type de constructions flamandes. C'est alors que mes fonctions à l'équipement m'ont été utiles. Un ami architecte m'a établi gratuitement un plan d'ensemble. Mais je n'avais pas d'argent, j'étais en panne. Et puis nous avons eu l'idée de demander une avance aux futurs constructeurs. A la préfecture, pas d'objection ; à la trésorerie non plus. Ce loissement initial comptait un total de cinquante-huit maisons ; nous avons viabilisé une dizaine de terrains supplémentaires. Tout est venu et il faut envisager maintenant d'autres projets ».

— Auriez-vous pu réaliser cela si vous n'étiez ingénieur de l'équipement ?

— Plus difficilement. Présenter le bon dossier, au bon endroit et au bon moment est tout un art que l'on ignore dans l'administration.

Le nouveau maire de Louvilliers a préparé un plan d'urbanisme. Le tout-à-l'égout est maintenant réalisé et une station d'épuration est prévue. L'affaire d'une génération, dit M. Dumont. Avec nos réalisations, le brassage a commencé. Nous nous connaissons déjà mieux. Le conseil municipal, où anciens et nouveaux se partagent les sièges, est un bon exemple. Ainsi, à la recherche d'une ferme, M. Dumont a trouvé à la fois une résidence principale et une écharpe de maire.

GEORGES SUEUR.

« L'ancien maire, raconte-t-il, m'a demandé d'entrer au conseil municipal. Je me suis laissé tenter. Je voulais savoir comment je me suis toujours intéressé à la vie publique. Sans doute ai-je été élu maire parce que je suis une des « personnalités » de la commune, parce qu'on pensait que je serais un bon gestionnaire et que, par mes relations, je pouvais être utile. Je crois que je suis maintenant accepté, qu'on me fait confiance. De toute façon, sur un plan personnel, cette fonction, qui représente beaucoup de travail, est un enrichissement considérable. Une approche de questions que ma vie professionnelle ne me permet pas d'aborder. » Et M. Roché, maire de Boismont (Val-d'Oise), directeur d'une agence de publicité, affirme lui aussi : « Cela m'apporte beaucoup. Ma venue à la mairie s'est faite par hasard. Bien qu'intervenant dans une petite commune j'ai souhaité m'intégrer à cette vie nouvelle ».

Ces maires du dimanche, ces nouveaux notables, généralement élus sur des listes d'intérêt communal, se situent — ce qui renforce leur position — au-dessus des querelles locales, toujours aidés par des adjoints ou des secrétaires de mairie qui, le semaine, assurent une permanence et maintiennent, par leur présence, une liaison entre le maire

Des réticences en province

leurs communes dans une optique trop « citadine » et ne consentent à la campagne que comme l'antidote. Les résidences secondaires, nécessaires dans une certaine mesure à la vie économique, doivent demeurer un phénomène contrôlé, qui accepte de se plier à la vie du pays et ne soit pas seulement un accaparement d'espace. Cela, même les maires-citadins doivent le comprendre. Et établir leur gestion en conséquence ».

FIN

(1) CHS par M. Barbier in Logements de vacances et résidences secondaires dans le Sud-Est méditerranéen, université d'Aix-Marseille, centre d'études du tourisme.
(2) En 1965, on comptait pour l'ensemble des communes rurales un conseiller municipal pour quarante et un habitants (soit vingt-sept électeurs), et dans les communes de moins de cinq cents habitants, un conseiller pour vingt et un habitants (soit treize électeurs). A Paris, un conseiller municipal représentait 29 880 habitants (soit 1720 électeurs). Les résidences secondaires, par M. Brier, éditions Dumont.

TIMBRES POSTE
ACHAT URGENT
Collection de toute importance
neuf et usés - L'acheteur paie
l'expédition de sa collection, timbres
vintiles correspondances même
d'urgence, expédition-colportage.
Pigeron 359-03-14 rue de la République
Paris 10e

CREED
Tailleur depuis 1760
7, rue Royale - PARIS
4, rue Esquemoise - LILLE
Lance la ligne « Olivier CREED ».
Vous choisissez vous-même
votre tissu dans nos collections
exclusives anglaises.
Exécution du costume : 15 jours
Vente à partir de 1.100 F
Paris-tailleur à partir de 500 F

MEDECINE
pharmacie
AULI - Préparation 1^{re} et 2^e
année par maille et par CEU à la
section de septième.
SEPT - Recueil scientifique
préparatoire (math, physique,
chimie), pour Bachel ABCEP
NOV - Juin - Com du
soir complet parallèle aux
diff CEU - Année préparatoire
pour Bacheliers Libéraux
(PCEN séro).
— Librairie Libre de Profes.
57, rue Ch.-Lafitte
92-NEUILLY
CEPES TEL : SAS 34-34

NOTRE
Télex
A VOTRE DISPOSITION
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous
les télétransmettons. Vos correspondants nous ré-
pondent par télex : nous vous télétransmettons.
Tout compris, 40 mots pour l'Europe des 10 :
6 à 8 F. U.S.A. : 19 F. JAPON : 24 F. etc.
ébrave
SERVICE TELEX
SAS 21 62 - 13450028
15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS
Agence à Lille et 30 correspondants.

La RATP a créé les Roissy-bus pour vous conduire à l'aéroport. Rapidement, même aux heures de pointe.

ROISSY-BUS 350

ROISSY-BUS 351



Direct de 6 h 15 à 19 h, toutes les 23 à 30 minutes
Gare de l'Est - Gare du Nord - Place et Porte de la Chapelle - Roissy
Semi-direct de 5 h 30 à 23 h 50, toutes les 10 à 20 minutes



De 6 h à 20 h 30, toutes les 13 à 20 minutes

Les Roissy-Bus : 2 lignes de bus RATP pour aller, sans problème, à l'aéroport Ch. de Gaulle.
Les Roissy-Bus : 2 lignes de bus qui vous conduisent rapidement à l'aéroport Ch. de Gaulle par l'autoroute où le 350
a son couloir réservé. Les Roissy-Bus : tous les jours, même le dimanche, un service RATP
pour vous conduire à l'aéroport Ch. de Gaulle. En 40 minutes.

Pour tout renseignement, téléphonez à RATP Information : 346.44.15

RATP

JEUNESSE

UNE M. J. C. EN SURSIS DANS L'ORNE

De notre envoyée spéciale

Fermée une première fois en 1972 après seulement huit mois d'activité, la Maison des Jeunes de Mortagne-au-Perche (Orne) risque de l'être à nouveau. N'étant pas parvenue à animer la M.J.C. comme il l'aurait souhaité, son directeur, un jeune québécois, M. Norman Lalonde, vient de donner sa démission.

Mortagne-au-Perche. — « La municipalité aurait aimé que je sois un gestionnaire, un administrateur, je ne peux pas m'y résoudre », dit M. Lalonde. « Norman » comme l'appellent ceux qui le connaissent, donne un des motifs qui l'ont amené à démissionner. « Pour la municipalité une M.J.C. doit être rentable. Or, si l'on parle en termes de rentabilité, la M.J.C. « Maison pour tous » de Mortagne, est loin de donner entière satisfaction. En dehors du cinéma, la plupart des ateliers et des activités vivaient au ralenti lorsque M. Lalonde donna sa démission. D'autres avaient disparu.

Pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi : « L'arrivée de Norman a été suivie d'une période d'euphorie », raconte Serge, un animateur bénévole. Il arrivait du Canada lorsqu'un de ses amis

mortagnais lui parla de la M.J.C. qui était fermée depuis six mois, faute de directeur. Norman avait fait un peu d'animation lorsqu'il travaillait pour l'Office franco-québécois au Québec. Ce n'était cependant pas pour cette épiphanie qu'il avait été formé : il avait fait des études commerciales et de géographie. Mais il était plein d'imagination et de bonne volonté. Grand, maigre, des cheveux longs, bruns, habillé au jeans, il étonna beaucoup dans cette petite ville de ruraux, d'ouvriers, et de petits commerçants. Son accent et ses origines canadiennes n'étaient pas pour déplaire. Il eut donc un certain succès.

Mais, au bout de six mois, leur curiosité était satisfaite, beaucoup de jeunes et d'adultes commencent à déserter la Maison pour tous. Quelques animateurs s'en allaient. Ainsi, un autre Québécois, qui s'occupait de l'atelier « cinéma amateur », repartit dans son pays avant que quel qu'un soit suffisamment formé pour prendre le relais. « D'autre part », explique M. Lalonde, « je me suis aperçu que les jeunes se reposaient trop sur moi et les animateurs. J'ai décidé de m'effacer un peu et de susciter les initia-

tives personnelles. » Le résultat ne fut pas celui qu'il escomptait et la situation s'aggrava. L'échec de cette expérience, qui aura duré un an et demi, la municipalité l'impute au « manque de formation » de M. Lalonde : « Un directeur de M.J.C. doit être une sorte de meneur de jeu et un pilier sur lequel tout repose », estime M. Tardif, maire de Mortagne, et président du conseil d'administration de la M.J.C. M. Simon, maire adjoint, considère comme utopique la politique d'animation préconisée par le directeur de la M.J.C., reposant intégralement sur la prise en charge du jeune par les parents. A ce sujet, Norman Lalonde dit avoir ressenti « une résistance passive de la part de la municipalité ».

« L'étranger »

Ce ne sont pas les seuls reproches que l'on fait à M. Lalonde. On regrette maintenant qu'il ne soit pas québécois. Son mode de vie déplaît à certains. Depuis plusieurs mois, Norman Lalonde vit dans une communauté à 8 kilomètres de Mortagne. Il habite avec d'autres jeunes, un chien, trois chats, et des lapins,

dans une vieille ferme qu'il « rapetait ». Fréquemment, la police vient les visiter « pour vérification de papiers ».

Il importe peu à M. Lalonde de choquer certains : « Ce qui m'intéresse, c'est que les paysans, les petits commerçants, les gens simples, nous acceptent. Y est-il parvenu ? Au cas du théâtre, rendez-vous des joueurs de flipper, des jeunes ouvriers parlent désagréablement de « cette espèce d'hippie ». Ils avaient été venus une ou deux fois à la Maison des jeunes, mais ne pas avoir envie d'y retourner. « La M.J.C. c'est pas pour nous, c'est pour les gosses de riches », explique Jacky. Ce qui le ferait peut-être venir ? Un orchestre ou un club moto ? Il n'y en a pas, il préfère alors aller au bal le samedi soir. Et puis, la M.J.C., comme bien d'autres, est fermée pendant le week-end. Les lycéens qui auraient pu fréquenter la M.J.C. sont internes à Alençon. Ils reviennent le samedi et le dimanche.

Les partisans de la fermeture de la M.J.C. en tirent argument : « Les jeunes n'ont jamais voulu de cette M.J.C. Nous avons suffisamment payé, fermons-la. » Seules les activités des personnes âgées continuent. La municipalité est pratiquement reportée après les vacances. — C. C.



**BOURRELLIER
ÉDUCATION**

Nouveautés :

LES ACTIVITÉS D'ÉVEIL À DOMINANTE SCIENTIFIQUE
L'INFORMATION-ÉDUCATION SEXUELLE

Dans la même collection :

LES DIFFICULTÉS D'APPRENDRE À LIRE - L'ÉCOLE À LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE AUTORITÉ - L'ÉDUCATION ESTHÉTIQUE - INADAPTATION SCOLAIRE ET DÉLINQUANCE JUVENILE

armand colin / bourrellier

Étudiants de 15 à 30 ans
VIVEZ « THE AMERICAN WAY OF LIFE »

Apprenez à parler et à comprendre l'anglais sur le CAMPEX 24 h sur 24 dans un collège U.S.A. de 12 salles, au 121 rue de la République (Laboratoire et classes de langues - Enquêtes économiques - Études socio-culturelles) - Voyages : Paris - Bruxelles - Montréal - New-York - Paris
INSTITUT DE RECHERCHE EN ÉDUCATION (Europe)
I.R.E.E.
B.P. 206-06 75264 Paris
Cedex 06 - Tél. 720-30-81

ORTHOGRAPHE
Recyclage - Méthode audio-active

école **pallas**
ÉCOLE PRIVÉE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
105, rue St-Lazare
75- Paris 8^e - 874.73.84
de 8 h 30 à 20 h 30
Autres disciplines enseignées : **STENOGRAPHIE DACTYLOGRAPHIE**

DIRECTEUR USINE

110.000 F

Une entreprise française du secteur mécanique, membre d'un puissant groupe industriel, recherche le Directeur de l'une de ses unités de production. Dépendant du Directeur Général, il disposera d'une réelle autonomie pour moderniser l'outil de production et être responsable de la réalisation des objectifs de fabrication fixés dans le cadre d'un important plan de développement. Pour cela, il supervisera les services méthode, ordonnancement, fabrications, contrôle et entretien de cette usine comprenant environ 350 personnes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, ingénieur diplômé (A & M, ICAM, ECAM, par exemple), ayant acquis une solide expérience à la direction d'une unité de fabrication mécanique ou électromécanique. Son dynamisme et son sens de l'organisation industrielle seront déterminants. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 110.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ce poste, qui est à pourvoir à Paris, devrait permettre, à court terme, à un candidat de valeur, d'accéder à des responsabilités plus importantes au niveau de l'ensemble des usines de la société. Écrire à Paris
Réf. A/2088M

MANAGEMENT AUDIT

Paris

Un des plus importants groupes multinationaux européens recherche un « Management Auditor » pour ses opérations en France. Basé à Paris, il sera responsable des techniques sur le plan opérationnel et financier afin d'évaluer les résultats, délimiter les zones de difficultés et trouver des solutions pratiques pour améliorer la rentabilité des affaires. Ce poste qui nécessite un esprit créatif convient à un diplômé âgé d'au moins 28 ans. Il lui permettra d'acquiescer une grande expérience de tous les aspects de la direction d'une affaire. Une évolution normale de carrière devrait le mener à un poste de senior audit, de finance ou de direction générale. Le candidat choisi aura acquis une expérience d'audit au sein d'une direction financière, ou dans un cabinet-conseil. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Des voyages à temps partiel sont à prévoir. A la rémunération annuelle de départ très élevée, s'ajoutent divers avantages. Écrire à Paris.
Réf. B/5423M

CHEF DES VENTES

75.000 F

Un très important groupe international (usine sur les cinq continents, distribution mondiale, leadership en Europe), spécialisé dans la fabrication et la commercialisation d'équipements et d'accessoires électriques pour l'industrie automobile, recherche pour réorganiser le service et pour développer les ventes de sa filiale française auprès du commerce spécialisé un chef des Ventes. Sous l'autorité du Directeur Général, il participera à la définition de la politique de vente et aura pour mission d'animer et de développer la force des ventes dans un souci d'efficacité et de rentabilité. L'établissement des prix, les études de marché, les campagnes promotionnelles seront de son ressort. Il sera de plus en prise directe avec les clients les plus importants. Ce poste conviendrait à un cadre, âgé d'au moins 35 ans, ayant une autorité reconnue de chef des Ventes, si possible dans les réseaux de distribution concernés par ce type d'équipements, il devra se montrer rapidement autonome, et pourra réaliser ainsi une excellente évolution de carrière au sein d'un groupe en pleine expansion. La connaissance de l'allemand serait très appréciée. A la rémunération annuelle de départ de l'ordre de 75.000 francs, s'ajoute une voiture de fonction. Écrire à Paris.
Réf. A/2087M

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

70.000 F

Un groupe français en pleine expansion (chiffre d'affaires 250 millions de francs), spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement recherche pour son siège situé dans la proche banlieue Sud-Ouest de Paris, le responsable de la Comptabilité Générale du groupe. Relevant du Directeur Comptable, il aura pendant une première période d'intégration à l'assister dans le cadre de missions destinées à parfaire la centralisation de la comptabilité générale du groupe et à instaurer progressivement un système de contrôle interne auprès des filiales étrangères. Il devra ensuite prendre en charge l'ensemble du service de Comptabilité Générale du groupe (France et étranger) et diriger, animer et contrôler toutes les opérations : bilans, fiscalité, contrôle interne et procédures. En fonction des résultats obtenus, le poste pourra être élargi à moyen terme vers d'autres fonctions. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre comptable confirmé, âgé d'au moins 32 ans, ayant le niveau DECS et possédant une solide expérience de la comptabilité générale et du contrôle interne acquise au sein d'une société industrielle possédant des filiales à l'étranger. Le candidat retenu sera un homme actif, apte à prendre des initiatives et susceptible de promouvoir de nouvelles procédures et les mettre en application. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ ne sera pas inférieure à 70.000 francs et devra progresser pour un candidat de valeur en fonction même de la nature évolutive du poste. Écrire à Paris.
Réf. A/2086M

INGÉNIEUR CONCEPTEUR

70.000 F

Région Languedocienne. — Une très importante société française du secteur grande consommation en forte expansion, recherche un ingénieur concepteur pour renforcer son équipe informatique. Sous l'autorité du chef de centre, il aura pour mission de concevoir et de réaliser les études importantes jusqu'à leur aboutissement opérationnel. Il aura de fréquents contacts avec les différentes directions de la société, et devra être à même de percevoir leurs besoins, de les analyser et d'y apporter une solution en vue d'une gestion plus performante. Le poste conviendrait à un jeune ingénieur, âgé d'au moins 28 ans, ayant acquis une expérience industrielle de cinq ans, dans deux domaines que chef de projet ou ingénieur-analyste. Dans ce contexte, une approche des problèmes comptables et financiers serait particulièrement appréciée. A terme, des perspectives d'évolution seront proposées à un candidat de valeur qui aura témoigné de bonnes aptitudes à animer une équipe. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 70.000 francs. Écrire à Paris
Réf. A/2084M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être adressées à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service du Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79.

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. : (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Athènes - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

DIRECTION COMMERCIALE

110.000 F

Une filiale d'un très important groupe industriel français, spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel électronique, recherche le responsable de son service commercial. Sous l'autorité de la direction générale il participera à l'élaboration de la politique commerciale et sera chargé de l'animation et de la gestion d'une équipe technico-commerciale opérant en France et à l'étranger sur un marché neuf et difficile mais en plein développement. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 33 ans, ingénieur de préférence ayant acquis une solide expérience dans la direction d'une équipe de vente de biens industriels et dans la mise en œuvre des méthodes de marketing y afférent. Une bonne connaissance des automatismes à base d'électronique serait un atout très apprécié. La pratique courante de la langue anglaise est indispensable. Le salaire annuel de l'ordre de 110.000 francs sera fonction de l'expérience acquise. Le poste est à pourvoir à Paris et nécessite de fréquents mais courts déplacements. Écrire à Paris.
Réf. A/2085M

BUDGET ET CONTRÔLE FINANCIER

Bruxelles

I. T. T. Europe Inc., environ 200.000 personnes et plus de 100 sociétés réparties en Europe, Afrique et Moyen-Orient, offre un important poste d'analyse et de contrôle financier au sein de son état-major. Le candidat retenu sera responsable du système informatisé de planification et de contrôle du budget européen ; y compris la préparation d'opérations financières particulières. Son travail impliquera des relations avec l'état-major de Bruxelles et avec les directions financières des sociétés I. T. T. à travers l'Europe. Ce poste conviendrait à un homme âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis quelques années d'expérience industrielle en tant que responsable de la planification ou du contrôle budgétaire. Une connaissance de l'analyse financière serait un avantage. Le candidat devra être attaché aux résultats et capable de s'intégrer à une équipe. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire, celle d'autres langues appréciée. A la rémunération annuelle de départ très intéressante s'ajoutent divers avantages dont une aide pour les frais d'un déménagement éventuel. Ce poste, situé dans le cadre d'une société internationale aux techniques de pointe, offre d'excellentes perspectives d'avenir. Écrire à Paris.
Réf. B/5422M

RESPONSABLE DE PRODUCTION

90.000 F

Région Lyonnaise. — Une société française importante, occupant une place de tout premier plan dans la production de biens de consommation industriels, recherche pour une de ses usines situées dans la région lyonnaise, un Ingénieur de Production. Sous l'autorité du Directeur de l'usine, il aura pour mission, assisté de différents responsables, de gérer la production (ordonnancement, fabrication, expéditions) de superviser et d'animer les différents ateliers (250 personnes). Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, ECAM ou équivalent) âgé de 33 ans minimum et possédant une grande expérience des problèmes posés au niveau d'une production diversifiée de grande série. Le niveau de responsabilité atteint lui aura permis de maîtriser les problèmes de commandement d'effectifs importants. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 F, sera fonction de l'expérience acquise. L'importance de la société peut offrir de réelles opportunités à un candidat de valeur. Écrire à Lyon.
Réf. A/3264M

SERVICES TECHNIQUES

85.000 F

Vallée du Rhône. — Cette même société (Cf. réf. A/3264) crée dans une unité de la vallée du Rhône, le poste de responsable des services techniques. Rattaché au Directeur de l'usine, il devra assurer la maintenance du matériel de production en instituant notamment un entretien préventif. Il sera également chargé de superviser les travaux neufs, participera à l'élaboration des projets de développement pour en assurer ensuite la responsabilité au niveau de la réalisation. Il lui sera enfin demandé de créer la fonction « Méthodes » et d'animer la sécurité dans l'usine. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien (AM, ECAM, Marine...) âgé de 30 ans minimum, possédant de bonnes connaissances en électromécanique. Son expérience d'au moins cinq ans dans une importante unité de production, lui permettra de bien maîtriser les divers aspects de cette fonction. La rémunération annuelle, de l'ordre de 85.000 F, sera liée à la compétence. Écrire à Lyon.
Réf. A/3265M

CONTRÔLE DE GESTION

Rhône-Alpes

Un important groupe commercial de la région Rhône-Alpes recherche pour son siège un Contrôleur de Gestion. Relevant du Directeur Financier il devra à partir d'un service « analyse budgétaire » existant, concevoir les procédures de contrôle de la société ; participer à l'élaboration des budgets et assister les responsables concernés dans l'analyse et l'interprétation des résultats pour en dégager avec eux les actions correctives. Ce poste conviendrait à un diplômé d'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESC) possédant une solide formation comptable, âgé de 30 ans minimum. Il aura confirmé au sein d'une grande firme commerciale ou industrielle une expérience du contrôle de gestion dans sa conception la plus dynamique. Écrire à Lyon
Réf. A/3267M

FISCALISTE

Rhône-Alpes

Le Directeur Financier de ce même groupe (Cf. réf. A/3267) recherche, pour lui confier la responsabilité du service juridique et fiscal, un Fiscaliste confirmé. Il aura un rôle d'animateur, de conseil et de contrôle pour tous problèmes se posant à l'entreprise dans les domaines fiscaux et juridiques. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 32 ans minimum, possédant une solide formation supérieure juridique et fiscale. Une expérience de plusieurs années au sein d'une entreprise importante ou d'un cabinet, lui aura permis d'acquiescer une grande compétence professionnelle, essentiellement en matière de fiscalité. Pour ces deux postes la rémunération annuelle de départ sera liée à l'expérience acquise. Écrire à Lyon. Réf. A/3268M

مكتبة الامم المتحدة

SUPPLÉMENT ÉDUCATION

A LILLE ET A MONTPELLIER

Les universités aussi forment des ingénieurs

L'objectif prioritaire des autorités scientifiques de Montpellier a été, dès avant 1968, de créer des formations nouvelles permettant aux étudiants de trouver des débouchés professionnels en dehors de l'enseignement ou de la recherche. Mais à Montpellier, la prise en compte des nouvelles filières de sciences et techniques, c'est sans aucun doute grâce à la nomination de l'ancien doyen de la faculté des sciences de cette ville, M. Casadevall, comme conseiller du directeur des enseignements supérieurs du ministère.

La régression des effectifs d'étudiants en sciences ne cesse de préoccuper les enseignants. Elle ne s'explique pas seulement par

l'arrêt de la croissance démographique ou par l'apport d'un système d'orientation-sélection qui dirige la plupart des élèves du secondaire vers les voies littéraires. Les étudiants en sciences souffrent, sur le marché du travail, de la comparaison avec les élèves sortant des grandes écoles, dont la formation est plus complète et plus spécialisée (2). L'Université, au reste, s'est bien longtemps volontairement enfermée dans sa tour d'ivoire : les sciences appliquées, c'est « vulgaire » ; la liaison avec les industriels représente une « trahison », philosophiquement et politiquement incompatible avec la haute mission culturelle de l'enseignement-chercheur.

Mais le temps des grands principes est révolu. Les partis de gauche, les hommes de droite, les syndicats d'enseignants, nul ne conteste aujourd'hui la nécessité d'une liaison très étroite entre l'Université et l'économie. Encore fallait-il trouver un type de formation qui ne fasse pas double emploi avec ce qu'offrent les multiples grandes écoles. Les Montpellierains ont fait un double choix : d'une part, trouver des « créneaux » dans les spécialités où la concurrence n'est pas acharnée ; mais aussi ne pas jouer la carte d'une spécialisation trop poussée, et former des maîtres en sciences ou des ingénieurs suffisamment polyvalents pour pouvoir exercer

très vite des responsabilités et compléter leur formation ensuite, sur le tas, en fonction des secteurs où ils auront à travailler. L'université des sciences et techniques paraît particulièrement bien équipée pour assurer une telle formation. Elle dispose en effet de tout le potentiel d'enseignement fondamental, et aussi des laboratoires de recherche appliquée dans les filières choisies ; l'enseignement y puise une partie de sa substance et s'y actualise en permanence ; les étudiants « d'ingénierie » participent à la recherche, ont un projet de recherche, ont un projet de diplôme. En outre, les relations qu'entretiennent le personnel d'encadrement avec les milieux industriels ont su établir depuis des lustres les grandes écoles d'ingénieurs. Elles sont encore facilitées par la venue dans l'institut, à titre de vacataires, d'enseignants-chercheurs professionnels pour des conférences ou des cycles d'enseignement.

L'institut des sciences de l'ingénierie (I.S.I.) de Montpellier, qui regroupe les diverses filières « sciences et technique », est une unité d'enseignement et de recherche de l'université, dirigée par un automatisicien, M. Christian Durand, assisté d'un conseil d'U.E.R. comprenant 13 membres du personnel (enseignants ou non), 8 étudiants et 3 professionnels extérieurs à l'université. Il dispose, pour la plupart des enseignements, de moyens importants en locaux, personnel d'enseignement et crédits d'équipement, qui lui permettent la comparaison avec les écoles d'ingénieurs. Une partie du personnel d'encadrement ne vient pas du milieu universitaire (ce sont des ingénieurs des mines, de l'agro, etc.), et à ce qu'il faut de la difficulté à se faire accepter par certains collègues professeurs.

Un enseignement commun aux diverses filières est dispensé en anglais (pour tous), informatique, dessin industriel et économie (excepté pour les informaticiens). Pour le reste, chacune des formations possède ses caractéristiques propres : des installations, des équipements, des méthodes (voir encadré).

Deux aspects de cet enseignement le différencient nettement par rapport aux autres filières « traditionnelles ». D'une part, l'étudiant y est astreint à une somme de travail beaucoup plus importante : 30 à 35 heures d'enseignement auxquelles s'ajoutent 10 à 15 heures de travail personnel par semaine. C'est le régime des écoles d'ingénieurs, auquel les étudiants sortant du premier cycle universitaire ont parfois de la peine à s'habituer : il y a une auto-sélection, par abandon, de ceux qui n'arrivent pas à acquiescer le rythme de travail. D'autre part, l'accent est mis davantage encore que dans de nombreuses grandes écoles, sur les stages dans les entreprises ou les services publics.

(1) L'U.E.R. « école universitaire d'ingénieurs de Lille », de l'université de Lille, (Lille-1), dispense un enseignement conduisant à la maîtrise de sciences et techniques, diplôme universitaire généraliste (D.U.G.) de sciences de la matière, sciences de la nature et économie — ou parmi les titulaires de certains diplômes universitaires de technologie (D.U.T.).

La sélection des candidats, qui sont très nombreux dans certaines filières comme la maîtrise de méthodes informatiques appliquées à la gestion (180 candidats, 22 étudiants de première année), se fait sur dossier ou avec un stage d'orientation. Il n'y a pas à proprement parler de barrage strict

pendant les trois années d'études. Ce sont en grande partie grâce à ces stages que les étudiants s'insèrent sur le marché du travail : après avoir passé, pour certains d'entre eux, cinq mois dans la même entreprise, il n'est pas rare que celle-ci les embauche. Actuellement, tous les étudiants sortis de l'institut avec leur maîtrise ou leur titre d'ingénieur, qu'ils aient ou non accompli leur service national, ont trouvé des emplois à des niveaux de rémunération convenables. Les échecs recueillis auprès de certains cadres d'entreprises semblent montrer a posteriori que ce type d'ingénieurs polyvalents est apprécié par les industriels. Toutefois, l'expansion de l'institut incite les enseignants à s'orienter davantage pour le placement des étudiants. Certains pensent en particulier à un système qui a fait ses preuves avec les grandes écoles : l'association d'anciens élèves. C'est aussi dans ce but qu'ils s'efforcent de favoriser un « esprit de promotion » parmi les étudiants.

L'« esprit » grande école, l'association d'anciens, fascinent par ses rivalités de longue date, l'université semble avoir besoin de ces « emprunts » pour imposer à l'extérieur une nouvelle image de marque.

YVES AGNES.

LES CINQ FILIÈRES

● **GENIE ELECTRIQUE ET AUTOMATIQUE.** — Directeur : M. Bernard Pistone. Cinquante-huit étudiants dont trente ingénieurs. Cette filière présente l'avantage d'être proche d'autres maîtrises « traditionnelles » dispensées à l'université, donc de permettre des reconversions éventuelles pour les étudiants. Une partie des enseignements est d'ailleurs commune avec ces maîtrises. En cours d'installation : une salle d'enseignement télévisuel assisté par ordinateur pour quarante élèves, mise au point par les enseignants de la filière, permettant notamment un contrôle continu des connaissances mémorisées par ordinateur, la réception à chaque place de documents par écran de télévision et la liaison avec un ordinateur « questions-réponses ».

● **SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES MATERIAUX.** — Directeur : M. Jean Zaretski. Vingt-sept étudiants dont cinq ingénieurs. Contrairement aux autres filières créées en 1968, celle-ci ne l'a été qu'en 1971. Elle forme des ingénieurs polyvalents en métallurgie, plastiques et céramique. Ces ingénieurs sont capables non seulement d'appliquer des connaissances générales aux cas particuliers de ces trois techniques, mais aussi de les marier, pour répondre aux besoins de

certaines industries de pointe comme l'aérospatiale.

● **SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES.** — Directeur : M. Jean Crouzet. Quarante-deux étudiants dont cinq ingénieurs. Cette filière s'adresse à des futurs professionnels de la conservation et du traitement des produits alimentaires. Son importance peut être mesurée avec cette indication de l'Inra des enseignants : « Le tiers des aliments futurs n'est pas encore connu ». La formation donnée est suffisamment générale pour que les ingénieurs puissent intervenir au niveau des différents corps de métiers de l'alimentation industrielle (nutrition, métallurgie...). Un atelier-pilote de technologie alimentaire, disposant de nouveaux locaux, permet des manipulations en semi-général :

● **SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'EAU.** — Directeur : M. Michel Amandieu. Soixante-huit étudiants, dont douze ingénieurs. Les étudiants ont en première année un tronc commun de matières fondamentales et, en deuxième année, des enseignements communs pour la pollution et le traitement des eaux. Ils choisissent d'entreprendre une spécialité : hydrobiologie (tourne vers la production animale et végétale), hydrogéologie (les

débouchés sont surtout dans les pays du tiers-monde) ou hydrologie de surface (notamment questions liées aux ressources en eau et à l'hydraulique urbaine). En troisième année (ingénieur), on poursuit sa spécialité ou on approfondit dans le domaine de la pollution. L'institut a à sa disposition une station pilote d'épuration des eaux usées branchée sur la station de la ville de Montpellier.

● **MAITRISE DE METHODES INFORMATIQUES APPLIQUEES A LA GESTION.** — Directeur : M. Bernard Charles. Soixante-huit étudiants dont dix-neuf ingénieurs. Cette maîtrise — la première de ce type créée en France à la fin de l'année 1968 — a été créée pour former des informaticiens, travaillant sur gros calculateurs, pouvant être utiles à des gestionnaires, en tant que techniciens de gestion. Le recrutement des étudiants se fait déjà largement, contrairement aux autres filières, à l'extérieur de l'université de Montpellier. Elle dispose pour son enseignement de la présence toute proche du centre de calcul universitaire, équipé d'une machine IBM-360. Soixante-dix à sept cents étudiants-traités (ce calculateur sert également à l'U.E.R., aux laboratoires de recherche, à la gestion de l'université, aux autres universités de Montpellier, au rectorat, etc.).

L'esprit d'école

Un enseignement commun aux diverses filières est dispensé en anglais (pour tous), informatique, dessin industriel et économie (excepté pour les informaticiens). Pour le reste, chacune des formations possède ses caractéristiques propres : des installations, des équipements, des méthodes (voir encadré).

Deux aspects de cet enseignement le différencient nettement par rapport aux autres filières « traditionnelles ». D'une part, l'étudiant y est astreint à une somme de travail beaucoup plus importante : 30 à 35 heures d'enseignement auxquelles s'ajoutent 10 à 15 heures de travail personnel par semaine. C'est le régime des écoles d'ingénieurs, auquel les étudiants sortant du premier cycle universitaire ont parfois de la peine à s'habituer : il y a une auto-sélection, par abandon, de ceux qui n'arrivent pas à acquiescer le rythme de travail. D'autre part, l'accent est mis davantage encore que dans de nombreuses grandes écoles, sur les stages dans les entreprises ou les services publics.

Sélection-dissuasion

L'institut comprend cinq filières et compte 361 étudiants : 116 en 1^{re} année, 91 en 2^e année (maîtrise), 54 en 3^e année (ingénieur). Ils sont recrutés à l'issue du premier cycle universitaire — des écoles d'ingénieurs, des écoles universitaires générales (D.E.U.G.) de sciences de la matière, sciences de la nature et économie — ou parmi les titulaires de certains diplômes universitaires de technologie (D.U.T.).

La sélection des candidats, qui sont très nombreux dans certaines filières comme la maîtrise de méthodes informatiques appliquées à la gestion (180 candidats, 22 étudiants de première année), se fait sur dossier ou avec un stage d'orientation. Il n'y a pas à proprement parler de barrage strict

une école vivante



un enseignement « sur mesure » à partir d'une orientation personnalisée

des méthodes dynamiques appliquées par les meilleurs spécialistes

des débouchés assurés dans deux voies spécialisées : l'assistantat de Direction et le secrétariat général

l'école la plus appréciée des employeurs parce qu'elle connaît les réalités de l'entreprise et sait y préparer ses élèves

École des Secrétaires de Direction (enseignement privé) 15 rue Soufflot 75005 Paris

Demandez vite une documentation à notre « Service d'orientation »

UNIVERSITÉ DE BRETAGNE OCCIDENTALE BREST

- I. - L'Océanographie. — Second cycle : C 4 d'Océanographie. — 3^e cycle : deux D.E.A. : Océanographie physique et Océanographie biologique.
- II. - LA GÉOARCHITECTURE. Enseignement de 2^e cycle dispensé sur 2 ans, ouvert aux titulaires d'un diplôme de 1^{er} cycle de l'enseignement supérieur ou équivalent (1^{er} cycle des Ecoles d'Architecture). Forme des spécialistes de l'aménagement de l'espace et notamment du littoral.
- III. - LE CENTRE DE PRÉPARATION AUX CONCOURS ADMINISTRATIFS. Prépare les titulaires d'un diplôme de 1^{er} ou de 2^e cycle universitaire aux concours à la fonction publique, aux concours communaux et aux carrières des banques et des assurances.
- IV. - LE DIPLOME D'ÉTUDES MUSICALES SCIENTIFIQUES. 1^{er} cycle pluridisciplinaire de formation en musique et en sciences.

Jeune Université qui a mis à profit ses compétences pluridisciplinaires et ses orientations privilégiées de recherche pour organiser, outre les formations classiques, un certain nombre de formations spécifiques.

- V. - LA MAITRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES « BIOLOGIE APPLIQUÉE AUX INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES ». Ouverte aux titulaires d'un D.U.E.S. et à. Forme des biologistes spécialisés qualifiés en mycologie (métopolitanisme et tropicales).
- VI. - MÉTÉOROLOGIE : INGÉNIEUR PHYSICIEN. Recrutement après la première année de maîtrise de Physique en D.E.A. Durée des études : 2 ans. Les étudiants paieront en même temps la deuxième année de maîtrise, puis le D.E.A.
- VII. - LE DÉPARTEMENT D'I.U.T. « HYGIÈNE ET SÉCURITÉ » DE L'ORIENT. Forme des techniciens supérieurs spécialisés de l'hygiène et de la sécurité.
- VIII. - LE CENTRE DE RECHERCHES BRETONNES ET CELTIQUES. Enseignement des langues celtiques.

POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES, s'adresser au Service Scolarité de l'Université de Bretagne Occidentale, 13, rue Jean-Macé - 29204 BREST - Tél. : 83-14-40.

Un métier d'avant-garde qui peut être le vôtre

ANIMATEUR

ANIMATRICE

ceux que l'on regarde, que l'on écoute, que l'on apprécie à tout moment, ils sont partout où il y a quelque chose d'intéressant : la radio, la T.V., par câbles, les clubs de vacances, les organisations de loisirs et de tourisme, en France et à l'étranger.

L'animation est maintenant un métier de professionnels, mais ce métier, seul l'I.P.S.A. vous l'apprendra. Les cours sont animés par des professionnels connus de la radio, de la T.V. et du tourisme.

Les stages, dans ces organismes, se prolongent souvent en engagements. Je désire recevoir une documentation gratuite sur votre enseignement.

Cours du jour ☐ Cours du soir ☐

nom..... prénom.....

Age..... profession.....

adresse.....

***IPSA Institut Privé Supérieur d'Animation**
71, Fy St-Honoré, 75008 Paris - 268.68.62

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉCOLE VIOLET

Reconnue par l'Etat (Décret du 3 janvier 1922)

ÉCOLE PRIVÉE D'ÉLECTRICITÉ ET MÉCANIQUE INDUSTRIELLES

— INSCRIPTIONS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 1974-1975 —

PRÉPARATION A L'ENTRÉE EN SECTION ÉLÈVES INGÉNIEURS

SECTION PRÉPARATOIRE : Admission des élèves à partir des classes de Seconde jusqu'à la classe Terminale.

(Possibilité de se présenter au Baccalauréat C ou E)

SECTION SPÉCIALE SUPÉRIEURE : Admission des candidats sortant des classes terminales, avec ou sans baccalauréat. Préparation au concours d'admission en Section Ingénieurs de Juin 1975 (niveau de Mathématiques Supérieures), avec possibilité de se représenter au baccalauréat. Les jeunes filles sont admises (externes).

SECTIONS ÉLÈVES INGÉNIEURS. Admission en 1^{re} année : Concours officiel pour les candidats de Mathématiques Supérieures ayant des connaissances techniques (2^e Session en Septembre).

En 2^e année : Concours réservé aux candidats issus des classes Mathématiques Spéciales du 1^{er} cycle des Universités. Diplôme I.U.T. ou titulaire du B.T.S. (en Septembre).

INTERNAT - EXTERNAT - DEMI-PENSION

Renseignements à l'École : 70, rue du Théâtre et 115, avenue Emile-Zola - 75239 PARIS CEDEX 15. Tél. : 577-30-84

COLLÈGE SAINTE-BARBE

Établissement d'Enseignement Privé fondé en 1657

Prés du Panthéon - 4, rue Valérie - 75005 PARIS - 0838 43-57

Jeunes Gens et Jeunes Filles Internat (Garçons)

Toutes les Classes Secondaires

Préparation au Concours

Ecoles Supérieures de Commerce

NEC - Sciences politiques - Ecoles Nationales Vétérinaires

Ecole de Commerce et d'Administration

Epreuves d'Admission : Juin et Septembre

Cours de Vacances

Toutes les classes secondaires du 19 août au 14 septembre 1974

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir

assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.65.94

Documentation M sur demande

TRAVAIL INDIVIDUEL ET « PARTICIPATION »

A Longwy, une école secondaire sans classe

DEPUIS l'annonce du projet de réforme de l'enseignement secondaire de M. Joseph Fontanet, il est fortement question de la suppression des trois filières du premier cycle du second degré et des redoublements. M. Fontanet et son successeur, M. Haby, entendent aussi développer le « travail individuel » pour les élèves du second cycle. Un modèle associant ces deux

innovations, mais les poussant à l'extrême — puisque les classes ont été totalement supprimées — existe à l'école secondaire catholique de Longwy (Meurthe-et-Moselle). Fonctionnant sous contrat d'association avec l'État, elle bénéficie d'une dérogation pédagogique (1).

Les résultats obtenus après trois ans d'expérience, avec des enfants d'un milieu prolétaire

comptant environ la moitié d'immigrés, sont plus qu'encourageants. Le climat général de l'école, mais surtout la relation entre le maître et l'élève, se trouvent profondément transformés. On y accorde des enfants que le travail scolaire passionne, des enseignants supportant dans l'enthousiasme une pauvreté de moyens qui limite pourtant leurs possibilités.

Avec le laci des rails de son immense couloir ferroviaire, la façade rouge de ses hauts fourneaux, ses maisons grises, Longwy est triste. Pour avoir choisi d'y enseigner, comme l'ont fait plusieurs des professeurs de l'école secondaire catholique, il fallait une motivation puissante. Sans doute avoir été attiré par la grâce de l'innovation pédagogique.

Longwy. — Il n'est pas encore 8 heures. Mais déjà plusieurs élèves du premier cycle « filles » (3) sont installées dans les salles de cours, réservées chacune à une discipline et à un professeur. En effet, il n'existe plus de classes, au sens habituel (sixième, cinquième, quatrième, troisième...). Seuls comptent maintenant les groupes d'âge, qui se distinguent par la couleur du col sur la blouse bleue : azur (onze ans), horizon (douze ans), rose indien, citron, pistache, harmin, viole, jusqu'aux grandes, turquoise (quinze-seize ans). Les élèves de tous les niveaux se retrouvent dans une même salle de spécialité.

Ce matin, Nadia (azur) a choisi les mathématiques. Peut-être par envie, plus sûrement parce qu'en consultant son « cahier horaire », où elle inscrit chaque jour ce qu'elle fait, elle a constaté qu'elle avait pris du retard dans cette matière. Ce cahier sera contrôlé et signé à la fin de la semaine par le professeur-coordonneur du groupe azur, par le « conseil » (équivalent du chef de classe) et par les parents. En principe, seules l'éducation physique et l'instruction religieuse sont obligatoires. Mais en pratique les élèves suivent régulièrement les cours dans les matières principales et les options. Toutefois, chacune va à son rythme : une élève peut travailler quinze jours durant, une seule matière. On avance plus ou moins vite. L'objectif étant d'aller le plus loin possible.

Pendant deux heures, Nadia va travailler avec une camarade, parlant à voix basse, sans faire attention au maître. Le professeur va d'une élève à l'autre, prodigue conseils et

explications, vérifie un exercice. Chaque jour, les élèves ont quatre séances de travail individuel, d'une heure ou deux. L'éducation physique et sportive est comprise dans ces horaires. Un groupe d'élèves peut demander, au moment qui lui convient, une « mise au point » sur un sujet avec le professeur. Celui-ci peut suggérer de la même façon une « mise en commun ». D'autre part, le travail dans chaque matière étant programmé en un certain nombre d'étapes, l'élève demande,

l'une des catégories — la plus importante — de délégués d'étèves. Les autres sont : les secrétaires (affichage), les édiles (ménagement), les agents de liaison (pour chaque matière), les notes (chargées d'accueillir les visiteurs), les bibliothécaires, les facteurs (courriers), sans compter les autres responsabilités que certains élèves doivent donner à manger chaque matin aux poissons : deux fillettes sont chargées des réparations... Si bien que pour

début, on avait bien eu, mais maintenant... Petite leçon de morale : « C'est grave ça, dit le Père Feder, c'est comme dans un ménage... » Mais l'assemblée complice, et à la question posée : « Faut-il d'autres responsables ? », les « oui » sont nombreux.

De 11 h. 30 à 11 h. 50, chaque groupe est réuni avec son professeur-coordonneur : les problèmes individuels ou collectifs y seront débattus. On y parlera du travail scolaire ou des relations dans le groupe ou à l'intérieur de la communauté scolaire.

B.E.P.C. il y a eu l'an dernier 40 % de réussite chez les garçons et 90 % chez les filles.

La tâche des enseignants est d'autant plus difficile que le milieu social et familial des élèves est défavorisé, dans cette ville où vitent ou pour leurs enfants d'ambition sociale. Le directeur et les enseignants s'efforcent de combler au pourcentage de réussite aux examens qu'il évaluent des possibilités personnelles : on sera sensible, dans l'évaluation individuelle, aux progrès faits dans la spontanéité, le sens de l'écrit, la tolérance, la capacité de s'exprimer en public.

Les avantages du travail individuel pendant ? Un petit Portugais de treize ans arrive à Longwy, avec ses parents ne parlant pas le français. L'éducation nationale, après lui avoir fait passer des tests, dont une dictée ! — il fait plus de deux cents fautes... L'envoie en cours préparatoire, où l'enfant est humilié de se retrouver à côté d'élèves de six ans. Accepté par cet établissement, il est aussitôt pris en charge et brille les étapes avec une soif d'apprendre et un sérieux extraordinaire. Avant la fin du premier cycle, il aura rattrapé ses camarades français.

Y. A.

TRAVAILLER, RAISONNER
EXPRIMER UN JUGEMENT

DANS la classe de Mme F. Zaine, professeur d'histoire et de géographie dans le second cycle, les objectifs pédagogiques et la « programmation » sont affichés ainsi que des « directives de travail ». Ainsi le nouvel élève sait comment se comporter dans la salle, utiliser la documentation, quel est le rôle du professeur.

La programmation comprend trois parties et neuf étapes, couvrant tout le cycle, mais qui peuvent être franchies en un an comme en trois. Les trois parties veulent assurer une progression : apprendre à travailler (C), à raisonner (B), à exprimer un jugement (A).

Dans ce cadre, l'élève choisit un thème de travail annuel. Chaque étape consiste en une étude personnelle d'un sujet se rapportant au thème, choisi par l'élève, avec les conseils du professeur. Celle-ci prépare, pour chaque sujet, une fiche où elle indique les grandes lignes du travail à réaliser.

L'élève subira un contrôle oral sur son travail, qui lui permettra — ou non — de passer à l'étape suivante, pour laquelle il choisira un nouveau sujet. Le rôle du professeur consiste essentiellement à expliquer non pas la question choisie — il n'y a pas de cours — mais la façon de l'étudier.

lorsqu'il se sent prêt à subir avec le professeur un « contrôle » qui lui permettra de passer à l'étape suivante. C'est généralement l'élève qui inscrit sur le tableau récapitulatif les « feux verts » qui symbolisent ces passages.

« On se sent beaucoup plus libre que dans le système traditionnel », déclare Véronique (groupe turquoise). « On s'aide, on peut discuter, on choisit sa matière, on en change, on peut marcher son rythme. » Anne-Marie, qui ne se sent pas sûre d'elle, a déjà choisi de « rebraire une année avant d'entrer dans le second cycle ».

Avec le système du libre choix, il n'y a jamais de « trou » dans les horaires de « permanence » ou de « sortie-bistrot » pour les élèves. Les professeurs absents n'ont pas besoin d'être remplacés.

10 h. Pendant la récréation, réunion des « conseils ». Ce sont

la grande majorité des élèves exercent une responsabilité. La préoccupation du moment est la préparation de la fête annuelle, fixée samedi à partir de 18 heures et suivie d'un repas où les parents sont conviés. À ce moment, les élèves présentent dans chaque groupe ? se demandent les conseils. Les avis divergent. La soirée interrompt la discussion : c'est l'heure de l'assemblée générale quotidienne dans la salle de gymnastique.

En quelques instants, la minuscule cour de récréation s'est vidée, et les élèves sont debout, par groupes, autour de l'estrade où a pris place le Père Feder. Les professeurs sont en arrière. Le directeur, qui anime le débat, pose une première question : l'affichage, depuis quelques jours, laisse à désirer. L'élève, Chantal, Chantal, est conviée à s'expliquer : « Au

à partir d'un projet commun, diversité selon les exigences du premier et du second cycle, chaque mot du Père Feder est « programmé » annuelle qui sera ensuite adaptée pour chaque groupe et chaque élève. L'individualisation du travail fait du professeur non plus seulement un enseignant, mais un véritable éducateur, attentif aux progrès

(1) La scolarité est de 120 F par trimestre, à laquelle s'ajoute 100 F par an pour le matériel pédagogique (les élèves ne paient aucun titre). Les familles les plus pauvres sont dispensées de toute contribution financière.

(2) L'école est divisée en un premier cycle « filles » — installée dans une ancienne fabrique du Bas-Longwy — un premier cycle « garçons » et un second cycle mixte, fonctionnant tous deux dans le même bâtiment, mais qui ne connaissent pas la hauteur, quelques centaines de mètres séparent les deux bâtiments.

Rousseau et le péché originel

UN berbu à la silhouette athlétique, au pas décidé, au parler autoritaire : le Père Maurice Feder dirige depuis sept ans l'école secondaire de Longwy. La révolution qu'il a introduite dans son établissement est le fruit des réflexions de plusieurs pédagogues de l'enseignement catholique, parmi lesquels le Père Fauriol, animateur de nombreuses sessions de formation d'enseignants. Il quittera Longwy à la fin de l'année pour devenir, après de ce dernier, conseiller pédagogique itinérant pour les établissements secondaires catholiques.

Le Père Feder n'aime pas les intellectuels de gauche. Pour lui, ce sont surtout des beaux parleurs, mais qui ne connaissent pas la condition ouvrière.

Et l'« indigne » volontaire lorsque ceux-ci s'en prennent à l'école privée...

On compare parfois l'école de Longwy à l'expérience menée pendant de nombreuses années à Summerhill par le pédagogue anglais Alexander S. Neill. Le Père Feder voit une différence fondamentale : « Neill est une secte, il veut faire confiance à la nature, il estime que si les choses marchent mal, c'est de la faute des adultes. Ce n'est pas vrai. Des tas de pauvres gosses sont capables des pires bêtises, ils héritent d'un monde imparfait. Il ne faut pas nier qu'il y a des gosses vicieux ou voleurs. C'est le péché originel. Il ne faut pas faire des reproches continus aux enfants, mais il est important de le savoir... »

Enseignement Privé
COURS NADAUD
SECONDAIRE - SUPÉRIEUR
1, place Jussieu - Paris 5^e
Tél. : 707-13-38 - 707-76-05

De la 3^e aux terminales
A, B, C, D, G
SECONDE DE RATTRAPAGE
ET D'ORIENTATION

**ÉCOLES NATIONALES
VÉTÉRINAIRES**
Sécurité Sociale Étudiants
Documentation sur demande

ÉCOLE DE CADRES DE LAUSANNE
Institut international indépendant, spécialisé dans la formation et le perfectionnement des cadres supérieurs d'entreprise. Enseignement exclusivement en français, université reconnue par les gouvernements français, belges, italiens, limités d'étudiants. Certificats et diplômes.

Cours général ADMINISTRATION, 9 mois à plein temps, du 19 octobre 1974 au 26 juin 1975. Formation de cadres supérieurs polyvalents (méthodologie, conduite des hommes, gestion, organisation, production, commercialisation).

Cours général MARKETING & PUBLICITÉ, 7 mois à plein temps, du 19 octobre 1974 au 17 mai 1975. Formation de cadres spécialisés (marketing, étude de marché, vente, techniques publicitaires, relations publiques). Prépare à un emploi immédiat en agence ou dans l'entreprise.

Conditions générales d'admission aux cours : en principe 11 ans au moins, baccalauréat ou diplôme équivalent ou minimum d'expérience professionnelle.

DOCUMENTATION No 11 sur simple demande au Secrétariat de l'ÉCOLE DE CADRES DE LAUSANNE, ch. Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92.

(Publicité)
COURS SECONDAIRE PRIVÉ MAYRAN-GRASSÉ
(ex Mayran-Follet)
8, rue Mayran, 75009 PARIS - Tél. : 878-77-39

JEUNES GENS - JEUNES FILLES

Directrice : Mme GRASSÉ, Agrégée de l'Université

Classes de 2^e A et C ; 1^{re} A, B, C, D ; Terminales A, B, C, D
Au rythme efficace de l'année scolaire, l'élève des cours de vacances

Vacances de Pâques - Début juillet - Fin août, début septembre.

ÉCOLE BOSSUET
Ecole Catholique
8, rue Guyanmer, PARIS (6^e)
Téléphone : 322-41-77

Primaires : quelques places. 1^{re}, 1^{re}, 1^{re}
Secondaire et Préparation dans les lycées du secteur
INTERNAT toutes classes à partir de la 1^{re}
EXTERNAT - PENSION

ISTH
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
TAUX EXCEPTIONNELS DE RÉUSSITE DEPUIS 20 ANS

• PRÉPARATIONS A L'ENA
• Concours d'entrée : HEC - ESSEC
• RAPP. SUP. DE CO
• Paris et Province
• Baccalauréats A, B et C

• D.E.U.G. 1^{re} Année
• Licence de DROIT 2^e et 3^e années,
• SCIENCES ÉCONOMIQUES
• Examens d'entrée à
• SCIENCES PO¹ AP et 2^e Année

ANNÉE UNIVERSITAIRE ET PRÉPARATIONS DE VACANCES
Documentation et inscriptions : ISTH 9, avenue Jean Moulin PARIS 16^e
Métro : Mirois, Eglise d'Auteuil, Tél. : 289.52.09 - 224.10.72

**BUREAU DE RENSEIGNEMENTS SCOLAIRES
POUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

• Planning des places disponibles
• Conseils d'orientation
• Tarifs des Cours
• 20 ans d'expérience

SCHOLA-VOX
7, rue Henri-Monnier - 75009 PARIS
Tél. : 878-23-66 (Métro St-Georges)

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PRIVÉ
ÉCOLE INTERNATIONALE EUROPÉENNE DE PARIS
EXTERNAT - INTERNAT

Ordre et efficacité - Cours annuels et de vacances
Château des Bergeries - 91210 DRAVEIL - Tél. : 903-70-03

INSTITUTION MONTAGNE
Etablissement privé d'enseignement secondaire
Internat de garçons - Internat de jeunes filles
Externat - Demi-pension

B.P. 44 - 06140 VENICE - Téléphone : 58-03-01 et 58-05-00
Cours de vacances : du 1^{er} août au 5 septembre
Matin : cours de rattrapage - Après-midi : loisirs

**ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ESM PRÉPARATION AUX
DIPLOMES D'ÉTAT**

• secrétariat commercial : BACC-GI
• secrétariat de direction BTS
• secrétariat médical accéléré et BACC-FB
• gestion et techniques commerciales : BACC-G3
• distribution BTS
• tourisme : BTS

DIPLOMES D'ÉTAT
brochure complète sur demande

ESM
44, rue de Rennes - 75006 Paris - tél. 548.42.31 - 548.21.05

Nom _____
Adresse _____

C.A.P.U.
École d'Enseignement Supérieur Libre
(Cours sur place)
• Entrainement des étudiants de PCEN 1
1^{re} année de MÉDECINE
pour la préparation au concours
dans toutes les matières ou
1^{re} année de PHARMACIE
en Chimie et Physique

Nom, Prénom _____
Adresse _____

Documentation gratuite sur demande au
C.A.P.U. 12, 17, rue Cadogan, Paris 16^e
75016 PARIS - Tél. 708-64-37 et 355-17-50

**Institut International
« Matin Calme »**
au bord du Lac Léman - Suisse
pour jeunes filles
de 14 à 19 ans
Prépare aux examens
du Baccalauréat et du B.E.P.C.
Cours de langues : Anglais, Allemand, Italien et Espagnol.
Lower et Proficiency de l'Université de Cambridge.
Cours de vacances
Renseignements et prospectus :
M. et Mme S.A. Vacher
MATIN CALME
CH-1814 La Tour-de-Pellaz
Tél. : 191/21/640161.

L'Anglais en Angleterre
INTER-SCHOOL INFORMATION SERVICE vous offre un choix d'écoles de langue de première qualité, se distinguant par la forme et la durée des cours et par le prix.

ANGLO-CONTINENTAL SCHOOL OF ENGLISH
(reconnue par le ministère de l'Éducation britannique)
Bournemouth, Wimborne, Blandford
Cours de vacances pour jeunes de 8 à 18 ans

ACADEMIC INTERNATIONAL SCHOOL FOR JUNIORS
Bournemouth, Wimborne, Blandford
Cours de vacances pour jeunes de 8 à 18 ans

INTERLINK SCHOOL OF ENGLISH
Bournemouth et Londres
Renseignements sans engagement par INTER-SCHOOL INFORMATION SERVICE, 51 Poole Hill, Bournemouth BH2 5PS/Angleterre, Téléphone 291143, Téléc. 41438

M. _____
Mlle _____
M. _____
Rue _____
Prénom _____
Numéro postal _____
Domicile _____

FFI 2 A

مكتبة الجليل

POINT DE VUE

Baccalauréat non examens oui

LES épreuves du baccalauréat viennent de commencer. 314 465 jeunes gens et jeunes filles sont en train de les passer. Au même moment, le débat sur cette institution de base de la société française rebondit de plus belle. Après le baccalauréat « à profil » de M. Fontanet, voici M. Baby suggère de délivrer un certificat continu de fin d'études secondaires, à la fin de la première, sur « contrôle continu » et de faire de la terminale un « banc d'essai » pour le supérieur.

Nous publions ci-dessous le point de vue de M. Edouard Labin, ingénieur-conseil en éducation.

Par EDOUARD LABIN

L'IDEE indéfendable, l'idée que personne ne défend plus, est qu'un seul examen de quelques jours sur quelques questions puisse signifier au monde, pour toute la vie de l'élève, ce que valent ses six ans d'études secondaires.

La question de fond est de savoir comment on peut au mieux caractériser un élève au terme de ses études. Qu'il faille le faire est incontestable. La société a évidemment besoin d'un indicateur initial sur les aptitudes des jeunes qu'elle va mettre au travail ; et, pour décrire celles-ci, aucun organisme n'est aussi qualifié que l'école qui les a inculquées. Seulement, ce n'est pas facile. Les aptitudes d'un être forment une palette très complexe, et tout esprit scientifique comprend d'emblée qu'il ne saurait être appréhendées par une seule approche : ni le grand examen monocoup ni le contrôle diffus dit continu. Il faut toute une panoplie de détecteurs, chacun ajusté à un type de performance.

L'examen ramassé reste fort utile, en fait indispensable, pour mesurer ce que, en termes sportifs, on appellerait la « force au sprint », c'est-à-dire la capacité de mobiliser, pour un effort concentré, les connaissances d'un spectre étendu, acquises sur une longue période. C'est évidemment une capacité essentielle dans la vie, où les défis de ce genre sont constants. Il serait malhonnête de prétendre qu'un jeune a acquis une culture si on n'a pas vérifié qu'il peut en intégrer les éléments spars, vite et créativement, au service de tâches imprévues. Qu'il y faille de la mémoire, c'est vrai, mais la mémoire est une qualité essentielle, et noble, bien tous ceux qui aujourd'hui la décrient. Encore faut-il que les épreuves révèlent correctement cette disponibilité pour la bataille de tout l'arsenal intellectuel.

Comme l'actuel bachelot, l'examen global (qui pourrait être renouvelé deux ou trois fois dans l'année) doit être passé anonymement à l'écrit et, à l'oral, avec des interrogateurs qui ne connaissent pas les élèves. Ce qui permet d'éliminer l'inévitable biais qui se forme dans le jugement « hors tout » des élèves, chez les maîtres qui les suivent constamment. Sans compter la favoritisme, positif et négatif, qui existe quelquefois et qui, en outre, a tendance à s'aggraver aujourd'hui par les passions politiques.

Reste à mesurer, par opposition à la « force au sprint », celle que chacun doit montrer dans la course de fond. C'est-à-dire, en matière d'éducation, un mélange de vertus pédestres comprenant l'application, le pouvoir de se concentrer, l'intelligence des notions abstraites, l'esprit critique, la faculté de réagir et de débattre, l'inspiration créatrice aux étapes, enfin et surtout les connaissances en détail et l'aptitude à les apprendre. Il est très vrai que ces vertus là ne s'apprécient bien qu'en long et la route. Mais pas d'une seule façon. Il y a tout un attirail d'activités à résultats objectivement chiffrables, activités écrites et orales, courtes et longues, convergentes et divergentes, sollicitant tantôt l'automatisme, tantôt la réflexion : des réponses à des stimuli, des problèmes, des essais, des exercices, des exposés, des séminaires, des synthèses raccourcies, des petits projets et même des réceptions — eh oui, la vieille récitation qui n'a pas son pareil pour révéler si l'élève a saisi les nuances d'un texte.

A quoi il faut ajouter quelques tests administrés par des psychologues, et qui, en outre, on en a construit de remarquables pour mesurer les motivations, l'assimilation des concepts, la tour d'esprit, l'intelligence.

COURS J.-J. ROUSSEAU
Etablissement Privé de Second Degré
Directeur : J.-M. TAILLEFER
De la 6^e aux Terminales
Externat - Demi-Pension
INTERNAT
Documentation complète
par retour de courrier
7, boul. Princes-de-Galles 92000
(33) 1-47-31-14 - 31-37-34

Tous ces instruments pour contrôler les performances quotidiennes des élèves sont fins, subtils, aisément déformables, et donnent alors des résultats aberrants. Chacun a des propriétés spécifiques, qui jouent au mieux pour mesurer certains attributs intellectuels ou psychiques et s'appliquent mal aux autres. Il faut des recherches méticuleuses, des soins patients pour bien les ajuster à leurs fonctions et déterminer leurs domaines de validité. Les professeurs doivent posséder une formation poussée pour les mettre au travail avec pertinence. Et, chose importante, sans laisser l'étudiant ! Car le contrôle dit continu, s'il est appliqué grossièrement, se transforme vite en bachelot hebdomadaire et stérilise le meilleur élève de plus d'examen qu'il n'en ait jamais.

Que les familles y prennent garde qui orientent avec tout ce qu'elles ont réclamé qu'on tienne le baccalauréat pour le carnet de notes. L'unique possibilité pour que le « contrôle continu » ne devienne pas un cauchemar continu, c'est de le faire s'inscrire presque automatiquement de l'enseignement lui-même. Cela est possible, mais seulement avec des méthodes pédagogiques nouvelles, où l'étude est souvent individuelle et toujours soignée, c'est-à-dire intégrée constamment des exercices dont le succès conditionne l'avance. L'acquisition, dès lors, n'existe que contrôlée. Même avec ces méthodes, il reste beaucoup à faire pour dériver les mesures de performances du flot de l'éducation sans l'interrompre et le casser à tout instant.

Une évaluation correcte et complète, donc polymorphe, des élèves, n'est évidemment plus justifiable de cet ultra résumé manichéen que constitue la seule mention : « reçu » ou « pas reçu ». Elle appelle un certificat de fin d'études secondaires qui consigne sous une forme standard l'ensemble des résultats obtenus dans les divers types d'épreuves, assorties peut-être d'appréciations qualitatives. Dès lors que tout le monde, ou à peu près, fait des études secondaires, celles-ci ne donnent plus lieu à une marque de distinction sociale. La plus honnête moyen de les évaluer est donc simplement quel profil chacun y a forgé. Mais le dire en pleine connaissance de cause, sans manquer aucune facette du profil.

Quant à savoir si un tel certificat doit ou non donner accès automatiquement aux études supérieures, c'est une tout autre histoire.

« Chèques-éducation » et marché pédagogique

A San José (Californie) l'administration subventionne les familles et non les écoles

DEPUIS deux ans, les parents de huit mille élèves d'écoles primaires du district scolaire d'Alum Rock à San-José en Californie paient eux-mêmes les études de leurs enfants grâce à un chèque que leur remet l'administration. Cette expérience originale, encouragée par Washington, fait suite à un projet rédigé en 1970 à la demande de l'U.S. Office of Economic Opportunity, organisme chargé de mettre en œuvre une politique sociale et économique d'égalisation des chances sur le système des « chèques-éducation ». L'idée en est la suivante : on constate que l'école, en raison notamment de son uniformité et de l'emprise de plus en plus grande de la bureaucratie, ne répond plus aux besoins des jeunes et des familles. Par conséquent, au lieu de subventionner les écoles et d'obliger les élèves à fréquenter celle de leur quartier, il faut donner directement l'argent aux parents et leur permettre de choisir librement leur enseignement. Ainsi, estime-t-on, se créera une situation de libre concurrence entre les éta-

blissement qui stimulera l'innovation pédagogique et obligera les responsables de l'enseignement à tenir davantage compte des souhaits des usagers. Le projet initial présentait plusieurs « modèles » possibles d'application de ce principe, depuis celui du libéralisme intégral dans lequel toutes les familles toucheraient la même somme et pourraient s'adresser à n'importe quelle institution éducative (y compris les écoles privées), jusqu'à des formules plus volontaristes, permettant notamment de corriger les inégalités sociales, en donnant une somme plus importante aux familles modestes. Le sociologue Christopher Jencks, professeur à l'université de Harvard et auteur d'un livre célèbre sur les inégalités des chances, qui participait à l'enquête initiale, voit notamment dans cette dernière formule le moyen le plus efficace pour les réduire. C'est dans ce sens que s'est orienté le district de San-José puisque les familles défavorisées reçoivent, grâce à une aide fédérale, un tiers de plus que les autres.

Le principe des chèques-éducation (le « voucher ») est simple. Il s'agit d'un carnet de chèques-éducation qu'ils utilisent pour envoyer les enfants dans l'école de leur choix. Les établissements scolaires attirent les clients (les élèves), par la quantité et la qualité des produits offerts (des matières enseignées). Les écoles délaissées par les consommateurs ferment ou se reconvertisent pour répondre aux goûts du public. Selon les avis du projet, un tel marché de l'éducation incite à l'innovation pédagogique et réduit la bureaucratie qui paralyse les écoles publiques. Chaque établissement devient une petite entreprise indépendante. Les parents acquièrent un droit de regard sur l'éducation ; les familles pauvres, en particulier, peuvent accéder pour la première fois à l'école désirée, publique ou privée. Le chèque-éducation élimine du même coup la politique du « busing » consistant à transporter les enfants dans des écoles d'autres quartiers pour favoriser la déségrégation raciale.

Le district d'Alum Rock, à San-

Jose, qui a décidé de tenter l'expérience, « s'est particulièrement pauvre » : la moitié des élèves sont mexicaino-américains et 10 % sont noirs. La réforme a été précédée d'un long travail d'information auprès des familles, des enseignants et de l'administration, et n'a touché la première année que six écoles « pilotes ». Elle a été étendue la seconde année à seize écoles primaires publiques sur vingt-six et l'inclusion d'une école privée est à l'étude. Les écoles qui participent à l'expérience ont donné leur accord. Chacune doit présenter au choix des parents au moins trois types de programmes différents. Avec l'ensemble des écoles du district, les parents ont ainsi le choix entre quarante-cinq enseignements, allant des classes purement traditionnelles — dont certaines pour les élèves doués — à des programmes axés sur une formation bilingue, artistique, scientifique, d'ouverture sur la vie ou de préparation professionnelle. Tous ces programmes doivent toutefois comprendre les disciplines de base : lecture, écriture et mathématiques.

Le budget des écoles dépend du nombre d'élèves inscrits. Chaque chèque (en 1972, il était d'environ 3 400 francs pour un élève des quatre premières années d'école primaire et de 4 850 francs pour la cinquième et la sixième année). Les enfants défavorisés reçoivent, sur fonds fédéraux, un tiers supplémentaire leur permettant de financer certaines aides éducatives. Cette somme d'argent supplémentaire fait toute la différence entre une école ordinaire et une école « voucher », assure Bill Jones, directeur de l'école Pala.

Pour répondre aux demandes des parents, un service d'information diffuse brochures et documents et une équipe de quinze conseillers explique les modalités de fonctionnement des chèques-éducation. Dans chaque école, un comité de parents d'élèves exprime les doléances et des familles, qui sont parfois invitées à participer à l'élaboration des programmes et à visiter les classes. Les parents d'élèves sont enfin représentés à un conseil chargé de la supervision du projet, dont ils peuvent même solliciter l'aide pour monter une nouvelle école à leur propre initiative en cas de mécontentement.

La première année, l'intérêt des

parents pour l'expérience fut peu prononcée. Toutefois, selon M. Joel Levin, « les parents commencent à percevoir les différences entre les programmes et à acquiescer à une mentalité de consommateurs sachant choisir entre divers produits ». Ils hésitent moins à envoyer les enfants dans une école autre que celle du quartier. La seconde année, 14 % des écoles utilisent le service de transport gratuit, contre 3 % l'an dernier. Les transferts en cours d'année, par simple curiosité parfois, se développent. Le choix des classes traditionnelles décroît au profit des nouveaux programmes. Le respect de l'intérêt personnel de chaque élève se reflète dans le fait que 38 % des familles ayant plusieurs enfants les envoient dans des programmes différents. Les directeurs d'école déchargés des responsabilités pédagogiques, gèrent l'enveloppe budgétaire revenant à leur institution. « Nous dépendons maintenant de nos administrateurs et des consultants plutôt que des directeurs d'école au sens classique », rapporte M. Jerry Witt, directeur de l'école Cassell.

Le projet d'Alum Rock est déjà un succès en matière de décentralisation administrative, d'information des parents et de diversité des programmes, mais le verdict de la seconde année sera crucial. « Si nous enregistrons en fin d'année des progrès scolaires significatifs, nous serons une expérience d'éducation unique au monde », nous enregistrons en fin d'année des progrès scolaires significatifs, nous serons une expérience d'éducation unique au monde », souhaite le directeur du projet.

Rien ne porte cependant à croire que la formule des chèques-éducation sera généralisée. Le gouvernement fédéral ne limite sans doute à quelques subventions, et les districts scolaires optant pour les chèques-éducation devront les financer sur leur propre budget alimenté par les impôts locaux. Le disparité des ressources entre les districts pauvres et riches, source de l'inégalité des chances scolaires, ne sera donc pas éliminée.

Le débat autour de cette expérience revêt aussi un aspect politique. Les tenants des écoles publiques s'opposent à ce que les chèques-éducation puissent être utilisés pour s'inscrire dans les écoles privées et se scandalisent à la pensée d'une subvention indirecte à l'enseignement privé. Le puissant syndicat des enseignants du secteur public (Teachers Union) voit dans la libre concurrence avec le secteur privé une atteinte à la sécurité de l'emploi, car toute école sans succès devra fermer boutique. A contrario, les partisans du laissez-faire souhaitent jouer sur la concurrence, qui conduirait, espèrent-ils, à une plus grande rentabilité de l'enseignement. Ces derniers proposent même l'emploi des chèques-éducation dans les écoles confessionnelles, ce qui s'opposerait au statut actuel de la Constitution qui stipule la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

JOSIANE JOUET, Sociologue.

« La concurrence favorise la créativité »

Le docteur Joel Levin, directeur du projet et président de l'Institut de Jeunes Gens, a été très lucide sur le projet avec l'administration du district, n'hésite pas à user de la terminologie du marché pour expliquer sa satisfaction. « Le diversité des produits offerts est la véritable innovation des chèques-éducation », dit-il. La concurrence entre les programmes « favorise la créativité pédagogique ». L'initiateur, qui reçoit pleins pouvoirs en matière pédagogique, doit avoir une mentalité d'entrepreneur et concevoir son programme en termes de ressources, c'est-à-dire d'argent et de résultats (progress des élèves et satisfaction des parents). Il devient « propriétaire » de son enseignement. Nombre d'enseignants avouent avoir dû passer des nuits blanches pour préparer leurs classes. Mme Thomas, institutrice du programme des arts culturels, l'école Cassell, milie les enfants à la culture allemande : cuisine, musique et danse. « J'ai organisé mon cours moi-même sans aucune formation pédagogique particulière », confie-t-elle. « J'avais depuis longtemps mes idées sur le développement des facultés d'intelligence des enfants. Le projet des chèques-éducation m'a permis de les réaliser. » Mais, elle n'a pas eu de chance traditionnelle. Mme Parker fait régner une discipline autoritaire. « Grâce aux chèques-éducation, constate-t-elle toutefois, je dispose de davantage de moyens pour avoir une classe vivante, pour organiser des excursions éducatives, passer des dispositions. »

Le budget des écoles dépend du nombre d'élèves inscrits. Chaque chèque (en 1972, il était d'environ 3 400 francs pour un élève des quatre premières années d'école primaire et de 4 850 francs pour la cinquième et la sixième année). Les enfants défavorisés reçoivent, sur fonds fédéraux, un tiers supplémentaire leur permettant de financer certaines aides éducatives. Cette somme d'argent supplémentaire fait toute la différence entre une école ordinaire et une école « voucher », assure Bill Jones, directeur de l'école Pala.

Pour répondre aux demandes des parents, un service d'information diffuse brochures et documents et une équipe de quinze conseillers explique les modalités de fonctionnement des chèques-éducation. Dans chaque école, un comité de parents d'élèves exprime les doléances et des familles, qui sont parfois invitées à participer à l'élaboration des programmes et à visiter les classes. Les parents d'élèves sont enfin représentés à un conseil chargé de la supervision du projet, dont ils peuvent même solliciter l'aide pour monter une nouvelle école à leur propre initiative en cas de mécontentement.

La première année, l'intérêt des

Comment choisir une école en Suisse ?

Notre conseiller en éducation, M. Paul Mayon, vous donnera sans frais toutes les informations utiles sur les internats convenant le mieux aux besoins scolaires, au caractère et aux goûts de votre fils ou de votre fille.

Service de renseignements scolaires :
TRANSWORLDIA
2, rue du Vicaire-Savoyard
CH. 1203, GENEVE
Téléphone (022) 44-15-43

LA FEMME SECRÉTAIRE

ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE DE SECRÉTAIRIAT
181, rue de Lille, 75007 PARIS
Tél. 531-39-28

- PRÉPARATIONS :
- au Brevet de Technicien Supérieur du Secrétariat ;
- au Secrétariat de Direction ;
- au Secrétariat Trilingue ;
- aux Chambres de Commerce étrangères.
- SÉCURITÉ SOCIALE :
- régime « Étudiants ».
- ADMISSION :
Baccalauréat ou équivalent, à défaut, examen d'entrée pour les élèves sortant de l'enseignement secondaire.
- PROCHAÎNES ÉPREUVES :
30 juin-9 juillet.
- SECTION PRÉPARATOIRE :
pour les élèves sortant de classe de première.
Inscriptions tous les après-midi à l'École.

une école vivante



examens d'entrée (niveau "Terminale")

27 JUIN
3 et 10 JUILLET

Hâtez-vous de vous inscrire ou demandez une documentation à notre "Service Examens" (Bacheliers - entrée sur titres)

esd soufflot
Un enseignement "sur mesure" Des méthodes dynamiques, L'école la plus appréciée des employeurs. Débouchés assurés.

Préparation : BTSS (Bilingue - Trilingue) Secrétariat Européen, etc...

École des Secrétaires de Direction (enseignement privé)
15 rue Soufflot 75005 PARIS
Tél. 326 44 40

nom
prénom
adresse
niveau études 3

ÉCOLE de DIRECTION d'ENTREPRISES

établissement privé

- Jeunes Gens, Jeunes Filles
- Marketing Informatique et Gestion
- Comptable, commerciale ou hôtelière
- Collaboratrices de direction
- DIPLOMES D'ÉTAT

Documentation gratuite
M. BERNARD GRANDJEAN
reçoit personnellement sur rendez-vous dans les nouveaux locaux uniquement :
130, rue de Clignancourt - 75018 Paris - 252-27-27 - Proximité du périphérique

ÉLÈVES titulaires du B.E.P.C.

Enseignement Secondaire	Enseignement Technique
Secondaire A et C	Secondaire Technique T3 (Laboratoires)
Premières A-C-D	Biologie - Biochimie
Terminales A-C-D	Chimie

• Préparation aux professions du laboratoire.
• Placement assuré des élèves.

INSTITUT GAY-LUSSAC
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
25, rue d'Anjou, 75003 Paris. Tél. 337-26-29/34-42. A 100 m gare St-Lazare.
Brochure sur simple demande par ou tél. à l'INSTITUT GAY-LUSSAC

Institut de Jeunes Gens « LA GRUYÈRE »
1663 GRUYÈRES (SUISSE) - Internat - Externat
L'institut « LA GRUYÈRE » reçoit dans un cadre merveilleux soixante jeunes gens de dix à vingt ans
- École secondaire
- Gymnase classique, moderne, scientifique et économique (2 premières années)
- Études françaises, section B.E.P.C.
Cours de langue française et langues modernes.
Petites classes homogènes - Sports d'été - sports d'hiver.
Année scolaire : 25 septembre 1974-25 juin 1975.
Cours de vacances : 5 juillet au 15 août 1974.
Bans : à la Direction. Tél. : 19-41-29/31-15.

Une science nouvelle : La Self-Création

SURMONTE MÉTHODIQUEMENT TOUTES DIFFICULTÉS SCOLAIRES
Méthode unique au monde

Préparation de toutes les classes jusqu'au Baccalauréat
Assure :
• La réussite scolaire ;
• Rattrapage sans bachotage ;
• Développement des facultés : attention, mémoire, rapidité, composition, réponse ;
• Épanouissement de la personnalité.

PENSION - GRAND AIR - FORÊT - SPORTS - VIE DE FAMILLE

SELF - CRÉATION INSTITUT, 39-41, rue de Paris, 93150 TAVERNY
Tél. 930-18-45, 930-18-46, 930-18-25 (ou rendez-vous)
OUVERT TOUTE L'ANNÉE - COURS DE VACANCES
DOCUMENTATION SUR DEMANDE

18 classe

ATA

ATA

Anglais

De l'élimination de l'Italie à la domination des Pays-Bas

La victoire de la jeunesse

L'année Ferrari ?

**IRENA SZEWINSKA :
UN 400 MÈTRES
EN MOINS
DE CINQUANTE SECONDES**

Agée de vingt-neuf ans, la Française Stenka était née des lacs et du caractère et son âge et son caractère ont influencé de nombreux succès : championne olympique du 4 x 100 m, deuxième du 200 m, et de la longueur aux Jeux olympiques d'été de 1968, championne d'Europe du 200 m, de la longueur et du 4 x 100 m, en 1965, puis championne olympique du 200 m, d'été, en 1968, en portant le record mondial à 23 sec 5.

Elle avait interrompu sa carrière sportive pour aller donner naissance à un fils. Malade lors des championnats d'Europe 1971 à Helsinki, elle se classa, en 1972, troisième du 200 m, aux Jeux olympiques, derrière Renate Stecher (R.D.A.).

RÉSULT

Voils

Un autre Français, Alain Ginepro, a remporté à Rio les championnats du monde des 420. L'année suivante, Jean-Marie Dantelou, ton ses deux compatriotes, Guahemy et Miquetis, se classen

JUIN 1974 / LA DEFENSE

LA TOUR GAN

réunit tous les services de l'administration centrale
incendie, accidents et risques divers,
du Groupe des Assurances Nationales
**pour rendre
un meilleur service aux assurés.**



sur les 50 niveaux de la tour GAN
20 sont disponibles
pour la location de bureaux

renseignements :

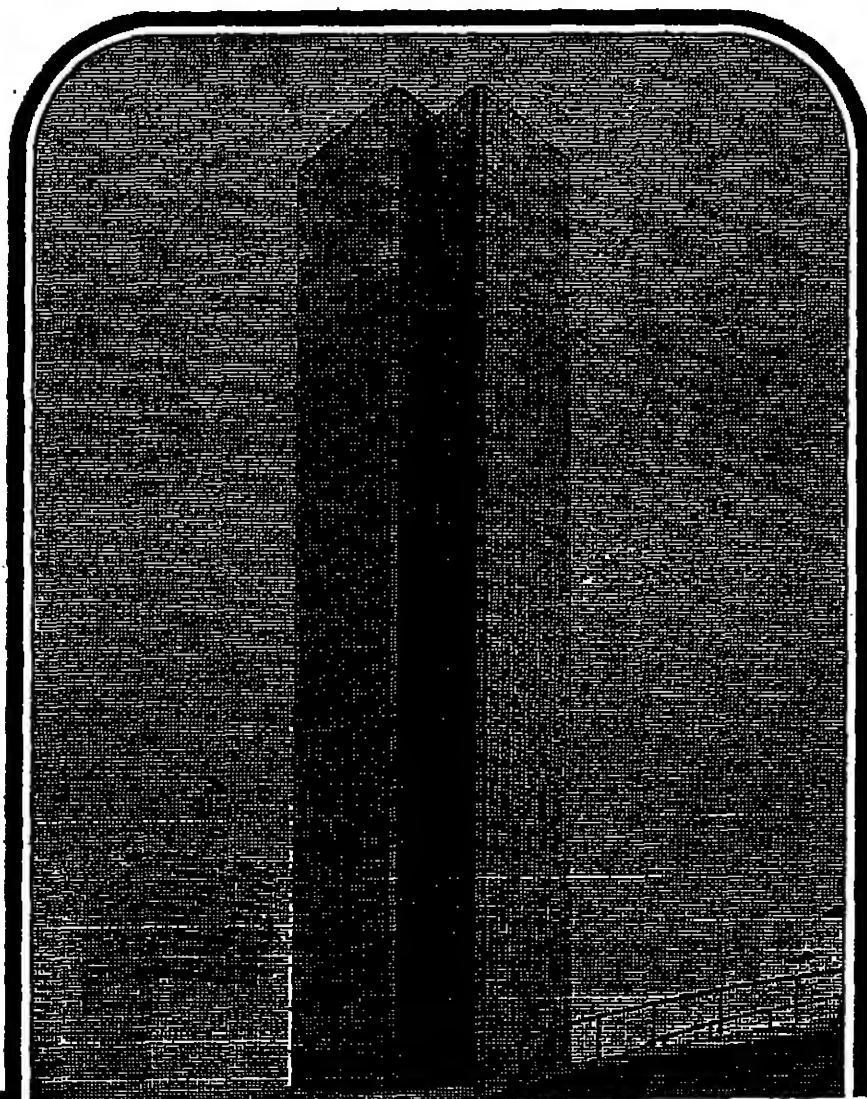
Cabinet Anguste Thonard



Bourdais Bureauomatique

265 05.30

227 11.89



AÉRONAUTIQUE

SELON UN RAPPORT DE M. HUVELIN AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le maintien du niveau de l'emploi repose sur l'exportation de matériels militaires

Les circonstances ne permettent pas, à court terme, le développement des effectifs de l'industrie aéronautique en France, le maintien du niveau de l'emploi repose, pour l'instant, sur l'exportation de matériels militaires (avions, engins et hélicoptères) et sur l'acquisition d'un esprit commercial particulièrement « agressif » pour le marché civil. La mise en service d'avions Concorde fabriqués en série doit être envisagée avec prudence et en plusieurs étapes, mais il paraît essentiel de sauvegarder ce programme. Telles sont quelques-unes des principales conclusions du rapport sur l'avenir de l'industrie aéronautique et spatiale en France que M. Paul Huvelin, ancien président du Conseil national du patronat français, présente le mardi 25 et le mercredi 26 juin au Conseil économique et social.

Dans un document de cent vingt-six pages accompagné d'un projet d'avis au nom de la section de l'industrie et du commerce du Conseil économique et social, M. Paul Huvelin dresse un constat, particulièrement objectif, des réussites et aussi des échecs de la construction aéronautique en France. Cette industrie de cent quarante sociétés d'importance diverse, qui emploie cent six mille cent trente personnes pour un chiffre d'affaires de 10 500 millions de francs en 1973, s'appuie, note le rapporteur, sur une expérience étendue et d'incontestables succès, et elle dispose d'instruments techniques de premier ordre et d'un personnel qualifié à tous les niveaux et dans toutes les spécialités. La construction aéronautique française est en passe de devenir la première au sein de la Communauté économique européenne et la seconde dans le monde occidental, après les États-Unis, si l'on se réfère au chiffre d'affaires par salarié (de l'ordre de 80 000 francs, au lieu de 125 000 francs aux États-Unis, 60 000 en Allemagne

fédérale et 44 000 en Grande-Bretagne).

Pourtant, M. Paul Huvelin observe que la construction aéronautique en France aura un avenir immédiat difficile. « L'orientation prise par le VI^e Plan, qui envisageait un relâchement de la production à des fins militaires par de la production pour le transport civil, à la suite de la mise en œuvre de grands programmes, ne s'est pas vérifiée dans les faits. La part de la production militaire reste prépondérante (...). L'Aéronautique, malgré ses qualités, a de sérieux concurrents sur le marché (...). Il faut espérer que les pressions exercées sur les États-Unis pour entraver ses ventes resteront dans des limites raisonnables (...). Pour l'avenir à moyen terme du programme Mercure, une rupture de chaîne est inévitable (...). L'expansion des compagnies aériennes va plus reposer sur ses clients de tourisme qu'on ne peut plus de bas prix que de grande rapidité », note le rapporteur qui ajoute néanmoins : « La réussite des trains d'affaires aux tarifs plus élevés mais rapides et confortables, permet de penser que Concorde pourra, de même, trouver une clientèle suffisante pour lui assurer un bon départ sur les premières lignes à grand trafic transatlantiques qu'il desservira. »

Une conclusion se dégage, c'est que « pour l'ensemble des trois programmes civils une baisse de charge de 33 % (un million d'heures mensuelles au lieu d'un million et demi prévues) doit être envisagée, compte tenu des commandes actuellement prévues (...). Pour le court terme, le niveau d'activité du secteur militaire, qui doit être absolument sauvegardé, permet notamment de maintenir l'emploi menacé par les difficultés de commercialisation de certains programmes civils ». A propos des ventes d'armes, M. Paul Huvelin écrit : « Il faut, sur le plan de la politique générale, avoir présent à l'esprit que si la France oppose un refus à un client déterminé, cela n'incitera pas ce client à renoncer à acquérir le matériel. L'expérience montre qu'il se tourne en général vers un autre fournisseur. On a alors

perdu des commandes sans pour autant avoir essaié la pacification internationale. »

Formulant des recommandations aux industriels, l'ancien président du C.N.F.P. suggère que « toutes les formes d'action commerciale, animées par un esprit vendeur particulièrement agressif, devront être mises en œuvre, notamment auprès des compagnies aériennes européennes ». Les compagnies aériennes, en effet, ne peuvent espérer, au cours de la prochaine décennie, une évolution de leur trafic aussi favorable qu'elle le fut précédemment. De surcroît, elles doivent prévoir de lourds investissements : exemple d'Air France en route, qui doit acheter chacun de ses Concorde au coût de 285 millions de francs (pièces de rechange comprises) ; chacun de ses long-courriers Boeing-747 environ 135 millions et chacun de ses moyen-courriers Airbus de grande capacité de l'ordre de 85 millions de francs.

La supériorité de la construction aéronautique américaine, dans le secteur civil, tient, selon M. Paul Huvelin, « tant à l'art du marketing qu'aux prix des matériels proposés, et surtout aux moyens de financement offerts ». Aujourd'hui, aucune compagnie n'achète plus un avion autrement qu'à crédit. Il faut donc dégager des possibilités privilégiées de financement si la France veut vendre. « On a vu, écrit notamment le rapporteur, les autorités américaines autoriser des crédits couvrant jusqu'à 90 % de l'investissement, avec des capitaux de l'Exim Bank prêtés au taux de 6 % pour une durée de dix ans (...). Air France a pu financer plusieurs Boeing-747 sur dix-sept ans en leasing (location-vente) à un taux inférieur à 5 % ». Dans le projet d'avis qu'il soumet au Conseil économique et social, M. Paul Huvelin remarque : « Il est essentiel que les conditions de crédit soient rendues comparables à celles que consentent les constructeurs concurrents, pour ne pas constituer, pour l'industrie nationale, un handicap insurmontable. Il semble, en outre, que le recours au leasing puisse être développé pour le matériel français. » — J. I.

LE SUPERSONIQUE FRANCO-BRITANNIQUE CONSOMME TROIS FOIS PLUS DE CARBURANT AU SIÈGE-KILOMÈTRE QU'UN QUADRIRÉACTEUR GÉANT.

Dans son rapport, M. Paul Huvelin se fait l'écho de calculs d'Air France sur la consommation de carburant au siège-kilomètre offert par les différents modèles d'avions, moyen ou long-courriers. Il ressort de ces statistiques que la compagnie nationale qu'en moyenne le Concorde devrait consommer deux fois plus que l'Airbus A-300, deux fois et demie plus que le tri-réacteur moyen-courrier Boeing-727 et trois fois plus que le quadriréacteur géant Boeing-747 intercontinental. Ce même Boeing-747 consomme, en moyenne, deux fois moins que les premiers avions de ligne Boeing-707.

Voici certains des calculs attribués à Air France :

— CONCORDE : 188 passagers à la vitesse moyenne horaire de 1 947 kilomètres et une consommation de 0,156 litre au siège-kilomètre offert ;

— AIRBUS : 223 passagers de deuxième classe et 26 de première à la vitesse moyenne horaire de 421 kilomètres (toutes liaisons) et une consommation de 0,079 litre au siège-kilomètre offert ;

— BOEING-747 : 333 passagers de deuxième et 34 passagers de première à la vitesse moyenne horaire de 776 kilomètres et une consommation de 0,047 litre au siège-kilomètre offert ;

— BOEING-727 : 138 passagers de deuxième et 12 passagers de première à la vitesse moyenne horaire de 558 kilomètres et une consommation de 0,064 litre au siège-kilomètre offert.

« Le gouvernement français s'attend à une résistance des Britanniques sur la construction du programme Concorde au-delà de seize appareils » déclare le secrétaire d'État aux transports

De notre correspondant

Toulouse. — A quelques jours des vacances d'été, qui seront prises cette année en juillet, la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), le climat s'est considérablement détérioré dans les usines toulousaines après la mutation, ces jours derniers, d'une centaine de techniciens dans des ateliers différents de Toulouse ou de Marignane (Bouches-du-Rhône). Estimant qu'il s'agit du début de l'application des mesures de déflation de personnel annoncées au comité d'établissement le 19 mars (1), les organisations syndicales ont vivement réagi. Des arrêtés de travail ont eu lieu jeudi 20 et vendredi 21 juin, notamment à Saint-Martin-du-Touch, dans la banlieue de Toulouse.

La direction a reçu les représentants du personnel, qui lui ont fait part de leur inquiétude sur l'avenir de Concorde. On envisageait de l'abandonner, selon certaines informations, ont-ils dit. Dans cette hypothèse, il n'est pas douteux que les usines de Toulouse seraient gravement touchées. L'arrêt du programme Concorde pourrait se traduire par la suppression des trois mille emplois au retour des congés, disent les syndicats, qui voudraient être rassurés avant le départ en vacances. Un comité central d'entreprise est prévu, à Paris, le vendredi 28 juin.

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports et ancien maire adjoint (républicain indépendant) de Toulouse, a reçu les syndicats samedi 22 juin à la mairie de Toulouse. M. Cavallé a accepté le principe d'une réunion tripartite (syndicats-direction-gouvernement) sur les problèmes en cours et il a indiqué qu'il allait « hâter la certification et la mise en service du premier appareil ». Le secrétaire d'État a donné lecture d'une lettre de M. Anthony Wedgwood-Benn, ministre britannique de l'Industrie, informant de la favorable impression sur l'opinion britannique du succès des vols aux États-Unis et en Amérique du Sud. Le dimanche 23 juin les membres du comité de sou-

ten à Concorde à l'issue du Salon aéronautique de Toulouse-Francazal, M. Marcel Cavallé a laissé percer devant ses interlocuteurs un certain pessimisme : « Le gouvernement français, a-t-il dit, s'attend à une résistance de ses partenaires britanniques sur la réalisation du transport supersonique au-delà du sixième appareil. » On sait que les Français proposent de construire trois appareils supplémentaires. M. Marcel Cavallé a cependant exprimé sa conviction que l'opération Concorde continuera au moins jusqu'à ce qu'on puisse juger de la valeur commerciale de l'avion après sa mise en service régulière par Air France et British Airways sur les lignes transatlantiques.

Le gouvernement français ne serait pas opposé à une pré-étude d'un nouvel avion, notamment avec un nouveau réacteur de la SNECMA. « J'envisage ce problème à la fin de juillet avec le gouvernement britannique », a annoncé M. Marcel Cavallé. La C.G.T. et la C.F.D.T. qu'il a reçues ont évoqué l'hypothèse d'un super-Concorde en collaboration avec les États-Unis. « Cette hypothèse n'est pas exclue », a répondu le secrétaire d'État. Il ne faut pas avoir de principes arrêtés. On peut envisager pour l'avenir de l'aviation commerciale supersonique. La C.G.T. et la C.F.D.T. n'ont pas émis non plus d'opposition a priori, à condition que la SNIAS ne travaille pas en sous-traitance. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont reçu du secrétaire d'État l'assurance qu'il rencontrerait dès le début de la semaine les dirigeants de la SNIAS et qu'il leur demanderait que les mesures de déflation ne soient pas appliquées avant ni pendant les vacances.

LOUIS AIGOUY.

(1) En 1974, huit cent quatre-vingt-quatre emplois — soit le dixième des effectifs des usines de Toulouse — doivent être supprimés à la S.N.I.A.S. par voie de mutations, de départs à la retraite ou de départs naturels. Les jeunes gens ne seront pas repris à leur retour du service national. (Le Monde des 20 et 21 mars).

SERIE 60:

la puissance informatique à l'écoute de l'entreprise.



La Série 60 d'HONEYWELL BULL ouvre l'ère de l'informatique transactionnelle : les systèmes pilotés par les données sont à l'écoute permanente de l'entreprise.

Dans la Série 60, deux nouveaux concepts optimisent le dialogue entreprise-informatique :
— la distribution des fonctions, qui décentralise les tâches au niveau du matériel et du logiciel,
— le décor, qui permet l'adaptation de l'ordinateur aux multiples situations informatiques.
Les systèmes de la Série 60 peuvent donc traiter un plus grand nombre de fonctions spécifiques, et prendre en compte tout besoin particulier de l'entreprise.

La Série 60 comporte dix modèles, répartis en quatre niveaux, permettant la meilleure adaptation des moyens informatiques à tous les types d'entreprises :
— 61/58, 61/60, 62/40, 62/60, 64/20, 64/40, 66/20, 66/40, 66/60, 66/80.

Servie par la technologie la plus avancée, la Série 60 bénéficie de l'environnement GCOS, logiciel mondialement reconnu et apprécié.

La Série 60 est une contribution européenne majeure à l'informatique mondiale.

Honeywell Bull

Votre partenaire en Informatique.

صياغة الأعمال

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Les conséquences des décisions gouvernementales

• CRÉDIT : plus cher, plus rare et... plus injuste

NON seulement le crédit devient plus rare, mais son coût bat tous les records. Tels sont les effets de la politique monétaire actuelle menée par les autorités monétaires. La limitation à 13 % de l'augmentation des crédits distribués correspond à une diminution appréciable en termes réels, puisque les besoins normaux progressent de 20 % (15 % pour les prix et 5 % pour l'activité). La montée du taux de l'argent sur le marché monétaire, qui atteint et même dépasse 14 %, celle du taux de base des banques, qui en est dérivée, et le relèvement massif du taux d'escompte, entraînent, directement ou indirectement, une forte majoration des taux d'intérêt facturés aux entreprises et aux particuliers. Cette rareté et cette majoration sont voulues : faute de pouvoir ou de vouloir bloquer les prix et les salaires, le gouvernement a décidé de freiner la création de monnaie par les banques, et tente de réduire la demande, tant sur les biens d'équipement que sur les produits de consommation. Il espère que les taux records que l'on va enregistrer, conjugués avec la ponction fiscale récemment annoncée, seront suffisamment dissuasifs pour obtenir un résultat appréciable.

Cette politique de renchérissement du crédit sans modération, menée par les emprunteurs, entreprises ou particuliers. Mais pouvoirs publics et autorités monétaires estiment que le coût du crédit doit suivre le coût de la vie et qu'il n'est pas logique, qu'il est même immoral, d'obtenir des prêts à un taux inférieur à celui de l'inflation. A leurs yeux, trop de propriétaires immobiliers se sont enrichis aux dépens de l'épargne, transformée par les banques et rémunérée à un taux ridicule, trop d'entreprises répercutent dans leur prix de vente la charge d'un endettement allégé par l'érosion monétaire.

De plus, un grave déséquilibre a été constaté dans l'attribution des crédits en 1973 : l'encadrement global s'est traduit par un développement rapide, voire excessif, du concours aux particuliers, notamment dans l'immobilier, et un freinage des concours à l'industrie. Le rapport de l'association professionnelle des établissements financiers (APEF) fait ressortir que, dans certains cas, la progression a été quatre fois plus forte pour les premiers que pour les seconds. Au plan national, dans le seul domaine des crédits hypothécaires, la progression était de 45 % à la fin de 1973, alors que le taux global autorisé pour l'ensemble du crédit était de 13 %, et que le taux effectivement atteint s'élevait à 17 %. Aussi bien au ministère des finances qu'à la Banque de France, l'on pense que la fièvre de la pierre doit être calmée : pour être efficace, toute action doit être globale, même si elle peut apparaître injuste dans tel ou tel secteur.

Une sélection par l'argent

C'est précisément cette injustice qui risque d'être profondément ressentie dans les mois à venir. Parmi les particuliers candidats à la propriété immobilière, les plus modestes seront les plus touchés, et certains d'entre eux se verront même contraints de renoncer à leurs projets. Les plus aisés intégreront plus facilement la hausse des taux dans celle de leurs ressources globales et seront capables d'assurer un apport personnel en rapport avec l'importance du prêt demandé. Une fois de plus, la sélection par l'argent aura joué. Reste à savoir, néanmoins, si les majorations qui viennent d'intervenir seront de nature à freiner les demandes de prêts : la hausse des rémunérations est souvent importante, et la poursuite de l'inflation incite les ménages à s'endetter à long terme.

Ces majorations seront également ressenties par certains titulaires de contrats de prêt anciens, dont les taux sont indexés sur le taux d'escompte officiel, qui est passé de 6,50 % fin 1972 à 13 % actuellement.

ment, soit une progression de 100 %. Mais, encore une fois, souligneront certains, est-il moral que les emprunteurs dont les ressources augmentent puissent financer à taux fixe et dans de bonnes conditions l'acquisition d'un bien dont la valeur augmente constamment ?

Pour les entreprises, l'injustice est peut-être plus grave. L'encadrement quantitatif du crédit et son enrichissement sont parfaitement aveugles. Comme le signalait MM. Alphandery (le Monde du 18 juin 1974) et de Bessout (le Monde du 11 juin), ils affectent bien davantage les petites et moyennes entreprises, qui ne peuvent se défendre, que les grandes sociétés, publiques ou privées, qui, elles, disposent de puissants moyens de pression. Imagine-t-on une banque réduisant les « lignes » de crédit d'un grand constructeur automobile assailli de stocks excédentaires ? Ce dernier, avant même d'agiter le spectre du chômage et des licenciements, menacera de changer de banquier.

On sait parfaitement que le taux de base des banques, appliqué aux clients les plus sûrs, n'est pas le plus gros, peut être majoré de 3, 5, voire 6 ou 7 points, lorsque la « surface » de l'emprunteur est réduite et que sa situation n'est pas de tout repos.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 23, 4^e col.)

• TAXATION DES PLUS-VALUES : Une nouvelle définition du revenu

La cause est entendue. Rompant avec les hésitations de son prédécesseur, le nouveau ministre de l'économie et des finances a annoncé la préparation d'une réforme fiscale ayant pour objet d'élargir la notion de revenu en y incluant l'ensemble des plus-values en capital. La controverse née pendant la campagne présidentielle sur l'opportunité de la taxation généralisée des plus-values est donc close. Avec retard, la législation française s'alignera sur celle de nombreux pays étrangers.

La réforme est importante. Pourtant, le changement envisagé n'est pas aussi profond qu'il peut paraître. Le principe d'une assimilation des plus-values à un revenu imposable ne constitue pas vraiment une innovation si l'on prend en

considération l'évolution de la fiscalité directe depuis quarante ans. Il est beaucoup plus l'aboutissement logique d'une extension continue de la notion de revenu imposable, qui s'est réalisée progressivement au coup par coup, sans aucune cohérence d'ensemble.

Une évolution irréversible

Selon une conception spontanée et intuitive largement répandue, le revenu est considéré comme un produit périodique découlant d'une source stable : capital et revenu se distinguent par le fait que le premier a un caractère permanent et que le second se reproduit régulièrement. Cette acception courante du revenu (connue sous le nom de théorie de la source) a inspiré notre législation fiscale, tout au moins à ses débuts. Certes, la réforme Caillaux de 1914-1917 n'avait pas donné une définition du revenu. Pourtant, l'analyse des textes montrait que, sous le nom de revenu, la loi retenait les profits résultant d'une activité professionnelle habituelle ou les produits réguliers d'un capital mobilier ou immobilier. Toutes les recettes provenant d'opérations présentant une certaine périodicité étaient considérées comme des revenus ; le législateur avait donc fait référence à la théorie traditionnelle de la source. En revanche, tous les autres profits étaient considérés comme des gains en capital non imposables.

Par là même échappaient à l'impôt d'abord les bénéfices occasionnels qui ne présentaient pas un caractère habituel, d'autre part les plus-values (différence entre le prix de vente et le prix d'achat) dont le contribuable pouvait bénéficier à la suite de la vente d'un capital mobilier ou immobilier. Or, par différentes dispositions, le législateur, aidé par la jurisprudence, a intégré sous certaines conditions ces deux catégories de profits dans le revenu imposable.

C'est la jurisprudence du Conseil d'Etat qui, dès 1941, a admis, sur la base de deux décrets-lois de 1934, que les profits apparaissant à la suite d'une simple opération accidentelle ou occasionnelle seraient cependant assujettis à l'impôt (au titre des bénéfices non commerciaux). On a pu ainsi taxer les gains retirés d'une unique opération de construction que, grâce à ses diligences, un propriétaire avait effectuée sur un terrain lui appartenant en vue d'en effectuer la vente. Pour justifier sa décision, le Conseil d'Etat avançait un curieux argument : l'activité épisodique déclenche la taxation parce qu'elle est susceptible de se renouveler si les mêmes conditions se trouvent réunies. En fait, la taxation de gains résultant d'un acte unique montre que le critère de l'habitude ou de la périodicité a été écarté. C'est l'abandon de la théorie de la source comme seule définition du revenu. Cette jurisprudence ne trouve cependant pas application lorsque la loi maintient le critère de l'habitude comme condition de l'imposition ; par exemple, les profits retirés d'opérations boursières sont soumis à l'impôt uniquement lorsqu'ils proviennent d'une pratique habituelle.

Le domaine immobilier constitue le terrain d'application de cette jurisprudence. Ses développements récents sont caractérisés par une grande audace. A travers les multiples cas d'espèces dont l'interprétation d'ensemble reste délicate, il apparaît que, dès qu'il y a une quelconque initiative ou diligence de la part d'un propriétaire pour faire fructifier son capital, l'imposition est acquise au regard des profits obtenus.

PIERRE LALUMIERE.
à l'université de Paris I.
Panthéon-Sorbonne.
(Lire la suite page 23, 2^e col.)

• RÉFORME ADMINISTRATIVE : sortir de la Cour du Grand Turc

« Nous nous attachons à l'allègement du formalisme administratif », a déclaré M. Chirac, le 5 juin, dans sa déclaration de politique générale. « Ce n'est pas mettre en cause les mérites des fonctionnaires et leur dévouement que de constater que nous ne sommes pas parvenus à maîtriser l'envahissement papéarier, qui est une des formes de l'aliénation moderne. Je suis décidé à donner une impulsion à l'action gouvernementale et à procéder, chaque fois que possible, par des actions radicales. Il n'est plus supportable pour l'individu d'être encastré dans un ghetto de formalismes contiguës et inutilisables qui développent chez lui des réflexes de culpabilité. »

Le premier ministre a annoncé qu'il est effectif un comité d'usagers allait être constitué auprès de chaque ministère pour faire entendre l'avis des intéressés et proposer toutes les formules permettant d'humaniser les rapports entre le citoyen et l'administration. M. Octave Gélénier, qui a participé d'avril 1973 à février 1974 aux études et réflexions menées au sein d'un groupe de travail réuni et présidé par M. Alain Peyrefitte, alors ministre des réformes administratives, présente ici à titre personnel certaines des conclusions qu'il a tirées de ces travaux et qui rejoignent les préoccupations du premier ministre.

Par OCTAVE GÉLÉNIER

DANS toutes les nations modernes, on observe l'expansion de l'administration publique aux dépens des deux autres « systèmes » traditionnels : la société politique, par les rouages de laquelle s'exerce le contrôle des citoyens, source de légitimité ; et la société civile, qui est le domaine du contrat, où s'exerce la liberté créative des personnes. Même en France, qui a l'une des meilleures administrations du monde, ce processus ne paraît pas maîtrisé dans ses modalités ni dans ses conséquences.

Mis à part le principe (parfois nominal) de sa subordination au politique,

l'administration ne repose pas sur une théorie très claire : elle est avant tout une pratique, extraordinairement complexe, qui dérive parfois vers ce qu'on n'aurait pas voulu. C'est ce qu'il faut bien l'étonnante aventure de la déconcentration. Chacun constatant les méfaits de la centralisation, on a cherché un remède dans la déconcentration, modalité d'organisation hiérarchique dans laquelle le sommet délègue une partie de ses pouvoirs de décision aux échelons non centraux (notamment aux services répartis sur le territoire).

aujourd'hui vingt-quatre opérations de quatorze instances administratives distinctes ! (Voir l'encadré page 22.)

(Lire la suite page 22, 1^{re} col.)

L'échec de la déconcentration

Poursuivi avec persévérance de 1963 à 1974 et jalonné par de tels succès que l'adoption de la loi de déconcentration de 1970 et 1972, l'effort de déconcentration ne semble pas avoir répondu à l'attente de ses promoteurs. C'est ce que font apparaître trois études effectuées fin 1973 et début 1974.

• UNE ETUDE SOCIOLOGIQUE, menée à partir d'entretiens avec les responsables administratifs et professionnels de province, fait apparaître qu'ils s'accroissent des réformes réalisées, mais qu'ils ont perdu l'espoir d'en voir sortir un progrès.

• UNE ENQUÊTE PSYCHOLOGIQUE portant sur les opinions de différentes catégories d'administrés a fait apparaître une segmentation assez nette des opinions :

— les ruraux non agricoles (population décroissante) acceptent passivement le système administratif, considéré comme représentant du bien commun ;

— les milieux professionnels organisés (agriculteurs, commerçants, classes moyennes : population stabilisée) s'y adaptent activement, et s'organisent pour se faire entendre ;

— les petits salariés urbains (population croissante) se sentent trahis et impuissants devant une administration inaccessible, incompréhensible et sans visage, largement désaccablée de son rôle d'interprète légitime du bien commun.

• ENFIN, UNE ETUDE D'ORGANISATION utilisant les méthodes d'analyse de systèmes a fait apparaître que la déconcentration avait entraîné l'allongement des circuits et des délais, c'est-à-dire l'inverse de ce que visaient ses auteurs.

Cet « acte manqué » est si fondamental que nous devons en analyser les causes. Celles-ci apparaissent clairement dès que l'on analyse les processus de décision en termes cybernétiques.

Trois circonstances ont conduit la déconcentration à l'impasse : l'administration centrale n'a jamais donné aux responsables déconcentrés de délégation globale sur un domaine d'activité, mais seulement des délégations incomplètes, gardant en main quelques éléments de chaque problème ; cela a multiplié le nombre d'instances mises en jeu pour chaque problème. Pour décider de la construction d'un banal C.S.S., il faut

BULLETIN

On ne prête qu'aux riches

DEPUIS plusieurs mois, il était devenu banal d'observer que l'Arabie Saoudite était redevenue un pion — et quel pion ! — sur l'échiquier pétrolier américain. Mais on ne s'attendait tout de même pas que son ministre du pétrole, M. Yamani, aille jusqu'à faire courir le rumeur qu'il allait demander à ses amis de la Maison Blanche de faire pression sur l'Iran pour que ce dernier baisse les prix du « brut ». Le chah, on le sait, s'est mis en première ligne sur ce front, et seul, en effet, l'Oncle Sam pourrait être en mesure de le faire reculer.

Force est de constater que l'axe Washington-Ryad fonctionne de mieux en mieux, et dans les deux sens. On dit maintenant que les Saoudiens seraient prêts à souscrire pour 10 milliards de dollars de bons du Trésor américain. Comme on pouvait le craindre, le recyclage des capitaux pétroliers se fait selon la vieille règle : « On ne prête qu'aux riches. » Les pauvres ne sont pas crédibles.

Impudant, mais aussi peut-être imprudent. Il est très difficile de savoir ce qui se passe exactement à la cour mystérieuse de Ryad. Mais n'est-il pas significatif que, au moment même où M. Yamani faisait ami-ami avec « dear Henry », paraissait dans un hebdomadaire libanais une interview où le propre fils du roi, le prince Saoud Al Fayçal, se prononçait en faveur de la hausse des prix du « brut » ?

Il convient de rappeler à ce propos que le cheikh Yamani n'appartient pas à la famille royale, laquelle a placé auprès de lui, comme vice-ministre du pétrole, Fâhir Saoud. C'est ce dernier qui avait négocié avec la France le « petit » contrat de 27 millions de tonnes. Il n'en reste pas moins que la position officielle de Ryad est jusqu'à nouvel ordre celle de l'ennemi M. Yamani. Mais, pour la première fois, un autre son de cloche est donné.

En s'en tenant aux mots, Ryad ne peut, en effet, s'aligner complètement sur Washington sans susciter une irritation croissante de la part des autres capitales arabes, du moins de celles qui ne sont pas encore satellisées par l'Amérique.

LA
BANQUE DE FRANCE

recrute ses cadres par la voie du

concours

d'adjoint de direction

ouvert aux candidats de nationalité française
âgés de moins de 25 ans au 1^{er} janvier 1974

**DIPLOMÉS
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Prochaine session :
Samedi 5 et dimanche 6 octobre 1974
Inscriptions reçues du 17 juin au 31 août

Formation professionnelle assurée au sein
d'un INSTITUTEUR DE FORMATION
Ouverture des cours : le 3 février 1975

Pour tous renseignements, s'adresser à
la Banque de France - Direction Générale du Personnel
Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Tél. : 508-23-45 — postes 35-43 et 35-44

BF

FAITS ET TENDANCES

SALAIRES

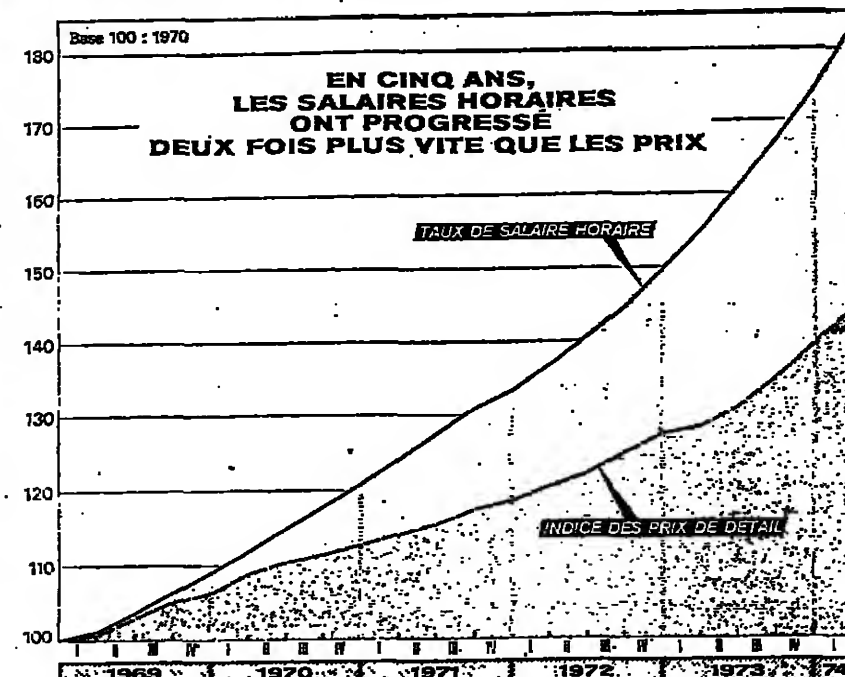
LES deux augmentations importantes du SMIC le 1^{er} mai et le 1^{er} juillet devraient entraîner une accélération de l'évolution moyenne des salaires nominaux des quelques cinq millions d'ouvriers (manœuvres, O.S., C.P.) du secteur privé pris en compte dans les enquêtes trimestrielles du ministère du travail.

L'indice du taux de salaire horaire ouvrier dont nous retraçons l'évolution depuis janvier 1969 est établi à partir d'une enquête auprès des chefs d'entreprises de plus de dix salariés : il ne prend donc pas en compte les ouvriers de l'artisanat et couvre mal le secteur du commerce et des services, une partie seulement des salariés des entreprises tertiaires étant assimilés à des ouvriers. Sa progression, entre janvier 1969 et janvier 1973 s'est faite à un rythme annuel qui a été en accélérant (de 8 à 12 %) tandis que l'indice INSEE des prix à la consommation évoluait à un rythme qui variait peu (entre 5,5 et 6,5 %).

Ainsi, le gain en pouvoir d'achat s'est accru constamment depuis 1969, passant de 2,70 % l'an à la fin de 1969 à 5 % à la fin de 1972. L'accélération de la hausse du coût de la vie en 1973, loin de rogner les gains réels des salariés, s'est, en fait, accompagnée d'une progression plus rapide encore des salaires horaires : 15,9 % d'augmentation des salaires pour 8,5 % de hausse des prix, soit un gain de pouvoir d'achat record de 6,80 %.

Mais finalement, au début de 1974

Coup d'arrêt à la progression du pouvoir d'achat ?



cette progression toujours forte en valeur nominale s'est, en valeur réelle, sensiblement ralentie. Ralentissement provisoire dû à la conjonction d'une hausse exceptionnelle des prix et d'une crainte de crise générale qui a conduit les salariés à modérer relativement leurs revendications de salaires. En

réalité, ce qui surprend surtout c'est que, malgré l'accélération du rythme de l'inflation et les tentatives de freinage des salaires entreprises par les pouvoirs publics, le pouvoir d'achat ait continué d'augmenter à une fréquence moyenne annuelle (4 %) voisine de celle des vingt dernières années.

CONDITIONS DE TRAVAIL

« Décontracter »

la vie professionnelle

De notre correspondant

Nancy. — Linvooges, à Gérardmer, dans les Vosges, une entreprise de confection de trois cent cinquante salariés, applique depuis 1971 le système des « horaires à la carte ». Elle est la première entreprise française à l'avoir mise en place au niveau de la production.

M. Amet, le président-directeur général de la société, dont le bureau vitré s'ouvre sur les sapins, revendique la paternité du système : « J'ai toujours été frappé par l'importance attachée aux horaires. Leur respect n'est pas essentiel. On peut très bien arriver cinq minutes après 8 heures et effectuer correctement son travail. Je fais évidemment partie de ceux qui ont tendance à être en retard », ajoute-t-il avec une certaine malice.

Comme avantage pour le chef d'entreprise, M. Amet précise qu'il y a moins de perte de temps qu'auparavant et que la maîtrise, libérée des problèmes disciplinaires, peut utilement se consacrer à d'autres tâches.

A Linvooges, l'horaire à la carte dans la production, partagée entre deux ateliers comprenant deux cent trente employés à forte dominance de femmes, comprend des « plages » obligatoires situées entre 8 h. 30 et 11 h. 30, et 14 heures et

18 h. 30. Les plages facultatives sont partagées entre 7 h. 15 et 8 h. 30, 11 h. 30 et 12 h. 15, 13 h. 15 et 14 heures, 16 h. 30 et 18 h. 30. Chaque salarié dispose d'un compteur individualisé actionné par une clé et relevé mensuellement.

« Nous sommes partis dans l'enthousiasme », affirme M. Amet, puis nous avons constaté que nous avions été un peu larges. Mais dans l'ensemble le personnel s'est comporté correctement. »

L'organisation du travail dans les ateliers a posé quelques problèmes : « Nous le voyons constamment. Nous n'avons pas de chaîne mais avons mis en place un système en vue d'équilibrer la production suivant le nombre de personnes et le temps de fabrication afin d'avoir un volant de manœuvre », dira le chef de fabrication en nous faisant parcourir les salles encombrées de machines à coudre.

Les avantages

du nouveau système

Il semble que durant un temps la production ait chuté, mais M. Amet a bientôt constaté que « le personnel, déchargé de certaines contraintes, travaillait mieux qu'auparavant ». En tout cas, il n'a jamais envisagé de revenir au système classique et ne regrette pas d'avoir innové, estimant que les avantages de l'horaire à la carte sont surtout importants pour le personnel.

Dans l'entreprise, un seul syndicat est présent dans la production (C.F.D.T.), et F.O. s'est implantée depuis peu dans l'administration. Les ouvrières rencontrées sont conscientes des avantages du nouveau système : « Le pontage rigoureux est aboli. Nous perdons moins de temps à attendre à l'entrée de l'atelier. Nous pouvons faire des courses, effectuer des démarches et rattraper ensuite le temps perdu. Nous sommes moins crispées. Une distinction existe cependant entre l'atelier à Gérardmer et celui installé à Xonrupt-Longemer, distant de quelques kilomètres. « Les ouvrières perdent, en raison des déplacements, une partie des avantages liés à l'horaire dynamique, indique la déléguée syndicale, Mme Rémy. On a une heure de transport par jour. Si l'on rate une navette on perd une demi-journée, à moins de faire du stop... »

Sa collègue, Mme Pierrel, estime qu'il faut que l'entreprise sache au départ où elle va sinon elle « massacre » le système : « Les cadres et la maîtrise doivent être associés de près aux réformes concernant l'organisation du travail. J'estime qu'à Linvooges on l'a massacrée. Il y a eu quelques abus de la part de certains salariés. Au lieu de sanctionner individuellement, la direction a pris des mesures collectives, au début de 1974, en restreignant les horaires libres à l'administration. »

Elle insiste vivement sur la responsabilité des salariés : « Chacun accepte de gérer son temps » en donnant chaque vendredi son horaire prévisionnel pour la semaine suivante en tenant compte des démarches à accomplir. « Hélas ! cela n'a jamais été expliqué aux ouvrières, d'où un certain nombre d'abus. »

Augmentation

de l'individualisme

Au chapitre des inconvénients, Mme Rémy, approuvée par ses compagnes, note l'augmentation de l'individualisme : « On ne voit plus. Auparavant, nous pouvions aller durant une quinzaine de minutes avant de prendre le travail. C'est terminé, à présent. Nous arrivons à des heures différentes, et ne pouvons pas discuter en entrant dans l'usine, pour ne pas distraire celles qui travaillent déjà. Les réunions du personnel et les distributions de tracts sont plus difficiles. Depuis l'application de l'horaire mobile, nous avons constaté une baisse de participation syndicale. » Elle affirme aussi que le rendement a tendance à augmenter.

D'après les statistiques établies à Linvooges, la majorité des ouvrières préfèrent venir de bonne heure le matin (7 h. 30), pour pouvoir repartir plus tôt l'après-midi. D'autre part, elles ont tendance à bloquer le maximum d'heures du lundi au jeudi, pour être libres plus rapidement le vendredi après-midi.

En tout cas, après avoir soupesé avantages et inconvénients, les salariés de Linvooges se déclarent plutôt satisfaits : « Si la direction nous supprimait l'horaire à la carte, nous nous mettrions en grève générale. Nous nous battons plus pour cela que pour une augmentation de salaire. Déjà, la réduction envisagée des plages a entraîné une vive réaction de l'ensemble du personnel. »

Une déléguée syndicale précise cependant que la présence d'un syndicat est indispensable « afin d'éviter les risques d'exploitation supplémentaire que peut présenter cette innovation ». Il s'agit, dit-elle, de la maîtrise constamment « sous surveillance ».

CLAUDE LEVY.

Les difficultés de la réforme administrative

(Suite de la page 21.)

Ce phénomène est aggravé par le fait qu'une proportion croissante des décisions administratives prennent le caractère interministériel pour tout ce qui est important et une bonne partie de ce qui l'est moins. (Pour modifier la prime dans un atelier de l'imprimerie nationale, il a fallu la signature de sept ministres, dont le premier.) Une troisième aggravation a résulté de la création de l'échelon régional, qui s'ajoute aux autres.

Pour un même projet, le nombre d'instances participant à la décision a doublé, approximativement au cours des quinze dernières années : donc la complexité a quadruplé, puisqu'elle est approximativement proportionnelle au nombre de liaisons possibles (soit au carré du nombre d'instances).

Telle qu'on l'a pratiquée, la déconcentration a donc contribué à une escalade de la complexité, dont certaines conséquences sont aujourd'hui évidentes : allongement des délais administratifs, qui atteignent deux à cinq ans et tendent, pour la plupart des projets, à dépasser les délais techniques d'exécution ; escalade simultanée des coûts administratifs, comme dans le cas de ces C.E.S. bloqués par les formalités et indisponibles pour la rentrée. Le résultat

est évidemment cette montée des frustrations mise en évidence par l'enquête psychologique mentionnée plus haut. Notons que l'amélioration de détails d'organisation ou la mécanisation informatique ne saurait éliminer les conséquences logiques d'une escalade de la complexité, qui procède de la structure même du système.

Les concepteurs de la déconcentration n'avaient pas voulu cela. Pourtant, ils l'ont fait : par peur de la délégation

complète de tous les aspects d'un problème ; et par abus du concept de concertation l'escalade de la complexité a été baptisée « élargissement de la concertation ». Mais un mot ne peut conjurer une réalité factuelle : ils n'ont pas vu que l'escalade de complexité conduisait à une impasse opérationnelle ; ils ont encore moins compris qu'il en résultait une impasse politique en vidant de toute substance les notions mêmes de décision et de responsabilité.

Où sont les responsables ?

Lorsque les opérations concourant à une décision constituent un réseau de trente opérations principales, étalées sur trois ans et reliant vingt instances distinctes, la notion de décision disparaît. De nombreux auteurs ont constaté cette disparition (1), mais en ont-ils bien mesuré les conséquences ?

● IL N'Y A PLUS DE DECIDEUR : chaque instance se fait qu'apparaitre une contribution spécialisée à un processus anonyme : la « pénalité de décision » n'a plus de sommet visible.

● PERSONNE N'EST PLUS RESPONSABLE du projet d'ensemble. Par exemple, personne n'est responsable de

La Villette, c'est le fruit de dix ans d'un processus administratif aveugle sans doute manipulé par certains, mais sans « manager » identifiable. Le ministre lui-même devient impuissant.

● LA COMMUNICATION EXTERNE DEVIENT IMPOSSIBLE, faute d'un émetteur-récepteur parlant au nom du

Le sens des réformes

Réformer l'Etat, c'est d'abord réformer l'administration par laquelle il agit. Sur ce plan, notre analyse nous permet de suggérer quatre actions indispensables : 1° REDUIRE LA COMPLEXITE ET RESTAURER LA DECISION. Pour cela, il faut, d'une part, recentraliser les fonctions plus efficacement exercées de Paris et, d'autre part, déléguer complètement les autres fonctions aux instances régionales ou locales en créant des « centres de décision et de responsabilité » aussi nets que possible.

2° APPROFONDIR LE CONTROLE POLITIQUE DES USAGERS. Chaque centre de décision doit être soumis à un contrôle externe : soit le contrôle politique d'une assemblée élue, soit le « contrôle des usagers » pour l'exercice duquel on dispose de techniques de plus en plus efficaces expérimentées à l'étranger.

3° DÉLEGUER LES MOYENS FINANCIERS ET L'AUTONOMIE TECHNIQUE. Disposant de compétences fiscales accrues, les collectivités locales doivent enfin accéder à une gestion responsable, et échapper au monopole technico-financier des bureaux parisiens. Pour cela, il faut aussi « décentraliser les ressources humaines » : la proportion de grosses cervelles de l'administration implantées dans un rayon de 2000 mètres autour de la place de la Concorde doit passer de 95 % à 50 % seulement.

4° UTILISER LA CAPACITE D'AUTO-ORGANISATION DE L'ADMINIS-

TRATION. La déconcentration ne doit pas procéder seulement d'une décision centralisée. Du centre doit venir le nouveau cadre, mais le dessin de détail doit procéder largement de la créativité des administrations concernées, et des initiatives des milieux politiques locaux. Le paternalisme parisien doit enfin s'effacer.

En conclusion, réformer l'administration doit être une tâche simple. Si on l'aborde par le petit bout, par les détails, elle est insurmontable. Mais si on l'aborde par les deux ou trois grands concepts qui déterminent tout le reste, elle se ramène à quelques dispositions simples, à prendre par étapes prudentes, chaque étape apportant déjà un progrès perçu comme tel par les citoyens et étant accompagnée d'auto-organisation pour régler les détails. Déterminer les dispositions majeures de chaque étape est surtout une question de courage intellectuel.

Et aussi le leadership politique : car il n'existe pas de « demande spontanée » pour certaines des mesures techniques nécessaires. Mais discerner les conséquences en avance sur le plus grand nombre est précisément le rôle des hommes d'Etat. Eux seuls peuvent passer à l'action.

OCTAVE GELINIER.

(1) Notamment le professeur Lucien Stoez, dont le récent ouvrage *Critique de la décision* est inspiré par la création du C.E.S. d'Amiens, d'un immense processus administratif échoué sur dix ans.

LA DECISION EN MIETTES

Vingt-quatre opérations, quatorze co-décideurs pour construire un C. E. S.

CONSTRUIRE un collège d'enseignement secondaire (C.E.S.) est une tâche modeste (1 à 5 millions de francs) et banale (plusieurs centaines par an). Alors même qu'il se situe dans le cadre de l'édifice vital, il fait l'objet d'une procédure en vingt-quatre étapes qu'on peut résumer comme suit :

- 1) L'année N-2, l'inspecteur d'Académie (A) adresse au recteur (B) les projets de fiches descriptives.
- 2) Le recteur renvoie l'avis de la Commission académique de la carte scolaire (C).
- 3) Le recteur établit le projet de programme pluriannuel, avec classement par ordre de priorité.
- 4) Le préfet de région (D) consulte la Commission administrative régionale (E) pour avis.
- 5) Le ministère de l'éducation nationale (F) reçoit le programme pour approbation.
- 6) Le recteur des programmes pédagogiques (G) approuve les fiches d'organisation de l'établissement, ou fiches descriptives d'opérations (au plus tard avril N-1).
- 7) Choix du terrain par la collectivité locale (H), liste des lieux par (A) et le directeur départemental de l'équipement (I) et agrément du terrain par le préfet de département (J).
- 8) Programme technique de construction par (A) et (I) sur la base des éléments précédents (au plus tard septembre N-1).
- 9) La collectivité locale décide de la maîtrise d'ouvrage (Etat ou architecte) et précise son engagement financier.

Début des travaux

22) Contrôle de l'exécution des travaux, et remise des bâtiments par (I). (Notons qu'il est jugé et payé.)

23) Tout au long de la procédure, compte rendu périodique par (A) au ministère de l'éducation nationale, au préfet de région et au recteur.

Il s'agit là d'une description simplifiée d'un circuit de décision relativement simple et banal. Pourtant, les vingt-deux opérations précédant les travaux occupent deux ans, soit quatre fois le délai de construction. Elles mettent en jeu les quatorze instances citées de (A) à (N),

dont chacune défend son « territoire » avec bonne conscience, sans considération des retards apportés à l'ensemble. Pour une construction hospitalière universitaire, il faut cinquante instances et cent opérations sur huit ans. Pour une construction exceptionnelle comme La Villette, cent instances distinctes ont parcouru deux cents opérations étalées sur dix à quinze ans.

C'est la « décision en miettes », sans décideur ni responsable, donc sans contrôle de l'usage ni contrôle politique.

Pour l'entraînement et le perfectionnement des cadres supérieurs régionaux, parisiens ou étrangers

l'autre formule du CPA, le

CP32

Trois mois à plein temps en résidence

Prochaines sessions

74/2 16 septembre - 15 décembre 1974

75/1 3 mars - 31 mai 1975

Le CP32 est un département du Centre de Perfectionnement dans l'Administration des Affaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris 1, rue de la Libération, 78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. 956.80.90

مركز التدريب

APRÈS LA VISITE DE M. ABDESSELAM EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La coopération germano-algérienne est promise à un bel avenir

De notre correspondant

Alger. — Pour son voyage à Alger au mois d'avril dernier, l'ancien chancelier Brandt avait emmené avec lui un ministre « politique », M. Egon Bahr, mais aucun spécialiste des problèmes économiques. Ce choix avait alors surpris, car on s'attendait à ce que la coopération économique entre la République fédérale et l'Algérie constitue un des chapitres des conversations. Les livraisons de gaz naturel algérien à l'Europe ont été effectivement évoquées, mais les entretiens Brandt-Boumediène ont avant tout permis d'ouvrir politiquement la voie à un développement des relations économiques entre les deux pays.

Le séjour d'une quinzaine de jours — brièvement interrompu au moment de la conférence au Caire des pays arabes exportateurs de pétrole — que M. Abdeslam, ministre algérien de l'Industrie et de l'énergie, accompagné d'une délégation comptant jusqu'à quarante experts, a fait fin mai et début juin en Allemagne de l'Ouest apparaît comme la suite logique de la visite de M. Brandt à Alger.

Après cette visite la coopération germano-algérienne, qui est promise à un bel avenir, devrait se développer à deux niveaux distincts, mais complémentaires : la fourniture par l'Algérie de gaz naturel et la livraison par les Allemands d'équipements industriels.

Le premier projet portant sur le gaz naturel ne concerne pas seulement la République fédérale. En décembre 1972, un consortium de sept sociétés européennes et la société nationale algérienne Sonatrach ont signé un accord de principe pour la fourniture de 15,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel.

Les négociations ont traîné en longueur pendant près d'un an et demi, car il a été difficile aux différents partenaires de se mettre d'accord sur les modalités de financement. L'Algérie, en effet, demande un crédit de 1,5 milliard de dollars pour les forages, l'équipement en gazoducs, la construction d'usines de liquéfaction et d'installations portuaires. Les négociations devaient reprendre avant la fin du mois à Alger, mais la visite de M. Abdeslam à Bonn a permis de lever un des derniers obstacles. Le gouvernement fédéral allemand a en effet accepté de donner sa garantie sur un crédit à l'exportation pour le financement de la part revenant aux sociétés allemandes. Le crédit serait assuré par un consortium de banques dirigé par la Deutschebank.

Selon les milieux proches de la délégation algérienne, le prix du gaz naturel fait partie intégrante de la négociation et sera définitivement fixé seulement lorsque seront connus avec précision l'ampleur des crédits accordés et les taux d'intérêt demandés. Les Allemands estiment cependant que ce prix pourrait être très modéré.

tôt pour déterminer quels sont les projets qui seront confiés à des sociétés de la République fédérale. De nombreux problèmes sont encore en suspens, notamment ceux concernant le financement des installations. Pour les Algériens les taux d'intérêt pratiqués sur le marché financier ouest-allemand apparaissent prohibitifs, et les conditions de remboursement ne sont pas satisfaisantes. De son côté, le gouvernement de Bonn a catégoriquement exclu toute possibilité de financer un allègement des taux d'intérêt.

Cependant les Algériens sont sensibles comme beaucoup de clients de la République fédérale aux qualités des sociétés ouest-allemandes, qui répondent exactement à la demande, respectent les calendriers et n'exigent pas, malgré les révaluations successives du Deutschmark, des prix plus élevés que leurs concurrents. En développant les échanges avec la République fédérale, les Algériens ne sont pas mécontents de diversifier leurs fournisseurs et de stimuler la concurrence entre les pays occidentaux. De leur côté, les Allemands sont en train de vaincre la méfiance qu'ils pouvaient entretenir vis-à-vis des efforts accomplis par l'Algérie pour s'industrialiser. Ils se rendent compte ainsi de toutes les possibilités qui leur sont offertes, même s'ils regrettent que les investissements privés directs ne soient très difficiles.

Enfin, une troisième forme de coopération se concrétisera peut-être à l'avenir. Le président de l'Association allemande des producteurs d'électricité vient en effet d'estimer que les pays pétroliers pourraient investir en Allemagne de l'Ouest dans la construction de centrales électriques. M. Abdeslam n'a pas repoussé cette suggestion : « Un investissement en capital dans l'électricité allemande est beaucoup plus attractif pour les pays producteurs de pétrole disposant d'importantes réserves de devises que la spéculation sur l'or ou les autres matières premières », a déclaré le ministre algérien.

PAUL BALTA.

25 milliards de dollars d'investissements

Le président du consortium européen s'est déclaré certain que le contrat définitif serait signé avant la fin de ce mois. Quant à M. Abdeslam, un peu plus prudent, il a estimé que le « point de non-retour » avait été atteint. Une société allemande et une société néerlandaise sont d'autre part intéressées par un deuxième projet de livraison de gaz naturel, mais celui-ci est beaucoup moins avancé. Il porterait sur 10 à 14 milliards de mètres cubes de gaz par an et pourrait prendre effet au début des années 80.

Cependant, les Algériens ont adopté un deuxième plan d'industrialisation qui prévoit des investissements de l'ordre de 25 milliards de dollars de 1974 à 1977. Aussi sont-ils très intéressés par la livraison d'équipements industriels et d'usines « clés en main », par la fourniture de procédés de fabrication et par la formation de techniciens algériens. C'est tout ceci que M. Abdeslam est venu chercher en République fédérale.

Pour les dix dernières années, les entreprises industrielles ou sociétés d'études sont en concurrence avec des entreprises étrangères pour réaliser le programme d'investissement, qui représente environ la moitié du total des investissements prévus par le deuxième plan. Ce programme comporte la construction de plusieurs ensembles industriels.

Un complexe sidérurgique en Oranie, dont l'emplacement exact ne semble pas encore fixé et qui produirait quatre, puis dix millions de tonnes d'acier par an ;

— L'extension du complexe sidérurgique d'Annaba ;

— Deux cimenteries d'une capacité annuelle de deux millions de tonnes chacune à Sétif et à El Asnam (ex-Orléansville) ;

— L'exploitation de l'uranium du Hoggar ;

— L'exploitation du charbon de Béchar avec l'installation d'une centrale thermique. Il reste à déterminer si cette centrale sera une « classique » ou si elle exploitera un procédé nouveau combinant l'utilisation du charbon et de l'énergie atomique, procédé pour lequel les Allemands sont très avancés (le Monde du 3 janvier) ;

— Un complexe pétrochimique et des unités de production de plastique ;

— Des usines de constructions métalliques ;

— Des installations pour le dessalement de l'eau de mer, où les Allemands sont bien placés ;

— L'extension de l'usine de cycles et de motos de Constantine, qui a été construite par des sociétés ouest-allemandes.

RECTIFICATIF. — Dans notre article sur les exportations françaises paru dans le Monde de l'économie du 18 juin, sous la rubrique « papier », une erreur de transmission nous a fait écrire que les exportations de papiers à papier avaient augmenté de 21 % depuis le début de l'année. En fait, elles ont diminué de 21 %.

On peut quand même s'étonner que près de 70 000 tonnes en quatre mois aient été exportées alors que le marché français se trouve en situation de pénurie. De nombreux utilisateurs ont des difficultés à se procurer de la pâte à papier, tous les fournisseurs étrangers ayant réduit de 10 à 40 % les livraisons vers la France prévues dans les contrats de réservation 1974.

Tous ces projets, dont la liste n'est pas exhaustive, ont fait l'objet de conversations approfondies entre M. Abdeslam et les experts de sa délégation d'une part et les industriels allemands d'autre part. Certes, il est encore trop

La taxation des plus-values

(Suite de la page 21.)

La qualification de gains en capital non imposables est en définitive réservée aux sommes qui n'ont été acquises que par l'intermédiaire d'un contribuable qui en bénéficie. Il s'agit de ce qu'on pourrait appeler des « rentes de situation », obtenues malgré la passivité du contribuable. Telle est la situation des plus-values acquises par des propriétaires à la suite d'une simple opération de vente d'un immeuble conservé pendant plusieurs années dans son patrimoine.

Mais, à l'égard de ces plus-values, le législateur a pris le relais de la jurisprudence : dans certains cas et sous certaines conditions, celles-ci sont devenues légalement imposables. Il existe d'abord le précédent ancien et connu des bénéfices industriels et commerciaux. En dépit d'une jurisprudence du Conseil d'Etat, qui retenait les seuls profits d'exploitation (excluant par là même les gains en capital), le législateur exigea, par un décret-loi de 1933, que le calcul des bénéfices des entreprises industrielles et commerciales effectués à partir de leur bilan, par voie de conséquence, la taxation frappe non seulement les profits d'exploitation, mais également les plus-values résultant de la cession d'éléments de l'actif immobilisé.

Il faudra attendre trente ans (lois du 15 mars et du 19 décembre 1963) pour que, sous la pression de la spéculation immobilière, un nouveau pas soit franchi dans l'imposition des plus-

values. Les plus-values retirées de la cession de terrains à bâtir ou de l'achat-revente d'immeubles, les profits de construction sont désormais compris dans les bases de l'impôt sur le revenu. La nouveauté réside dans le fait qu'il n'existe plus aucun lien entre ces gains impossibles et l'activité professionnelle principale du contribuable. Il s'agit, en effet, d'opérations de placement que le redevable peut réaliser, même à titre occasionnel, dans la gestion de son patrimoine personnel. Ce régime d'imposition des plus-values a été constitué au coup par coup pour frapper les cas les plus fréquents de spéculation immobilière. Aussi les modalités de taxation sont-elles dispersées et, selon le Conseil des impôts, mal appliquées.

L'extension progressive de la notion de revenu s'est imposée parce qu'elle est économiquement fondée et fiscalement équitable. Au point d'évolution actuellement atteint, la législation française se trouve dans une position inconfortable. D'une part, le concept de revenu auquel elle fait référence a perdu sa simplicité et sa cohérence d'antan. D'autre part, la justice fiscale n'est guère respectée, car la taxation des plus-values n'a pénétré que très imparfaitement les diverses catégories fiscales : admises complètement pour les bénéfices industriels et commerciaux, elle est partiellement appliquée aux bénéfices agricoles ou non commerciaux, exceptionnellement retenues pour les particuliers réalisant des profits spéculatifs.

Du revenu à l'enrichissement

Mais le point de non-retour est sans doute atteint. En présentant son projet de taxation généralisée des plus-values, le gouvernement peut mettre fin à ces ambiguïtés en tirant la conclusion logique d'une évolution de quarante années. Encore faut-il qu'il ne recule pas au dernier moment devant sa propre audace, en se bornant à ajouter à la liste actuelle quelques cas nouveaux de taxation de plus-values, au lieu de définir une fois pour toutes le régime fiscal plus ou moins « rentabilisé ». Pour être novateur, le projet devra comporter un abandon de l'ancienne notion de revenu au profit d'un concept nouveau, celui d'enrichissement d'une année sur l'autre, qui pourrait être défini comme l'ensemble des profits qu'un contribuable a retirés des opérations de toute nature effectuées pendant l'année d'imposition. C'est l'enrichissement qui constituera l'assiette de l'impôt.

Le principe une fois posé, l'essentiel restera cependant à faire. La fiscalité est avant tout un art d'exécution qui doit tenir compte de la diversité des situations concrètes. La disposition de détail compte autant que la règle générale. Même assimilées à un revenu, les plus-values devront bénéficier, dans la

plupart des cas, d'un régime particulier d'imposition. Aussi les modalités concrètes d'application de la réforme auront-elles une grande importance ; c'est à travers elles que l'on pourra vraiment juger de l'importance du changement apporté au régime actuel, dans le sens d'une plus grande justice fiscale.

Deux exemples permettront de montrer en quoi des dispositions techniques peuvent avoir une incidence sur la portée de cette réforme. Les profits spéculatifs acquis dans un délai très court ne peuvent pas être traités de la même façon que les plus-values obtenues par la revente d'un bien acquis depuis plusieurs années : les premiers doivent être assimilés à des revenus ordinaires et taxés comme tels ; les seconds doivent bénéficier d'une imposition atténuée. Mais la distinction du court terme et du long terme est délicate ; si le court terme est défini de façon restrictive (quelques mois), il est certain que beaucoup de profits spéculatifs bénéficieront du régime fiscal de faveur des plus-values à long terme et seront mieux traités que les revenus procurés par le travail.

Le second exemple est pris dans une déclaration récente du ministre de

Le crédit plus cher

(Suite de la page 21.)

Lorsque l'inflation dépasse 10 %, fait remarquer M. Alphandry, l'enchérissement du crédit empêche pas les sociétaires à forte demande et à forte rentabilité d'accepter des taux de plus en plus élevés. En revanche, il risque d'asphyxier des secteurs entiers de l'économie, comme le bâtiment et les travaux publics, lourdement engagés à court terme et particulièrement vulnérables à ce titre. Le refroidissement allégué de 1973 a été payé d'innombrables faillites dans le bâtiment : est-on prêt à cela en France ?

Ajoutons, une fois de plus, que les grandes entreprises, tout en exigeant que leur soient consentis des taux préférentiels, peuvent tourner l'encadrement quantitatif en empruntant sur le marché international des eurodollars à des tarifs moins élevés qu'en France ? Une telle politique, favorable à la balance des paiements, est pratiquement interdite aux « petits ». Peut-on alors laisser les banques dans une situation apparemment libérale en leur permettant d'effectuer des choix arbitraires et souvent aberrants sur le plan économique, les investissements les plus nécessaires à l'économie nationale n'étant pas nécessairement ceux qui peuvent supporter les taux les plus élevés ? Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer une sélectivité du crédit, susceptible d'atténuer le caractère aveugle de l'encadrement. Certes, la sélectivité est délicate à mettre en œuvre, mais elle risque de s'imposer de l'autome si le plan de « refroidissement » est suffisamment efficace.

FRANÇOIS RENARD.

Les nouveaux taux

L'attention sur le marché monétaire, où le loyer de l'argent s'est établi largement au-dessus de 15 %, l'augmentation de 1 % du taux de base des banques, porté à 16,40 %, et celle de 2 % du taux d'escompte de la Banque se sont répétées des degrés divers sur le coût du crédit.

Les crédits aux particuliers

LES PRETS PERSONNELS, dont la progression a été stoppée en juillet 1973, sont très chèrement accordés dans une fourchette de 16 % à 18 %.

LES PRETS A LA CONSOMMATION, dont le coût de 17 % à 23 % et plus, selon la cote personnelle du client. Attention donc aux comptes débiteurs en fin de mois et aux chèques impayés.

LES CREDITS A LA CONSTRUCTION. — Le taux maximum, égal au double du rendement brut des obligations et à partir duquel les prêts aux particuliers sont considérés comme nuisibles, va passer de 19,08 % au premier semestre 1974 à 21,80 % environ pour le second semestre 1974. Les établissements spécialisés augmentent leurs barèmes dans une moindre proportion. Il faut y ajouter les coûts fixes (frais de dossier, de recouvrement, etc.) qui peuvent porter le coût global des crédits distribués à plus de 30 %, en raison inverse de leur montant et de leur durée.

Les crédits à la construction

LES PRETS DIRECTS DU CREDIT FONCIER sur ses ressources propres,

seront dérivés aux taux inchangés de 12 % à 13 % jusqu'en septembre prochain.

LES TAUX DES PRETS REESCOMPTABLES AUPRES DU CREDIT FONCIER vont être majorés de près de 1,5 %, le taux de base fixé par la Banque de France étant passé le jeudi 20 juin de 10 1/4 % à 12 %.

LES PRETS ADMIS AU MARCHE HYPOTHECAIRE et applicables le plus souvent aux appartements déjà construits, seront consentis à 14,5 % à 15 %, suivant l'attitude de la Caisse des dépôts qui contrôle le marché.

LES PRETS NON REESCOMPTABLES (résidences secondaires, etc.) coûteront entre 17 % et 19 % : ce sont les plus chers et les plus pénalisés. Les prêts anciens indexés sur le taux d'escompte officiel (plus de 600 000) vont subir une majoration de 2 %, qui pourra être repoussée en fin de contrat.

Les crédits aux entreprises

LES ESCOMPTES DES EFFETS COMMERCIAUX (traites) est facturé à partir de 12,50 % (+ 1 %) et peut atteindre 14 à 16 % pour les moins bonnes signatures.

LE DECOUVERT EN COMPTE COURANT coûte désormais de 14,48 % au minimum pour les meilleurs clients, à 20 % pour les firmes en situation délicate.

LES CREDITS D'EQUIPEMENT. La somme des taux, qui s'élève de 11 à 16 % suivant les prêteurs, va se trouver majorée d'un point au minimum.

LES SOUSCRIPTEURS DE LA CAECL SAVENT MIEUX PLACER LEUR ARGENT



Bien placer son argent, c'est une affaire de spécialistes. Les souscripteurs de la CAECL le savent bien. Les souscripteurs de la CAECL savent ainsi que leur argent va aider les villes et les villages de France à s'équiper, à mieux vivre.

La CAECL, c'est aujourd'hui la meilleure façon de mieux placer son argent.

Vous pouvez souscrire dans votre banque, votre Caisse d'Epargne, chez votre comptable du Trésor, et à votre bureau de poste.

La CAECL émet un emprunt obligataire national, l'emprunt CAECL Juin 1974 à 11,30 %.

Prix d'émission : le pair, avec jouissance au 17 juin 1976, par obligations de 1 000 F amortissables en 15 ans au pair à partir de la sixième année, en 3 séries semblablement égales (1984, 1989, 1994). Les obligations sont remboursées à la valeur nominale. Elles sont négociables à la Bourse de Paris. La CAECL, la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales est un établissement public, géré par la Caisse des Dépôts.

LES SOUSCRIPTEURS DE LA CAECL AIDENT LES COLLECTIVITÉS LOCALES

LE DROIT DES LICENCIEMENTS COLLECTIFS : un incroyable méli-mélo

QUESTION préalable : dans quelle mesure les licenciements collectifs sont-ils soumis à la loi du 13 juillet 1973, portant réforme du droit de licenciement ? Cette loi précise que certaines de ses dispositions — notamment celles relatives à la procédure — ne sont pas applicables aux licenciements collectifs « justifiés par un motif économique ». Que faut-il entendre par là ?

Si, avec les organisations syndicales, on ramène ce motif économique à une cause extérieure indépendante de la volonté de l'employeur, les compressions d'effectifs liées à des opérations de restructuration librement concertées en vue d'accroître le profit doivent rester dans le champ normal d'application de la loi de 1973.

En fait, la question est de savoir si les garanties individuelles aménagées par la loi de 1973 sont écartées au cas de licenciements collectifs justifiés par un motif économique parce que ces licenciements sont rendus plus ou moins nécessaires par une sorte de force majeure économique, ou parce que l'on suppose que les marchandages globaux auxquels donnent lieu ces licenciements assurent une suffisante protection des intérêts individuels : la première analyse conduit à réviser la conception la plus stricte du motif économique, et c'est l'inverse avec la seconde. Mais il faut introduire une autre donnée dans le débat.

En effet, d'importants accords collectifs usent d'un langage très proche de celui de la loi du 13 juillet 1973 : ainsi l'accord interprofessionnel du 10 février 1969 sur la sécurité de l'emploi vise les licenciements collectifs « pour raisons économiques », les accords collectifs des industries métallurgiques visent les licenciements collectifs d'ordre économique, etc. Or tous englobent expressément sous ces appellations licenciements « conjoncturels » et licenciements « structurels ». Autrement dit, dans le droit conventionnel des licenciements collectifs prévient déjà une conception extensive du motif économique. Des considérations de cohérence générale n'engageront-elles pas la Cour de cassation à étendre cette conception large au droit légal ? Première grande question actuellement sans réponse.

Mais reprenons notre jeu de l'ole. La loi a prévu deux étapes principales : d'abord un débat au sein de l'entreprise

L'AMÉLIORATION de la sécurité de l'emploi, revendication prioritaire des syndicats, est devenue un des objectifs essentiels du plan social dont le gouvernement a défini les grandes lignes le 19 juin. Le président de la République comme le premier ministre ont particulièrement insisté sur les garanties à accorder aux travailleurs en cas de licenciements collectifs.

Le grand public s'imaginerait certainement que ces licenciements sont régis par un droit très élaboré, très

précis. Paradoxalement, c'est l'inverse. Les rarissimes dispositions légales applicables sont complétées par un ensemble des plus hétéroclites, accords collectifs, règlements intérieurs, circulaires et pratiques administratives, jurisprudences diverses. Bref toutes les sources de droit concourent, ou presque, à ce qu'il se superpose, s'enchâssent, se concurrencent ou même se contredisent de telle façon qu'en définitive, à chaque étape de ce jeu de l'ole juridique, les impressions et les questions sans réponse fourmillent.

Semblables directives s'enveloppent en réalité d'une incertitude d'épaisseur marine. Certes, on voit assez bien l'inspecteur du travail prendre acte des heures supplémentaires accomplies dans l'entreprise pour en déduire que toute ou partie des licenciements envisagés peuvent être évités par une distribution plus astucieuse des tâches. Mais en dehors de cette hypothèse et de quelques autres, très délimitées, c'est inévitablement l'inconnu, l'arbitraire, et cela pour deux raisons.

D'abord, même armé du dossier et des analyses retransmis par le comité d'entreprise, l'inspecteur du travail n'est pas toujours en état de porter un jugement sérieux sur l'opération qui entraîne les licenciements envisagés ni peut-être même sur les incidences diverses de ces réductions d'effectifs. Mais, surtout, si on lui précise les données dont il doit peser l'importance, il n'est pas sûr qu'il ne se laisse aller à une sorte de surévaluation de la situation.

Il résulte en effet du principe posé par la Cour suprême que les auteurs de ces conventions ou règlements peuvent retenir les critères de leur choix : comment, dans ces conditions, n'auraient-ils pas tendance à privilégier les critères des qualités professionnelles, qualités dont l'employeur sera seul juge ? En ce cas, il dressera en toute liberté, ou presque — et sans entendre préalablement chacun des intéressés si l'on estime que la procédure de la loi de 1973 ne s'impose pas — la liste nominative qu'il va devoir adresser à l'administration pour obtenir son autorisation.

Par JEAN-JACQUES DUPEYROUX (*)

dans une convention collective de travail applicable à l'établissement, les règles générales relatives à l'ordre du licenciement en cas de licenciement collectif, compte tenu des charges de famille, de l'ancienneté de service dans l'établissement et des qualités professionnelles. La règle légale renvoie donc ici à la règle conventionnelle, ou à une règle unilatérale, de nature originale, le règlement intérieur. Mais compte tenu également de la jurisprudence de la Cour de cassation et de l'interprétation par elle donnée de la règle légale, pour la Cour suprême les trois critères énoncés alors par l'article 10 de l'ordre des

Coup de théâtre à Saint-Nazaire

Qui est compétent pour donner cette autorisation ? Problème d'une brûlante actualité. En avril 1974, à Saint-Nazaire, un inspecteur du travail C.F.D.T., à qui la société Semur-Tripiano avait demandé l'autorisation de licencier six cent trente salariés, se déclare incompétent. Vraitable coup de théâtre. Pourquoi ?

D'après les textes de 1945, c'est aux services départementaux de la main-d'œuvre qu'il appartenait d'accepter ou de refuser les réductions de contrats de travail ; mais une heureuse pratique confiait traditionnellement ce soin aux inspecteurs du travail. Certains d'entre eux tombèrent des nues en lisant l'article L 331-1 du nouveau code du travail : c'est au préfet de la région, ou au préfet de l'Etat, de la réaction de l'inspecteur de Saint-Nazaire : pas question que les inspecteurs du travail, en statuant au lieu et place des préfets, entrent dans l'orbite du ministère de l'Intérieur !

Il ne s'agissait cependant pas d'une erreur de rédaction. En 1964, en effet, une vaste réforme administrative attribua aux préfets — tous les pouvoirs de décision des chefs de services extérieurs en fonction dans leurs départements, sous réserve de délégations en sous-ordre. Les pouvoirs de décision des directeurs départementaux de la main-d'œuvre ont donc été transférés aux préfets, et c'est de ce transfert que la nouvelle codification a rendu compte. Ce qui est étonnant, c'est plutôt que l'on ait attendu cette dernière pour découvrir un problème en réalité posé depuis 1964. Problème d'autant plus complexe que les transferts de compétences opérés en 1964 visaient tous les services extérieurs... à l'exclusion de l'inspection du travail.

Comment en sortir ? Une circulaire du 16 mai 1974 prévoit à cette fin que les décisions de refus ou d'autorisation des licenciements seront prises, sur rapport motivé de l'inspecteur du travail, par le directeur départemental de la main-d'œuvre dans le cadre d'une délégation préfectorale de retour au schéma antérieur. Suffisant-il pour apaiser les esprits actuellement enflammés ? Ce n'est pas sûr. Car, comme certains le soulignent au sein de l'inspection, la pratique redonnera vite la même et le jeu de cette sub-délégation renverra encore les inspecteurs dans la zone d'attraction du ministère de l'Intérieur. Et de voir dans cette dépendance « la négation même de l'inspection du travail », la convention n° 81 de l'O.I.T. à l'appui.

Affaire grave, difficile sur le plan juridique, et au travers de laquelle se manifeste en fait un autre malaise non moins grave, relatif cette fois aux pouvoirs de l'autorité compétente pour accepter ou refuser les licenciements : sur quelles considérations doit-elle fonder ses décisions ?

Les sources juridiques — on en change encore ! — sont ici de deux ordres : d'une part une série d'arrêts du Conseil d'Etat, d'autre part une série de circulaires ministérielles. L'idée dominante est simple, au moins apparemment. Ce « contrôle de l'emploi » doit être un contrôle de caractère économique.

De ce principe général découlent quelques conséquences négatives, au demeurant malheureuses : ainsi le Conseil d'Etat réaffirme périodiquement qu'un refus ne saurait être fondé sur

la méconnaissance par l'employeur de l'ordre des licenciements fixé par la convention collective ou le règlement intérieur : de sorte que ce respect ne peut jamais être contrôlé qu'a posteriori, une fois prises les décisions définitives. Mais, de façon positive, qu'est-ce qu'un contrôle de caractère économique ?

La grande circulaire du 29 avril 1970 dégage quelques directives : l'examen doit porter, d'un côté, sur « les motifs économiques invoqués par le chef d'entreprise, pour en vérifier la validité et l'importance », de l'autre, sur « les incidences des mesures de réduction d'effectifs envisagées sur le niveau de l'emploi, au plan local et dans les zones d'emploi ». Et, dans le cadre de ce double examen du motif de l'employeur et de la situation de l'emploi, s'inscrivent le contrôle des horaires de travail pratiqués dans l'entreprise.

Un énorme point d'interrogation

Ils pourront relever et sanctionner certaines irrégularités. Les licenciements arrêtés sans consultation préalable du comité d'entreprise seront déclarés abusifs, et il en ira de même en cas d'irrespect d'un ordre de licenciement suffisamment précis, dont il sera enfin tenu compte a posteriori. Mais l'essentiel n'est pas là. Le vrai grand problème, c'est celui soulevé par l'article 24 de la loi du 13 juillet 1973, à laquelle il faut bien revenir, car cet article, selon lequel il appartient au juge d'apprécier « le caractère réel et sérieux des motifs invoqués par l'employeur » est applicable à tous les licenciements, même aux licenciements collectifs justifiés par un motif économique. Or la Cour de cassation avait posé avec la fameuse affaire Brinon un principe de base, véritable pierre angulaire

de notre droit du travail : souverain maître de ses décisions économiques, le chef d'entreprise dont les erreurs de gestion entraînent un licenciement collectif ne saurait encourir aucune responsabilité vis-à-vis des salariés licenciés. Mais, dans la mesure où il incite expressément les juges à s'assurer que le motif invoqué par l'employeur est sérieux, l'article 24 va-t-il bouleverser les données du problème en confiant aux tribunaux judiciaires le pouvoir de contrôler la qualité de la gestion des chefs d'entreprise ?

Dernier point d'interrogation au bout de ce jeu de l'ole en spirale, mais si énorme cette fois qu'il éclipsé tous les autres.

(*) Directeur du département de droit du travail de Paris-Assas.

Des actions de commando juridiques

Ainsi le contour général des obligations imposées à l'employeur lors de cette phase interne se stabilise-t-il à coups d'accords et à coups d'arrêts de la Cour suprême. En revanche, le problème de la sanction de ces obligations a donné lieu, tout récemment, à des rebondissements spectaculaires.

Si un chef d'entreprise néglige de consulter son comité d'entreprise, ou lui fournit des éléments d'appréciation insuffisants, il commet le délit d'entrave au fonctionnement de ce comité et encourt des sanctions pénales ; il peut également être condamné à verser des dommages et intérêts audit comité,

comme cela vient d'être décidé par la cour de Paris dans une affaire où l'employeur n'avait pas respecté les délais fixés par l'accord de 1969.

Par ailleurs, les licenciements eux-mêmes seraient de bonnes chances d'être déclarés abusifs, la réduction de l'abus étant encore à la charge du chef d'entreprise. Mais certains juges des référés ont estimé insuffisant cet arsenal de sanctions a posteriori. L'employeur refuse-t-il de respecter la loi ? A son aise, mais « les décisions de licenciement ne pourront éventuellement produire leurs effets et devenir effectives qu'après consultation du comité des conditions prévues à l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945 ; en attendant (les demandeurs) sont fondés à demander qu'il soit sursis à l'exécution des mesures de licenciement prises à leur encontre » (trib. réf. Quimper, 22 mai 1973 ; trib. réf. Paris, 19 mars 1974, etc.). De même, et de façon encore plus audacieuse, des juges des référés ont accueilli favorablement la demande qui leur était faite, par des comités insuffisamment informés, de désigner un expert « en vue de rassembler la documentation permettant au comité d'entreprise de remplir correctement sa mission d'information et de consultation » (trib. réf. Paris, 28 sept. 1973 ; trib. réf. Lyon, 16 oct. 1973, etc.).

Bref, ici et là, une volonté toute neuve de ne pas s'accommoder au mépris de la loi tant qu'il est possible d'en imposer le strict respect : exemple parmi bien d'autres de l'importance croissante du rôle aujourd'hui assumé par la juridiction de la Cour de cassation devant ces actions de commando ? Bénédiction ou coup de patte ? Nouvelle incertitude.

L'affaire ayant été débattue par le comité d'entreprise, la halle repasse dans le camp de l'employeur, qui doit alors dresser la liste des victimes et, ce faisant, respecter un certain ordre de licenciement.

L'article 10 de l'ord. du 24 mai 1945 dispose en effet que le règlement intérieur, « établi après avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel s'il en existe, déterminera notamment, à défaut de dispositions contenues

dicoguide de la formation

Le premier guide complet et à jour sur les organismes de formation publics et privés, nationaux et régionaux, 1.500 organismes décrits de façon détaillée. 700 p., 180 F T.T.S.

ÉDITIONS D'ORGANISATION et **FORMATION** FRANCE

32, r. Cortambert, 75016 PARIS

UN CONCOURS

réserve aux
DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
AGÉS DE 21 À 24 ANS

sur la loi 7 octobre 1974
pour le recrutement d'

INSPECTEURS

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Renseignements et inscriptions :
écrite avec curriculum vitae détaillé au
SERVICE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

2, rue Edouard-VII, PARIS (9^e).
Les dossiers d'inscription devront avoir été constitués
avant le 30 septembre 1974.

Paris 8^e, au cœur du Paris des affaires.
48, rue de Miromesnil (métro "Miromesnil" à 50 m)

1400 m² de bureaux neufs à louer.
* divisibles à partir de 100 m².

HERRING DAW 63, rue Pierre Charron • 75008 PARIS • tél.: 256.11.10

(PubliInfo)

La Ville de VERNEUIL-SUR-AVRE (Eure). - Liens par fer et par R.N. 12, à 110 km de Paris et aux limites des régions de Normandie et du Centre. Agglomération de 10.000 habitants, en expansion constante, accueille les industries dynamiques.

Terrains viabilisés à 15 F le m²

Renseignements :
Mairie - Tél. : 563 à Verneuil (27),
S.R.M.E.D.S., 12, bd G.-Chauvin,
VERNEUIL - Tél. : 53-51-58.

مركز الاموال

JUSTICE

LA MORT DE BRIGITTE DEWÈVRE A BRUAY-EN-ARTOIS

Les avocats du mineur inculpé affirment que leur client est innocent du meurtre dont il s'est accusé

M^{rs} Georges Pinet, Emile Pollack et Patrick Arnoux, défenseurs de Jean-Pierre, le mineur inculpé du meurtre de Brigitte Dewèvre, tuée le 5 avril 1971, ont diffusé samedi 22 juin un long communiqué aux termes duquel ils affirment que leur client est « un enfant fortitamment plongé dans un drame qui le dépasse et qui lui est étranger ».

On lira ci-dessous les principaux extraits de ce communiqué.

« Nous constatons, écrivent d'abord les avocats, que des infractions au secret de l'instruction ont été commises par des fonctionnaires ou des administrateurs. »

Les défenseurs citent, à ce propos, l'entretien donné au journal la Voix du Nord du 21 juin 1973 par les inspecteurs Derigne et Klein : ainsi que deux émissions télévisées de l'O.R.T.F.

Les avocats se plaignent, d'autre part, d'« anomalies procédurales » parmi lesquelles le transfert du mineur d'un point à un autre du territoire français par les autorités de police, sans mandat judiciaire et sans que le juge des enfants en soit averti ; le fait, aussi, « qu'un haut magistrat de la Cour de cassation ait pu régler « en cabinet », avec un garde des sceaux, une difficulté de procédure dont la juridiction à laquelle il appartenait n'était pas saisie ».

Sur le fond, les défenseurs du mineur rapportent « les faits établissant l'innocence de [leur] client, en délaissant ceux qui

seraient susceptibles de porter atteinte aux droits de la défense de toute autre personne ».

1) Le récit sollicité du mineur, au moyen de pressions inadmissibles, était contredit totalement par certains détails ignorés de lui, notamment l'existence d'un coup de poing ayant ensanglanté les défenses de la victime, l'existence d'un foulard soigneusement replié trouvé rue Ranchicourt, et identifié par un chien policier comme ayant eu un contact avec la victime, l'existence des analyses de terre et de végétation établissant le lien où la victime a été mise en contact, la disposition des vêtements de la victime, etc. ;

2) L'affirmation du mineur selon laquelle il aurait porté des coups de hache était contredite par les expertises desquelles il résulte que l'arme n'était pas une hache mais un instrument tranchant, vraisemblablement une serpette à bec pointu ;

3) L'affirmation du mineur selon laquelle il aurait commencé à étrangler manuellement la victime était contredite par l'absence de toute trace de strangulation manuelle ;

4) L'affirmation du mineur selon laquelle la victime lui aurait donné un rendez-vous au cours d'un « entre-tien public » était contredite par les témoignages nécessaires de cet entretien supposé ;

5) L'affirmation du mineur selon laquelle il aurait transporté seul la victime était contredite :

a) par l'extrême difficulté avec laquelle il a pu soulever un temps un simple mannequin, ce qui démontre l'impossibilité dans laquelle il se trouvait, étant deux ans plus jeune, de soulever un corps inerte ;

b) par les constatations des

expertises desquelles il apparaît clairement que le corps a été transporté par deux personnes ;

c) par l'absence de trace de traînage sur les vêtements de la victime, en particulier sur le pantalon ;

6) L'affirmation selon laquelle il aurait tenté de transporter le corps habillé dans une brouette à charbon était contredite tant par l'état de la brouette que par l'absence de charbon sur les vêtements extérieurs de la victime, qui auraient dû essuyer la brouette ;

« Il est ici précisé que les seules traces de charbon détectées — à la loupe binoculaire — se trouvaient sur les sous-vêtements et l'ingerie de la victime, et provenaient, selon toute vraisemblance, de fumées de poêle auprès desquelles les sous-vêtements ont été mis à sécher du soir de la victime. »

L'homme qui a toussé

Enfin, les avocats estiment que certains comportements psychologiques expliquent les aveux du mineur.

« Il résulte également de l'ensemble du dossier, écrivent-ils, des observations psychologiques et psychiatriques que le mineur, qui est un enfant, a subi une dépression profonde de la mort d'une jeune fille à laquelle il était très attaché et de l'appropriation de ses causes, alors qu'il n'y était pas impliqué. »

« Les pressions dont il a été l'objet ont concouru, avec l'état de dépression qui est le sien et ses relations morbides avec la mort depuis le décès de son père et de sa mère, à le rendre susceptible « de prendre du recul par rapport à son vécu » et à trouver, dans la recherche d'une punition, le seul moyen de s'exprimer, son retour fallacieusement promis à Bruay et à l'Institut d'éducation surveillée de la Bussière, seul endroit où cet enfant, orphelin et immature, a connu quelque bonheur. (...) »

« Il résulte de ses aveux d'innocence lors de sa dernière audition, le 17 juin, — qu'il a été obligé par l'homme qui a toussé, il a quitté vivante la petite victime qui ne lui avait pas donné rendez-vous, mais qu'il avait rejointe comme tout jeune adolescent peut le faire ;

« — que s'étant arrêté au coin de la rue Ranchicourt et inquiet de ne pas la voir répondre, il était revenu pour la retrouver inanimée ;

« — Que, désireux de lui porter secours, il avait tenté, sans y parvenir, de la porter, ce qu'il faisait, il avait mis ses lunettes dans sa poche et s'était aperçu de la mort de sa camarade ;

« — Qu'alors, il est rentré chez lui et a lousolement gardé son malheur avec son chien, son seul ami, et, après les avoir contemplées, a réussi de conserver et de cacher les lunettes comme on le fait à cet âge d'un souvenir (...) »

En conclusion, M^{rs} Georges Pinet, Emile Pollack et Patrick Arnoux affirment :

a) Que le mineur est innocent de tout acte ayant concouru à la mort ou à la mutilation post mortem de la victime ;

b) Que son incrimination résulte uniquement de ses propres déclarations, en l'absence de tout indice de culpabilité et que ces déclarations étaient contredites par les faits matériels de la cause ;

c) Qu'il est urgent et nécessaire qu'il soit confié à la protection du juge des enfants de Béthune, protection à laquelle il n'aurait jamais dû être soustrait compte tenu de sa situation morale et matérielle ;

d) Qu'il est urgent et nécessaire qu'il soit mis fin au régime carcéral dans lequel il se trouve ;

« Il résulte enfin des éléments connus de cette affaire, que nous sommes en présence d'un enfant fortitamment plongé dans un drame qui le dépasse et qui lui est étranger ;

« — Que les procédures et le sensiblerisme dont il a été l'objet l'ont profondément perturbé ;

« — Que dans ces conditions, ses défenseurs auront le devoir de poursuivre toute personne qui — contrairement aux lois — publiera toutes indications susceptibles d'accroître auprès du public l'idée qu'il s'est rendu coupable des faits qui lui sont à tort reprochés (...) »

« Le krach de la banque Martigny. — Le tribunal administratif de Nice a rejeté, samedi 22 juin, le recours formé par trois créanciers de l'ancienne banque Martigny contre le ministre de l'économie et des finances. Les créanciers estimaient l'Etat responsable du krach de la banque et en raison du manque de vigilance de la commission de contrôle des banques. »

« L'affaire des vins de Bordeaux : homonymie. — La maison André Quancard André, commissionnaire en vins, demeurant 21, rue Calvé à Bordeaux, fait savoir qu'elle n'est, ni de près ni de loin, impliquée dans l'affaire des vins de Bordeaux. Si le nom Quancard a pu être imprimé à cette occasion dans l'édition du 20 juin du journal le Monde, il ne peut s'agir que d'une homonymie. »

AU TRIBUNAL CIVIL DE PARIS

Le départ d'un pensionnaire de la Comédie-Française

Les conditions dans lesquelles l'acteur Francis Perrin a quitté le 31 août 1973 la Comédie-Française ont donné lieu à une délicate interprétation de la part de la troisième chambre civile du tribunal de Paris.

Cet article avait été le 20 décembre 1973 à M. Pierre Dux, administrateur général, pour se plaindre des reproches injustifiés à ses yeux qui lui avaient été faits, et il mentionnait à la fin de sa lettre : « Je ne renouvellerai pas mon contrat au mois de mars. »

M. Pierre Dux lui répondit le jour même pour essayer de l'apaiser en l'invitant à « rentrer en lui-même ».

M. Francis Perrin envoya ensuite le 24 avril 1974 une lettre recommandée contenant cette phrase : « Comme vous me l'avez conseillé, je suis rentré en moi-même et j'ai pris une grave décision qui me pèse, aussi, qu'elle me paraît. C'est-à-dire que je veux quitter la Comédie-Française. »

Le 31 août suivant, il abandonnait ses fonctions de pensionnaire.

La Société des comédiens français le taxa de ce fait de rupture abusive de contrat, faute d'avoir dénoncé ce dernier moins de six mois avant son expiration ; d'après elle ce contrat avait été tacitement reconduit jusqu'au 31 août 1974, la Société assigna l'acteur en justice.

Au nom du Théâtre-Français le bâtonnier André Toulouze soutint que si Francis Perrin annonçait le 24 avril 1973 qu'il

avait « pris une grave décision » c'est que, cette décision n'existait pas formellement auparavant.

M. Bernard Jouanneau rétorqua que l'acteur avait déjà clairement manifesté son intention le 20 décembre précédent. C'est l'opinion que finalement adopta le tribunal en déboutant la Société des comédiens français.

LA REVANCHE DU PIÉTON...

Les juges de la troisième chambre civile du tribunal de Paris ont donné gain et cause à M. Roger Lapeyre, président de l'association Les Droits du piéton, qui, après avoir été pressenti pour participer, avec une dizaine d'autres personnalités, le 13 octobre 1971, à une émission de télévision consacrée aux problèmes de la circulation urbaine, après la venue, par un coup de téléphone, que l'on n'avait plus besoin de ses services. M. Lapeyre avait déjà adressé une circulaire aux membres de son association pour les inciter à se placer, à l'heure de l'émission, devant le petit écran.

M. Lapeyre et l'association ayant intenté un procès à M. Paul Coussin et Guy Ollivier, le producteur et le réalisateur de l'émission, le tribunal a condamné ces derniers, solidairement, à verser 10 000 francs de dommages et intérêts à chacun des deux demandeurs, en raison du fait que M. Lapeyre avait été exclu seulement au dernier moment, « avec tout le ridicule et la déconsidération en résultant ».

« L'enquête ouverte après la mort d'une fillette, Carole Marroches, âgée de douze ans, disparue depuis le 17 juin du domicile de ses parents à Bourges (Cher), et dont le corps a été retrouvé quatre jours plus tard, continue, sans résultat jusqu'à présent. L'autopsie pratiquée samedi 22 juin n'a pas permis de déterminer les causes exactes du décès, mais exclut la mort par immersion, alors que le corps de la fillette se trouvait près d'une rivière, à 6 kilomètres de Bourges, ainsi que la mort par strangulation, et, d'autre part, le viol. »

La police recherche toujours un jeune homme, conducteur d'une voiture de sport rouge à deux places, qui a été aperçu le 17 juin en compagnie de la petite Carole Marroches, et qui, selon le témoignage d'un enfant, avait importuné d'autres fillettes sur le chemin de l'école, quelques jours auparavant. Après avoir abandonné les deux premières pistes qui l'avaient conduite à des propriétaires de voiture rouge, dont les alibis sont irréfutables, la police orientait ses recherches vers la région de Vierzon.

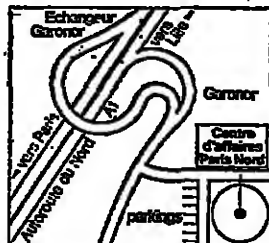
louez vos bureaux à Paris Nord pour avoir 2 fois mieux en payant 2 fois moins.

attention, un prix de location se calcule toutes charges comprises.

Et à Paris Nord, le loyer toutes charges comprises (avec parking, téléphonie et accès à tous les services) est exceptionnellement peu élevé : en effet, Paris Nord est une opération tout électrique bénéficiant du tarif spécial industriel Edf. Quant aux services (4 types de restaurants, banques, commerces, etc.), ils occupent tout un immeuble de 5 000 m² et ils sont déjà opérationnels. Le tout situé dans 2 hectares d'espaces verts. Venez vite voir vos bureaux sur jardins, de grandes sociétés vous ont déjà précédé. Téléphonez pour prendre rendez-vous à 931 31 90.

Centre d'affaires Paris-Nord
93 Le Blanc-Mesnil
Accès direct par l'autoroute du Nord (échangeur Garonor, première sortie après le Bourget) et l'autoroute B3 (antenne de Bagnolet) par le nouvel échangeur.

Sur la ligne Sncf Paris-Roissy (gare de Blanc-Mesnil existante reliée au Centre d'affaires) :
Autobus direct Paris-Centre d'affaires : lignes Ratp 148 et 350.



Registres

CENTRE D'AFFAIRES PARIS NORD

صبرنا من الامل

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

LUNDI 24 JUIN

Les agents techniques et administratifs décident ce lundi de la suite à donner à leur mouvement revendicatif. Les émissions de l'O.R.T.F.

CHAÎNE I

20 h. 15 Feuilleton: *Nous le berger*.
20 h. 30 Feuilleton: Deux ans de vacances.
Les deux frères sont prisonniers Doniphan, Brian et Service, qui s'évadent.
21 h. 30 Émission littéraire: « Ouvrez les guillemets », de B. Pivot (spécial A. Soljénitsyne).

CHAÎNE II (couleur)

19 h. 45 Pour les jeunes: Animaux couleurs.
20 h. 35 Actualité: Le chah d'Iraq répondra aux questions d'Yves Cour (le Figaro); Josette Ailla (le Nouvel Observateur); A. d. r. é. Fontaine (réducteur en chef du Monde); Roland Faure (l'Aurore).
21 h. 40 Film: « Le Vent des amoureux », documentaire réalisé sur l'Iraq, filmé par Albert Lamorisse (le Bulletin rouge), juste avant sa mort accidentelle.

CHAÎNE III (couleur)

19 h. 45 Magazine: Cinéma de Cannes.
20 h. 5 Documentaire cinéma: Les directeurs de la photo. Claude Renoir.
20 h. 40 Film: « Le Fleuve », de J. Renoir (1951). Au Bengale, au bord d'un grand fleuve, trois adolescents: une Anglaise, une demi-

risquent de subir des perturbations pouvant entrainer l'application d'un programme minimum à la radio et à la télévision.

Indienne et une Américaine s'occupent à l'automne.

JEAN RENOIR
Ma vie et mes films
Éditions Flammarion

FRANCE-CULTURE

20 h. Perspective du vingtième siècle. Orchestre symphonique de l'O.R.T.F. Alcega, Direct. J. Albin: « Time Spans » (Brown). « Trois rencontres pour trois à cordes et orchestre » (Joliet) (Grisard). Trio à cordes français. « Variations pour orchestre » (Carlier) (Grisard). « Trois pièces in New England » (Ives); 21 h. 30. Indifférent futur; 22 h. Black and blue; 23 h. Les nouveaux livres de poésie; 23 h. 15. Livre parcourez l'écrit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.). Orchestre: Offenbach; 20 h. 30 (S.). Musique ancienne: Chansons de troubadours et de Minnesänger (Studio de Munich); 21 h. (S.). En direct d'Alban-Provence (Mozart); 22 h. (S.). Reprises symphoniques; 24 h. (S.). Renaissance de la musique de chambre.

TRIBUTES ET DÉBATS

EUROPE: 19 h. 30. M. Delors, président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise.

MARDI 25 JUIN

CHAÎNE I

20 h. 15 Feuilleton: *Nous le berger*.
20 h. 30 Rétrospective: La France et les Français, de G. Elger, R. Remond et D. Lander (1).
« Le Choc ».
La première partie de cette émission retracait l'occupation de la France de juin 1940 à juillet 1941.
21 h. 45 Musique sur la une: Un prix au Conservatoire, et après...
22 h. 15 Athlétisme.

CHAÎNE II (couleur)

20 h. 35 Les dossiers de l'écran. A. Jamnot. « L'Histoire de l'Écran », de J. Krausz (1969), avec A. Bessis, D. Bogarde. Débat: « Les juifs en Russie ». Avec la participation de Mme E. Markish, de M. G. Israël, journaliste et auteur de l'ouvrage « Des juifs en U.R.S.S. », du professeur M. Eyal, de M. H. Gorman, écrivain, de M. Isaac Pougatch, écrivain.
Cette émission devait être diffusée le 2 avril 1974, le jour de la mort de Georges Pompidou. Mais le film n'a été projeté.

CHAÎNE III (couleur)

19 h. 40 Reportage: La route de l'or.
20 h. 40 Dramatique: « Jeunesse et la révolte », de F. Mallet-Joris. Adapt. Ch. Meslin. Réal. L. Godeval. Avec J. Magre.
Au sixième siècle, Jeanne Hervillers, accusée de sorcellerie, doit être condamnée au bûcher. Le juriste Jean Bodin cherche à convaincre les juges de cette femme. Une réflexion sur Dieu et sur le Mal.
21 h. 30 Ballet: « La Bohème à joujou ».

FRANCE-CULTURE

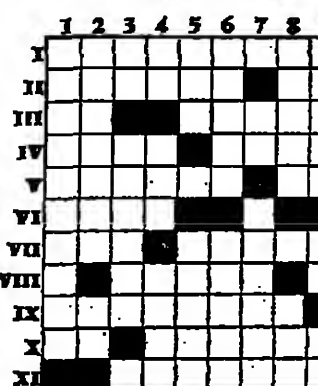
20 h. Dialogues, émission de R. Pillard, enregistrée en public; 21 h. 20. Atelier de création radiophonique, suivi de Courant alternatif.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.). Orchestre: « Fancy Free », de « Candide » (Bernstein), direct. du compositeur; 20 h. 30 (S.). Concours international de guitare; 21 h. (S.). En direct du perris Saint-Sauveur d'Alban-Provence. « Portait concert et voix », direct. G. Sures; 22 h. Musique vocale anglaise (W. Byrd, G. Crosse, T. Tomkins, M. East, Ch. Brown, G. Burgen, J. Harvey); 23 h. Rencontre avec Lutoslawski (1) et 24 h. (S.). La musique et ses classiques; 1 h. 30 (S.). Nécrologie.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 878



HORIZONTALEMENT

I. Fini, par ne plus se déplacer qu'en plane, nuit, le regard éteint. — II. Ami modèle, fils criminel. Abréviation. — III. Commence une série qui n'a jamais été achevée. Mis sur la voie. — IV. Sauvage, bien des gens n'hésitent pas à aller lui rendre visite. Département.

VERTICALEMENT

1. Réserve de grains. — 2. Demande à être roulée. Fait l'affaire. — 3. Article. Comme un bonnet de nuit. — 4. Ville d'aux. Coule en Allemagne. Piliers. — 5. Les demoiselles entendent souvent des voix. Très capables. — 6. Amateur de poisson. Pour se faire entendre, il lui faut de l'air. — 7. Change d'ambulance (épée). Alla voir. — 8. Contiennent diffi-

ciement les satisfactions abor-
dées à l'innocence. Vieilles bête.
— 9. Dans la Mayenne. Aux
confins de la Picardie. Évoque
des souvenirs.

Solution du problème n° 875

HORIZONTALEMENT

I. Enveloppe. — II. Vagabond. AL.
— III. Ténia. — IV. Lel. — V. Tel. — VI. Arabie.
Sa. — VII. Navrée. — VIII. Ri-
chesse. — IX. Arr. — X. Se-
rein. — XI. Ana. — XII. Mar-
cel.

VERTICALEMENT

1. Éventaire. — 2. Nl. Et. Iron.
— 3. Vallance. — 4. Egge. Bobi.
— 5. Laitive. — 6. Ora.
Kersera. — 7. R. A. Ester. — 8. Pa-
voisée. — 9. Ma. Sassen.
GUY BROUTY.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux qui trop d'années d'absence de l'étranger, nous proposons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes:

FRANCE:

Quinze jours 14 F

Trois semaines 20 F

Un mois 25 F

ÉTRANGER (vols ordinaires):

Quinze jours 20 F

Trois semaines 28 F

Un mois 35 F

EUROPE (avions):

Quinze jours 31 F

Trois semaines 45 F

Un mois 59 F

Dans ces tarifs sont compris les frais de livraison d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'abonnement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre, accompagnés du règlement correspondant, et de nous adresser, en réplique, les noms et adresses en lettres majuscules.

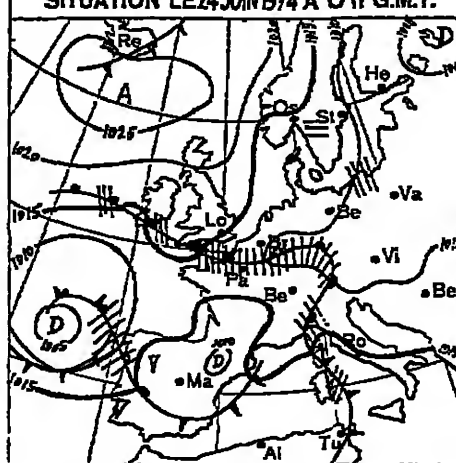
TRANCHE DE LA SAINT JEAN

GROS LOT DE 2 MILLIONS

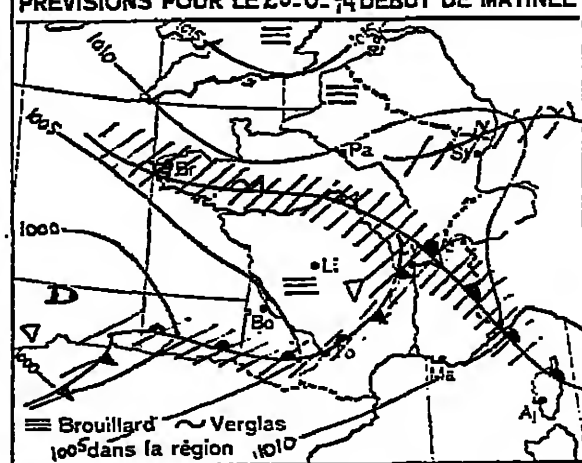
loterie nationale

tirage mercredi 26 juin

SITUATION LE 24 JUIN 1974 à 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 25.6.74 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)

Zone de pluie ou neige Vaverses oranges Sols de la marche des fronts

Front chaud Front froid Front occlus

Évolution probable du temps en France entre le lundi 24 juin à 24 heures et le mardi 25 juin à 24 heures:

La dépression centrée sur le proche Atlantique maintiendra la France sous l'influence de masses d'air océanique humide.

Mardi 25 juin, sur l'ensemble du pays, le temps sera nuageux, passagèrement couvert et pluvieux. Dans le Nord et le Nord-Est, les pluies pourront être assez durables. Dans le Sud-Est, des éclaircies se produiront le matin, mais le ciel se couvrira l'après-midi et des orages éclateront. Dans le Centre et le Nord-Ouest, des bruyards nocturnes et matinaux seront suivis d'un temps très nuageux et pluvieux. De l'Aquitaine aux Pyrénées, un temps plus instable s'établira avec des averses parfois accompagnées d'orages.

Les vents seront faibles ou modérés et de direction variable. Souvent orientés au secteur sud, ils tendront localement à se renforcer sur les côtes de l'Atlantique, puis de la Méditerranée.

En général, les températures subiront peu de changement par rapport à celles de lundi.

Lundi 24 juin, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1010,9 millibars, soit 752,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 23 juin 1974:

UN DÉCRET

Portant suppression du secrétariat général de la présidence de la République pour la Communauté et les affaires africaines et malgaches.

Documentation

● *Ado service*. — La nouvelle édition *Un guide des services et des petits métiers de Paris*, éditée par S.V.P., vient de paraître. Vente en librairie et dans les kiosques, 12 francs.

Stages

● Les facultés catholiques de Lyon organisent du 10 au 22 juillet à Notre-Dame du Laus (Hautes-Alpes) un stage sur le thème « Affectivité, Sexualité et Éducation ». Il s'adresse particulièrement aux parents, aux professeurs et aux éducateurs.

★ Renseignements: Secrétariat des rencontres culturelles. Facultés catholiques, 23, rue du Plat, 69288 - Lyon. CEDEX-1. Tél.: 42-66-30.

Visites, conférences

MARDI 25 JUIN

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calade nationale des monuments historiques, 15 heures, devant l'église Saint-Gervais: Mme Bouquet des Chaux: « La Renaissance au Marais ».

15 h. 15. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

15 h. 30. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

15 h. 45. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

16 h. 15. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

16 h. 30. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

16 h. 45. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

17 h. 15. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

17 h. 30. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

17 h. 45. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

18 h. 15. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

18 h. 30. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

18 h. 45. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

19 h. 15. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

19 h. 30. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

19 h. 45. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

20 h. 15. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

20 h. 30. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

20 h. 45. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

21 h. 15. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

21 h. 30. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

21 h. 45. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

22 h. 15. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

22 h. 30. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

22 h. 45. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

23 h. 15. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

23 h. 30. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

23 h. 45. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

24 h. 15. L'histoire de la ville de Paris: Mme Lamy-Lesalle, exposition aux Invalides: « Trois siècles d'histoire ».

A l'hôtel George-V

DERNIÈRE PARADE DES BALLETS RUSSES (Collection Serge Lifar)

Une Nature morte au compotier (1934), relativement figurative, de Pablo Picasso, datée du 21 mai 1934, présentée à l'hôtel George-V par l'étude Ader, avec MM. Pacifit et Marchaux, a obtenu 170 000 francs sur offre à 200 000 francs.

Ce fut ensuite la parade — la dernière — des ballets russes avec les tableaux, les projets de décors et de costumes de la collection Serge Lifar: dans cet ensemble constitué avec ferveur par celui qui fut le danseur étoile et le chorégraphe de Diaghilev, une œuvre d'art d'exception, bien qu'elle ne soit pas la plus élevée — est allée à une photographie de 110 x 138, de Serge Lifar dans le *Châli*, qui bondit à 4 000 francs sur l'offre modeste de 50 francs. Ce « poster » de 1929 représentait un décor Pevsner qui vient déjà de tenir la vedette au palais Galliera.

Une toile de 81 x 65 par Jules Flandrin, *Nijinski dans le Dieu bien*, 1912, a été notée 6 500 francs; par Jacques-Emile Blanche, le *Portrait de Nijinski dans les Orientales*, 1915, 31 000 francs, et 40 000 francs Karavassina dans *Poisson de feu*, 200 x 170, acquis par le secrétaire d'État à la culture pour l'Opéra. Un portrait de Chlapina dans *Boris Godounov*, toile par Chmarov, a été acheté 10 000 francs par Robert Manuel: un dessin de Larioukov, daté 1915, Serge de Diaghilev, a obtenu 4 000 francs.

Un décor, gouache de Miro pour *Roméo et Juliette*, 1926, devait atteindre 180 000 francs; et parmi les douze portraits imaginaires de Serge Lifar, celui de Pinauro a été offert par le danseur collectionneur à l'Institut de France. — G. V.

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITIONS

de 11 h. à 18 h.

S. 1. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 2. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 3. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 4. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 5. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 6. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 7. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 8. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 9. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 10. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 11. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 12. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 13. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 14. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 15. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 16. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 17. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 18. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 19. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 20. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 21. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 22. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 23. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 24. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 25. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 26. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 27. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 28. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 29. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 30. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 31. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 32. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 33. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 34. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 35. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 36. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 37. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 38. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 39. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 40. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 41. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 42. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 43. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 44. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

S. 45. — Bel ancrage du XVIII^e siècle. Porcelaines, faïences, Biscuits.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : les Marquons du feu ; le Légataire universel.
Théâtre de Châtelet, salle Gémier, 20 h. 30 : Phédre ; Grand Théâtre, 20 h. 30 : Trullas et Cressida ; à la Gaité-Lyrique, 20 h. 45 : les Marionnettes japonaises du Sudaï.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Festival de musique russe et soviétique.

Les autres salles

Capucines, 20 h. 45 : Seul le poisson rouge est au contrat.
Gaité-Montparnasse, 21 h. : Loretta Strong.
Hébertot, 21 h. : Candide.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; le Léon.
Inter-Club, 21 h. : Olympe et le pape.
Montparnasse, 21 h. : Qu'est-ce qui trappe ici ?
Neuveville, 20 h. 45 : Pauvre France.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : le Téméraire.
Théâtre de la Cité internationale, 20 h. 30 : J'ai confiance en la justice de mon pays.
Théâtre Essalon, salle L. 20 h. 30 : Commencez par harpinner le requin ; 22 h. : la Fia Colomba.
Théâtre Fon, 21 h. : C'est du bois pourri.
Théâtre Hébertot, 20 h. 30 : le Jour de la domination.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : le Grand Magie Circus ; 22 h. : A or J & Cie.

Les théâtres de banlieue

Ivry, théâtre, 21 h. : Molière Rivière, avant-secours ma mère, ma sœur et mon frère.
Valenton, M. J. C., 21 h. : J'ai dit à la chienne.
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 21 h. : les Premières Communions.

Les cafés-théâtres

As des fins, 21 h. 30 : Peydau ; 22 h. 30 : La nuit va être longue.
Léonard, 24 h. : Yoda B.
As des fins, 21 h. 30 : Les deux chaises.
Grand Combes, 22 h. : Luis Rego ; 24 h. : Jacques Higelin.
Le Faubourg, 20 h. 30 : Histoire du fabuleux Océanographique.
Le Jour de Péta, 21 h. : la Manivelle ; 22 h. : Mr Gnales ; 23 h. : C'est en se mouchant qu'on devient mou.
Le P'tit, 21 h. 30 : les Dégaines de Laville.
P'tit Casino, 21 h. 30 : la Contre-épreuve de Greta Garbo ; 22 h. 45 : Douby.
Le Tripot, 20 h. 30 : les Aventures d'Aubergine.

Les opérettes

Châtelet, 20 h. 30 : les Trois Mousquetaires.

Les chansonniers

Caveau de la République : Ou est pris par les sens.

Le music-hall

Elysée-Montmartre, 21 h. : Oh ! Calcutta.
Olympia, 21 h. 30 : Myrlam Makela.

Les festivals

FESTIVAL DU MARAIS
Théâtre, hôtel de Roban-Stasbourg, 20 h. 45 : Chabou ; 21 h. : Chabou de l'Algaïe d'Or. 20 h. 30 : Comment harpinner le requin ; hôtel de Roban, 20 h. 30 : Ensemble Ankaïns.
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
Place Fontaineberg, 21 h. : Ballets modernes.

Les concerts

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Orchestre Lamoureux, dir. I. Temirkanov (Rachmaninov, Chostakovitch, Poulenc, Chostakovitch).
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Ensemble Bernard Besson (Vivaldi, Corelli, Rossini, Schütz, Lully, Telemann).
Carré Théâtral, 20 h. 30 : Quatuor élyséen (Mozart, Mendelssohn, Faure).

Le jazz

Théâtre Présent, 21 h. 30 : Pop Music Festival.
Palais des Sports, 21 h. : les Pink Floyd.

THÉÂTRE DES QUARTIERS D'IVRY
Lundi 24 juin à 21 heures
Mardi 25 juin à 21 heures
Mercredi 26 juin à 21 heures

MOI, PIERRE RIVIÈRE, AYANT ÉGORGÉ MA MÈRE, MA SŒUR ET MON FRÈRE...

Après chaque représentation, débat avec les rédacteurs du livre au STUDIO D'IVRY, 21, rue Ledru-Rollin.
Métro : Mairie-d'ivry.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, mercredi 26 juin, 20 h. 30

Eugen ISTOMIN
BETHOVEN : Concerto n° 4 en sol maj. ; CHOPIN : Concerto fa min.
ORCHESTRE NATIONAL DE L'O.R.T.F.
Dir. Paul CAPOLONGO
(P.E. O.A.L. - Valmalète.)

JUILLET MUSICAL DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Jeudi 27 juin, 21 h. : YVONNE LEFEBURE ET LE QUATUOR DE L'O.R.T.F. — Faure, Mozart, Schumann
A l'entracte : Exposition « 40 musiciens latins » par KATHY TOMA
Du 1^{er} au 29 juillet.

COURS PUBLICS D'INTERPRÉTATION
piano, chant, musique d'ensemble
en la salle Maurice-Denis (sortie R.E.R.)
Renseignements : Loc. Durand, sur place ou 973-18-24

Lundi 24 juin

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

cinémas

La cinémathèque

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (*) aux moins de dix-huit ans.

Les exclusivités

AMARCORD (L. v.o.) : Gaumont
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
Rive gauche, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.

LE COEUR DE LA VILLE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.

LE COEUR DE LA VILLE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.

BILBOQUET VO / LA CLEF VO
22 rue S. Agnès 21 et 22 rue de la Clef

MIKHAIL GLOUSZKY
et
MARGARITA TEREKOVA
dans un film de
YLIA AVERBAKH

MONOLOGUE

Les films nouveaux

LES PAYS DE L'EXORCISME
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.

LE COEUR DE LA VILLE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.

LE COEUR DE LA VILLE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.

LE COEUR DE LA VILLE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.

THE NICKEL RIDE (L. v.o.)
Blair, 20 h. 30 : Les temps changent.
L'ÉPIQUE (L. v.o.) : U.G.C. Odéon
Chaplin, 20 h. 30 : Les temps changent.

ELYSÉE LINCOLN - MAXVILLE
CAMERON - ST-LAZARE PASQUER
QUINTETTE - JEAN REMER

FEMMES AU SOLEIL
FILM DE JULIANE PREYNS

AVIATIK Le Bourget
GAMMA Argenteuil
CLUB 123 Maisons-Alfort

TOUTES LES VIES (Fr.) : Notamment

TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment

TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment

TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment

TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment

TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment

TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment

TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment

TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment
TOUS LES VIES (Fr.) : Notamment

Cinéma

M. Giscard d'Estaing veut éliminer les questions politiques de la censure

Dans une interview publiée par « Paris-Match », le président de la République indique qu'il a donné son accord à M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture, afin que soient éliminées des motifs de censure les questions politiques. Cela confirme les engagements pris par M. Giscard d'Estaing, qui déclarait lors de la campagne électorale : « Ce n'est pas le déshonneur de la liberté que je suis dans cette élection présidentielle, qui doit craindre le cinéma français. »

Cette position de principe est-elle de nature à modifier la situation actuelle ? Officiellement, il n'y a pas de censure en France, mais un contrôle dont l'objet essentiel est la protection des mineurs. En 1972, après avoir affirmé son vœu de supprimer la censure, M. Jacques Duhamel, ministre des affaires culturelles, déclarait au Monde : « Il n'y a pas de contrôle politique. Dans aucune décision prise par moi en matière de contrôle quelconque, on ne trouvera de motivation politique ou encore électorale. » Déclaration confirmée quelques mois plus tard par M. Soudet, président de la commission de contrôle des films (commission consultative qui soumet ses avis au ministère) : « Dans les critères retenus par la sous-commission ou par la sous-commission plénière de contrôle, aucun critère de censure politique ne se trouve pris en considération. » M. Maurice Druon, successeur de M. Jacques Duhamel rue de Valenciennes, devait déclarer à son tour : « Je révoque les réformes qui ne donnent aux artistes que le choix entre la répression et l'humiliation », sans prendre de dispositions particulières pour donner suite à ses propos.

Car il est difficile d'établir la distinction entre la censure politique — qui n'existe pas — et le contrôle effectué au nom de l'ordre public et des bonnes mœurs. Les questions sont posées par les titres divers sous la tutelle du secrétariat d'État à la culture et du ministère des finances. C'est dans ce domaine que l'on jugera en fait — de la portée des propos du président de la République.

MARTIN EVEN.

Danse

Maurice Béjart a reçu le prix Érasme

Le prix Érasme a été remis vendredi, à Amsterdam, au chorégraphe français Maurice Béjart. Il le partage avec Ninette de Valois, fondatrice du Royal Ballet de Londres. Maurice Béjart est le septième lauréat français de ce prix, après Robert Schuman, Marc Chagall, René Huyghe, Gabriel Marcel, Olivier Messiaen et Claude Lévi-Strauss.

Particularité de ce prix, le bénéficiaire doit consacrer une partie de la somme qui lui est remise à un projet qui relève de sa discipline. Aussi, Maurice Béjart a-t-il décidé de transférer la plus grande partie du prix à l'école de danse qu'il a fondée à Bruxelles, l'école du « mouvement » (en soncrit). Olivier Messiaen avait institué un prix de composition musicale. Le 5 juillet prochain, dans le cadre de la Deuxième Rencontre internationale d'art contemporain de La Rochelle, l'Orchestre philharmonique de l'O.R.T.F., sous la direction de Gilbert Amy, créera une œuvre primée : « Aurore », de Davide Angheli.

La Britannique Ninette de Valois est la première femme à recevoir le prix Érasme, pour avoir eu le courage de faire admettre aux pays d'Europe occidentale qu'ils pouvaient, à la suite des Ballets russes, faire école en matière de chorégraphie.

Dans son discours de remerciement, Maurice Béjart a exprimé sa joie de voir la danse couronnée, au moment où elle ne représente plus seulement un spectacle charmant ou même beau, mais prend place dans la vie. Mieux que le parole qui sépare, elle est un langage qui unit. La danse aura toujours davantage une fonction créatrice, car elle donne l'usage du corps. Il est aussi important de savoir danser que de savoir compter.

Le Rake's Progress, ballet de Ninette de Valois, créé en 1935, et « Roméo et Juliette », de Prokofiev, interprétés par le Royal Ballet, accompagnés par l'Orchestre de la résidence de La Haye, « Le Marteau sans maître », de Maurice Béjart, servis par la musique de Pierre Boulez, ont rencontré l'adhésion d'un large public. Le public, devant connaître Maurice Béjart, doit interpréter les symboles et construire un univers à travers le cheminement des formes et des tons.

JACQUES E. CHABERT.

MERcredi

PUBLICIS MATIGNON VO ELYSÉE LINCOLN VO GLICHY PATHE VF
DRAGON VO LA MAXVILLE VO MONTPARNASSE PATHE VF
CLUNY PALACE VO GAUMONT SUD VO CAMBRONNE VO MAYFAIR VF

GRAND PRIX DU FILM FANTASTIQUE D'AVOIRAZ 1974

SOLEIL VERT
CHARLTON HESTON - LEIGH TAYLOR YOUNG
"SOLEIL VERT" - CHUCK CONNORS - JOSEPH COITLY
BROCK PETERS - PAULA KELLY - EDWARD G. ROBINSON

SOLEIL VERT
CHARLTON HESTON - LEIGH TAYLOR YOUNG
"SOLEIL VERT" - CHUCK CONNORS - JOSEPH COITLY
BROCK PETERS - PAULA KELLY - EDWARD G. ROBINSON

TRICYCLE-ASNIERES ARTEL-RUSNY
BELLE ÉPINE - THIAS FLANADES - GARCELLES

AXEL de Rosa VON PRAUNHEIM
LE CUISINIER DE LUDWIG de H.J. SYBERBERG
HOSPITAL de Fred WISEMAN

سورة الاحقاف

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)	35,00	40,86
minimum 15 lignes de hauteur		

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Laboratoire pharmaceutique
classé dans les 10 premiers français
disposant d'un Centre de Recherche de réputation internationale
offre situation à

2 Directeurs exportation

Zone 1 : Afrique - Moyen-Orient
Zone 2 : Sud-Est asiatique - Amérique latine

Un travail passionnant dans une ambiance de liberté et de confiance : le salaire élevé et vous ne dépendez que du Directeur de Développement et vous mettez en œuvre vos talents d'animateur, de négociateur à l'échelle internationale, de gestionnaire de votre budget et vous animez, conseillez, guidez, une équipe de visiteurs et vendeurs.

Il faut : un homme fort capable de prendre des initiatives - un commercial - un professionnel du marché pharmaceutique - 3 ans au moins d'expérience export - connaissances juridiques - parlant anglais zone 1, anglais et espagnol zone 2.

Envoyer candidature par lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

Jean Paulin "Force de Vente"
36, bd Exelmans, Paris 16^e

Installations Techniques Bâtiment, second œuvre

DIRECTEUR DES OPÉRATIONS

200.000 Francs

Une société internationale fabriquant et installant des équipements de haute technicité a décidé de prendre, sur le marché français, une position conforme à ses moyens et à sa renommée mondiale. Elle offre le poste de Directeur des opérations pour la France à un Manager de formation grande école (X, Mines, P.E.T., E.C.P., E.T.P., E.S.E., A.M.), parlant anglais, ayant réalisé des opérations importantes de bâtiment au sein de grandes entreprises de construction, d'Engineering ou de promotion. Sa responsabilité couvrant les activités commerciales et les travaux, il anime les directions régionales, la direction des ventes et les services d'état-major : technique, administratif et après-vente. Ce poste polyvalent peut satisfaire l'ambition d'une personnalité réaliste efficace, ouverte éventuellement à une carrière européenne dans le Groupe.

SÉLÉ
CÉGOS

garantit une totale discrétion à l'égard de votre dossier.
Référence M. 23.341.
33, quai Gallieni. — 92153 SURESNES.

VIETNAM (près SAIGON)

ETERNIT-VIETNAM
(Plaques et moulages en AMIANTE-CIMENT)
300 personnes en 3 x 8
FILIALE D'UN GROUPE DE SOCIÉTÉS
INTERNATIONALES, recrutent

DIRECTEUR D'USINE

Sous la dépendance du D.G. (Français)
RESPONSABLE
PRODUCTION — TECHNIQUE —
APPROVISIONNEMENTS

INDISPENSABLE

- INGÉNIEUR ELECTROMECANICIEN
DIPLOME A.M. ou équivalent
- EXPERIENCE D'USINE (10/15 ans) avec responsabilité d'une production.

Avantages locaux intéressants
Congés annuels (2 mois) par an
EN VUE CONTACT RAPIDE à PARIS
lettre manuscrite, CV détaillé, sal. et phot. (ret.)
s/s réf. 2050 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE GÉOPHYSIQUE

« ALGÉO »
Recherche pour son centre de formation de
HASSI MESSAOUD (SAHARA)
ALGÉRIE

1°) TOPOGRAPHES - DIPLOMÉS

- Diplômés d'une école spécialisée ;
- 3 ans d'expérience. Connaissance en Topographie - sismique souhaitable ;
- Expérience dans l'enseignement topographique apprécié ;
- Salaire suivant compétence et nombreux avantages sociaux ;
- Lieu de travail : SAHARA - ALGÉRIE.

2°) ÉLECTRONICIENS

- Ingénieurs diplômés grandes écoles ;
- 3 ans d'expérience ;
- Avoir enseigné dans la branche électronique ;
- Salaire suivant compétence et nombreux avantages sociaux ;
- Lieu de travail : SAHARA - ALGÉRIE.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé en joignant copies des références à :
Société Algérienne de Géophysique
Rue Faidherbe
EL BIAR
ALGER.

R.F.A. : FRANCFORT

DEUX IMPRES CIES PRIVÉES D'ASSURANCES
allemande et française viennent de créer une
STE de COURTAGE D'ASSURANCES
avec pour vocation l'assurance des intérêts français
en R.F.A. (succursales et filiales). Elles recherchent un

DIRECTEUR

POUR DEMARRER puis DEVELOPPER CETTE
NOUVELLE SOCIÉTÉ

- INDISPENSABLE
- NATIONALITÉ FRANÇAISE
- ALLEMAND courant
- FORMATION supérieure
- CONNAISSANT BIEN LE MARCHÉ ALLEMAND
- AVANT TOUT, UN COMMERCIAL, mais aussi un bon GESTIONNAIRE
- Résider à FRANCFORT
- Après déplacements tous R.F.A.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunér. et phot. s/s réf. 2047 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

If you are the man we are looking for...

MONSANTO offers you the job you are looking for :

product development supervisor

What we are : a multinational corporation. One of the leaders in the field of chemicals, plastics and textiles. Our plants and offices are spread throughout Europe. What we are looking for : a Product Development Supervisor who will be concerned with new packaging developments in Europe. This man will report to the Business Development Manager. One of his main duties will be in determining how characteristics of certain packages meet the needs of the market place. He will also be responsible for developing market profiles. What our candidate should be : we would like him to have a university degree. He should be 25 years minimum and ready to travel throughout Europe. We expect him to have a commercial background, marketing experience, and/or field sales experience at consumer level. He should be fluent in French and English - knowledge of German would also be advantageous. What we offer : an interesting challenging job with excellent working conditions plus attractive salary to match. What you should do : if you are interested, please write, giving full details to the Personnel Manager, Monsanto Europe S.A., Place Madou, 1 - 1050 Brussels (under ref. 804). All applications will be acknowledged and treated in the strictest confidence.

Monsanto

WOLFSBURG VILLE JEUNE ET MODERNE

cherche un

PROFESSEUR DE FRANÇAIS

avec licence pour un de ses lycées.
A partir du 1^{er} septembre.
22 heures (45 minutes) par semaine.
Bon salaire mensuel.

GYMNASIUM KREUZHEIDE

315 Wolfsburg
Franz-Marc-Strasse R.F.A.

IMPORTANTE ENTREPRISE T.P.

recherche pour ANNABA

INGÉNIEUR TRAVAUX B.A.

CONNAISSANT RUSSE

Adresser C.V., photo, Entreprise RAZEL Frères,
17, rue de Tolbiac. — 75014 PARIS CEDEX 12

POUR
HAMBURG

REDACTEURS TECHNIQUES

BILINGUE ALLEMAND
Connaissance Dessin industriel
Indispensable.
E.L.P. 170, bd Gabriel-Péri,
MALAKOFF.

Somima société minière

MAURITANIE

Centre d'exploitation d'AKJOUT*
recherche

cadres supérieurs entretien

Formation Ingénieurs diplômés Electro-mécanicien ou, Mécanicien ayant de bonnes connaissances en électricité industrielle. Possédant au minimum 5 années d'expérience dans l'entretien d'unités industrielles importantes (Industries minières ou chimiques, transformation des métaux).

Rémunération intéressante.

AVANTAGES : des villas modernes, entièrement meublées, équipées et climatisées sont mises gratuitement à la disposition du Personnel. Prime de scolarité pour les enfants; deux mois de congés payés pour douze mois de service; voyage aller-retour de l'employé et de sa famille payé par la Société.

*AKJOUT se situe à environ 250 kms de la capitale NOUAKCHOTT. Son climat est chaud mais sain.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo à
CHARTER FRANCE
Service Recrutement
9, rue de Vienne 75008 PARIS

One of the first
Worldwide American Companies (oil, petrochemicals, etc.)
is looking for
its European Data Processing Center
located in Belgium

- one Data Base Specialist (if possible IMS)
- one Project Leader knowing Inventory Control application
- one System Analyst
- one System Engineer

The Center is teleprocessing to 40 companies located throughout Europe.
• has an international staff.
The positions offered are at a high managerial level.
Very attractive salary and interesting fringe benefits.
Relocation paid.

Write in confidence to Box, N° 438.651,
Régie-Presses, 85 bis, rue Beaumais — PARIS (2^e).

UOP PROCESSES INTERNATIONAL INC.

41, rue du Commerce, 1040 Brussels, Belgium

Process Engineers

with 3-10 years experience in process design or operations of petroleum or petrochemical plants.

UOP wish to recruit a number of process engineers in Europe for

1. Process Licensing :

We require engineers experienced in refinery and petrochemical processing to market the wide array of processes licensed by UOP.

2. Technical Services :

Engineers experienced in refinery and petrochemical process operations are required for commissioning and technical activities.

3. Process Design :

Due to expansion of the scope of our European engineering activities we require additional experienced process design engineers to be based in London.

Candidates must be fluent in English and additional languages will be considered an asset. Please reply in confidence to the above address providing resume of qualifications and experience.

Nous prions instamment nos candidats d'envoyer l'obligation de répondre à toutes les lettres qu'ils recevront et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SONATRACH

RECRUTE POUR SON DEPARTEMENT TRAVAUX NEUFS A ALGER

- 3 Ingénieurs mécaniciens de projet

Diplômes ENSI A ou B
5 à 10 ans d'expérience.

CHARGES DE : études préliminaires, coût estimatif des unités de production pétrolières : séparation huile-gaz, réseaux de collecte, stockage et pompage.

- 2 Ingénieurs process

Diplômes en génie chimique ENSI A ou B
3 à 5 ans d'expérience.

CHARGES DE : études préliminaires, coût estimatif des unités de production pétrolières : séparation huile-gaz, réseaux de collecte, stockage et pompage.

- 1 Ingénieur électricien de projet

ENSI A ou B
3 à 5 ans d'expérience.

CHARGÉ DE : projets de production, transport et distribution d'énergie électrique. Les responsabilités comprennent : définition des projets, estimation des coûts, planning de travaux, spécification et sélection des équipements.

Les dossiers de candidature, qui devront mentionner, en plus du curriculum vitae, les prétentions salariales doivent être adressés à :

SONATRACH S.A. : Raymond-Polnaref,
PARIS (16^e) — avec mention : pour la Direction Production — Département Travaux neufs.

صوتنا في العالم



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ce groupe qui commercialise essentiellement des produits alimentaires a réalisé en 1973 plus de 4 milliards de chiffre d'affaires.

Il recherche pour la région Rhône-Alpes :

Ingénieur Travaux neufs
Super et Hyper-Marchés (réf. 520)

responsable de l'élaboration des projets de construction et d'installation - des coûts - de négociations et du suivi des travaux.

Formation souhaitée : Génie Rural - Institut Français du Froid - ENSIA - T.P.

Expérience de la responsabilité de projets nécessaires.

Jeune diplômé (réf. 527)
d'Etudes Agronomiques ou de Biologie Alimentaire

pour prendre la direction du service "recherches et analyses" de son usine de charcuterie.

Les ingénieurs intéressés par ces postes voudront bien adresser un dossier complet de candidature sous la référence indiquée à notre Conseil.



41, rue Léon Jouhaux LYON 69003

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRANSFORMATION DES MATIÈRES PLASTIQUES
(Région AIN-JURA sur axe LYON-GENÈVE)

RECRUTE SON CHEF DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET FISCALE

- CE CADRE de 35 ans minimum sera titulaire du D.E.C.G. et aura le niveau du certificat supérieur juridique ou fiscal. (Formation complémentaire en droit souhaitable.)
- IL S'ERA UN TECHNICIEN PRATICIEN, avec 2 ou 3 années d'expérience, soit dans un cabinet de révision, structurel, soit dans une entreprise industrielle et commerciale.
- IL devra faire preuve d'une FORTE COMPÉTENCE EN D'UN GOUT PERSONNEL EN MATIÈRE DE FISCALITÉ, et posséder de très bonnes connaissances en gestion financière.
- Dirigant une équipe de 15 personnes, responsable devant le Directeur Financier, il sera un homme de rigueur, d'organisation et de forte personnalité, apte à soutenir des contacts nombreux à des niveaux divers, tant intérieurs qu'extérieurs.
- ACTIVITÉ exercée dans une entreprise en innovation et expansion soutenue, à structures décentralisées avec large délégation de responsabilité, pratiquant gestion prévisionnelle et D.P.O. service informatique intégré.
- LOGEMENT sera mis à disposition du candidat retenu.

Adresser C.V., photo et présentations à/réf. 1145 à P. MICHAU, 12, quai Jean-Moulin, LYON 69003

ORLÉANS
Contrôleur de Gestion
Attaché à la Direction Générale

- Application des méthodes en place
- Établissement et suivi des budgets
- Pratiques des coûts directs.
- Formation économique et comptable supérieure.
- Pratique de l'anglais et de la comptabilité multinationale.
- Expérience de plusieurs années dans la fonction.

Rémunération annuelle de début : 72.000 francs. Possibilité de carrière évolutive au niveau d'un groupe international.

Adresser C.V. et photo à S.J.F.P., place Albert-1^{er} - 45000 ORLÉANS



recherche pour son
USINE DE NORMANDIE
spécialisée dans la fabrication
de convertis en métal argenté
(700 personnes) - 20 km Rouen

CHEF DU SERVICE QUALITÉ

Celui-ci devra s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique. Formation Ingénieur souhaitée. Expérience appréciée du traitement de Surface.

Adresser curriculum vitae : Chef du Personnel, 112, rue Ambroise-Griseau - 85000 SAINT-DENIS.

SOCIÉTÉ de FORMAT MONDIAL
établie dans la région alsacienne

désire engager un

PHARMACIEN

comme chef de production d'un nouveau secteur très important en création dans le domaine pharmaceutique. Ce nouveau collaborateur aura l'entière responsabilité de la production pharmaceutique et sera appelé à avoir de fréquents contacts avec les autorités et les clients. L'éventualité de ses connaissances doit comprendre la capacité de résoudre les problèmes de production, de salubrité et de qualité. La formation sera assurée par un séjour dans une unité étrangère similaire.

Le candidat recherché doit répondre aux exigences suivantes :

Age : minimum 30 ans ;

Expérience : pratique dans département fabrication de l'industrie pharmaceutique au niveau directeur-adjoint ou chef de production-assistant ;

Langues : notions d'allemand indispensables et d'anglais souhaitées.

Situation d'avenir, place stable, travail intéressant avec responsabilité au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Offre attendue sous chiffre n° 488.987, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

ingénieurs électro-mécaniciens
LYON

Des sociétés françaises de construction électrique, membre d'un puissant groupe international recherche pour une de ses usines spécialisées dans la fabrication des moteurs :

1) UN INGÉNIEUR MÉTHODES-INDUSTRIALISATION
(A. et M., ECAM, ENSI, etc.)

pour étudier la mise en place de moyens industriels pour la fabrication de moteurs, coordonner les activités méthodes et assurer l'industrialisation.

2) UN INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCE

pour apporter les conseils techniques au niveau de vente, établir et classer les projets d'installations pour des assemblages importants (ex. équipement moteurs d'un complexe de raffinage) et suivre les travaux. En plus d'une formation d'ingénieur-technicien, il est indispensable pour ce poste d'avoir une solide expérience commerciale dans la préparation de devis.

Il faut prévoir 10 % de temps en déplacements. (Réf. 106/M)

L'appartenance à un groupe important peut permettre d'élargir des centres d'intérêt. La connaissance de l'allemand serait un atout.

Envoyer C.V., photo récente et documentation actuelle sous la référence 104/M et 105/M.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton - 75005 Paris (nombre de l'ANCIEN)

DIRECTEUR RÉGIONAL

La préférence sera donnée à un candidat ayant une expérience d'au moins 5 années dans des fonctions identiques chez un constructeur ou importateur, de voitures légères plutôt que de camions.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Résidence obligatoire à LYON.

Les Directeurs régionaux ou Chefs de zone intéressés sont invités à adresser un dossier complet (avec date de disponibilité et présentations) sous référence n° 52.01, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

Discretion assurée et réponse à toutes candidatures conformes.

VILLERS-SUR-MER

UN CHEF COMPTABLE

est recherché par une importante société de promotions et réalisations immobilières, implantée sur la COTE NORMANDE.

Il sera chargé de l'organisation et de la tenue de la comptabilité de l'ensemble des sociétés commerciales, et des opérations de promotion en liaison avec un service informatique existant.

Ce poste conviendrait à un homme titulaire du D.E.C.G. ou d'un niveau équivalent, ayant acquis 3 à 4 années d'expérience dans cette fonction.

IL LUI EST OFFERT DES POSSIBILITÉS DE LOGEMENT ET DE RÉGULARISATION PÉRENNES D'EXTRÉME.

Les personnes intéressées sont assurées d'une discrétion absolue et doivent envoyer C.V., diplôme, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée sous réf. M25-42-145/par.

C&L Associates
Management Consultants
42, rue La Boétie - Boite Postale 481.08
75366 - Paris Cedex 08

BATIMENT
Important
Groupe National
(10 000 personnes)
recherche

DIRECTEUR D'AGENCE

Région Lorraine

chargé de : - la recherche des nouvelles affaires - la direction et la gestion des chantiers.

Formation : type ETP ou bon autodidacte

Homme de contacts, bon négociateur

Expérience des chantiers bâtiment

Rémunération de 100 à 120 000 F

suivant expérience

Résidence à Nancy ou Metz

Pour tous renseignements, écrire sous réf. 73025 A

à M. Adèle de Roubert, 67000 STRASBOURG

DORES

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
CONTROLEUR GESTION

Chargé de : - Superviser services comptables et financiers - Coordonner budget et suivre réalisations - Préparer comités, conseils - Traiter informations

Nécessaire : - Formation sup., comptabilité et gestion - 5 ans min. expérience dans fonction similaire - Déplacements quelques jours par mois - Résidence à Paris - Logement assuré

Envoyer C.V. détaillé, photo et présent. n° 55.84

Contesse Pub., 20, avenue Opéra, Paris-1^{er} qui tr.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

Env. C.V. détaillé, photo et présent. sous n° 488.980, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmet. Discretion assur.

ARDOISIÈRES D'ANGERS S.A.

Premier producteur mondial (1800 personnes) - recherche leur futur

CHEF SERVICE INFORMATIQUE

- diplômé Grandes Ecoles : Mines, ENSI ou équiv. - 3 ans minimum de solide expérience en programmation et analyse - souplesse d'une grande rigueur méthodologique - apte à maîtriser l'exploitation qu'il encadre de très près des équipes d'études

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

- diplômé Grandes Ecoles : ENSI, INSA ou équiv. - ayant une première expérience en programmation - souplesse d'une grande rigueur méthodologique - apte à accéder au rang de CHEF DE PROJET et à encadrer une équipe d'analyses-programmeurs

Lieu de travail : ANGERS Service 20 personnes. N.C.R. Century 100, 2 bandes 4 disques. De nombreux projets en cours. Formation assurée chez le constructeur

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et présent. à ORDIS, 18, rue Tranchet, 75008 Paris n. réf. AR2

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société Immobilière de dimension Européenne recherche :

des INGENIEURS GESTIONNAIRES D'IMMEUBLES MODERNES DE BUREAUX

Les candidats (35 ans minimum, libres rapidement) devront posséder :

Une FORMATION d'Ingénieur ou de Technicien Supérieur

- leur permettant :
- de diriger entièrement un complexe immobilier (Bureaux, Centres Commerciaux),
- d'organiser et de suivre la maintenance technique et la sécurité,
- de définir et d'appliquer une politique moderne de gestion,
- d'établir des budgets prévisionnels (charges locatives, appels de fonds).

Des QUALITES PERSONNELLES

- Les rendant aptes :
- Au commandement et à l'organisation,
- Aux contacts commerciaux,
- A la recherche de nouvelles affaires,
- A la prise en charge de responsabilités croissantes.

Envoyer C.V. et prétentions à No 56032 - CONTEXTE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra - PARIS 1er, qui transmettra.

GESTION PERSONNEL un psychosociologue

- Vous avez deux à trois ans d'expérience professionnelle en gestion du personnel.
- Vous avez été sensibilisé à la fonction par une formation en sciences humaines (psychologie, sociologie, CELESA).
- Vous avez le goût et l'étude de l'investigation psychosociologique, sans manquer pour autant d'un tempérament de réalisateur.

Nous sommes une entreprise de 14.000 personnes, possédant plusieurs usines en province. Notre secteur d'activité : CONSTRUCTIONS MECANQUES est sensibilisé aux réalités sociales : conditions de travail, évolution des hommes et des structures.

Nous vous proposons de participer aux études nécessaires à l'établissement de la politique de personnel, à l'élaboration des méthodes d'application et à leur mise en place.

Vous serez basé à Paris où se trouve notre siège social.

Adresser cur. vitae sous référence ORBT à mentionner sur l'enveloppe à :

EMPLOIS - CARRIERES
30 rue Verneil 75008 PARIS

LE DIRECTEUR COMMERCIAL D'UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE recherche UN ADJOINT

Ce poste conviendrait à un jeune PHARMACIEN, désireux de faire carrière dans l'industrie pharmaceutique, au sein d'un groupe international, dans le cadre d'un département marketing.

Adresser lettre + C.V. détaillé + photo et rémunération souhaitée sous référence B 625 à :

pharmacie Industrielle
c/o B. Durand
30, rue de l'Église - B.P. 89 / 92205 NEUILLY

Le groupe CEGOS
premier cabinet de conseil indépendant d'Europe

recherche

SENIORS CONSULTANTS

pour prendre en charge, dans des équipes pluridisciplinaires, des responsabilités de conduite d'opérations d'envergure dans les entreprises européennes et les administrations.

Votre expérience de la conception et de l'application effective du contrôle de gestion avancé, de la planification, des méthodes de management doit vous permettre de contribuer au développement efficace des entreprises en France et à l'étranger.

Une carrière de Responsable Opérationnel (Direction de Service) et de Contrôleur de Gestion dans une grande entreprise ou d'ingénieur en Organisation dans un Cabinet International vous a donné l'habitude des contacts à un niveau élevé.

Nous vous offrons une grande autonomie dans une hiérarchie courte et de larges possibilités de développement personnel.



Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé ss réf. M. 70.193, Ch. de Frémerville, 33, rue Gallien. — 92163 SURESNES.

Dans le cadre du développement rapide de notre division PRODUITS ELECTRONIQUES, nous recherchons un

INGENIEUR DE VENTE

Il sera responsable du développement des ventes de PRODUITS COUCHES EPAISSIS destinés à la fabrication de microcircuits ELECTRONIQUES.

Membre d'une petite équipe de vente européenne, il interviendra en FRANCE et en BELGIQUE pour promouvoir de nouveaux marchés et assurer une assistance technique auprès de la Clientèle existante.

Il contribuera à l'élaboration de la politique commerciale du Groupe par le suivi du marché.

Ce poste conviendrait à un candidat :
- de 30 ans minimum
- diplômé d'une école de Physique ou de Chimie
- ayant des connaissances en électronique
- pratique de l'ANGLAIS écrit et parlé indispensable.

Une expérience de 5 ans environ dans l'industrie des semi-conducteurs, des microcircuits hybrides en couches épaisses ou des composants électroniques serait souhaitable.

FORMATION en Grande Bretagne et aux Etats-Unis.

EVOLUTION possible.

Voiture de Société.

Les déplacements seront fréquents.

Lieu de résidence : Région Parisienne.

Ecrire avec C.V. en précisant rémunération actuelle sous référence M 117 à :

Dépt du Personnel
Dupont de Nemours
(FRANCE) S.A.
9, rue de Vienne
75008 PARIS



SOCIÉTÉ DE
VINS DE GRANDE MARQUE

RECHERCHE
SON

FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

Le candidat âgé de 28 ans minimum, ayant acquis de solides connaissances commerciales de base (H.E.C., École Supérieure de Commerce), aura confirmé sa formation par quelques années de pratique dans la vente des vins de qualité ou des produits de luxe.

Il établira avec la direction générale de l'entreprise la définition d'un audacieux programme de développement.

Il doit avoir le tempérament d'un ANIMATEUR et d'un VENDEUR de première force capable des meilleures performances de chiffre d'affaires.

Son activité, nécessitant de fréquents déplacements, s'étendra d'abord en France puis à l'étranger.

Il doit connaître l'anglais et si possible l'allemand. Base d'activité : Paris ou région Est. Rémunération : elle tiendra compte de l'expérience du candidat et des résultats obtenus.

Adresser C.V. à UPINAL, 49, rue des Petits-Champs, 75002 PARIS, qui transmettra.

L'EFMA, association européenne de marketing financier, a pour but de développer les concepts et les techniques de marketing chez ses adhérents - principaux intermédiaires financiers (banques, assurances, etc.) - par des études collectives, des échanges d'expérience et des activités de formation.

Son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL cherche aujourd'hui pour Paris-8 :

un jeune cadre division formation

Il rédige et met en forme les programmes de formation, assure les relations techniques avec le corps enseignant (contenu, déroulement des stages, exploitation).

Nous cherchons un jeune diplômé (ESSEC, ESC ou équivalent), ayant une première expérience de marketing en milieu financier (2 à 3 ans) et connaissant parfaitement l'anglais.

Toute candidature étrangère sera étudiée avec intérêt (maîtrise du français indispensable).

Les Cadres intéressés adressent leur candidature (ss réf. 2700 M) à Mme M.C. TESSIER.



ALEXANDRE TICS S.A.
10, RUE ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP

EUROSYSTEM S.A.

Filiat conjointe de trois importantes Sociétés Européennes recherche pour développement de nouveaux systèmes

INGÉNIEURS INFORMATIENS

ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine des systèmes en TEMPS RÉEL.

Postes à pourvoir aux différents niveaux. Travail en France et à l'étranger. Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à :

EUROSYSTEM S.A.
Avenue de Tervueren, 34
B-1040 BRUXELLES.

HONEYWELL AUTOMATION

poursuit son développement, renforce sa force de vente et recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

- Conditionnement d'Air - Chauffage (réf. 1000 ASD/11)

- Système de contrôle centralisé du Bâtiment (réf. 1000 ASD/12)

FORMATION INGENIEUR

Connaissance thermo-dynamique nécessaire. Expérience de 2 à 3 ans dans une entreprise de chauffage et conditionnement d'air exigée. AUTONOMIE dans le cadre d'objectifs ou se tient la rigueur du technicien et l'agilité du commercial.

Ces postes offrent une activité de PROMOTION et VENTE de MATÉRIELS SOUPHISTIQUES impliquant des CONTACTS et des NEGOCIATIONS à NIVEAU ELITE.

- Salaires attractifs ;
- Voiture fournie ;
- Remboursement sur frais réels ;
- Postes à pourvoir : PARIS - BORDEAUX.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur C.V., photo et prétentions en précis. réf. du poste à Société HONEYWELL - Direction du Personnel 12 rue Anacleto, 92 MALAKOFF.

Filiat THOMSON BRANDT

recherche

CADRE Position II

Pour SÉLECTION et EMBAUQUE du Personnel de maintenance :

- Animer les équipes de formation du personnel ;
- Coordonner et assurer les créations de documentations.

Ce poste conviendrait à un cadre

ayant acquis de larges connaissances en mécanique et électronique sur des chantiers importants et si possible en maintenance.

Agé d'une quarantaine d'années, stimulant, responsable, il devra montrer son goût et ses aptitudes à résoudre les PROBLÈMES HUMAINS ;

le support technique d'une équipe d'ingénieurs lui est acquis, pour animer les équipes de formation et de documentation ;

il s'agit de déployer, sur le territoire national des équipes d'électrotechniciens ayant la responsabilité des systèmes mécaniques et électroniques hautement spécialisés.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec curriculum vitae et photo, à n° 56034, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

FILIALE GROUPE HACHETTE

recherche

Contrôleur de gestion

Il exercera sa fonction au niveau d'une filiale et sera chargé :

- Du suivi des tableaux de bord
- De l'établissement des budgets et des plans
- D'analyses économiques et d'études d'investissement

Il aura :

- Une formation supérieure HEC, ESC, Sciences Eco ou équivalent
- Une expérience de 3 ans minimum de contrôleur de gestion dans une Société multinationale de préférence audio-visuelle.

Adresser C.V. et prétentions au Service de l'Emploi 234, bd St-Germain, 75007 PARIS ss réf. 19674

IMPORTANT GROUPE PARIS

recherche pr sa direction administrative

UN JURISTE DE SOCIÉTÉ

Agé de 35 ans au minimum.

Bonnes notions d'anglais appréciées.

Le candidat retenu devra posséder une solide expérience en matière de droit des affaires et, notamment, de Droit des Sociétés, acquise soit dans un Cabinet Juridique et Fiscal, soit en interne à un poste identique.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prt. n° 56388, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr

VOUS VOICI TITULAIRE DU BACCALAURÉAT! QU'ALLEZ-VOUS FAIRE?

LA BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS

VOUS PROPOSE :

- une formation technique de base (4 semaines de stage payées à plein temps) ;
- une expérience commerciale — stage pratique d'accueil de la clientèle dans le cadre d'un point de vente ;
- des possibilités de carrière et de promotion dans l'exploitation de la clientèle acquise et potentielle et la réalisation d'objectifs commerciaux.

Si vous êtes tenté par des CONTACTS avec la CLIENTÈLE pour Paris et région parisienne, écrire avec C.V. et photo à :

B. R. E. D.
Direction des points de vente,
5, avenue du Château, 93200 VINCENNES.

Pour nos dépôts, Matériaux de Paris, Grenoble, Annecy, Chambéry, Bordeaux, Angoulême, Toulouse, nous recherchons :

directeurs de dépôts matériaux

55.000F/an +

- Ils doivent :
- connaître le marché du bâtiment de la région,
- avoir une solide expérience commerciale des matériaux de construction,
- faire preuve d'une réussite commerciale incontestée comme chef de dépôt, directeur commercial, ou adjoint.

Société Nationale, nous leur offrons d'entrer dans une équipe jeune, dynamique ; une situation solide et d'avenir.

Adresser lettre de candidature, CV et photo sous Réf. Mde 262 à

plein emploi 118 ne révoque pas : 2

La plus grande discrétion est assurée.

صوتك للأهل

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

banque

banque Privée Paris 8^e, recherche pour assurer son programme d'extension

CADRES D'EXPLOITATION

Les candidats, de formation supérieure, devront avoir une pratique des opérations de banque et de crédit acquise pendant au moins 5 ans à des postes de responsabilité.

Nous leur demandons aussi une expérience des relations avec une CLIENTÈLE DE STANDING de grandes et moyennes sociétés. Nous leur confierons dans le cadre d'une large délégation, la responsabilité des contacts avec notre clientèle industrielle, sociale et potentielle et un rôle important de conseil en financements.

Entre avec C.V. sous référence 003 CEM, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER PLAN

CONSTRUCTEUR MATÉRIELS ROULANTS ET DIVERS

recherche

INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Ayant solide expérience problèmes organisation entreprises industrielles (acquises dans Entreprises ou Cabinet organisation).

SITUATION Avenir susceptible d'évoluer vers poste opérationnel.

Adresser lettre manuscrite indiquant C.V. détaillé, n° 56.488, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou I.R.

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

recherche pour son Service "Etude et Gestion des Crédits Promoteurs"

jeunes cadres

de Formation Economique (Grandes Ecoles Commerciales - Sciences Po. ou Sciences Eco).

Après formation préalable les candidats retenus seront chargés de l'instruction des demandes de crédits promoteurs (examen des demandes sur les plans technique, juridique, administratif, financier, fiscal, commercial, etc.) et de la gestion des contacts avec les clients (renseignement des fonds, suivi des opérations, contrôle permanent de l'évolution des risques et des engagements CDE etc.).

Ces postes, basés à Paris, impliquent néanmoins une mobilité et une disponibilité importantes compte tenu des déplacements à prévoir sur l'ensemble du territoire.

Adresser C.V., photo et prétentions à J.Y. Martineau, Service du Personnel, CDE 8 rue Volney, 75002 Paris.

cde

GRANDE ENTREPRISE EXPORTATRICE

recherche

SPÉCIALISTE CASH-MANAGEMENT DEVICES

Responsable de la gestion des devises et des problèmes de Change de la Société.

- Il s'agit d'un poste à développer, comportant des responsabilités importantes et de larges initiatives.
- Convientrait particulièrement à un candidat de formation supérieure dans le domaine économique, ayant déjà acquis une expérience en la matière.
- Large éventail de rémunération possible en fonction du profil du candidat.

Adresser C.V. et prétentions sous référence : 121.069

30, rue de Mogador, Paris-8^e

Centre de Psychologie Appliquée

Gie des Vernis VALENTINE

Leader dans la branche Peintures

recherche

ADJOINT - DIRECTION COMMERCIALE

Le candidat retenu devra :

- avoir une formation E.S.C. ou E.S.S.E.C. ou de niveau équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle de 3 ans dans un service commercial ou dans la vente ;
- aimer les contacts avec clients ;
- être capable de :
- secondier le Directeur Commercial du département commerciale dans ses tâches de gestion et de stimulation du réseau de vente ;
- assurer la marche du service pendant les déplacements de son chef ;
- visiter un certain nombre de clients importants

Envoyer curriculum vitae et photo à : VALENTINE 163, avenue des Gâtillons, 92231 GENNEVILLIERS

COMPAGNIE GCT GÉNÉRALE

CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

recherche pour sa Division

TÉLÉPHONIE PUBLIQUE

231, avenue du Général-de-Gaulle
92140 CLAMART

INGÉNIEURS

ayant 5 ans minimum d'expérience en commutation téléphonique pour étude de circuits nouveaux.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Situation d'avenir pour les candidats de valeur

Facilités de transport assurées.

Ecr. av. C.V. s/réf. n° 33. SERVICE du PERSONNEL, 231, rue de Vaugirard, 75740 PARIS CEDEX 15

Importante Société de production et de commercialisation de produits de revêtement de murs et sol, crée 2 postes

adjoints de directeurs régionaux

Ils devront assister ces directeurs dans leurs activités :

- visites de clients importants, suivi des activités des inspecteurs et représentants, animation du réseau.

PROFIL :

- formation supérieure : HEC - ESSEC - SUP de CO. Expérience d'un ou deux ans dans la vente.
- Age minimum 27 ans.

Lettre manuscrite - CV détaillé au service 5051 M.

plein emploi 118 et 119 page 2

Importante aciérie allemande

recherche

pour Siège de sa filiale française (transférée en octobre de NANTERRE à TRAPPES)

CHEF COMPTABILITÉ

chargé de la gestion en cours d'intégration, des services :

- financiers et comptables ;
- facturation et stocks ;
- statistiques et contrôle des prix de revient et de l'établissement des bilans et déclarations mensuelles et annuelles.

Préférence sera accordée à un postulant âgé de 30 ans minimum, ayant au moins 8 ans de pratique à un poste similaire, aimant l'initiative et responsable au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Discret et abso.

Vacances Possibles.

C.V. manuscrit, photo et prétentions à CERIC, 46, rue du Simphon, PARIS-15^e qui convoquera.

POUR UN GRAND QUOTIDIEN NATIONAL

Le Directeur Commercial

recherche

UN CHEF DE PUBLICITÉ

Ce poste conviendrait à un jeune homme ayant :

- une expérience de la vente ;
- une bonne connaissance de la publication de la presse ;
- le sens des responsabilités et de l'organisation ;
- le goût des contacts à niveau élevé.

La rémunération est en rapport avec l'expérience.

Adresser C.V. et photo et prétentions à : REGIE-PRESSE - Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 PARIS CEDEX 13, ou Tél. pour renseignements au 33-21-22, poste 1702.

BANQUE PRIVÉE PARIS

appartenant à groupe important

recherche

cadre bancaire haut niveau

32 ans minimum

FORMATION SUPÉRIEURE (Universitaire ou Professionnelle)

pour responsabilité des services d'exploitation

Envoyer C.V. à : G.C.B.P., 66, Rue de la Chaussée d'Antin, 75005 PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES AÉRONAUTIQUES ET SPATIALES

recherche

pour son établissement de MELUN-VILLAROCHE (S.-et-M.)

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(X - Sup. Aéro - Mines - Arts et Métiers)

ont quelques années d'expérience ou débutants pour recherches appliquées et travaux de développement.

Adresser curriculum vitae et photo à : HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 53920

Société de Transports

recherche

UN DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT

35 ans minimum, à qui sera confiée la responsabilité d'un centre de 40 véhicules lourds, situé dans la grande banlieue Nord de Paris. Le candidat, de formation supérieure, possédant une bonne expérience des transports routiers et sera capable, par son efficacité commerciale, de développer le trafic du centre, dans les domaines du transport de personnes et de la location de véhicules industriels.

Salaires annuels à partir de 60.000F, suivant qualification.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à : S/Réf : 229 à A.S. CARNE EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney 75002 PARIS

FILIALE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ A VOCATION INTERNATIONALE

recherche

Jeanne INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

Pratique en tréfilage ou laminage des métaux non-ferreux souhaitée

Il s'agit d'une affaire moyenne dont l'expansion de 30 % annuel permet après adaptation, de garantir au collaborateur recherché une évolution de carrière certaine.

Résidence CHARTRES ou environs nécessaire

Recrire à n° 56.547, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra 75002 Paris Cedex 1^{er} qui transmettra

JEUMONT-SCHNEIDER

recherche pour

ACTIVITIES ENGINEERING (MÉTALLURGIE, MANUTENTION, TÉLÉPHONIE, AUTOMATISME)

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience industrielle en engineering. Pratique de l'anglais et de l'allemand appréciée.

Adresser C.V. en précisant rémunération souhaitée à M. DEUDON s/réf. 56153

Direction des Affaires Sociales

31/32 Quai National - 92802 PUTEAUX

Importante BANQUE PRIVÉE

en pleine expansion, recherche pour son Siège et ses Agences à Paris :

ATTACHÉS DE DIRECTION

pour prospection et entretien clientèle de particuliers et de commerçants.

Les candidats devront posséder une très bonne connaissance :

- des placements, en particulier des titres ;
- des crédits aux particuliers ;
- des divers services bancaires ;
- l'expérience du poste de 2 à 3 ans obligatoire.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : 6.018 à

OR organisation et publicité

LA FILIALE D'UN GROUPE BRITANNIQUE

spécialisée dans la distribution des produits plastiques

implantée banlieue Est de Paris

Recherche

RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

titre de suite

Ce poste requiert une compétence confirmée en comptabilité, une expérience des questions financières et administratives et de l'analyse des budgets.

Les candidats intéressés doivent envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée à :

MONSIEUR JACQUES DECLERQ
48-48, rue Brévière
9100 MONTREUIL

Notre usine est rattachée à un grand groupe français. Produisant des matières plastiques, elle est située à 70 km à l'Ouest de Paris, à proximité immédiate d'une petite ville dotée d'équipements sociaux.

Le poste à pourvoir est celui de

CHEF DU SERVICE ENTRETIEN

Le candidat retenu aura une formation d'ingénieur type A.M. ou I.O.A.M. ou niveau équivalent mécanique mais aussi compétence en électricité et régulation. Ce sera un bon organisateur ayant le contact aisé. Quelques années d'expérience de l'industrie seraient utiles mais pas indispensables. Logement possible.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à : N° 6.591, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75007 PARIS.

PROTEX

Entreprise : moyenne, performante, profitable, à activité multinationale, fabriquant des produits chimiques spéciaux

recherche

JEUNES CADRES

E.S.C.P. - MINES
E.S.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P.

Pour ses départements Informatique, Gestion Contentieux, Expansion à l'étranger, Connaissance de langues étrangères appréciée. Perspectives d'avenir.

Env. CV et prêt. : Protex, 6, r. Barbès 92386 Levallois.

Entreprise Française de Biens d'Équipements

Première en Europe dans sa catégorie, disposant d'un réseau de ventes dans le monde entier et effectuant le tiers de son C.A. à l'Exportation

recherche son

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Ce poste conviendrait à un INGÉNIEUR de 30 ans au moins pouvant prouver une expérience commerciale réussie.

Anglais indispensable - Allemand souhaité.

En cas de succès dans ce premier poste la Direction Commerciale pourra lui être confiée.

Rémunération suivant expérience.

Envoyer curriculum vitae au n° 428.814, REGIE-PRESSE, 33 bis, r. Beaumour, Paris-8^e, qui transmettra

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE à PARIS

recherche

MÉDECINS POUR SON SERVICE EXPÉRIMENTATIONS CLINIQUES

Age 30 ans minimum

- BONNE FORMATION CLINIQUE ;
- EXPÉRIENCE RECHERCHE CLINIQUE ;
- CONNAISSANCE ANGLAIS SOUHAITÉE.

Envoyer lettre manuscrite et photo, à :

Publ. J. TAVERNIER, s/réf. 3281/M, 27, av. de Laistre-de-Tassigny, 94220 CHARENTON.

CLARK EQUIPMENT FRANCE

seeks a

SALES AUTOMOTIVE ENGINEER

Torque converters gear-boxes, axles

- 28 years old minimum
- good knowledge of mechanical engineering, earthmoving and handling materials ;
- must speak Italian and English ;
- considerable travels throughout Italy and Rhône Alpes area are anticipated ;
- office is located in Orsay - 91 near Le Guichet station ligne de Sceaux.

We offer an interesting job in a dynamic American company internationally oriented.

Please forward letters of application and C.V. in English (language recent photograph, salary required to n° 8.879, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75007 PARIS (9^e).

SOCIÉTÉ FROMAGÈRE JEUNE EN PLEINE EXPANSION

recherche

pour création de poste

DIRECTEUR D'USINE

- Capable de concevoir et de contrôler l'évolution technique de l'usine ;
- Capable d'animer une équipe de cadres et d'ouvriers, ayant l'expérience, l'habitude des hommes et les qualités morales correspondant à ce poste.

Formation laïque et technique indispensable. Maison individuelle à disposition

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

S.A. RAMEAU
16, rue de la Fosse-aux-Chevaux
78730 SAINT-ANNOULT

Kleber

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT

AU SEIN DE LA DIRECTION TECHNIQUE DE LA BRANCHE PNEUMATIQUE

Il sera chargé, après une période de formation, de concevoir et de la conception et à la mise au point de nouveaux articles, en tenant compte des contraintes techniques et économiques.

L'atteinte des objectifs nécessite des communications constantes avec les autres secteurs d'activités de l'entreprise (production, marketing, logistique...).

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé (Centrale, E.N.S.I.C., Sup. Aéro, Mines) capable de s'intégrer à une équipe et ayant le goût des contacts.

Ecrire avec C.V. et prétentions au SERVICE INGÉNIEURS ET CADRES KLEBER, 6, avenue Kleber, 75016 PARIS.

5011

Brochure gratuite. Adresser, 26, boulevard Gambetta, 06-LE CANNET.

LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

Nous poursuivons aujourd'hui la publication du rapport de la Cour des comptes remis le jeudi 20 juin au président de la République (voir « le Monde » du 22 juin et des 23-24 juin).

ÉDUCATION NATIONALE : des incertitudes dans la répartition des subventions

La Cour des comptes constate un certain désordre dans la gestion administrative et financière des universités et autres établissements d'enseignement supérieur soumis à la loi d'orientation du 12 novembre 1968. C'est sur 1971 que portent les observations de la Cour. C'est, en effet, le 1^{er} janvier de cette année-là qu'est entré en application le principe de l'autonomie budgétaire de ces établissements.

Les « critères objectifs » de répartition des subventions du ministère de l'éducation nationale entre les différents établissements soulèvent notamment des difficultés. C'est, en effet, rappelle la Cour des comptes, « au vu de leurs programmes et en application de critères nationaux (que) le ministère de l'éducation nationale, après consultation du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, répartit les emplois budgétaires entre les universités et les autres établissements publics à caractère scientifique et culturel. Il délègue à chaque établissement un crédit global de fonctionnement (...). Les critères objectifs, apparemment les moins discutables, comme les surfaces des locaux d'enseignement et le nombre des étudiants, sont souvent affectés d'incertitudes regrettables. À l'université des sciences sociales de Grenoble en 1972, par exemple, les chiffres retenus par les services financiers du ministère pour la fixation de la subvention de fonctionnement ont été inférieurs de 10 % environ à ceux du rectorat, tandis qu'un chiffre intermédiaire était pris en considération par le service de statistique du ministère. Ces variations s'expliquent partiellement par la difficulté que présente la définition même de l'effectif étudiant ».

« Les critères eux-mêmes se révèlent imparfaits (...). D'une manière générale, un affinement des critères et un aménagement des coefficients seraient souhaitables ».

La Cour souhaite, d'autre part, que les autorités nationales et les autorités locales qui, parfois, accordent aussi des subventions à ces établissements, notamment à leurs débuts — « ne s'ignorent pas les unes les autres » par la « gestion de l'établissement » et « la gestion de l'enseignement ». C'est le cas, par exemple, de l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de droit de Limoges, dont le budget ne dépasse pas la totalité des ressources et des charges. D'autre part — mais le cas est plus rare — l'aide de la collectivité locale s'étant prolongée après la période où elle était indispensable, l'U.E.R. de droit de Limoges, qui a reçu plus de 800 000 F de la ville en 1971, « a pu souscrire en 1972 pour 225 000 F l'obligation du Crédit national et pour 75 000 F l'obligation du Crédit hôtelier ».

La Cour des comptes regrette que, dans bien des cas, les universités adoptent leur budget beaucoup trop tard et constate que « parfois ces retards trouvent leur explication dans une notification tardive des subventions par le ministère de l'éducation nationale ».

« Ailleurs, les dépenses engagées ont dépassé les autorisations budgétaires et ont dû être réglées sur les crédits des exercices antérieurs. Cette pratique a été plus particulièrement fréquente en 1971 (...). C'est ainsi que l'université de Paris-IX-Dauphine a dû régler, à la fin de 1972 et au début de 1973, plus de 800 000 F de dépenses de l'exercice de 1971. L'université de droit et de lettres de Lille a payé en 1972 plus de 1 200 000 F qui auraient dû être mandatés dès 1971. Le ministère de l'éducation nationale a dû consentir, en 1972, à l'université de Paris-X-Nanterre une subvention exceptionnelle de 1 684 000 F pour permettre l'apurement de dettes nées en 1970 et 1971. (...) »

Trop de frais de déplacement et de réceptions

Les conditions de rémunération et de déroulement des carrières des personnels contractuels (ce sont le plus souvent des personnels de service dont le poste n'est pas inscrit au budget de l'Etat) n'étant encore fixées par aucun texte d'ensemble, celles-ci sont loin d'être uniformes. « Une remise en ordre est indispensable. Elle ne sera possible qu'après la publication de la réglementation annoncée et attendue depuis 1971. Le retard pris en ce domaine ne peut que compliquer une telle tâche ».

Les méthodes d'achat et les dépenses d'un certain nombre d'universités ne sont pas toujours satisfaisantes. Souvent, en effet, les nombreux services qui appartiennent à un établissement d'enseignement supérieur

« passent leurs commandes comme s'ils constituaient des établissements indépendants. (...) De multiples inconvénients en résultent : insuffisance des remises octroyées par les fournisseurs, prix élevés en raison des faibles quantités acquises. (...) La mise en place de services communs réduirait l'incertitude d'acquiescement des fournisseurs et de double emploi du système actuel et de bénéficier de l'intérêt de l'appel à la concurrence ».

Des frais de réception trop élevés

« Une autre source d'économie pourrait provenir de la réduction de certaines indemnités de déplacement ou de frais de réception. Il n'est pas admissible que des professeurs, qui ont choisi de ne pas résider au lieu où ils sont affectés, soient indemnisés des déplacements qui en résultent, comme le cas a été relevé à l'université de Limoges. Quant aux dépenses de réception, si elles absorbent un pourcentage généralement très limité des frais de fonctionnement, le coût élevé de certaines notes de restaurant et la fréquence des repas où ne figurent, contrairement aux instructions en vigueur, que des fonctionnaires de l'Etat, conduisent à penser que les crédits correspondants pourraient être mieux employés ».

« S'agissant des remarques relatives aux méthodes d'achat, dont il ne conteste pas le bien-fondé, le ministère indique qu'il fait en voir l'explication essentielle dans le « manque de formation des personnels ». Aussi les personnels de l'enseignement supérieur bilingues en ce qui concerne les langues étrangères, et les langues de l'enseignement supérieur, sont-ils invités « à participer aux stages et conférences de divers niveaux » organisés par la section rectoriale des marchés.

Quant aux « écarts regrettables » commis par certains établissements de l'enseignement supérieur, le ministère indique qu'il fait en voir l'explication essentielle dans le « manque de formation des personnels ».

« Plus de trois ans après la constitution effective des nouveaux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, coïncide la Cour des comptes, il apparaît ainsi que leur gestion

administrative et financière laisse encore de nombreux problèmes en suspens. Beaucoup de critiques (...) se rapportent à une dispersion excessive des responsabilités de gestion. Mais la plupart des difficultés apparues (...) trouvent leur principale origine dans les instructions fragmentaires et insuffisamment harmonisées, données par les deux ministères de l'éducation nationale et de l'économie et des finances ainsi que dans les retards apportés à la publication de certaines textes indispensables. Toutefois, l'année 1971 ayant été une année d'apprentissage pour les universités nouvelles, ces-ci devraient être en mesure de remédier rapidement aux imperfections constatées ».

Dans sa réponse, le ministre de l'éducation nationale indique que les errements relevés par la Cour, en nombre au demeurant limités, résultent pour l'essentiel de l'« application effective des principes d'autonomie énoncés par la loi ». Le ministre estime, quant à lui, que les milieux universitaires ont, dans l'ensemble, assumé leurs nouvelles responsabilités avec « sérieux ».

S'agissant des remarques relatives aux méthodes d'achat, dont il ne conteste pas le bien-fondé, le ministère indique qu'il fait en voir l'explication essentielle dans le « manque de formation des personnels ». Aussi les personnels de l'enseignement supérieur bilingues en ce qui concerne les langues étrangères, et les langues de l'enseignement supérieur, sont-ils invités « à participer aux stages et conférences de divers niveaux » organisés par la section rectoriale des marchés.

Quant aux « écarts regrettables » commis par certains établissements de l'enseignement supérieur, le ministère indique qu'il fait en voir l'explication essentielle dans le « manque de formation des personnels ».

« Plus de trois ans après la constitution effective des nouveaux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, coïncide la Cour des comptes, il apparaît ainsi que leur gestion

ASSISTANCE PUBLIQUE : des anomalies des lenteurs...

La Cour des comptes a porté particulièrement son attention cette année sur les aspects financiers et comptables de l'Assistance publique de Paris et sur la construction des hôpitaux psychiatriques.

Avec quarante mille lits, dont vingt-quatre mille pour des soins actifs, l'Assistance publique (A.P.) représente environ la moitié de la capacité des établissements publics et privés de la région parisienne et 15 % de l'hospitalisation publique en France. Elle emploie sept mille médecins, cinquante-cinq mille agents et les budgets d'exploitation et d'investissement étaient au 1^{er} janvier 1973 de 3 853 millions de francs.

La Cour des comptes se plaint de reconnaître à diverses reprises que certaines difficultés administratives et financières ont été aplanies ces dernières années ou l'utilisation des crédits et de comparer l'évolution des coûts de fonctionnement respectifs des établissements, enfin, de comparer l'activité d'un service par rapport à un service de référence.

Cependant, l'Assistance publique a encore un long chemin à parcourir avant d'assainir totalement sa gestion, car « le fonctionnement des services et l'exécution budgétaire laissent encore apparaître des anomalies, tandis que les procédures liées au financement des investissements exigeraient également des améliorations ».

Ainsi, « les relations financières entre les hôpitaux généraux et les hôpitaux sont faussées dans la mesure où les premiers inscrivent en recettes des livraisons participatives contre des pratiques qui ont pour première conséquence de limiter les crédits que ces établissements peuvent consacrer à leurs activités d'enseignement et de recherche ».

La région parisienne, le véritable débiteur « en raison du grand nombre de personnes dont la situation reste mal définie au regard de l'assurance maladie », l'apurement de ces créances non identifiées paraît malheureusement contrôlable à la Cour des comptes, d'autant plus que l'Assistance publique « étend l'usage de ce procédé à des créances étrangères aux frais de séjour des malades. A la fin de l'année 1970, l'ensemble des titres globaux représentait 283 millions de francs ».

Quant à la pharmacie centrale « la comptabilisation des recettes et des stocks de pharmacie appelle des critiques. (...) Au 31 décembre 1971, les sorties effectives des produits étaient supérieures de 11 millions de francs à celles qui ressortaient des écritures ». D'autre part, « des divergences croissantes sont constatées entre les résultats de la comptabilité informatique et ceux de la comptabilité générale ».

Pour les investissements, la Cour des comptes, qui insiste sur l'effort réel et le vaste programme d'extension et de modernisation entrepris par l'A.P. depuis dix ans, constate des changements d'objectifs, des retards et des anomalies qui coûtent parfois très cher.

Ainsi, « au CHU de Béziers, un premier projet de création de mille six cent soixante-seize lits actifs a dû être repris en totalité pour des raisons techniques et financières. Ce changement a entraîné le paiement de près de 6,5 millions d'honoraires et de 3,3 millions pour études qui auraient pu être évitées dans une large mesure ».

La multiplicité des sources de financement est elle-même un problème et une cause de retard, d'autant qu'il existe des organismes mauvais payeurs. Entre le lancement d'une opération et le versement des participations promises, il peut s'écouler plusieurs années. Or ces retards « ne sont pas sans influer sur les coûts et la trésorerie de l'établissement public ». Par exemple, « pour la construction de l'hôpital Ambroise-Paré, achevée en 1970, il restait, fin octobre 1973, à en-

caisser 42 millions de francs sur les 48,5 millions qui étaient attendus, notamment de la caisse régionale d'assurance maladie. Pour l'hôpital Louis-Mourier (Clichy), entré en service à la fin de 1971, le montant des subventions non versées au début de 1973 s'élevait encore à 10,2 millions sur 65,3 ». « Si la Ville de Paris ajoute la Cour des comptes, verse très rapidement ses subventions, il n'en va pas de même des ministères de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), de la caisse régionale d'assurance maladie des travailleurs salariés. La longueur des formalités imposées au surplus à l'établissement public, parisiens « un effort de trésorerie non négligeable ; les fonds en attente de récupération pourraient être estimés plus de 30 millions de francs à l'automne 1973 ».

Dons et legs des hôpitaux généraux

Au sujet des dons et legs parfois anciens qui constituent ce qu'on appelle la « dotation initiale » des hôpitaux, la Cour des comptes observe que « mises à part quelques exceptions notables, les rendements obtenus sont généralement faibles et que trop souvent la gestion manque de rigueur ».

Quelques exemples sont donnés. « Nombre de logements sont affectés gratuitement à des agents auxquels leur statut ne donne pas droit à cet avantage. (...) Sous la pression d'anciens non désintéressés, des ventes peu judicieuses sont réalisées. A défaut d'inventaire, des objets disparaissent. Ce fut le cas, par exemple, pour des collections anciennes de Laval et à Brée. (...) L'hôpital de Romans n'a toujours pas obtenu, dix ans après, les terrains qui devaient lui être remis en échange d'un jardin de 4 000 mètres carrés adossés au rue de faciliter la rénovation d'un îlot urbain ».

La Cour des comptes propose une amélioration de la gestion, ainsi qu'un inventaire intégral des biens, immeubles ou mobiliers, notamment des œuvres d'art et des mobiliers anciens.

Établissements psychiatriques : erreurs et conceptions

Quant aux établissements psychiatriques, la création d'un centre technique laisse espérer la mise au point d'une doctrine cohérente. Or, subsistent encore des erreurs et des défaillances trop fréquentes qui affectent le coût des travaux et les conditions de fonctionnement des établissements.

L'hôpital psychiatrique de Nangé (Haute-Vienne) doit être modernisé depuis longtemps. L'avant-projet, ayant été adopté en 1967, mais les travaux n'ont pas encore permis de venir à bout de ce projet. « Les crédits ouverts en 1973 et en 1974 ayant dû être affectés à la couverture des besoins de l'installation électrique, est vivement critiqué ».

La construction de l'hôpital psychiatrique de Valence a été caractérisée par les retards et les erreurs, avant toute réalisation par les modifications successives apportées à la consistance et à l'implantation des projets, ainsi que par les erreurs commises dans l'acquisition des terrains. Si bien qu'un projet présenté comme urgent en 1964 n'a été lancé que dix ans après ».

A Etampes, le centre psychiatrique Barthélemy-Durant a subi des changements d'orientation, entraînant la construction d'un bâtiment d'un service d'observations, arriérées à une école d'infirmeries ! Il a aussi été victime de malheurs, qui ont nécessité l'engagement de poursuites. « Quant au matériel chirurgie acquis après la construction du bloc opératoire, il demeure toujours inutilisé ».

A Novillars (Doubs), les désordres et malheurs constatés dans la construction de l'hôpital psychiatrique ont pu être évités, mais les « inconvénients de l'implantation des bâtiments ne pourront sans doute jamais être pleinement surmontés et constitueront une charge supplémentaire permanente de l'exploitation ». Pour l'un des bâtiments de cet « hôpital village », l'adaptation de la construction et ses insuffisances « rendent nécessaire un réaménagement d'ensemble dont le coût, estimé à 940 000 francs, dépasse celui du bâtiment lui-même ». D'autre part, « plusieurs bâtiments sont déjà délabrés et exigeraient des réparations importantes ».

La Cour des comptes conclut que « dans un domaine où les réalisations répondent à des besoins sociaux particulièrement douloureux, les erreurs et les insuffisances constatées ont entraîné au surplus un abaissement des prix de revient et un accroissement des coûts qui compromettent l'efficacité des programmes ».

(A suivre.)

Les studios de l'Avant-Seine sont aux premières loges sur Paris. Vous y faites un placement bien en vue.

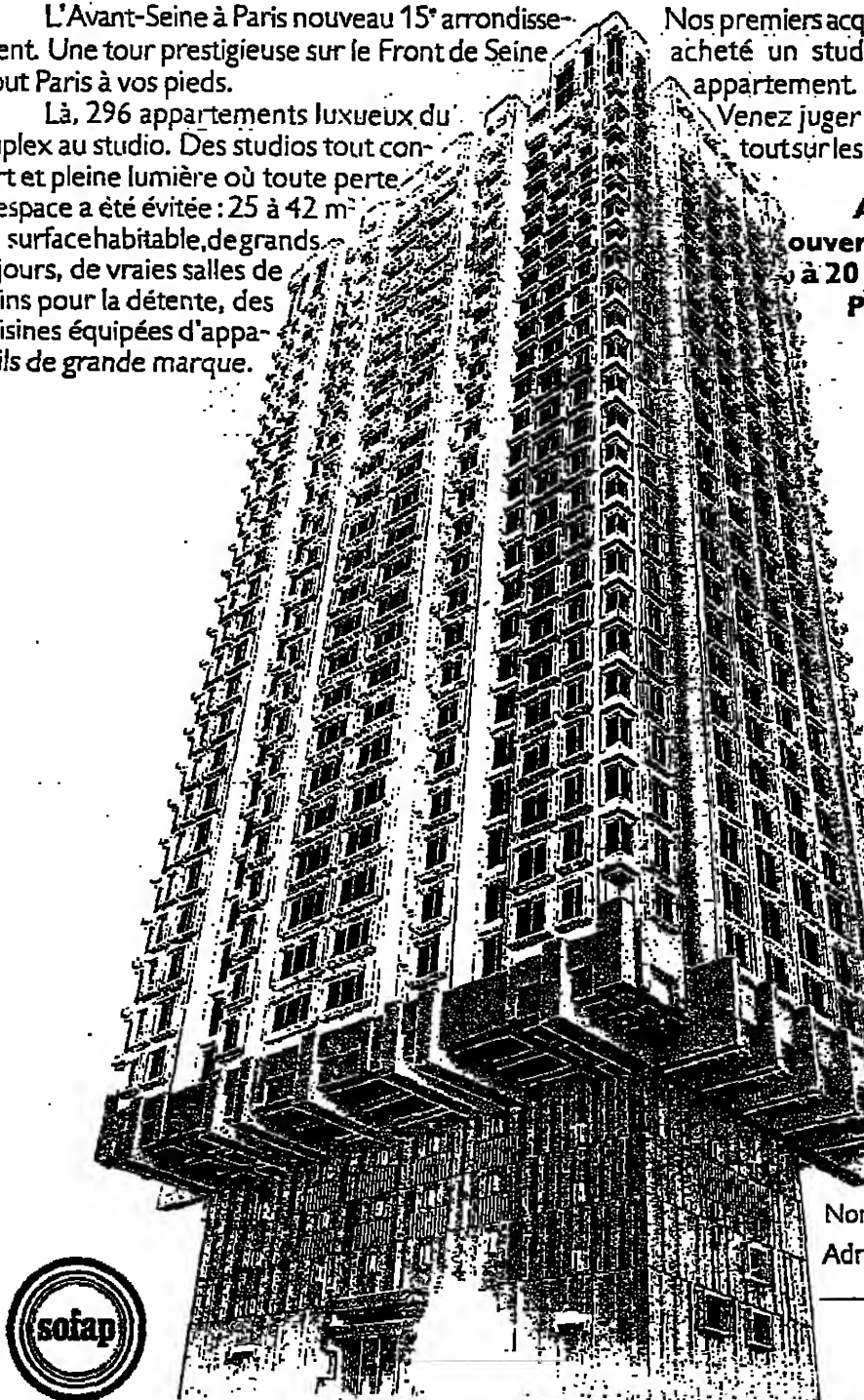
L'Avant-Seine à Paris nouveau 15^e arrondissement. Une tour prestigieuse sur le Front de Seine. Tout Paris à vos pieds.

Là, 296 appartements luxueux du duplex au studio. Des studios tout confort et pleine lumière où toute perte d'espace a été évitée : 25 à 42 m² de surface habitable, de grands séjours, de vraies salles de bains pour la détente, des cuisines équipées d'appareils de grande marque.

Nos premiers acquéreurs sont satisfaits. Ils ont acheté un studio, ils louent un véritable appartement.

Venez juger sur place, nous vous dirons toutes les possibilités de l'Avant-Seine.

Appartements témoins, ouverts tous les jours de 11 h à 20 h, 51, quai de Grenelle, Paris 15^e - Tél. 577.68.21.



Pour demander le programme, retourner ce bon à SOFAP 64, rue de Lisbonne 75008 PARIS

Nom _____ Adresse _____ Tél. _____

Prix fermes et définitifs L'AVANT-SEINE



سوفاب للاموال

LA VIE ÉCONOMIQUE

Vers un nouveau pouvoir dans l'entreprise

(Suite de la première page.)

Certes, il est vrai qu'un début de ce que l'on a pu appeler « l'ère des managers », certains d'entre eux, grisés peut-être de leur puissance naissante, avaient pu négliger une partie de leurs devoirs à l'égard des hommes qui travaillent dans l'entreprise, comme d'ailleurs aussi à l'égard des actionnaires atomisés.

Dans le contexte économique et social actuel, bien peu de dirigeants s'aviseront de contester à leurs partenaires sociaux leurs droits à l'information, au contrôle, voire à la censure. Il est donc devenu nécessaire de consacrer l'appartenance de l'entreprise privée contemporaine, non plus seulement au capital qui l'a créée et soutient son développement,

mais aussi aux managers qui la dirigent, comme aux membres de son personnel qui en constituent les forces vives.

Encore faudrait-il que les mesures qui pourraient être prises pour mettre, à cet égard, le droit en accord avec les faits, ne bornent pas à un simple réarrangement des rapports de forces internes à l'entreprise. Il est clair, en effet, que l'entreprise doit changer dans ses finalités comme dans ses conduites, mais, en même temps, elle doit survivre au changement. Cela suppose une réforme du pouvoir dans l'entreprise qui dépasse toutes les tentatives que l'on serait enclin à faire pour « désenclaver » seulement la vieille opposition manichéenne entre le capital et le travail.

L'arbitraire de la vie sociale organisée

Il faut tout d'abord qu'il soit dit qu'aucune entreprise ne pourrait se maintenir en vie sans arbitraire. Aucune entreprise ni aucune espèce vivante, d'ailleurs, ne pourrait survivre, si elle devait prendre en compte la totalité des informations qui leur parviennent, tout simplement parce qu'elles n'auraient pas les moyens de les traiter toutes. Aussi doivent-elles opérer, parmi elles des choix et, en principe, ces choix consistent à prendre en compte que les informations les plus utiles pour la survie, sous la contrainte des moyens disponibles pour les traiter. Mais, dans le cas de l'entreprise, comment opérer ces choix pourtant nécessaires sans admettre l'arbitraire, ni assumer, en fait, assumer au moins par quelques-uns, le risque de l'erreur ?

Cette affirmation pourra choquer ou décevoir. Chaque jour qui passe n'annonce-t-il pas un nouveau progrès dans la puissance et le raffinement des moyens de gestion qui sont couramment mis à la disposition des entreprises ? Force est pourtant d'admettre, une fois pour toutes, que ces progrès, s'ils sont nécessaires, ne seront jamais suffisants. La

théorie cybernétique démontre, notamment, que si l'on prétendait gérer parfaitement une entreprise comportant seulement quelques dizaines de machines-outils et d'ouvriers, en relation avec quelques dizaines de fournisseurs et de clients, il faudrait la doter d'un ordinateur d'une taille au moins égale à celle du globe terrestre (1).

S'il existe des moments dans la vie d'une entreprise où « la fête de l'information » doit être organisée, faut-il nier qu'il existe aussi des moments où la rétention de l'information apparaît comme un devoir social ? Faut-il dissimuler que... la dissimulation des incertitudes de l'avenir peut être le seul moyen d'éviter ces phénomènes auto-cumulatifs de panique collective et dramatiques et si difficiles à maîtriser une fois qu'ils se sont déclenchés ? A vrai dire, en ce domaine de l'information sociale comme en bien d'autres, rien ne paraît plus détestable que l'esprit de système, car son instauration ne peut conduire qu'àux excès de la démagogie anarchoisante ou aux abus du secret technocratique. Entre ces deux extrêmes, il est impossible de définir autre chose qu'un art, l'art de diriger.

La cooptation des directeurs

Chacun sait, d'ailleurs, que c'est une chose que d'être informé, et autre chose que de décider. Les décisions se prennent toujours dans un état d'information imparfait, et leur bien-fondé ne se démontre que dans leurs résultats, parfois lointains. C'est la loi de l'arbitraire. Dans l'entreprise de demain comme dans celle d'aujourd'hui ou d'hier, il faudra continuer de mandater des hommes au sein de décider. Il y aura donc toujours des dirigeants et des dirigés : des dirigeants qui seront honorés dans le succès et devront être flicés dans l'erreur ; des dirigés qui devront savoir que les choix collectifs unanimes sont rigoureusement impossibles (2) et par conséquent, que le mandatement de leurs dirigeants ne pourra pas, non plus, être un-

nime. Ce sont les rançons de l'acceptation par tous de l'arbitraire de la vie sociale organisée.

On ne saurait nier cependant qu'il y a une différence entre reconnaître, ne serait-ce que pour un instant de raison, l'arbitraire des décisions d'un dirigeant et le tolérer dans les réalités de la vie quotidienne. En cette banale constatation réside, en fait, tout le problème de la légitimité des gouvernements, qui hante les sociétés depuis qu'il en existe, et qu'elles paraissent avoir résolu, tout au long de leur histoire, en combinant diversement trois cri-

(1) Cf. Stafford Beer, *The brain of the firm*, Allen Lane, London 1972, page 64 et suivantes.
(2) Cf. Kenneth Arrow, *Social choice and individual values*, John Wiley and Sons, New-York 1951.

tères d'appréciation de leurs dirigeants : le respect de la tradition, le caractère personnel et l'aptitude à assumer la réalisation de projets crédibles.

Il est certain qu'en bousculant si violemment l'ordre antérieurment établi, et en gardant d'ailleurs, aujourd'hui, la prétention de demeurer un agent du changement social, le système industriel moderne ne peut et ne pourra toujours que faire fi du passé. Aussi est-il tenu de fonder la désignation de ses dirigeants sur leurs vertus charismatiques et (ou) sur leurs projets. Il vient de connaître une phase de son évolution où cette désignation se trouvait facilitée par la nature même de son projet. Tant qu'il s'est agi pour lui de relever le fameux « défi américain », c'est à l'évidence à des critères objectivement mesurables qu'il a pu faire appel. Et c'est en nous référant à des modèles d'éducation très structurés (ceux de Harvard ou de Stanford) que nous sommes entrés, nous aussi, dans l'ère des managers.

Notre système industriel aborde maintenant une phase de son développement, dans laquelle il ne pourra plus se finaliser seulement par rapport à des critères aussi aisément quantifiables que les critères d'efficacité économique. Il va lui falloir se définir par rapport à un système de valeurs qu'aucun modèle existant n'a encore permis d'établir.

Il en résultera inéluctablement de nouvelles difficultés dans la formation et la désignation des dirigeants. On attend maintenant d'eux qu'ils apportent aux entreprises des qualités qui dépassent la compétence technique, mais des qualités que l'on ne peut définir autrement qu'en se référant à des notions aussi subtiles que la confiance de ceux que l'on dirige. Et il est bien évident que cette confiance s'acquiert d'autant plus facilement que le cotoiement a été plus long, et les occasions plus nombreuses de témoigner que la dignité de directeur repose, avant tout, sur ses marques de dévouement à l'entreprise.

Il n'y a pas de société digne de ce nom sans accumulation, c'est-à-dire abandon de la personnalité de chacun, à commencer par celle

des directeurs, à l'indivis collectif. Cette exigence sociale s'oppose aux tentations du carriérisme, que facilite si puissamment encore dans notre pays l'existence de clans, de coteries. Il n'est d'ailleurs pas de manifestations plus claires de ces tentations que les « parachutages » de directeurs que l'Etat-patron opère si volontiers dans les entreprises qu'il contrôle.

En fait, la sélection des directeurs à l'intérieur même du corps social est un processus qui apparaît d'autant plus souhaitable que l'on ne voit pas d'autre moyen que celui de la cooptation interne pour présider à leur promotion, mais un processus qui devra se finaliser par rapport au service de l'entreprise plus que par rapport à la carrière personnelle des dirigeants.

Les difficultés du changement

La confiance du corps social est assurément nécessaire à l'octroi du droit de diriger l'entreprise. Elle ne saurait cependant être considérée comme une condition suffisante.

Toutes les espèces vivantes se caractérisent, en effet, par un comportement « intensément conservateur » (Jacques Monod), et l'entreprise n'échappe pas à ce caractère de la vie. Elle y échappe d'autant moins qu'elle est une

espèce vivante d'une nature particulière, faite non point de cellules biologiques aveuglément conditionnées et étroitement spécialisées, mais d'êtres vivants « à la fois unis et uniques » et qu'aucune connexion intangible ne relie entre eux.

La pratique quotidienne des entreprises révèle déjà suffisamment toutes les difficultés qu'éprouvent les hommes qui s'y trouvent rassemblés à réaliser,

entre eux, le moindre consensus sur le changement. Il faut s'attendre que ces difficultés s'accroissent dans l'avenir avec l'obligation qui sera faite aux dirigeants de tenir compte de points de vue de plus en plus diversifiés et tranchés pour justifier leurs décisions. Les dangers qu'encourra l'entreprise de ce fait seront, soit l'établissement de protocoles d'accord hâtifs, mais superficiels, répondant mal, par conséquent, aux désirs profonds de changement, soit la lenteur des décisions, celles-ci intervenant trop tardivement, ou jamais.

L'entreprise de demain ne restera donc pas un agent effectif du changement social sans s'y forcer d'une manière ou d'une autre, car le changement est contre sa nature. Pour vaincre ses inclinations à l'immobilité, elle devra adopter des dispositions structurelles et recourir à des méthodes qui ont d'ailleurs été largement éprouvées déjà par l'entreprise innovatrice, dans les phases les plus récentes de la croissance.

FRANÇOIS DALLE.

Prochain article :

**INSTAURER
UNE DÉMOCRATIE
INDUSTRIELLE**

Au PLM Saint-Jacques il y a un ordinateur pour l'efficacité. Et 465 personnes pour le sourire.

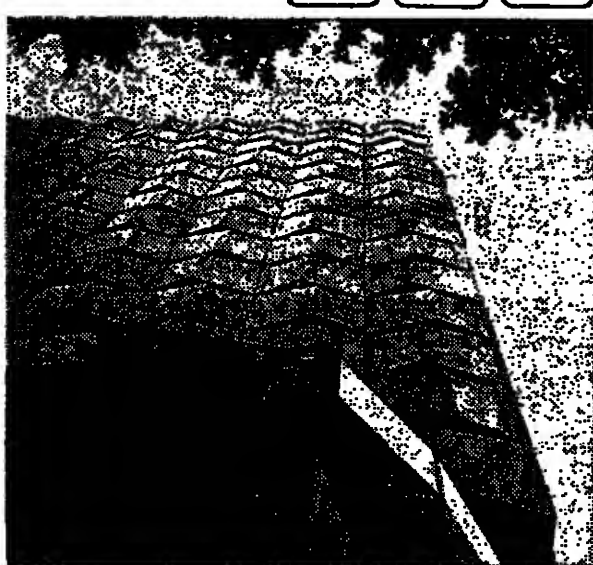
Un grand hôtel fonctionnel n'est pas forcément un grand hôtel ennuyeux. Le PLM Saint-Jacques est un grand hôtel dans Paris, à 5 minutes de Montparnasse. Un grand hôtel vivant : le PLM Saint-Jacques est ouvert depuis 2 ans, et chaleureux : le PLM Saint-Jacques n'est pas une usine à dormir.

812 chambres ultra-fonctionnelles, 4 restaurants dont 2 au moins, le café français et le restaurant japonais, méritent un détour, 12 salles de réunion de 10 à 3000 places, une salle de presse, un secrétariat pour hommes d'affaires, des boutiques, un cinéma (et bien sûr la télévision dans votre chambre), un practice de golf, un club de jeux de société, un salon de coiffure, un centre de relaxation corporelle... l'énumération serait trop longue.

Et trop sèche. Le PLM Saint-Jacques, ce n'est pas seulement une liste impressionnante de services. C'est aussi une certaine tradition du savoir accueillir et du bien recevoir. Une tradition très française : celle de PLM.

Mais le PLM Saint-Jacques est aussi un grand hôtel d'aujourd'hui. Alors derrière les sourires, il y a l'efficacité discrète d'un gestionnaire muet, mais qui a l'œil à tout et dont la mémoire est prodigieuse : c'est un ordinateur. Il s'occupe de tout. Alors, nous avons le temps de nous occuper de vous. Nous sommes 465 pour ça.

PLM



Hôtel PLM Saint-Jacques. Dans Paris.
Nous avons programmé l'utile. Alors il nous reste du temps pour l'agréable.



Hôtel PLM Saint-Jacques - 17, Boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS - Tél. : 588.89.80 - Téléc. 27740

AFFAIRES

A PROPOS DES DIFFICULTÉS DE LA SOCIÉTÉ DE LOUAGE AUTOMOBILE CHEVALIER

Suite à l'article paru dans le Monde du 18 juin dernier et concernant la réouverture du réseau de la France de la firme de louage automobile Chevalier, actuellement en état

de règlement judiciaire, la Société Bodemer nous prie d'insérer la mise au point suivante :

La S.A. Bodemer dément catégoriquement l'information selon laquelle elle serait participante à un prétendu groupe ayant proposé le rachat d'une partie du réseau de la société Chevalier. La S.A. Bodemer déclare d'ailleurs qu'elle n'a aucune relation d'intérêt avec la location de voitures particulières, son activité étant, et restant, exclusivement consacrée au transport de véhicules automobiles.

[Les informations dont nous avons fait état émanaient de la société Chevalier elle-même. Des négociations ont bien eu lieu entre les responsables de cette société et le groupe Schumacher - Société Commerciale Automobile (S.C.A.). Elles ont été interrompues à la demande des créanciers de la firme de louage automobile.]

Le fait que la S.A. Bodemer siège au conseil de la S.C.A., en qualité d'actionnaire minoritaire, explique le rapprochement abusif que nous avons fait entre cette entreprise et le groupe Schumacher-S.C.A., alors qu'elle n'était pas partie prenante dans cette négociation.

ALSTHOM EQUIPERA UNE NOUVELLE CENTRALE THERMIQUE EN COREE DU SUD, comportant deux unités de 325 MW. Les filiales d'Alsthom, et notamment Stein-Industrie, participeront à la réalisation de ce contrat d'un montant de 460 millions de francs.

LA FIRME DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE ALLEMANDE BROWN BOVERI MANIERE, filiale du groupe suisse Brown Boveri, a annoncé la conclusion d'un accord de coopération avec la société d'Etat polonaise Elektrim - (A.F.P.).

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TRAVAUX PUBLICS DUMESZ, construira au Nigeria la route reliant Okene à Kaduna (430 kilomètres).

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
1 heure	13 1/8 13 1/8	9 1/4 9 1/4	11 11 1/4
1 mois	12 7/8 13 3/8	9 1/8 9 1/8	11 1/4 11 3/4
1 an	12 1/4 13 1/4	9 3/4 10 1/4	10 1/2 11

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Le petit train de l'oubli

De notre envoyé spécial

Grenoble. — Lip sur la bonne voie ? Disons que les six wagons bleu pétrole lancés depuis trois semaines de par la France à la reconquête des horlogers-bijoutiers n'ont pas raté l'alignement. Les détaillants répareurs, distributeurs, touchés sévèrement l'an dernier dans leur commerce par l'« affaire », répondent, pour moitié, présent au rendez-vous du train-forum. Une centaine à Marseille, un peu plus à Nice, un peu moins à Grenoble. Sur les six mille concessionnaires de la marque, deux mille cinq cents seront passés par le train en trois semaines (1). Ils viennent, ils volent, ils sont (facilement) convaincus : Lip c'est reparti, et les commandes aussi.

« Ce sont les grandes retrouvailles. On s'embrasse presque sur la bouche », confie-t-il, vendredi par téléphone, dans un long rire sténographique. M. Neuschwander, nouveau patron de Lip, à un de ses adjoints resté à Besançon. « Et la presse est très bonne », ajoute-t-il.

C'est vrai : le train-forum ne peut pas changer de qual sans qu'une gazette l'événement. On en est à plus de cent articles. Astucieuse opération pour pas cher : quelques 45 millions d'anciens francs pour près d'un mois d'aventures ferroviaires. Moins onéreux que huit pages de publicité dans un grand hebdomadaire.

Pourquoi faut-il alors que l'entreprise laisse comme un arrière-goût amer ? Lip, en juin dernier, c'était l'imaginaire à la barre. Aujourd'hui, on redevient dans la mesure industrielle, dans la dialectique tranquillisante. Vous montez par l'arrière du train.

Deux hostesses endimanchées à l'accueil. « Vous êtes horloger-bijoutier ? Quel est votre nom ? Merci. Veuillez vous asseoir. Vous allez assister à la projection d'une conférence de M. Neuschwander. »

L'écran de télévision s'allume. L'administrateur-directeur général entame : « Je veux ouvrir aujourd'hui avec vous une certaine forme de dialogue (...). Nous essayons d'éponger le passé. Je ne vous dirai rien qui ne soit la vérité. Je ne vous promettais rien que je ne sois sûr de tenir. » Très glorieux d'expression, le nouveau monsieur Lip ! Et business, business aussi. « Nous avons derrière nous une équipe d'acteurs qui sont tous de très grands industriels ! Je dirais même les plus grandes sociétés industrielles de la France d'aujourd'hui, et qui n'ont pas l'habitude de ne pas réussir. »

Aussi, confiance ! « Vous vous demandez : est-ce que nous n'allons pas retrouver les ennuis, les difficultés que nous avons eues dans les mois passés ? Je crois pouvoir dire sur ce point que non. La hiérarchie est en place, les ouvriers ont repris leur place et leur travail à des cadences qu'ils ne connaissent pas. Nous avons aujourd'hui une affaire normale. »

Eponger le passé, en terminer avec les ennuis et les difficultés de grandes sociétés industrielles, hiérarchie, accélération des cadences, affaire normale : que voilà des mois en coups de poing lorsqu'ils s'appliquent à la mythologie Lip.

Le calumet de la paix

Le message passe bien avec les horlogers-bijoutiers. Commence ensuite dans le deuxième wagon l'opération concessionnaire. Vous entrez dans une sorte d'isoloir. Vous dites à un monsieur gentil et compétent ce que vous avez encore sur le cœur contre Lip : il vous écoute, il vous rassure ; vous acceptez de regarder la collection de montres, et finalement, comme vous pratiquez l'absolution des fautes, vous signez un petit bon de commande pour bien marquer que la hache de guerre est cette fois enterrée.

Reste à tuer le calumet de la paix avec le nouveau grand chef Lip qui reçoit autour d'un bar dans le troisième wagon, style station R.E.R., avec des bandes violettes, orange et rouges et un superbe bar en acier inoxydable. « Servez-vous servir ces messieurs-dames. Du jus de fruit ou de la bière ? Pas d'alcool. Vous comprendrez qu'on serre les dépenses. Pour Lip, aujourd'hui, un sou est un sou. » L'horlogère approuve et Claude Neuschwander, empressé, enveloppant, flexible, galant, direct, bref jouant de toutes les cordes de son long personnage désarticulé, enchaîne aussitôt : « Alors, vous avez un problème d'étui ? », ou bien : « Que pensez-vous du

nouveau bracelet Lip ? », ou encore : « Rassurez-vous, sans renier du tout mon passé de militant de gauche, je serai ferme avec mes ouvriers dans les futures négociations sociales », ou bien aussi : « Avec un tiers d'employés en moins, Lip produit un tiers de montres en plus. »

Ainsi va Lip 1974. Sans doute était-ce inévitable. Comment nier qu'il fallait tout refaire, et les stocks, et les chaînes, et le réseau des ventes, et les finances, avant que de reprendre le chemin du progrès social dans l'entreprise, ce que Claude Neuschwander et son équipe se disent fermement décidés à faire une fois la société rétablie. Tout de même, des mois un peu lents peuvent faire mal et tort : « Eponger le passé, ne pas retrouver des ennuis et des difficultés. » Tout de même, le Lip d'aujourd'hui, c'est au moins autant les grèves de Patience que la nouvelle équipe de direction, si dynamique et courageuse soit-elle il roule un peu trop vite, sur un ballast encore mal assuré, le petit train Lip de l'oubli.

P.-M. DOUTRELAND.

ÉNERGIE

Ouverture à Alger du quatrième congrès du gaz naturel liquéfié

De notre correspondant

Alger. — Le quatrième congrès du gaz naturel liquéfié s'est ouvert lundi 24 juin au Palais des Nations, près d'Alger. Mille cinq cents délégués venus du monde entier y participeront.

C'est la première fois que de telles assises se tiennent dans un pays du tiers-monde. Les précédents congrès ayant eu lieu en 1968 à Chicago, en 1970 à Paris et en 1972 à Washington. Il est vrai que l'Algérie doit devenir sous peu le premier exportateur mondial de G.N.L. et qu'elle a joué un rôle de pionnier dans ce domaine. C'est à Arzew, près d'Oran, qu'a été construite en

1964 la première usine de liquéfaction d'une certaine importance qui ait fonctionné. Une petite unité expérimentale installée auparavant aux États-Unis avait exploré.

Le thème du congrès portera sur le transport de G.N.L. sur une grande échelle. Mais les questions concernant les procédés de liquéfaction, les systèmes de stockage, la commercialisation du produit et sa juridiction doivent également être abordées dans une cinquantaine de mémoires.

Ces exposés, très spécialisés, seront publiés : mais avant même que s'ouvre le congrès, l'attention se portait sur ce qui se passera dans les coulisses en raison des intérêts énormes qui sont en jeu : discussions sur une éventuelle augmentation du prix du gaz, tractations entre les représentants des sociétés qui construisent des usines de liquéfaction et des méthaniers et ceux des pays producteurs. — P. B.

● Deux cents agriculteurs ont barré la voie express Brest-Morlaix dimanche 23 juin, près de Plouneventer dans le Finistère. Ils protestaient contre le marasme du marché de l'artichaut. Des gendarmes mobiles sont intervenus pour disperser les manifestants. Les producteurs avaient auparavant tenu un meeting à Plouneventer où avait lieu l'inauguration de la mairie. M. Bonnet, ministre de l'Agriculture, qui devait présider la cérémonie s'était décommandé devant la menace de manifestation.

● LA BOLIVIE va faire partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en tant que membre associé, a indiqué le ministre bolivien de l'énergie et des hydrocarbures. — (A.F.P.)

CONFLITS ET REVENDICATIONS

EN GRÈVE DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES

Les ouvriers d'Usinor, des aciéries du Furan et de Lu-Brun doivent se prononcer sur des compromis

Semaine décisive pour trois conflits de longue durée, à Usinor-Dunkerque, aux aciéries du Furan à Saint-Etienne et chez Lu-Brun à Nantes. Dans les trois cas, l'as-

pectation du travail a facilité l'élaboration d'un compromis, deux fois sur trois au sein d'une commission de conciliation. A Dunkerque et à Saint-Etienne, les grévistes

devaient se prononcer ce lundi 24 juin : à Nantes, le personnel devait connaître le même jour, le contenu d'un compromis qui devait donner lieu à consultation.

Les quatre cents fondeurs d'Usinor-Dunkerque qui, depuis trois semaines, ont cessé le travail après l'accident dont fut victime M. Jean-Claude Delalleau — brûlé vif lors de l'explosion survenue le 2 juin dans un haut fourneau (le Monde date 19 et 20 juin), — devaient être consultés à bulletin secret, ce lundi 24 juin à 14 h. 30, sur les dernières propositions de la direction. Celles-ci portaient notamment sur de nouvelles améliorations pour la sécurité et sur l'indemnisation des heures perdues.

Deux prises de position sont à noter : celle, d'une part, du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, qui attire l'attention du préfet sur ces « graves événements », d'autre part, celle de Mgr Gérard Huyghe, évêque d'Arras, qui écrit notamment dans un bulletin diocésain : « En réfléchissant à ces événements et en essayant de les lire dans la lumière du Christ ressuscité, je ne puis qu'y déchiffrer l'affrontement

continuel des forces de mort et des forces de vie. Les forces de mort sont les conditions épuisantes du travail, les longs déplacements quotidiens (...), l'extrême dureté de certains travaux, le danger permanent, l'insécurité... Les forces de vie sont le courage pour le pain de la famille, la priorité donnée aux requêtes pour la qualité de la vie sur les simples revendications salariales, la recherche souvent douloureuse d'une conciliation efficace, la recherche d'un équilibre de justice. »

Le personnel des aciéries du Furan, en grève depuis plus de cinq semaines, devait se prononcer, lundi après-midi 24 juin, sur un projet d'accord négocié le 21 juin en commission de conciliation. Fonderie stéphanoise employant quatre cent cinquante salariés en acier moulé, notamment pour Peugeot et Renault, l'usine est paralysée depuis plus d'un mois par une grève illimitée de quatre cents ouvriers horaires, dont 70 % sont des immigrés maghré-

bins. Ils réclament des améliorations de salaire et de conditions de travail, ainsi que la réintégration d'un ouvrier français licencié après avoir été à l'origine du mouvement revendicatif.

Selon notre correspondant, les ouvriers obtiennent une augmentation horaire de 0,30 F au 1^{er} juin, et une autre de 0,25 F au 1^{er} octobre, un salaire minimum mensuel de 1 300 F étant garanti dès la reprise du travail. L'horaire hebdomadaire de l'établissement sera réduit d'une demi-heure sans perte de salaire, à compter du 1^{er} juillet, sauf si la direction juge que les circonstances rendent cette réduction inopportune. Une somme forfaitaire de 500 francs et une avance de 500 francs remboursable d'ici à février 1975 seront versées au personnel. Quant au cas de l'ouvrier licencié, « il sera réglé directement entre la direction et l'intéressé, et, en cas de désaccord, par recours aux tribunaux ». En clair,

cela signifie que l'intéressé n'est pas réintégré. Un autre conflit de longue durée, chez Lu-Brun, entreprise nantaise d'alimentation, dont les trois cent cinquante salariés ont cessé le travail depuis trois semaines. Les syndicats réclament notamment le salaire minimum à 1 200 francs, une prime de vacances et l'adaptation des temps de pose. La commission de conciliation devait déposer ses conclusions ce lundi, et le personnel devait, sauf incident, être consulté mardi.

MONNAIES

Fermeté du dollar

Le dollar a continué à se raffermir ce lundi 24 juin au matin sur les marchés des changes : il valait, à Francfort, 255 1/2 DM contre 254 DM vendredi. À Paris, 482 1/2 F contre 481 1/2 F. Le lent redressement du franc se poursuivait, notamment vis-à-vis du DM, qui s'établissait à 1,92 3/4 F contre 1,93 F.



Banque de Bruxelles

Exercice 1973/74 : Bilan en augmentation de 22,6%.

L'exercice 1973/74 connaît une nouvelle progression importante du total du bilan, F 302 milliards contre F 246 milliards en 1972/73, soit 22,60 %. L'ensemble des moyens d'action recueillis s'accroît de F 50 milliards, passant de F 221 milliards à F 272 milliards en 1973/74, ou 22,70 %.

Les moyens d'action comprennent les dépôts clients et bons de caisse pour F 155 milliards contre F 132 milliards en 1972/73 et les banquiers et filiales pour F 116 milliards contre F 89 milliards l'exercice précédent, soit respectivement une progression de 17,30 % et de 30,60 %.

La banque a créé une filiale à Londres, la Banque de Bruxelles Drayton Limited en collaboration avec le groupe Drayton.

Elle a participé avec plusieurs autres banques importantes européennes et latino-américaines à

la création à Londres de l'Euro-Latino American Bank "Eula-Bank".

Elle a installé un chargé de relations permanent à Rio-de-Janeiro. Avec ses partenaires d'Abecor, elle a ouvert un bureau de représentation à Téhéran qui vient s'ajouter à ceux qui ont déjà été ouverts à Mexico, Johannesburg et Sidney.

La banque participe à la convention relative au Telexcredit signée, en mai 1973, par les membres européens de la Société Financière Européenne, en vertu de laquelle les banques-partenaires se consentent mutuellement des lignes de crédit au bénéfice de leur clientèle respective.

Le nombre de ses agences en Belgique s'élève à 999 au 31 mars 1974.

Dans les conditions difficiles nées de l'encadrement des crédits imposé par les autorités monétaires, la banque a continué à apporter son

concours à l'économie privée. Le total des crédits consentis, en ce compris les garanties données, s'est élevé de F 92 milliards à F 117 milliards en 1973/74.

Du 31 mars 1973 au 31 mars 1974, les crédits au secteur public belge sont passés de F 67,4 milliards à F 78,4 milliards.

Les avoirs de la banque placés chez ses correspondants s'élevaient à F 80 milliards le 31 mars 1974 contre F 68 milliards un an plus tôt.

La banque a dirigé l'émission de Livres Libanaises 50.000.000 de la Banque Européenne d'Investissement. Elle est intervenue comme manager ou co-manager dans 22 émissions internationales pour un montant total équivalent à \$ 714 millions contre \$ 480 millions pour 24 émissions en 1972/73. Elle figure ainsi au 9^{me} rang des 10 premières banques les plus actives sur le marché international en ce qui concerne les montants placés.

Le bénéfice net de l'exercice est de F 811 millions qui forme avec le report à nouveau de F 103 millions un bénéfice disponible de F 914 millions en augmentation de 7,30 % par rapport à l'exercice précédent.

L'assemblée a décidé le paiement d'un dividende de F 143, par action aux 3.300.000 actions représentant le capital. Il est de ce fait distribué aux actionnaires un montant de 589,8 millions contre F 556,8 millions en 1972/73.

(En milliards de F.B.)	1973/74	1972/73	1971/72	1970/71	1969/70
Dépôts de clients et bons de caisse et dépôts de banquiers banquiers et filiales	271,6	221,4	172,4	151,2	129,2
dont banquiers et filiales	116,2	89,-	62,1	56,2	47,4
Crédits - au secteur privé (y compris les garanties données)	116,8	92,1	84,1	77,-	66,7
- au secteur public	78,4	67,4	52,1	47,-	43,5
(En millions de F.B.)					
Bénéfice net	811,4	765,4	719,1	686,6	632,2

مكتبة الامم المتحدة

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE S.C.R.E.G.

CHIMIQUE ROUTIÈRE S.C.R.E.G.

L'assemblée générale ordinaire de la Société chimique routière et d'entretien générale S.C.R.E.G. s'est tenue le 21 juin 1974 sous la présidence de M. J.-P. Bussière, président-directeur général. Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1973.

Le chiffre d'affaires global du groupe a atteint 2 498 millions de francs et se répartit de la façon suivante par secteur d'activité :

— Activité routière	48 %
— Autres activités de génie civil	28 %
— Tranchées et couvertures	14 %
— Bâtiment	7 %
— Promotion immobilière	5 %

Le résultat net consolidé, après 47 millions de francs d'amortissements et charges de financements (hors frais financiers), a été de 17 millions de francs.

Au niveau de la société mère, le chiffre d'affaires a atteint 224,4 millions de francs (+12,5 %).

L'assemblée a fixé le dividende à 6,30 F auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 3,13 F, ce qui forme un revenu global de 9,43 F.

Le dividende sera versé en paiement à partir du 15 juillet 1974 contre remise du coupon n° 28.

S.M.A.C.

Les actionnaires de la Société anonyme des mines de bitume et d'asphalte du Centre (S.M.A.C.), réunis en assemblée générale ordinaire le 21 juin 1974 sous la présidence de M. J.-P. Bussière, président-directeur général, ont approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Au cours de l'exercice 1973, le chiffre d'affaires, toutes taxes comprises, s'est élevé à 325,5 millions de francs contre 278,5 millions de francs en 1972, soit une progression de 16 %.

L'exercice s'est soldé par un bénéfice net de 3,91 millions de francs contre 3,53 millions de francs pour l'exercice précédent.

L'assemblée a fixé le dividende net à 6,30 F, qui, ajouté à l'impôt déjà payé au Trésor, forme un revenu global de 9,43 F. L'augmentation par rapport à 1972 est ainsi limitée à 5 % conformément à la recommandation du ministère des finances.

Le dividende sera versé en paiement à partir du 15 juillet 1974 contre remise du coupon n° 110.

MOTOBÉCANÉ

EMPRUNT DE F 30 000 000 NOMINAL

en 250 000 obligations de 120 F nominal convertibles en actions

Droit de priorité des actionnaires jusqu'au 1er juillet 1974

Ouverture au public à partir du 2 juillet 1974

Taux d'intérêt nominal croissant par périodes de 5 ans : 7,50 %, 8 %, 8,50 %

Taux de rendement actuariel brut : 9,75 %

Lieu de souscription : Siège social de la société

Société Générale - Banque Nationale de Paris

Crédit Lyonnais - Caisse des Dépôts et Consignations

BALLO : 10 juin 1974 - Note COB n° 7462

Comptoir du Diamant et de la Pierre de Couleur

VENTE EN SES BUREAUX DE BRILLANTS

certifiés et scellés par la Chambre de Commerce

brochure "LE PLACEMENT-PARURE" sur demande

7, R. ROUGET DE LISLE, PARIS 10 - 260.80.91 - PARKING VENDÔME DU CONCORDE

En raison de la conjoncture économique difficile et de la période

PUBLICIS S.A.

A l'assemblée générale ordinaire convoquée le 28 juin prochain, Publicis présente, pour la première fois, les comptes consolidés de l'ensemble de ses filiales et participations françaises et étrangères. Pour l'exercice 1973, le chiffre d'affaires ressort à 1 518 238 985 F et le bénéfice net à 3 222 830 F dont 31 392 174 F de plus-values nettes sur immobilisations financières et cession de participations.

En effet, en septembre 1973, les installations de Publicis S.A. et de ses trois filiales principales, Publicis Conseil, Régie-Presse et les Drugstores Publicitaires, ont été perçues dans leur intégralité au cours de l'exercice 1973, ce qui explique donc dans les comptes.

Aussi l'exercice 1973 a-t-il été marqué par la mise en œuvre d'un important programme de rénovation et de restauration. En particulier, le groupe a engagé l'édification d'un nouveau siège aux Champs-Élysées (sept niveaux, cinq sous-sols, environ 13 000 mètres carrés de bureaux et de locaux commerciaux) dont l'achèvement, prévu pour le printemps 1975, le dotera d'un actif immobilier de premier ordre.

Le groupe a, par ailleurs, conforté ses positions à l'étranger avec l'acquisition de la société Dr. Parier qui vient harmonieusement compléter le réseau international constitué depuis 1972. La présence dans onze pays d'Europe permet à l'activité hors de France de représenter un chiffre d'affaires de 473 201 617 F et de dégager un bénéfice de 1 928 940 F (chiffres provisoires).

En France, malgré les difficultés rencontrées, Publicis-Conseil a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 5,5 % (216 722 812 F hors taxes contre 202 391 061 F en 1972) et un bénéfice net de 3 027 907 F (dont 2 746 238 F de plus-values nettes sur immobilisations financières), contre 2 498 832 F.

Le développement de Régie-Presse se traduit par un chiffre d'affaires hors taxes de 429 488 888 F contre 378 millions 172 816 F (+13,56 %) et dégagé un bénéfice net de 3 651 079 F (dont 658 000 F de plus-values nettes sur immobilisations financières), contre 2 589 338 F.

Les Drugstores Publicitaires, privatisés, ont obtenu un chiffre d'affaires de 46 789 820 F, contre 35 millions 590 197 F et un bénéfice net de 2 818 885 F (dont 2 621 738 F de plus-values), contre 1 585 979 F.

Quant à la société mère, elle a enregistré pour 1973 738 F de revenus en 1973, contre 9 723 087 l'année précédente. Compte tenu d'un montant de plus-values nettes à long terme de 25 313 741 F, son bénéfice net de 12 205 840 F (dont 4 851 971 F de plus-values nettes à long terme).

En raison de la conjoncture économique difficile et de la période

NOVACEL

L'assemblée ordinaire, réunie le 21 juin sous la présidence de M. Guy Pissier, a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Le chiffre d'affaires, hors taxes, s'est élevé à 275 818 907 F et le bénéfice net de l'exercice, compte tenu des plus-values sur réalisations immobilières et de provisions sur titres et créances, ressort à 7 millions 392 237 F.

Les chiffres correspondants de 1972, année, rappelons-le, marquée par une grève de trois semaines, étaient de 232 475 250 F et 2 millions 791 237 F.

L'assemblée a fixé le dividende net à 6 F, et la date de sa distribution au 3 juillet. Chaque action recevra ainsi, avoir fiscal de 4 F compris, un revenu global de 12 F comme l'an dernier.

L'assemblée a nommé comme nouveau administrateur M. Pierre Mougel, directeur général de la société. Dans son allocution, le président a informé les actionnaires de la situation de la société à fin mai 1974.

La demande est, en général, soutenue, particulièrement dans le secteur des « Produits chimiques » et dans celui des « Produits industriels adhésifs ».

Le chiffre d'affaires de la société a augmenté de 19 % par rapport à celui qui a été réalisé durant la même période de 1972. Cette augmentation est due, en partie, due à la répercussion, dans les tarifs, dans les limites possibles et autorisées, des hausses de coûts de revient.

Les filiales, qui exploitent les activités de la société à l'étranger, sont également en progression. Il est de même pour les filiales dans lesquelles Novacel est associée pour d'autres activités.

Les résultats provisoires, à fin mai, pour l'ensemble des sociétés, sont satisfaisants. Cependant, compte tenu de l'incertitude de la conjoncture à venir, il est difficile d'estimer le résultat de fin d'année.

La direction de la société utilise tous ses moyens pour s'adapter aux circonstances tout en poursuivant l'investissement dans des plans d'investissement importants préétablis.

Chantiers de l'Atlantique

Premier chantier naval français et l'un des 12 très grands chantiers mondiaux.

Premier constructeur français de moteurs diesel semi-rapides et rapides et l'un des 6 premiers constructeurs mondiaux de moteurs diesel de grande puissance.

Par une filiale à 100 %, première marque mondiale de moteurs diesel semi-rapides marque Sauter-Pielstick.

Introduction à la Bourse de Paris le 25 juin 1974

230.000 actions sont offertes sur le marché au prix minimum de F 250 par action.

Introduction réalisée par :

Banque de Paris et des Pays-Bas

Société Banque de Suez et Messieurs

Général de l'Union des Mines Rivaud & Cie

SOCIÉTÉ DES FILATURES DE LA RÉGION DE FOURMIES S.F.R.F.

Réunis le 18 juin 1974 en assemblée ordinaire, au siège social, sous la présidence de M. Alain Hubert, président du conseil de surveillance, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1973.

Le chiffre d'affaires, toutes taxes comprises, s'est élevé à 348 millions de francs. Pour comparer ce chiffre avec celui de 1972, il convient d'y ajouter le montant des ventes effectuées par les sociétés de vente immobilière contrôlée par Phénix, qui réalise par leur intermédiaire une partie de ses opérations de promotion. Le chiffre d'affaires ainsi reconstitué atteint 382,2 millions de francs, contre 322,2 millions de francs en 1972, soit une progression de 20 %.

Ce chiffre d'affaires se répartit ainsi :

En millions de francs

Maisons isolées 316

Promotion par sociétés 34

Promotion directe 10,6

Divers 1,6

382,2

La part des maisons isolées reste donc prépondérante, les opérations de promotion immobilière représentant 15 % du total.

Le bénéfice net, après impôts et provisions diverses, atteint 18,59 millions de francs contre 14,18 millions de francs pour l'exercice 1972, soit une progression de 31 %.

Ce résultat est dû à la conjonction de facteurs favorables : un volume de travaux en cours et un portefeuille de commandes particulièrement importants au départ, une réduction des coûts d'exploitation, des primes et des prix complémentaires, une température clémente.

Ces facteurs renforcés par le fonctionnement satisfaisant des services centraux, l'effort sensible de l'investissement, la qualification croissante du personnel ouvrier, ont permis une accélération des mises en chantier et des livraisons aux clients ainsi qu'une appréciable économie de moyens.

En ce qui concerne l'exercice en cours, le portefeuille de commandes atteignait au 1er janvier 695 millions de francs pour 8 207 commandes, représentant près de deux ans de chiffre d'affaires.

La société s'efforce, par tous les moyens en son pouvoir, de compenser les repercussions des hausses de ses prix de revient. Mais il ne paraît pas raisonnable d'espérer pour 1974 la même marge bénéficiaire qu'en 1973.

L'assemblée a fixé le revenu global par action à 21,70 F comprenant un dividende net de 15,80 F et un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 5,90 F. Le dividende sera versé en paiement à partir du 15 juillet 1974 contre remise du coupon n° 13.

Le conseil d'administration, réuni le 18 juin 1974, a nommé M. Roger Fagot, président-directeur général, en remplacement de M. André Fux, qui a été nommé président d'honneur.

UNION POUR L'HABITATION

L'assemblée générale s'est tenue le 19 juin sous la présidence de M. de Lauriston.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1973, qui se soldent par un bénéfice de 17 618 000 F contre 11 837 000 F en 1972.

Elle a décidé de verser le 15 juillet prochain, à la totalité des 1 875 000 actions composant le capital social, un dividende de 8 F par action. Sur ce montant, une somme de 1,85 F est octroyée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Le rapport du conseil d'administration souligne que les loyers encaissés, aussi bien que le bénéfice net, ont marqué une hausse de 50 % par rapport à l'exercice précédent.

Le total des frais généraux du siège, des honoraires de géomètres et des frais d'entretien des immeubles, non récupérés auprès des locataires, a pu être ramené à 1,20 % du montant des loyers et primes encaissés, contre 14,80 % en 1972. On peut facilement apprécier l'importance de cette diminution.

Le président a évoqué les conversations qui doivent ouvrir prochainement avec les autorités de tutelle en vue de donner aux sociétés immobilières d'investissement la possibilité de diversifier leurs activités.

Il a également indiqué que, « aux circonstances actuelles imprévisibles, le dividende devrait être très sensiblement augmenté au titre de l'exercice 1974 ».

CHAMDEX

Société de développement régional de Champagne-Ardenne

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 11 juin 1974, à Reims, a approuvé les comptes de l'exercice 1973, qui se soldent par un bénéfice net de 880 531 F après dotation à des postes de provision à caractère de réserves pour 198 620 F.

Le bénéfice net de 1 079 151 F a été obtenu malgré l'imputation à l'exercice de 50 % des frais de l'augmentation de capital réalisée en octobre, alors que le produit de cette opération n'a été disponible qu'en 1974.

L'assemblée a décidé la mise en paiement, le 1er juillet 1974, d'un dividende de 8,62 F (dont 1,27 F d'avoir fiscal) aux actions anciennes, et de 4,23 F (dont 0,64 F d'avoir fiscal) aux actions nouvelles créées avec jouissance le 1er juillet 1973.

M. Romain-Jean Pélissier, président du conseil d'administration, a souligné la place de Chamdex dans le financement des entreprises régionales : de 1959 à 1973, elle a fourni un montant global de capitaux de près de 300 millions de francs à deux cents entreprises.

Quelle est l'importance de Merrill Lynch pour une société française?

Merrill Lynch figure au premier plan dans le domaine du financement

En 1973, Merrill Lynch s'est classé en tête des "investment banks" après avoir dirigé, en tant que chef de file ou co-chef de file, des opérations de financement d'un montant total de plus de \$15 milliards se répartissant approximativement de la façon suivante :

\$1 milliard de financements internationaux, en actions ou en obligations, comprenant approximativement 225 millions de dollars d'émissions internationales publiques hors des Etats-Unis, 600 millions de dollars d'émissions publiques aux Etats-Unis pour le compte d'emprunteurs internationaux et 205 millions de dollars par voie de financement privé pour des emprunteurs internationaux.

\$7,7 milliards de financements par appel au public pour le compte de sociétés aux Etats-Unis, parmi lesquels plus de 44 émissions d'actions d'une valeur globale proche de 2 milliards de dollars.

\$5,5 milliards de financements par appel au public pour le compte du gouvernement des Etats-Unis et d'administrations ou de collectivités publiques américaines.

\$730 millions de financements privés aux Etats-Unis dont 400 millions de dollars dans le secteur immobilier.

Les équipes de financiers de Merrill Lynch et de ses filiales — à Paris, Londres, Tokio (où Merrill Lynch est la seule firme non japonaise autorisée à participer aux émissions locales japonaises), au Canada et aux Etats-Unis — peuvent mobiliser toutes les capacités du groupe pour satisfaire vos besoins de capitaux, soit en élargissant le nombre de vos actionnaires étrangers, soit en introduisant vos obligations ou vos actions sur le marché américain en vue de satisfaire vos besoins de financement à long terme, de faciliter vos acquisitions de sociétés ou le financement d'usines ou d'obtenir la cotation de vos titres sur une bourse de valeurs américaine.



MERRILL LYNCH INTERNATIONAL INCORPORATED

Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Inc. et ses filiales disposent d'équipes de financiers dans les centres suivants : PARIS, LONDRES, TOKIO, NEW YORK, CHICAGO, SAN FRANCISCO, LOS ANGELES, ATLANTA, TORONTO, MONTREAL

Les services décrits ci-dessus sont fournis par Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Inc., New York, Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Securities Limited et Merrill Lynch-Royal Securities Ltd. et sont disponibles hors des Etats-Unis et du Canada, par l'intermédiaire de Merrill Lynch International Incorporated, ses filiales et les autres sociétés du groupe.

Indépendamment de son expertise financière les facteurs suivants ont contribué à faire de Merrill Lynch la première "investment bank".

Distribution

201 bureaux de brokerage aux Etats-Unis et 49 bureaux internationaux permettent une capacité de placement inégalée tant en volume qu'en dispersion géographique à travers les Etats-Unis, l'Europe, le Moyen-Orient, l'Extrême-Orient, le Canada, et l'Amérique Latine. Les 1.500.000 comptes de notre clientèle institutionnelle et privée sont régulièrement suivis par nos bureaux.

Transactions Boursières et Marché hors cote

Marché des Actions

En 1973, plus d'une transaction sur dix en "round-lot" et plus d'une transaction sur quatre en "odd-lot" — soit plus de 10 pour cent du volume des actions du New York Stock Exchange — ont été exécutées par Merrill Lynch. 3.400 blocs d'au moins 10.000 actions ont été négociés par Merrill Lynch, plus de la moitié d'entre eux ayant fait l'objet d'une seule transaction.

De plus Merrill Lynch fait un marché hors cote pour les actions de plus de 600 sociétés américaines.

Marché des Obligations

En 1973, Merrill Lynch a négocié sur le marché hors cote, principal marché obligatoire aux Etats-Unis, un volume d'obligations portant sur 6,3 milliards de dollars — 80 pour cent de ces ordres émanant de notre clientèle institutionnelle. En outre, Merrill Lynch a négocié plus de 1,3 milliards de dollars d'obligations — soit 19 pour cent du volume total — sur le New York Stock Exchange.

Merrill Lynch se classe aussi parmi les quelques grands spécialistes du marché secondaire des euro-obligations et des euro-actions.

Fonds Propres

Au 31 décembre 1973, les fonds propres de Merrill Lynch dépassaient 459 millions de dollars, montant de très loin supérieur à ceux dont pouvaient faire état les autres "investment banks" américaines.

ميريل لينش

LES MARCHÉS FINANCIERS

Euro-obligations

LA TENSION DES TAUX NUIT AU MARCHÉ

[illegible][illegible]

L'AIR LIQUIDE. Chiffres d'affaires consolidés du groupe pour 1973 : 3,76 milliards de francs contre 2,20 milliards nets consommés : 168,4 millions de francs contre 124,57 millions de francs en 1972. L'opération d'extension de la distribution aux actionnaires a été majorée de plus de 100 % par rapport à 1972 et de 25 % en 1973. Les résultats du premier trimestre 1974 sont en progression, surtout forte que celle enregistrée en 1973.

R.A.S.F. et M. Gaston Boyrolle vice-président d'Air Liquide, ont leur siège social de la compagnie française R.A.S.F. en remplacement de M. Robert Lecoq, occupant la même fonction.

Préable le poste de vice-président-directeur général.

MARCHE MONÉTAIRE

	Taux d'intérêt de France	Taux de marché
Effets publics		
Effets privés		14 1/4 %

LONDRES

Plus résistant

Après sa forte chute des deux dernières semaines, le marché paraît avoir rencontré un palier de résistance. Lundi à l'ouverture, les industrielles, les pétroliers et les mines d'or n'enregistrent que d'infimes variations dans les deux sens. Les Fonds d'Etat sont même un peu mieux orientés et gagnent 1/8 de point.

VALEURS	CLOTURE		CHANGES	
	21/5	24/5		
War Loan 3 1/2 % ..	23 1/2	23 5/8		
Beechamps	180	185 3/4		
British Petroleum ..	380	383 1/2		
Shell	478	477		
Vickers	180	177		
Imperial Chemical ..	202	208		
Guaranteed	87	85 3/4		
De Beers	217	220		
* Western Holdings ..	24	24 1/8		
Nie Tlita Zinc Corp. ..	116	117		
* West Driewetlans ..	33 1/2	33 1/2		

INDICES QUOTIDIENS
 NSKE Base 100 : 28 dec 19

	20 juin	21 juin
Valeurs françaises ..	85,3	84,1
Valeurs étrangères ..	93,8	92,5
C^e DES AGENTS DE CHANGE		
(Basse 100 : 29 déc 1961)		
Indice général	73,1	71,6

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

L'AIR LIQUIDE — Chiffres d'affaires consolidés du groupe pour 1973 : 3,78 millions de francs (+ 20 %) ; bénéfices nets consolidés : 166,48 millions de francs contre 134,97 millions de francs (+ 32,62 %), soit environ 25 F par action. La distribution aux actionnaires a été majorée de plus de 35 % en deux ans (10 % en 1972 et 25 % en 1973). Les résultats du premier trimestre 1974 sont en progression encore plus forte que ceux

B.A.S.F. — M. Gaston Borckeltz vient d'être nommé président-directeur général de la compagnie française B.A.S.F. en remplacement de M. Rolf Magener. Il occupait au préalable le poste de vice-président-directeur général.

MARCHE MONETAIRE		
	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics...	---
Effets privés.....	14 1/4 %
Moyen terme.....	12 %

MARCHE MONETAIRE

	TAUX Banque de France	TAUX du marché
Effets publics...
Effets privés...	14 1/4 %
Moyen terme	12 %

B A I D

Le numéro du 24 juin publie notamment les insertions suivantes :

Automobiles M. Berliet. — Augmentation du capital de 120 à 240 millions de francs par émission au pair de 800 000 actions nouvelles de 150 F, jouissance 1^{er} janvier 1974 (1. pour 1).

S.A. de Télécommunications. —

Attribution gratuite de 309 321 actions de 100 F, jouissance 1^{er} janvier 1974 (1 pour 1).
Emission à 370 F de 154 689 actions nouvelles de 100 F, jouissance 1^{er} janvier 1974 (1 pour 2).
A l'issue de ces opérations, le capital sera porté à 77 344 500 F.

Société Générale alsacienne de Banque. — Émission de 120 000 actions nouvelles de 125 F. émises à 150 F. créées jouissance du 1^{er} janvier 1974 (2 pour 3). Le capital est porté de 45 millions à 60 millions de francs.

Jacques Borel International. — Attribution gratuite, à compter du 1^{er} juillet 1973, de 171 249 actions nouvelles.

Compagnie Industrielle Maritime. — Attribution gratuite, à compter du 28 juin, de 100 000 actions de 100 F. jouissance 1^{er} janvier 1974 (1 pour 5). Le capital est porté à 103 749 700 F.

Arjomari-Prieux. — Attribution gratuite, à partir du 1^{er} juillet, de 72 942 actions nouvelles de 75 F. jouissance 1^{er} janvier 1974 (1 pour 10). Le capital est porté à 60 millions 177 375 F.

Docks de France « Doc ». — Attribution gratuite de 60 000 actions nouvelles de 100 F nominal, inscrites

SILIC. — Emission au pair d'un emprunt de 79 999 500 F représenté par 228 570 obligations de 350 F nominal convertibles à tout moment à partir du 1^{er} juillet (1 pour 1).

Testud-Acquitas. — Emission au pair d'un emprunt de 7 200 000 F divisée en 60 000 obligations convertibles de 120 F nominal, 7,50 % d'intérêt, 1^{er} juillet 1974, amortissable en cinq ans.

La conversion pourra être obtenue du 1^{er} juillet au 30 septembre de chacune des années 1976 à 1984 inclus (1 pour 1).

La souscription sera réservée aux propriétaires des 149 598 actions représentant le capital actuel de la société (2 obligations pour 5 actions).

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	21.8	24.8
1 dollar (en yens)	232.125	232.25

RS DU DOLLAR A TOK

	21.8	24.8
1 dollar (per year)	283.125	282.25

BOURSE DE PARIS — 21 JUIN — COMPTANT

[illegible]

Depuis quelque temps, les cotations se poursuivent souvent au-delà de 14 h. 30. Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous ne sommes pas toujours en mesure de donner tous les derniers cours cotés à terme. Ces cours sont corrigés le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

seuls cotés à terme. Ces cours sont corrigés le lendemain dans la première édition.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Comp. Prém. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Comp. Prém. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Comp. Prém. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Comp. Prém. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Comp. Prém. cours		
45,50 % 1873	454	445	444	440	575	Gie Eaux-Elec.	578	579	10	578	565	Paris-Franco	130	129	50	127	176	Thomson Br.	176	185	187	167	248	San. Electr.	238	230	233	228	235	10	
A.C.R. 5 %	1828	1816	1814	1805	260	Exp. Mar. S.A.	263	265	56	261	131	Paris-Franco	134	133	50	131	176	U.S.A.	145	186	187	165	248	San. Electr.	243	235	244	243	243	10	
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Exp. Mar. S.A.	180	180	50	180	163	Patron. S.A.	164	167	50	163	320	O.C.B.	318	308	308	285	10	Goldfields	20	20	21	19	30	10	
Alst. Comp. Ind.	72	72	72	72	105	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Alst. Comp. Ind.	72	72	72	72	105	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62	10	229	Hochst Par.	228	227	230	227	230	10
Am. Ind. 5 %	216	217	217	210	180	Europe n° 1.	387	385	20	385	132	P.I.R.E.	130	130	50	132	180	U.T.A.	54	82	10	62									

UN JOUR DANS LE MONDE

4. **DIPLOMATIE**
— Différend entre M. Kissinger et le Pentagone avant le voyage de M. Nixon à Moscou.
- 5-6. **PROCHE-ORIENT**
— Le président Sadate estime qu'Israël est en possession d'armes nucléaires tactiques.
— Loin des capitales : chez les paysans parvenus de Tripolitaine.
7. **AMÉRIQUES**
— CHILI : la justice commue quatre peines d'emprisonnement en multien vingt-sept ans.
7. **ASIE**
— INDOCHINE : le G.P.P. sud-vietnamien suspend sa participation aux discussions de Saïgon.
7. **AFRIQUE**
— OUGANDA : le général Amin est accusé de la « liquidation » de milliers d'opposants.
- 8-9. **EUROPE**
— ESPAGNE : les dirigeants du P.C. lancent un pressant appel à une large réconciliation nationale.
- AUTRICHE : M. Rudolf Kirchschloeger est élu président de la République.
- 10 à 12. **POLITIQUE**
— Le Centre démocrate veut être « l'aile gauche de la nouvelle majorité ».
- Les délibérations des secrétaires fédéraux de l'U.D.R. — M. Robert Verdun.
13. **ENQUÊTE**
— « Les résidents secondaires, ces inconnus dans la commune » (II), par M. Schifres.
- 15 à 17. **ÉDUCATION**
— Les nouveaux diplômés d'ingénierie de l'université de Montpellier.
- Une école secondaire catholique à Longwy.
18. **SPORTS**
— FOOTBALL : Coupe du monde : de l'élimination de l'Italie à la domination des Pays-Bas.
- CYCLISME : Georges Taboridès, champion de France.
20. **AÉRONAUTIQUE**
— Un rapport du Conseil économique et social : le maintien de l'emploi dans l'industrie française dépend des exportations de matériels militaires.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- Pages 21 à 24
- Les conséquences des décisions gouvernementales :
 - Crédit : plus cher, plus rare et... plus injuste.
 - Taxation des plus-values : une nouvelle définition du revenu.
 - Réforme administrative : sortir de la cour du Grand Turc.
 - Le droit des licenciements : un incroyable méli-mélo.
 - 25. **JUSTICE**
— Les avocats du mineur inculpé pour le meurtre de Brigitte Devrière affirment que leur client est innocent.
 - 26. **ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS**
— ENVIRONNEMENT : vers l'interdiction de la chasse à la baléine.
 - 28-29. **ARTS ET SPECTACLES**
— CINÉMA : les Oiseaux, les Orphéens et les Fous ; la lumière trouble de Beni Montresor ; M. Giscard d'Estaing et la censure.
 - 30 à 41. **LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**
— CONFLITS ET REVENDICATIONS : En grève depuis plusieurs semaines, les ouvriers d'Unior, des aciéries du Furan et de La-Brun doivent se prononcer sur des compromis.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (27)
Annonces classées (30 à 37) ; Carnet (28) ; Informations pratiques (29) ; 4 Journal officiel (27) ; Météorologie (27) ; Mots croisés (27) ; Finances (43).

Le numéro du « Monde » daté 23-24 juin 1974 a été tiré à 501 421 exemplaires.

Déménagement ?
Louez une camionnette chez Europcar. 645.21.25

A C D E F G H

LE RÉFÉRENDUM DU 23 JUIN EN SUISSE

L'annonce de la création d'un nouveau canton dans le Jura francophone est accueillie dans la liesse populaire

Par 36 802 « oui » contre 34 057 « non », les citoyens des sept districts jurassiens du canton de Berna ont décidé, le dimanche 23 juin, à l'occasion du référendum d'autodétermination, de constituer un vingt-troisième canton au sein de la Confédération helvétique. Comme cela était prévu, ce scrutin a fait une nouvelle fois apparaître le traditionnel clivage entre les trois districts catholiques du Nord et les trois districts protestants du Sud. Alors que les premiers se sont nettement prononcés en faveur de la séparation, les seconds s'y sont opposés, de même que le district de langue allemande de Leuzen. Ces districts auront l'occasion de se prononcer sur leur adhésion au nouveau canton ou sur leur maintien au sein du canton de Berna.

Delémont. — La joie populaire a été à la mesure d'une belle peur ! Dans la vaste salle de gymnastique jouxtant le vieux château des princes évêques, l'affichage des premiers résultats provoquait dimanche après-midi des commémorations de plus en plus déchaînées, voire amères et la pluie qui tombait sans discontinuer n'était pas la seule cause de la tristesse qui flottait dans l'air. L'après-midi, cependant, renouait vers le milieu de l'après-midi, quand les décomptes des suffrages de Delémont puis de Porrentruy commencent à tomber. Évident, il ne fit plus de doute que la vapeur était renversée, que la création d'un nouveau canton n'était plus une chimère et que les jurassiens allaient enfin pouvoir prendre en main leurs destinées.

La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre et les gens commencent à affluer vers la place, se congratulant joyeusement, entretenant d'ailleurs et parapluiés en une forêt bigarrée au-dessus des têtes.

Des chants patriotiques en français et en patois d'oïl tels que *la Nouvelle Rouennaise*, hymne des séparatistes, ou encore *le né de la déesse en l'honneur de la* par la foule et levait l'écho des puissantes murailles médiévales de la ville. On s'interpella sans relâche dans les rues, on se tapait sur l'épaule, les enfants n'étaient pas les moins bruyants. Dans les cafés, subitement bondés, le vin et la bière quand ce n'était pas le champagne, coulaient généreusement.

Le mot d'ordre du mouvement pour l'unité du Jura n'a guère été suivi puisque 1 726 bulletins blancs seulement ont été dénombrés. L'importance de la consultation s'est clairement reflétée dans une participation s'élevant dans l'ensemble à 90 %, ce qui représente un record tout à fait exceptionnel pour la Suisse.

Comme s'est plu à le relever M. Kurt Furgler, chef du département fédéral de justice et de police : « Malgré la vivacité des passions en cause, ce scrutin s'est déroulé dans une atmosphère de dignité qui fait honneur à tous les intéressés. » Un seul incident grave a été enregistré juste à la fin de la campagne. Dans une circonstance encore mal élucidée, un jeune autonomiste a été atteint à l'abdomen par une balle, dans la localité de Boncourt, et a dû être transporté d'urgence à l'hôpital.

« Un climat de dignité »

Alors que chacun s'attendait à un scrutin serré, le suspense s'est effacé dès que furent connus les premiers résultats, dimanche en début d'après-midi. Pendant un long moment, on avait d'abord cru que le « non » l'emporterait.

De notre envoyé spécial

mais un renversement de tendance se dessina vers 17 heures, dès la proclamation des résultats du district de Delémont, qui fit pencher la balance en faveur du « oui ». Par rapport au référendum de 1959, où les « non » avaient prévalu de justesse par 214 voix d'avance seulement, ce qui a fait aujourd'hui la différence, c'est une sensible progression des « oui » dans le district central de Montier et un renforcement des positions des autonomistes dans les districts francophones du Nord. L'issue du vote a passé en quelque sorte les espoirs des autonomistes. Si, pour l'ensemble du Jura, la marge séparant le « oui » du « non » est de 2 745 voix, dans les six cantons francophones, elle est plus nette et s'élève à 5 531 suffrages.

Une menace d'éclatement

En frayant la voie à la création d'un vingt-troisième canton, le plébiscite du 23 juin a également fait ressortir la division qui subsiste entre le nord et le sud du Jura. De divers côtés, on en appelle déjà à la réconciliation pour prévenir la menace d'éclatement qui plane désormais sur les districts francophones. Malgré l'issue positive du vote d'autodétermination, l'affaire jurassienne est sans doute encore loin d'être définitivement réglée. La parole est maintenant aux quatre des sept districts qui ont refusé la séparation. Selon le processus engagé par les autorités cantonales bernoises, ils disposent de six mois pour demander l'organisation d'un nouveau scrutin pour savoir s'ils veulent adhérer au canton du Jura ou s'ils préfèrent demeurer rattachés à Berna.

Les autonomistes espèrent que leurs adversaires hésiteront devant une partition qui leur laisserait malgré leur revers, les antiséparatistes ne se donnent pas pour définitivement battus.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SE RENDRA EN LOZÈRE LE 6 JUILLET

M. Giscard d'Estaing présidera le 6 juillet à La Canourgue (Lozère) l'inauguration d'un centre médical pour handicapés adultes.

DÉCÈS DU BATONNIER JACQUES CHARPENTIER

Nous apprenons le décès, survenu dans sa quatre-vingt-troisième année, le 22 juin, du bâtonnier Jacques Charpentier. Né le 5 juillet 1891 (Brest), il fut le 5 juillet 1961 (Yvelines), élu d'avocat. M. Jacques Charpentier s'inscrivit au barreau de Paris en 1918 et fut le bâtonnier de 1935 à 1945. En 1948 et 1959, il est membre des comités chargés de la réforme de la justice. Il fut élu le 17 juillet 1961 Président de la société de législation comparée (1962-1963), de la société Henri Capitant pour la culture juridique française (1964-1965), le bâtonnier de la section de la poulie Charpentier est l'auteur de nombreux ouvrages par lesquels il a marqué la jurisprudence. « Remarques sur la parole », « Au service de la loi », « Justice 1985 », « Pour la peine de mort », etc.

Il participa aussi, en 1941, à la création du Front national judiciaire avec MM. François de Monthion et Pierre-Benoît Tesson, et dont Charpentier est l'un des fondateurs. Il mourut en déportation.

Lors de l'élaboration de la réforme des professions judiciaires et juridiques, qui devait notamment aboutir à la fusion des professions d'avocat et d'avoué de grande instance, le bâtonnier Charpentier avait préconisé la grève pour éviter que ces dispositions ne soient adoptées.

et leur porte-parole ont fait savoir qu'ils entreprendraient les démarches nécessaires pour que les districts qui le désirent soient maintenus au sein du canton de Berna. De leur côté, les autorités cantonales bernoises ont réaffirmé qu'elles entendaient respecter la volonté des jurassiens et « qu'elles appartiennent à eux seuls de décider si ce premier résultat doit être considéré comme définitif ». Pour sa part, M. Roland Béguelin, secrétaire général du rassemblement jurassien, a déclaré : « La question est résolue pour la Suisse, mais à condition que le Jura conserve son unité. Si Berna garde une partie du Jura francophone, la question jurassienne rebondira, et il y aura conflit entre le canton du Jura et celui de Berna. »

En tout cas, le 23 juin 1974 fera date dans l'histoire du fédéralisme helvétique. La création d'un nouveau canton peut paraître paradoxale à une époque où l'on croit le fédéralisme en perte de vitesse. Mais ce nouveau canton sera-t-il comme les autres ? D'aucuns espèrent qu'il permettra de raviver le fédéralisme. Sans doute ne conquerra-t-il pas sans doute ne forcer quelque peu les positions de la Suisse romande sur le plan fédéral.

JEAN-CLAUDE BUIRER.

Les résultats officiels par districts

DISTRICTS	OUI	NON
Courmayeur	3 123	10 288
Delémont	11 670	2 948
Franches-Montagnes	3 373	1 038
Montier	7 068	9 239
La Neuveville	531	1 776
Porrentruy	5 683	4 566
Laufen (de langue allemande)	1 433	4 119
Ensemble du Jura	36 802	34 057
O y a eu 1 726 bulletins blancs. La participation a atteint 90 % des électeurs inscrits.		

A Nice

Début de la dernière semaine aux Jeux olympiques d'échecs

La matinée des épreuves finales est achevée, et l'on commence à voir clair à Nice aux Jeux olympiques d'échecs.

Il n'y a pas de très grande surprise dans la finale A, où l'U.R.S.S. a une confortable avance. La foule vient toujours en masse autour des échiquiers soviétiques, peut-être avec le secret espoir de voir manger le dompteur ou, du moins, un des joueurs russes trébucher. Cela fait-il être le cas pour Spassky, qui s'est trouvé en très mauvaise position contre le jeune Suédois Grunstein, mais a réussi à arracher la nulité au soixante-douzième coup d'une partie passionnante. Les Yougoslaves commencent à poser leur candidature pour les médailles d'argent.

Dans la finale B, l'équipe de France a subi le contre-coup de ses longues luites de la poulie préliminaire, et la fatigue s'est fait sentir : match nul contre la Tunisie et l'Écosse, courte victoire contre le Portugal, déroute devant l'Australie. Mais nos joueurs semblent avoir retrouvé le second souffle et sont en bonne position pour les Norvégiens, après la première séance de la neuvième ronde — une victoire (Puhm) et deux nuls. Mais les deux derniers en jeu, contre le grand maître canadien Spittles, après une longue lutte, la première place semble se disputer entre l'Australie et Israël.

En marge des épreuves olympiques a commencé l'assemblée

générale de la Fédération internationale (FIDE). Pour la première fois de son existence cinquantenaire, deux candidats, le président sortant Suwe (Payas) et son président adjoint Rapell Mendes (Porto-Rico) vont s'affronter pour la présidence, ce qui inquiète quelques-uns, qui craignent pour la belle devise de la FIDE : « Gens una sumus ». La famille va pourtant s'agrandir, puisque la Chine comme l'Égypte demandent leur adhésion.

Voici le point sur les finales des deux premiers groupes, après la huitième ronde :

Finale A : 1. U.R.S.S. — 24,5 points ; 2. Yougoslavie, 21 ; 3. Bulgarie, 20 ; 4-5. Hongrie et États-Unis, 19 ; 6. Pays-Bas, 17,5 ; 7. Allemagne, 17 ; 8. Roumanie, 16 ; 9. Espagne, 15,5 ; 10. Philippines, 15 ; 11. Tchécoslovaquie, 14 ; 12-13. Argentine et Finlande, 13,5 ; Angleterre, 13 ; 15. Suède, 11,5 ; 16. Pays de Galles, 6.

Finale B : 1. Autriche, 33,5 points ; 2. Israël, 31 ; 3. Italie, 18,5 ; 4-5. Cuba et Norvège, 18 ; 6. Canada, 17,5 ; 7. Irlande, 17 ; 8. Pologne, 16,5 ; 9. Danemark, 15,5 ; 10-11. Suisse et Colombie, 14,5 ; 12-13. France et Écosse, 14 ; 14. Belgique, 13,5 ; 15. Tunisie, 10 ; 16. Portugal, 9.

Dans la finale C, l'Iran et l'Australie sont en tête ; dans la finale D, le Pakistan, et dans la finale E, la Rhodésie et l'Irak.

Après les propositions de la direction

Les syndicats de l'O.R.T.F. consultent leurs mandants sur la poursuite du mouvement

Les syndicats F.S.U., C.G.T. et C.F.D.T. de l'O.R.T.F. devaient décider lundi matin, de la suite qu'ils entendaient donner à leur action après consultation de leurs mandants, au cours d'assemblées générales organisées dans tous les centres de Paris et de province.

Avant l'ouverture de ces assemblées, le sentiment prévalait, dans les milieux syndicaux, que la grève des agents A2 et A3 serait reconduite.

Depuis le rejet, dans la nuit de vendredi, des dernières propositions de la direction générale, les agents techniques et administratifs T2 et A2 appartenant à la F.S.U. et à la C.F.D.T., restent en grève. L'ensemble des syndicats qui ont signé jeudi une plate-forme commune de revendications (F.S.U., C.G.T. et C.F.D.T.) avaient demandé aux agents non grévistes d'assurer la diffusion normale des programmes jusqu'à la réunion de ces assemblées générales.

Cette décision a permis la reprise quasi normale des programmes à la télévision samedi et dimanche. A la radio, l'union en revanche, le rétablissement des programmes normaux n'a pas été possible. Mais un certain nombre d'émissions prévues ont pu être diffusées sur chacune des chaînes.

M. Jacques Saliebert, directeur de la région de la radiodiffusion, dans une lettre ouverte aux agents grévistes, écrit notamment : « Depuis vingt-huit jours, les auditeurs des différentes chaînes de radio de l'Office sont privés de la grande majorité de leurs programmes habituels. Cette situation devient intolérable. (...) Vous êtes pour la grande majorité d'entre vous des défenseurs conscients du monopole de l'O.R.T.F. mais par votre attitude, vous fournissez aux adversaires de ce

monopole leurs meilleurs arguments et vous facilitez l'expansion des radios concurrentes ».

Pour Mme Jacqueline Baudrier, directrice de la première chaîne T.V. dans une déclaration à Sud-Ouest, « le mécontentement légitime du public fait ouvrir à l'O.R.T.F. les portes graves d'un traitement à chaud ».

M. Denis Baudouin : déléguer la première chaîne. Quant à M. Denis Baudouin, délégué général à l'information, il écrit dans le Figaro, lundi matin : « J'estime pour ma part, qu'il faut faire évoluer le monopole de la télévision. Il ne s'agit pas de fermer la télévision au secteur privé sans aucune garantie. Il est évident que le principe d'un fond O.R.T.F. ne doit pas être aboli. L'Office restera donc maître du réseau de diffusion des émissions, mais devra accorder une licence d'exploitation et de programmation à la télévision indépendante ».

« Plusieurs possibilités peuvent être envisagées. La plus intéressante consisterait à détacher l'une des trois chaînes existant actuellement — non pas la troisième, mais la première, et de la placer sous tutelle d'une société à type S.O.P.E.T.A., dans laquelle seraient admis la majorité des capitaux, les sociétés privées n'intervenant alors que comme des prestataires de service afin d'alléger la charge de l'Office. (...) Je pense que la première chaîne de télévision est actuellement la seule qui peut être reçue par 98 % des télécepteurs, soit cent mille d'entre eux — parmi les plus modestes — étant possesseurs de récepteurs à poste ne recevant ni la deuxième ni la troisième chaîne. »

Les négociations qui se sont déroulées le vendredi 21 juin ont permis un certain rapprochement des points de vue entre la direction générale et les syndicats.

Le point des négociations

C'est ainsi que les dernières propositions de la direction comportaient un relèvement des salaires dans les quinze échelons de l'échelle T 2, les salaires 1 et 2 étant portés respectivement à 2 049 francs et 2 215 francs par mois et l'échelon 15 (après trente ans de carrière) à 4 000 francs.

Un échelon supplémentaire a été ajouté à l'échelle : T 2 exceptionnel. Le point de sortie de cette échelle est porté, en fin de carrière, de 20 % à 30 %.

Le contingentement d'agents T 2 pourrait être promu à l'échelle T 2 exceptionnelle.

Par ailleurs, la direction générale s'est engagée à amorcer des négociations dès cette semaine, sur la reconnaissance et la définition des « métiers de son » à l'O.R.T.F.

Les syndicats demandent, pour leur part :

- Que soit admis le principe de la fusion des échelles T 2 et T 3 exceptionnelle sur trente ans de carrière et du regroupement de tous les agents dont le recrutement et les fonctions sont comparables.
- Le paiement des jours de grève. Les grévistes reprochent à la direction générale d'avoir prévu la retenue sur les salaires de mois de juillet des quinze premiers jours de grève (les autres jours devant être retenus sur les salaires d'octobre), alors disent-ils, qu'il est de tradition dans les établissements publics que les retenues des jours de grève soient l'objet d'un étallement beaucoup plus large.

La conférence de presse organisée par la Fédération des professions artistiques et culturelles C.F.D.T. sur la crise de l'O.R.T.F. aura lieu mardi 25 juin à 11 heures, à la C.F.D.T., 28, rue Monthon. Non le 25, jour comme il avait été annoncé.

VILLA LIBRE A LA VENTE

A 2 HEURES DE PARIS, 9 KILOMÈTRES AVANT VENDÔME : villa dans bourg coquet et calme. Belle exposition. Excellente construction. État impeccable. TOUT CONFORT. Beau jardin clos de 1.500 m². — Prix : 150.000 F ou partie comptant + reste mensuelle une tête 73 ans. Écrire : CHOUINEAU, 53 bis, rue Boleau, 75016 PARIS.

A. Mayssignac

DÉCORATEUR ENSEMBLIER
FABRICANT SPÉCIALISTE
TOUTS TRAVAUX
TAPISSE - ÉBÈNERIE - INSTALLATIONS
COLLECTION PERSONNELLE
Styles et Contemporains

ATELIER-MAGASIN
BUREAU D'ÉTUDES
DANS NOS IMMEUBLES 2580 M²
42-44, FAUBOURG SAINT-ANTOINE
PARIS 12 - BASTILLE
PARKING
CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS
343-96-31 3 LIGNES
OUVERT 9 H à 19 H
PENDANT TOUTES LES VACANCES

COURS A.Z.

MÉTHODE AUDIOVISUELLE
196, rue St-Honoré, Paris (1^{er})
Tél. 508-94-44 ou 508-93-63
Métro : Palais-Royal

LANGUES en 150 h.
STENO en 40 h.
DACTYLO en 15 h.

Enseignement machine électrique
De 8 h à 21 h sans interrupt.

ANGLETERRE

Spécial étudiants
3 semaines 920 F

Jul. Août-Sept. - Log. et Repas
Audiocassette : anglais général
47-21 h de cours par jour.
Intensive drills : cours de
discussion rapide.
Anglais commercial : préparation
British Chamber.
Activités variées, club privé, etc.
Séjours agréables pour
élèves du secondaire et adultes
documentations spéciales.

British European Centre
5, rue Richemont,
Paris 8e
260.18.34
Bon à découper
Nom : _____
Cité : _____
Coût : _____
coût total de la prise de possession
de vos données personnelles

150 000